REVUE

DES

DEUX MONDES

XXXII[e] ANNÉE. — SECONDE PÉRIODE

PARIS. — IMPRIMERIE DE J. CLAYE
RUE SAINT-BENOIT, 7

REVUE

DES

DEUX MONDES

XXXII[e] ANNÉE. — SECONDE PÉRIODE

TOME QUARANTE ET UNIÈME

PARIS

BUREAU DE LA REVUE DES DEUX MONDES

RUE SAINT-BENOIT, 20

1862

NAPLES

ET

LA SOCIÉTÉ NAPOLITAINE SOUS LE ROI VICTOR-EMMANUEL

Depuis que les provinces napolitaines, soulevées à la voix de Garibaldi, se sont volontairement réunies à l'Italie par le vote du 22 octobre 1860, le roi Victor-Emmanuel a visité deux fois la ville de Naples. A sa première entrée, le 7 novembre 1860, entrée dont j'ai raconté les détails dans la *Revue* (1), il fut reçu avec une froideur qui cachait quelque rancune et une certaine défiance : les gens du peuple, fort ignorans et n'ayant encore qu'une idée assez confuse de l'unité italienne, voyaient simplement dans le roi Victor-Emmanuel une façon de compétiteur qui venait se substituer à Garibaldi, qui, pour eux, avait remplacé le roi François II. Garibaldi, avec ses allures pleines de bienveillance et de franchise, était l'idole des *popolani*, qui naturellement firent un accueil peu empressé à celui qu'ils regardaient comme son successeur. Dans la classe moyenne, ce sentiment, à quelques nuances près, ne fut pas moins vif. Garibaldi était pour elle le libérateur qu'elle avait tant appelé, qu'elle attendait depuis si longtemps, et elle estimait, à tort ou à raison, que le gouvernement de Turin ne lui avait pas témoigné assez de reconnaissance. Elle qui avait su toutes les péripéties de la grande journée du Vulturne, elle était blessée que les Piémontais, qui n'y parurent même pas, s'en fussent laissé attribuer la gloire, en ne faisant pas démentir dans les journaux officiels la calomnie habile qui affirmait que, sans l'intervention des troupes régulières, la petite armée de Garibaldi était perdue et Naples reprise. En même temps l'exclusion systématique et préméditée des volontaires de l'armée méridionale le jour de l'entrée du roi, l'absence au moment

(1) Voyez la livraison du 1er mai 1861.

du triomphe de ceux qui l'avaient préparé à travers tant de fatigues, sans exciter positivement de colère, causa du moins une mauvaise humeur dont le roi put s'apercevoir en parcourant, pour se rendre au *palazzo reale*, les principales rues de la ville. On savait aussi que certains décrets excellens rendus par Garibaldi, pendant l'exercice de sa dictature, touchant l'abolition de la loterie, l'établissement des caisses d'épargne, l'établissement d'asiles pour les enfans, etc., seraient annulés, ou du moins ajournés, et cela n'était guère fait pour calmer les défiances du *mezzo cetto* (1) napolitain, qui considérait ces améliorations notables comme des conquêtes faites par lui-même à l'aide de Garibaldi. Quant à la noblesse, elle n'était point représentée à cette prise de possession officielle des provinces napolitaines par le roi d'Italie; elle n'était ni à Naples, ni à Gaëte : elle s'était enfuie aux premiers troubles, et n'était pas encore revenue.

La seconde entrée du roi ne fut point semblable à la première; dix-huit mois s'étaient écoulés lorsqu'il revint à Naples le 28 avril 1862 : il fut reçu avec un enthousiasme réel, très profond, que nulle mesure occulte n'avait préparé; le cri ordinaire de l'opposition napolitaine, *vive Garibaldi!* ne fut même pas proféré; ce fut bien le roi Victor-Emmanuel, c'est-à-dire le libre gouvernement constitutionnel qu'il représente, qui fut acclamé. Il est certain que les clameurs de joie furent peut-être grossies dans l'espoir que l'écho en parviendrait jusqu'à Rome, où l'on préparait à ce moment même une sorte de manifeste absolutiste; mais si l'ovation faite au roi, et souvent renouvelée, fut quelque peu inspirée par un esprit anti-papal, elle fut cependant, et dans presque tout son ensemble, un hommage volontaire rendu à l'unité de l'Italie, à la liberté sincère à l'aide de laquelle elle s'accomplit, et au roi honnête homme qui la symbolise. L'accueil réservé d'autrefois s'est changé en réception triomphale; le roi et les Napolitains ont paru se comprendre à merveille, et cependant bien des malentendus, perfidement exploités, auraient pu les séparer encore, si l'unité, s'établissant chaque jour sur une base plus solide, n'avait pour ainsi dire une force intrinsèque et essentielle, supérieure par elle-même aux obstacles inévitables qu'elle rencontre comme aux obstacles qu'on lui crée.

Dans le contraste de ces deux réceptions faites à Victor-Emma-

(1) Locution assez difficile à traduire; elle correspondrait à celles de *tiers-état*, de *bourgeoisie*, si elle ne s'appliquait pas plutôt à la classe *lettrée* qu'à la classe *moyenne*. En France, vers 1848, nous avons eu dans nos discussions politiques une expression oubliée aujourd'hui, *les capacités*, qui rendrait assez fidèlement le sens spécial de *mezzo cetto*. — En Italie, on *respecte* les gens de noblesse et les gens en place, mais on ne *considère* que les lettrés. En 1858, je visitais sur les bords de la Brenta une fort belle villa qui avait appartenu au général autrichien G..., homme de haute famille; le *contadino* (paysan) qui me la montrait me dit, en parlant du général : C'était un grand seigneur, mais « sans littérature, » *senza lettere!*

nuel à la fin de 1860 et au printemps de 1862, se résume en quelque sorte toute une période de l'histoire napolitaine. D'un côté l'époque des défiances, des essais, des premiers efforts; de l'autre, l'ère nouvelle et vraiment féconde qui semble nous promettre la transformation morale d'une société de plus en plus digne de la liberté, voilà les deux aspects de la situation de Naples telle qu'on a pu l'observer depuis dix-huit mois, telle que l'ont montrée avec une netteté singulière les deux circonstances solennelles que nous venons de rappeler. Éclairé par ce rapprochement, essayons de suivre dans ses diverses formes ce travail de réparation qui s'est accompli de 1860 à 1862, depuis les campagnes contre le brigandage jusqu'aux pacifiques réformes dont un récent séjour à Naples nous a permis d'apprécier l'influence.

I.

Après la chute de François II, il y eut, dans les provinces napolitaines, une explosion de telles et si vives espérances qu'il est naturel qu'elles n'aient point été toutes réalisées; il y eut donc là une déception, une sorte de souffrance générale qui pesa sur chacun en particulier. On quittait l'âge de fer pour entrer dans l'âge d'or, on était parti avec des ailes pour s'élancer d'un seul bond au sommet des réalisations entrevues; il n'en fut point ainsi, l'espoir avait été, en raison directe des souffrances qu'on avait supportées, immense; il en fallut bien rabattre, et au lieu de courir, comme on le croyait, on vit qu'il fallait marcher à pas comptés et avec une extrême prudence. Le peuple napolitain, qui est un peuple d'une rare intelligence, et qui ferait de si grandes choses si sa paresse native et climatérique ne le paralysait, comprit vite et bien la situation du gouvernement de Turin, et au lieu de le gêner dans ses efforts souvent maladroits, il ne tarda pas à l'aider avec beaucoup de soumission et une abnégation remarquable.

« Il est incontestable que le gouvernement des Bourbons a laissé derrière lui les écuries d'Augias. » Ces mots, qu'adressait récemment sir James Hudson au comte Russell (1), sont d'une vérité absolue, et les Napolitains de bonne foi en sont intimement pénétrés; aussi, malgré quelques mécontentemens inséparables d'une révolution pareille, laissent-ils loyalement aux ministres le temps de balayer les débris du passé et de préparer la construction de l'édifice nouveau, tout en consolidant l'œuvre nationale vers laquelle tendent aujourd'hui les vœux de l'Italie entière. Ils se sont résignés à souffrir l'amoindrissement de leur capitale, la troisième ville d'Europe, dit-

(1) Dépêche du 8 mai 1862.

on, devenue un simple chef-lieu de préfecture; ils attendent avec patience les améliorations morales et matérielles auxquelles ils ont droit, car ils ont compris, avec un instinct très juste, que dans les circonstances actuelles la question politique dominait absolument la question administrative, que l'Italie, sans capitale, sans frontière au nord-est, encore occupée en partie par ses adversaires, devait d'abord se compléter pour être vraiment *une*, et qu'avant de demander au gouvernement les œuvres de progrès qu'il a pris l'engagement implicite d'accomplir en acceptant le plébiscite qui lui donnait le royaume des Deux-Siciles, il faut l'aider à constituer la patrie. Cette idée de patrie, qui, selon beaucoup d'hommes, est la plus haute idée qui puisse faire battre nos cœurs, est pour la plus grande partie des gens du peuple napolitain une idée absolument nouvelle. Les gouvernemens qui avaient à Naples précédé celui du roi Victor-Emmanuel avaient eu grand soin d'entretenir l'esprit de municipalisme et de fomenter par tous les moyens l'antagonisme qui existe généralement entre gens du nord et gens du midi; ce système d'isolement et d'égoïsme avait été celui des princes italiens qui vivaient sous la tutelle de l'Autriche. C'est, sans contredit, en majeure partie aux effets dissolvans produits par cette politique que l'Autriche doit les succès qui terminèrent l'explosion de 1848 et 1849. Il n'y a pas cinq ans que je disais à quelqu'un : « Vous êtes Italien? » et qu'il me répondit : « Non, je suis Napolitain ! » Il y avait donc les Napolitains, puis les Calabrais, qui ne voulaient pas être confondus avec les Napolitains, puis les Siciliens, qui ne voulaient être confondus ni avec les Napolitains ni avec les Calabrais : c'était dans les provinces mêmes des Deux-Siciles et dans le même royaume une sorte de tour de Babel et la confusion des patois. Aujourd'hui il n'en est plus ainsi, et l'on vous répond : « Je suis un Italien de Naples, de Messine, de Brindisi ou de Maïda; » l'italianisme est entré dans tous les cœurs et les fait battre à l'unisson. En 1860, après l'entrée de Garibaldi à Naples, où les *popolani* ne voyaient en lui qu'un nouveau et plus doux maître qui chassait l'ancien, bien des gens des quartiers populaires, après avoir crié *vive l'Italie une!* nous disaient : « L'Italie, qu'est-ce que c'est? une, qu'est-ce que cela signifie? » Pendant les mois de mai et de juin qui viennent de s'écouler, j'ai causé avec bien des hommes du peuple, avec des mariniers, avec des paysans, avec ces bons paresseux qui sont humiliés maintenant d'être appelés *lazzaroni;* tous savent parfaitement ce que c'est que l'unité de l'Italie, ils en parlent entre eux, ils regardent vers Rome, et disent de Venise : « C'est à l'autre bout, comme qui dirait le Reggio de l'Italie du nord. » Pour ceux qui ont pratiqué un peu le peuple de Naples et qui se rappellent l'inconcevable indifférence qu'il avait pour toutes choses, ce progrès est très frappant. On peut quelquefois, à Naples,

battre un *lazzarone*, il pourra se contenter de courber les épaules et s'éloigner; mais si vous l'appelez Autrichien, il répondra infailliblement par un coup de couteau. Il y a deux ans, il n'aurait pas compris. Quand le manifeste des évêques engageant le pape à ne point céder aux vœux de l'Italie fut connu à Naples, ce fut, parmi le peuple, une explosion de colère et aussi de douleur. Un pêcheur de Capri me disait : « Pourquoi le pape est-il notre adversaire? Puisqu'il est catholique et Italien, il devrait nous aimer et nous aider; ne sommes-nous pas aussi Italiens et catholiques? »

Il est un fait à signaler, car il a son importance. Parmi les brigands qui ont été saisis les armes à la main, soit dans les provinces éloignées, soit aux environs du Vésuve et de Castellamare, on n'a jamais trouvé un seul homme du peuple de Naples, et cependant, directement placés sous les largesses royales, c'étaient les *popolani* de Naples, ceux mêmes que le roi appelait ses bons amis et ses enfans, qui auraient dû se joindre aux bandes qui invoquent son nom pour détrousser les voyageurs, rançonner les fermiers et arrêter les diligences.

On a beaucoup parlé du brigandage, et, comme un certain parti s'en est fait une arme pour blesser le gouvernement nouveau, on l'a singulièrement exagéré. Sans entrer ici dans des détails circonstanciés et qui n'auraient rien de nouveau, il est bon cependant de dire quelques mots de ces fameuses bandes qu'on a osé comparer aux armées vendéennes, oubliant que la Vendée a eu jusqu'à soixante mille soldats sous les armes, et que les bourbonniens, pour leur donner le nom qu'ils revendiquent, en réunissant tous leurs groupes, toutes leurs guérillas, n'ont jamais compté quinze cents hommes, et cela au plus mauvais moment, à l'époque du licenciement de l'armée napolitaine.

L'ancien royaume des Deux-Siciles a du reste été de tout temps la patrie traditionnelle des brigands; le pays, séparé en petites contrées que divisent des montagnes parfois inaccessibles, semble fait exprès pour donner asile aux bandits, que l'absence de routes protége contre toute atteinte. Ceux qui refusent l'impôt ou le service militaire, ceux qui *ont eu un malheur* et que la justice poursuit, ont vite fait de se jeter dans la montagne, où la forêt leur sert de refuge; ils lèvent des contributions sur les habitations voisines et vivent tant bien que mal sans être déshonorés par leur atroce métier, qui, dans les mœurs singulières et toutes païennes des habitans, est une industrie comme une autre. Sans parler du brigandage qui désola l'Italie méridionale sous les règnes de Joseph et de Murat, brigandage qui s'abritait, comme aujourd'hui, sous des prétextes politiques, et qui fut si vigoureusement comprimé par le général Manhès, que les Calabrais nomment maintenant *santo Manhès*, on peut dire en toute

vérité que les brigands ont toujours existé dans les parties montagneuses des Deux-Siciles. En 1822, au mois d'août, je crois, à l'époque où tous les princes légitimes étaient paisiblement assis sur leurs trônes, le ministre des Pays-Bas fut enlevé sur la grande route, entre Terracine et Capoue; la sécurité des chemins était si peu certaine qu'au mois de décembre de la même année on fut obligé d'échelonner dix mille soldats entre la frontière romaine et Naples pour protéger efficacement la personne du roi de Prusse, qui allait faire visite à sa majesté napolitaine. « Les Bourbons restaurés prirent un autre moyen pour détruire le brigandage dont ils s'étaient servis et qu'alors ils se reconnurent impuissans à réprimer. Le général Amato vint à composition avec la bande de Vandarelli, qui infestait la Pouille, et lui accorda non-seulement le pardon et l'oubli, mais il fut stipulé qu'elle serait transformée, avec une solde réelle, en une légion armée au service du roi, à qui elle prêterait serment. Les conventions faites, la bande vint à Foggia pour se rendre, et là elle fut détruite à coups de fusil (1). »

Il n'y a pas vingt ans, sous le règne de Ferdinand II, un certain Talarico, ayant eu quelques difficultés avec les autorités de la Calabre ultérieure première, se fit brigand et réunit bientôt autour de lui une bande de quarante à quarante-cinq hommes. Il se mit en chasse des carabiniers (gendarmes), pilla les convois de marchandises, se fit nourrir par les communes, semblait imprenable et terrifiait le pays. On ne pouvait en finir avec un si rude adversaire, qui se riait des embuscades et déjouait les trahisons; on fit alors avec lui un traité qui fut solennellement juré et respecté, par lequel on lui accordait une pension mensuelle de 30 piastres (153 francs) et une paie journalière de 3 carlins (1 franc 26 centimes) pour chacun des trente-sept hommes qui lui restaient encore; en outre il fut convenu qu'en cas de mariage, un carlin de plus par jour serait donné pour chaque enfant qui naîtrait. Talarico fut d'abord interné dans l'une des îles Lipari, puis, comme le climat ne lui convenait pas, on l'autorisa à résider à Ischia, où il est devenu capitaine de port. Il est marié et a neuf enfans. Je l'ai vu et j'ai causé avec lui : c'est un solide et joyeux gaillard que l'âge n'a pas affaibli, point ivrogne et grand danseur de tarentelle. Lorsqu'il parle de sa vie d'autrefois, il dit : « C'était le bon temps! »

Le brigandage existait donc jadis dans le royaume des Deux-Siciles, et les rois étaient forcés d'entrer en composition avec les bandits. Qu'il y ait eu recrudescence depuis la chute de François II, ceci est un fait hors de doute et qui s'explique de lui-même. Beaucoup de criminels, profitant des désordres que la révolution con-

(1) Circulaire du baron Ricasoli, 24 août 1861.

duite par Garibaldi amenait forcément dans l'administration, s'échappèrent de prison; tous ceux qui ne furent point repris mènent depuis ce moment la vie d'aventure et sont fort heureux de pouvoir cacher leurs méfaits sous une apparence politique; de plus, l'ancienne armée napolitaine a été licenciée et a fourni de nombreuses recrues aux détrousseurs de grandes routes. Cette dernière mesure du cabinet de Turin a été vivement blâmée, et les Napolitains particulièrement ont jeté les hauts cris en disant que cette armée de soldats allait devenir une armée de brigands qui désolerait les provinces. La plainte était fondée; cependant, si l'on eût incorporé ces soldats animés d'un mauvais esprit dans l'excellente armée italienne, il était à craindre qu'ils n'y apportassent la démoralisation dont ils étaient atteints. Entre deux maux, le ministère a sagement fait de choisir le moins grave : il valait mieux avoir des brigands plus nombreux à combattre que de voir se disloquer peu à peu une armée nouvelle, composée d'élémens encore mal fondus, et qui exigeait alors les soins particuliers qui en ont fait aujourd'hui une troupe de premier ordre.

Le brigandage a fait beaucoup de mal aux provinces napolitaines, cela est certain; mais jamais, pas une heure, pas une minute, il n'a mis en péril l'ordre de choses nouvellement établi : la troupe régulière n'a donné elle-même qu'assez rarement, et le plus souvent la garde nationale, dont on ne saurait trop faire l'éloge, a suffi pour vaincre, disperser et détruire des bandes redoutées. En Calabre, les principaux propriétaires se sont mis à la tête de leurs tenanciers armés, et pas un brigand n'existe actuellement dans les provinces où jadis ils trouvaient partout chère-lie et bon accueil. Les pays les plus éprouvés sont ceux qui sont limitrophes des États-Romains, où le brigandage se recrute et se réfugie. « Je m'enquis auprès des employés du chemin de fer de la situation du brigandage. Ils me dirent que dans le commencement il n'était pas rare de perdre en une nuit deux cents ouvriers qui étaient enrôlés par un agent pontifical moyennant 15 piastres par tête pour servir comme brigands pendant un temps désigné (1). »

L'éloignement où nous sommes en France de ces hommes les grandit et les poétise; volontiers nous croirions que leur cri de ralliement est la vieille devise : « Dieu et mon roi! » C'est là une erreur capitale; ces malheureux n'ont même pas la valeur fort contestable qu'eurent jadis dans notre pays les *compagnons de Jéhu* et les *chevaliers du brassard*; si j'avais à chercher leur analogie dans notre histoire, je la trouverais peut-être dans les *chauffeurs* et les *rouleurs de plaine*. Voici par exemple les renseignements qu'a recueillis sur

(1) Dépêche de sir J. Hudson déjà citée.

les principaux chefs de bandes un homme qui vit depuis longtemps à Naples, et qui a été le témoin oculaire de ce qu'il raconte : « Carmine Donatelli, de Roniero, surnommé Crocco, galérien évadé, trente délits, quinze vols qualifiés, trois tentatives de vol, quatre séquestrations de personnes, trois homicides, deux tentatives d'assassinat : Crocco a pris le titre de général; — Vicenzo Nardi, de Ferrandina, connu dans les bandes sous le nom de colonel Amati, quinze vols, quatre assassinats; — Michele de la Rotonda, de Ripacandida, quatre vols, deux tentatives d'assassinat, deux séquestrations de personnes, lieutenant-colonel; — le major Giuseppe Nicola Summa, trois vols qualifiés, deux tentatives d'assassinat, etc. (1). »

Par les chefs, on peut juger des soldats; tous portent le signe de reconnaissance envoyé de Rome, une bague de zinc avec cette devise : *Fac et spera.* Ils rançonnent indifféremment amis et ennemis, et n'ont point hésité à livrer au pillage les églises dont les prêtres étaient cependant venus les recevoir avec la croix et la bannière. Sous prétexte d'attachement à la dynastie tombée, ils *travaillent* pour leur propre compte et tâchent de s'enrichir. On peut affirmer, sans crainte de se tromper, qu'il n'y a aucune foi politique chez ces hommes, qui sont le rebut d'une société trop violemment remuée par des crises formidables; ils font aujourd'hui la guerre à Victor-Emmanuel en criant *vive François II!* comme ils feraient demain la guerre à François II en criant *vive Victor-Emmanuel!* Pour eux le brigandage est un métier et l'attachement aux Bourbons un prétexte (2).

Aujourd'hui le brigandage tend à rentrer dans son état normal, c'est-à-dire à se réduire à quelques groupes de malandrins courant la campagne et vivant sur le paysan. Un de ces groupes occupe le Monte-Gargano, en Capitanate, province très propice aux débarquemens clandestins; un autre apparaît de temps en temps dans la Basilicate; un troisième parcourt les environs du Vésuve sous la conduite d'un certain Pilone, dont j'ignore le vrai nom, et rançonne volontiers les touristes qui s'éloignent trop imprudemment de Sorrento et de Castellamare. Enfin, sur la frontière septentrionale, Chiavone dirigeait, il y a quelque temps encore, plutôt qu'il ne com-

(1) M. Marc Monnier, *Histoire du brigandage dans l'Italie méridionale*, p. 78-79; Paris 1862.

(2) Il est un homme cependant qu'il ne faut pas confondre avec les misérables dont je viens de parler. C'est Borjès, qui fut cruellement trompé par le principal meneur de la réaction bourbonnienne. Il fut honnête, convaincu, crut faire son devoir en acceptant la mission violente et dérisoire qu'on lui imposa; il appartenait à un principe et voulut loyalement le défendre lorsqu'il le vit vaincu par le principe contraire; il le dit lui-même dans son très curieux et très important journal : « Je tiens à ce que cet écrit parvienne à sa majesté, afin qu'elle sache que je meurs sans regretter la vie que je pourrais avoir l'honneur de perdre en servant *la légitimité.* »

mandait quelques bandits qui faisaient des incursions sur le territoire napolitain et rentraient vite, à la première apparence de danger, dans les états pontificaux, où ils trouvaient facilement à se refaire de leurs fatigues (1).

II.

Le moment ne tardera pas à venir où le brigandage cessera de lui-même. Ce moment ne peut être éloigné, dis-je, car c'est celui où commenceront les grands travaux publics que réclame impérieusement l'état physique des provinces napolitaines, qui est le même encore que du temps des Bourbons. Déjà une ligne importante de chemins de fer a été concédée à une société financière qui offre des garanties. Ce grand travail occupera bien des bras, et par conséquent ôtera au brigandage toute chance de se recruter parmi les misérables. Dans les provinces napolitaines, le prix moyen de la journée d'un homme employé aux travaux agricoles est de 37 centimes. Quoique l'existence soit facile dans ces pays aimés du soleil, il n'en est pas moins à peu près impossible de vivre avec une si modeste somme. Il n'est donc pas surprenant que ceux dont elle est l'unique ressource se soient parfois laissé tenter par la promesse d'une haute paie de 3 carlins par jour, et aient pris part à des actes de brigandage. On a calculé approximativement que la construction des voies ferrées emploierait trente ou trente-cinq mille personnes. C'est plus qu'il n'en faut pour pacifier radicalement l'Italie du sud.

Nous nous figurons mal en France, dans notre pays, où le plus humble des hameaux a ses voies de communication avec les villages voisins, l'inconcevable incurie du gouvernement bourbonnien en matière de ponts et chaussées. Je ne puis parler en connaissance de cause que de ce que j'ai vu. Une route va de Naples à Reggio; elle est en rapport avec les villes éloignées par des sentiers tracés au hasard à travers champs, où deux mulets ne passeraient pas de front, et qui rendent toute exploitation sérieuse absolument impossible. Les voyageurs qui ont séjourné à Naples se rappelleront certainement avoir vu des ânes outrageusement chargés d'un immense monceau de paille, de foin ou de légumes; ils ont pu s'étonner que de pareils fardeaux ne soient pas traînés sur des charrettes. C'est que les paysans qui les apportent n'ont point de charrettes, parce qu'il n'y a point de chemin assez large autour de leurs villages, qui cependant sont peu éloignés de Naples. Si l'on est obligé de transporter les céréales sur des bêtes de somme, il est facile de comprendre que les riches carrières de marbre des Calabres soient inexploitées, et

(1) Chiavone vient d'être fusillé, dit-on, par ordre d'un de ses supérieurs, l'Espagnol Tristany.

qu'on n'abatte dans les forêts que le bois qui peut être consommé sur place. Il y a cependant sur les montagnes de l'intérieur, dans les Calabres et dans la Capitanate, des forêts de chênes et de châtaigniers qui suffiraient à alimenter les plus actifs chantiers de construction maritime. Le roi Joseph avait compris l'importance de ces ressources forestières : c'est Bagnara qu'il avait désigné comme port de construction, lorsqu'il préparait les expéditions avortées de la Sicile. On n'avait en effet qu'à couper les arbres et à les laisser rouler jusqu'à la mer, pour avoir les matériaux en abondance.

Toute cette Italie méridionale est un pays à découvrir; il faut l'avoir visité en détail pour se figurer les ressources extraordinaires qu'il offrira au commerce et à l'industrie, lorsque des voies ferrées, de grandes routes, des chemins vicinaux, le mettront tout entier en communication avec les mers qui l'entourent, et l'auront fait entrer dans la loi d'échange commune aux peuples civilisés. Ce n'est pas seulement le bois de construction qu'on y trouvera sans peine, mais les marbres les plus beaux (le *vert antique* ou *vert de mer* sert à faire des marches d'escalier à Maïda, à Marcellinara, à Catanzaro), le coton, dont on va, je crois, commencer la culture en grand, les céréales de toute sorte, la soie, le vin, les métaux, la cire, la garance, les essences provenant des arbres résineux, la réglisse (si abondante qu'elle est connue commercialement sous le nom de *calabre*); l'huile, qui est extrêmement riche; le chanvre, la canne à sucre, qu'on acclimatera facilement; le maïs, dont on expédie déjà les feuilles en larges ballots pressés pour faire des sommiers; les oranges et les citrons, qui, dans les années de mauvaises récoltes, valent 20 centimes le kilogramme; l'absinthe, qui croît naturellement; les bois de luxe pour la fabrication des meubles; que sais-je encore? mille autres richesses au milieu desquelles un peuple entier meurt de faim, faute de pouvoir en tirer parti. Les routes qui sillonnent nos départemens de l'ouest rendent aujourd'hui une *Vendée* impossible; la chouannerie même n'y pourrait subsister. Les routes que l'on va tracer dans les provinces napolitaines leur rendront la tranquillité, et en feront un des pays les plus riches du globe. « Du travail! du travail! » tel est le cri de tous les hommes intelligens qui habitent l'Italie du sud; c'est le cri des agens diplomatiques, des préfets, des propriétaires, le cri de tous ceux qui, payant l'impôt, ont droit à la sécurité.

Parmi les grands travaux qu'on ne peut tarder à entreprendre pour utiliser cette terre féconde et lui donner les moyens de mettre à profit les immenses ressources qu'elle renferme, il en est un d'une haute importance, auquel on devra songer bientôt et dont il est bon de parler dès à présent. Il s'agit d'un port à créer dans la mer Adriatique. C'est le devoir du gouvernement italien de fonder

un établissement maritime qui, à un moment donné, puisse servir de refuge à ses flottes et lutter avantageusement contre les ports militaires où l'Autriche s'est fortifiée en Croatie et en Dalmatie. Or à cette heure l'Italie ne possède en réalité qu'un seul port sur son rivage oriental, c'est Ancône. Il est à craindre qu'on ne puisse jamais en faire un port de premier ordre, et que, malgré les travaux qu'on y exécute, il ne soit jamais capable de contenir une grande flotte; l'ancrage y est actuellement impossible pour les vaisseaux de haut bord qui ont trente mètres de tirant d'eau, car la mer n'y a nulle part plus de vingt-six mètres de profondeur; les vents du nord et du nord-est y sont dangereux; tout y est à créer, et les bois de construction sont loin qui pourraient alimenter les chantiers. Il existe dans les provinces napolitaines un emplacement que la nature semble avoir disposé à dessein pour servir de port aux flottes de l'Italie; je veux parler du lac Varano, situé en Capitanate, à l'éperon même de la botte. Séparé de la mer par une langue de terre de cinq cents pas de large, il a trente-sept milles de circonférence, dix de longueur et sept de largeur; il offre partout un mouillage de plus de trente-cinq mètres, il est indiqué de loin par l'énorme sommet du Monte-Gargano, chargé de forêts mûres pour l'exploitation, où l'on trouverait tous les élémens de constructions maritimes, depuis le bois jusqu'au goudron; la pyrite de fer abonde dans les terrains environnans; à la fois port et rade, il serait par le fait la clé de l'Adriatique (1). Il suffirait d'ouvrir son rivage pour avoir un admirable établissement maritime, assez éloigné dans les terres pour être à l'abri des vents, et auquel la grève qui le sépare actuellement de la mer servirait de jetée naturelle et indestructible. De quelle utilité ne serait pas un port semblable, trouvant tous ses ravitaillemens autour de lui-même, dans le cas d'une guerre avec l'Autriche, dans le cas où la liquidation de la question d'Orient entraînerait l'Italie dans une conflagration générale! Placé directement en face de Naples, il serait facilement relié au golfe napolitain par un chemin de fer qui servirait au transit des marchandises destinées à la côte occidentale de l'Adriatique, à la Grèce, aux îles de l'Archipel et à la Turquie.

La plupart des vastes travaux dont je viens de parler ne sont encore que des projets qui n'ont pas reçu commencement d'exécution, et déjà cependant la seule influence de la liberté apportée par le *statut* piémontais a, dans bien des endroits, changé la face du pays. « L'aspect des villes dans l'Ombrie et dans les Marches est celui de villes qui viennent de naître à une vie nouvelle. Quand on a traversé le Tibre, la scène change : en entrant dans les états pontificaux, nous entrons dans le désert. » Cette observation de sir John Hudson

(1) *Porto di Varano; Idee di G. Aurelio Lauria.* Naples, mai 1862.

est vraie aussi pour les états napolitains, et sera reconnue juste par ceux qui, les ayant parcourus sous le règne des Bourbons, les visitent aujourd'hui. La liberté porte en elle une force vitale qui, par elle-même, ranime les contrées les plus éteintes. Si aux bienfaits inhérens à un régime libre on ajoute la vivification des grands travaux d'utilité générale, je ne sais trop ce que les anciennes provinces napolitaines auront à envier aux autres nations.

En dehors des hommes d'état chargés de maintenir le statut dans son intégrité et d'en assurer l'exécution, c'est d'un bon ministre des travaux publics que l'Italie a le plus besoin à cette heure, et ce qu'il faut donner à Naples au plus vite, c'est un excellent préfet de police. Avec de simples *arrêtés* auxquels ceux de la police parisienne pourraient, dans beaucoup de cas, servir de modèles, on ferait facilement de Naples une ville merveilleuse. Elle a été, je le sais, longtemps réfractaire à toutes les améliorations; indolemment couchée sur le rivage de la mer, presque endormie sous la chaleur de son soleil énervant, elle s'est plu, pour ainsi dire, dans sa paresse et sa malpropreté. Je sais qu'il a fallu user de supercherie pour qu'elle consentît à éclairer ses rues, dont la nocturne obscurité favorisait les voleurs; il a fallu à chaque carrefour élever des tableaux de sainteté et des statues de la Vierge pour avoir un prétexte à allumer des lampes votives qui, du moins, répandaient quelque clarté. C'est à grand'peine et avec mille ménagemens qu'on a pu y introduire le gaz; mais on a eu soin d'écarter démesurément les candélabres les uns des autres, de façon à ménager une demi-obscurité propice aux méfaits qui réclament la nuit. Bientôt il n'en sera plus ainsi. Un traité vient d'être passé avec une compagnie française pour l'éclairage au gaz de la ville de Naples, j'entends de la ville entière et non pas seulement, comme aujourd'hui, des rues principales; mais tout est à faire, les lanternes, les tuyaux, le gazomètre, et dans dix-huit mois seulement les travaux seront exécutés. Un nouveau port, dont le roi a solennellement posé la première pierre, va être construit à l'est de la ville, où tout un quartier neuf doit être bâti, ce qui permettra de faire des trouées dans ce qu'on appelle le *vieux Naples*, et de donner de l'air à ces ruelles infectes qui sont des foyers de mortalité pendant les épidémies. Le service de voirie n'est pas fait dans la ville, des immondices s'y accumulent, empestent l'atmosphère, et ne sont souvent enlevées que par les hasards d'un orage qui les entraîne à la mer; un arrêté municipal et l'embrigadement de deux ou trois cents balayeurs suffiraient à nettoyer une ville dallée, où les pluies sont rares, et qui n'a point, comme Londres et Paris, le double inconvénient du macadam et d'un climat humide. Naples manque d'eau, et l'on pourrait presque affirmer que ses fontaines publiques sont insuffisantes à la désaltérer; il est inexplicable

qu'on n'y ait pas encore conduit les eaux excellentes qui coulent avec tant d'abondance du haut de Monte-Briano, qui alimentent les cascades des jardins de Caserte, et qu'un aqueduc amènerait si facilement jusqu'au milieu de Naples. Naples a déjà le soleil et la mer; le jour où on lui donnerait l'air et l'eau, ce serait une ville sans seconde pour la salubrité. Ce ne serait ni coûteux ni malaisé; pourquoi donc ne l'a-t-on pas encore fait? J'en ai déjà donné la raison plus haut, c'est parce qu'aujourd'hui la question administrative disparaît naturellement devant la question politique.

La police, — et j'entends donner à ce mot sa vieille et sérieuse acception : protection de la ville, — doit jouer un rôle considérable à Naples si, comme je le crois, le gouvernement italien est décidé à réprimer les abus que l'ancien régime tolérait toujours et encourageait quelquefois. Des dépôts de mendicité sont indispensables dans cette cité populeuse où l'on est mendiant de père en fils, par profession, sans honte et même avec plaisir; de l'aveu même des Napolitains les plus amoureux de leur ville, la mendicité est une plaie qui la déshonore. Vers 1842, le roi Ferdinand avait promis de fonder quatre grands établissemens de refuge pour les pauvres, le premier à Naples, le second dans la Terre de Labour, le troisième dans le Principat-Supérieur, le quatrième à Bari. Malheureusement il en fut de ce projet comme de tant d'autres sous le même règne, il ne fut jamais exécuté. Les seuls dépôts qui existent à présent dans les provinces napolitaines sont l'*Albergo dei Poveri* à Naples et deux autres établissemens analogues, l'un dans l'Abruzze ultérieure seconde, l'autre dans la Terre de Labour. Au commencement de cette année, la préfecture de Naples, sérieusement émue par la quantité innombrable de pauvres qui vaguaient par la ville, fit arrêter la plus grande partie des mendians, les classa en diverses catégories, renvoya dans leurs provinces ceux qui n'appartenaient pas à Naples même, traduisit devant les tribunaux sous l'accusation de vagabondage ceux que nulle infirmité ne rendait invalides, et fit distribuer les impotens, les vieillards, les infirmes dans différens établissemens de bienfaisance; mais cette mesure, excellente en elle-même, n'eut pas tout le résultat qu'on pouvait espérer. Les établissemens n'étaient point assez vastes ni suffisamment fournis pour recevoir et alimenter des hôtes si nombreux; puis les vagabonds reprirent instinctivement leur vie ancienne dès qu'ils furent quittes des peines qu'ils avaient encourues. En attendant l'heure où ce peuple aura pris l'habitude du travail en devenant plus instruit, le gouvernement et les municipes des provinces napolitaines devraient s'entendre pour construire de grands asiles où seraient recueillis tous les fainéans qui ne vivent que de mendicité. Les remarquables colonies de mendians que la

Hollande a établies à Ommerschans et à Frederiksoord, colonies où la commune et le gouvernement concourent par portions déterminées à l'entretien des pensionnaires, sont d'excellens modèles à étudier et à imiter. Il ne manque pas dans l'Italie méridionale de terrains en friche qu'on pourrait avantageusement faire cultiver par ceux qui jusqu'à ce jour n'ont eu d'autre fonction sociale que de tendre la main en balbutiant une prière inintelligible. La charité particulière interviendrait sans aucun doute pour la réalisation d'une œuvre semblable; elle est généreuse à Naples, où elle a déjà fondé deux établissemens privés pour les enfans abandonnés. Les hôpitaux auraient besoin d'être spécialement surveillés, car les abus y subsistent encore que les gouvernemens passés y avaient laissés naître. Le roi y a fait une visite inopinée pendant son dernier séjour à Naples, et cette visite a déjà eu d'excellens résultats.

La police n'a été malheureusement employée jusqu'ici à Naples qu'à un rôle politique. Il n'y existe rien qui ressemble à nos *sergens de ville* ou aux *policemen* de Londres; je ne sais même pas si l'on y trouverait un service de sûreté fonctionnant régulièrement. Il serait vivement à désirer qu'on créât un corps d'agens municipaux spécialement destinés à faire exécuter les arrêtés de police et à s'emparer des malfaiteurs. Quoi qu'on ait pu dire, ces derniers sont peu nombreux à Naples; il y a beaucoup de *filous* et peu de voleurs. Ici peut-être plus que partout ailleurs l'occasion fait le larron, et il est rare d'entendre parler de ces redoutables associations qui parfois ont alarmé Londres et Paris. L'assassinat est fréquent à Naples, cela est vrai; mais quatre-vingt-dix-neuf fois sur cent il a été inspiré par une passion, haine, amour, vengeance, opinion politique. On dénoncera un voleur, rarement un assassin. Une sorte de franc-maçonnerie semble lier à ce sujet les *popolani* de Naples; on laisse échapper le meurtrier, on le protége, on le cache au besoin, et l'on dit de lui : « Pauvre homme, il a eu un malheur! » Lorsqu'au mois de novembre 1860 Gambardella, chef des marchands de poissons de Sainte-Lucie, homme très influent, fut assassiné à neuf heures du matin, en présence de plus de deux cents personnes qui toutes le connaissaient, l'assassin put s'enfuir et ne fut point retrouvé, car nul ne voulut jamais révéler son nom.

Cependant il existe à Naples une association dangereuse qui agit publiquement, quoiqu'elle soit pour ainsi dire constituée en société secrète, et qu'on aurait sans nul doute détruite depuis longtemps, si elle ne s'adressait spécialement aux basses classes de la population : je veux parler de la *camorra*. *Camorra* est un mot espagnol qui signifie dispute, querelle, ce qui tendrait à faire remonter l'origine de l'association à l'époque de l'occupation espagnole. C'est une

franc-maçonnerie plébéienne très réelle, dont le but unique est d'exercer le droit du plus fort; le principe est de vivre aux dépens d'autrui, le moyen d'action est la terreur. L'association embrasse toutes les provinces napolitaines, où elle a des *ventes* dans chaque grande ville; elle correspond avec le centre, qui est Naples, divisée elle-même en douze *loges* correspondant aux douze quartiers de la cité. Chaque loge est dirigée par un chef qui a pleins pouvoirs, auquel on obéit sans murmure, et qui a droit de vie et de mort sur les associés. Le *camorrista* n'exerce aucun métier; il est habile à manier le bâton et le couteau, il est doué de courage, et vit grassement de l'impôt qu'il prélève sur les pauvres gens, cochers, petits marchands, cabaretiers, pêcheurs, domestiques de place. Bien souvent les touristes ont dû remarquer, lorsqu'ils montaient en voiture, qu'un homme s'approchait du cocher et en recevait quelques pièces de billon; c'était un camorriste qui exigeait son tribut ordinaire : tant pour une course dans la ville, tant pour une promenade à la campagne. Il arrive souvent qu'un camorriste s'approche d'un étranger déjà assis dans la calèche, et lui demande où il va et quel prix il a fait avec son cocher; cette sorte d'enquête sert à établir ce qu'on pourrait appeler la cote de l'imposition. Dans les cafés de bas étage, où les gens du peuple se réunissent pour jouer à la *scopa*, leur jeu favori, un camorriste surveille la partie, examine les cartes, juge des coups douteux, et reçoit un *grain* du gagnant. Le matin, les camorristes de chaque quartier font leur tournée à l'heure du marché, et prélèvent tant sur les légumes, tant sur les huîtres, sur le foin, sur les fruits, sur la viande. Jamais ils ne rencontrent de récalcitrans, et c'est à qui s'exécutera de bonne grâce. L'association existait dans l'ancienne armée napolitaine; elle existe aussi dans les bagnes, dans les prisons, dans les hôpitaux. Cette étrange compagnie a sa hiérarchie; on parvient de degrés en degrés jusqu'au rang de chef supérieur, qui est le plus élevé et le plus envié. On commence par être aspirant, *picciotto* (conscrit); c'est le premier grade de l'initiation, et pour l'obtenir il faut prouver d'une façon irrécusable qu'on n'appartient ni à la police, ni à la marine, ni à la gendarmerie, qu'on n'est ni voleur, ni espion, et qu'on n'a dans sa famille aucune femme se livrant à la prostitution. Quand une fille publique est assassinée, il est presque certain qu'elle a été tuée par un de ses parens, camorriste qui, ne voulant pas être renvoyé de l'association, n'a point hésité à commettre un meurtre. A moins qu'une action d'éclat ne fasse franchir plusieurs degrés d'un seul coup, on doit rester un an *picciotto*; on arrive ensuite au grade de *picciotto di sgarro*, qu'on pourrait nommer aspirant de première classe. On n'obtient pas d'emblée cet avancement : pour le mériter, il faut avoir joué du couteau par ordre de l'association, il faut avoir

en un duel (duel au couteau, bien entendu) avec un camarade, ou s'être bénévolement chargé d'un crime commis par un camorriste et en supporter toutes les conséquences jusqu'au bagne inclusivement. Des épreuves nouvelles et de nouveaux sermens sont exigés pour s'élever jusqu'au rang de camorriste de premier ordre. Chaque groupe exploitant un quartier a non-seulement un chef, mais une sorte d'agent comptable (*cantarulo*), qui chaque dimanche distribue aux *camorristi* purs le produit (*barattolo*) des taxes perçues pendant la semaine; les camorristes seuls ont droit à une part égale et régulière; la paie des *picciotti* est laissée à la bonne volonté des membres de l'association. Le *cantarulo*, en dehors de ses fonctions de comptable, règle les différends qui peuvent survenir entre les associés, assiste en juge du camp à leurs duels, où les coups ne doivent jamais être portés que dans la poitrine, et indique les opérations de contrebande qu'il croit devoir être fructueuses, car, avant l'application du nouveau tarif des douanes, la *camorra* se chargeait volontiers de faire entrer frauduleusement les marchandises prohibées. Je dois dire qu'il n'y a pas d'exemple qu'un ballot ait été détourné par ces singuliers colporteurs. Les punitions sont sévères; la plus douce est la bastonnade, puis vient la suspension, qui peut durer plusieurs mois, pendant lesquels le camorriste interdit continue à remplir ses devoirs, mais n'a plus aucun droit au partage; enfin, comme dans les sociétés régulières, la peine la plus grave est la mort : le condamné est exécuté au couteau par ses associés. Si un coupable cherche à s'enfuir et gagne le large, son signalement est immédiatement expédié à toutes les loges de province, qui sont par délégation chargées d'exécuter la sentence. Lorsqu'un camorriste maladroit s'est laissé happer par la police pour quelques méfaits particuliers, il perd tout droit à sa part du *barattolo*, mais alors il ne doit rien à l'association; il garde pour lui seul le tribut qu'il lève sur les prisonniers et l'impôt que ses contribuables ordinaires ne manquent jamais de lui apporter régulièrement, quoiqu'il soit sous les verrous.

Les camorristes font profession de n'avoir aucune opinion politique (c'est peut-être là qu'il faut chercher le secret de leur existence toujours tolérée), et, quelles que soient les révolutions qui agitent le peuple autour d'eux, ils n'en vivent pas moins à ses dépens. Ils connaissent le proverbe grec : « Que le vent souffle du nord ou du midi, il y a toujours des moutons à tondre. » Lorsque Garibaldi fut entré à Naples, il voulut disloquer la *camorra* d'un seul coup et utiliser en même temps l'énergie des camorristes et l'ascendant qu'ils exercent autour d'eux. Il les envoya dans les chiourmes, dans les prisons, pour servir de gardiens; mais une fonction régulière ne pouvait leur convenir : ils s'ennuyèrent vite de ce repos, qui du

reste leur était moins profitable que leur agitation passée, et tous, sans exception, ils reprirent la clé des champs et la vie d'aventures qu'ils avaient menée jusqu'alors. Aujourd'hui la *camorra*, aussi forte, aussi bien organisée qu'autrefois, continue à rançonner la population napolitaine, et inspire assez de crainte pour qu'on n'ait point encore osé porter la main sur elle. C'est encore là une des plaies particulières à Naples, et il serait possible, sinon facile, de la guérir. Lorsque les graves préoccupations qui absorbent actuellement toutes les pensées et toutes les heures du gouvernement de Turin auront cessé, une forte organisation sera donnée aux provinces napolitaines, et il n'est point douteux alors qu'on n'entreprenne par les moyens légaux la destruction de cette association dangereuse et préjudiciable au petit commerce. Le magistrat ou l'officier public qui se chargera de cette tâche pourra courir quelques dangers, mais il sera certain d'être approuvé par tous les honnêtes gens et d'avoir l'appui de la garde nationale de Naples, qui, par son dévouement, sa conduite irréprochable, est une des plus grandes forces morales qu'on puisse invoquer. Peut-être même aurait-on déjà essayé de remédier à cet abus et à bien d'autres, s'il y avait un accord plus parfait entre les hommes de Turin et ceux de Naples. Les ordres, les conseils, les propositions envoyés par le cabinet du roi d'Italie sont trop souvent discutés par les magistrats municipaux de Naples, et parfois les meilleures mesures sont ajournées. Ce n'est pas que la sympathie fasse défaut entre les Piémontais et les Napolitains, mais la différence des caractères est telle qu'elle amène souvent des malentendus regrettables. Il n'est pas de peuple plus honnête que les Piémontais; ils sont braves et fermes jusqu'à l'entêtement, et quelquefois même ils affectent une certaine raideur (1). Le Napolitain au contraire est la pétulance même, on n'est pas plus spirituel, plus moqueur, plus rapide à voir le côté faible des choses; le Napolitain est avocassier, discuteur, il est par malheur hésitant, s'accommode assez du provisoire, craignant d'avoir à regretter le définitif, et remet de jour en jour à prendre une décision. Le Piémontais est l'homme de la réflexion, le Napolitain celui de l'imprévu. Il n'est point surprenant qu'avec de si profondes divergences dans les caractères on n'ait pas toujours marché d'ensemble vers le but qu'on se proposait d'atteindre, et cependant il faut dire que Naples n'a point demandé une amélioration sérieuse sans qu'aussitôt le cabinet de Turin se soit empressé de l'accorder : les réformes accomplies dans l'instruction publique vont prouver ce que j'avance.

(1) « Ils sont *pédans,* » disent d'eux les autres Italiens. Ce mot, dans une telle acception, n'a guère d'équivalent en français.

III.

Le gouvernement de Victor-Emmanuel, à son avénement, trouva l'instruction publique dans un état déplorable, et il eût été plus facile peut-être de la créer que de la réformer. « L'instruction a pénétré à Rome et dans l'Italie méridionale depuis 1815. A cette date, le gouvernement autrichien a persuadé à la cour de Rome que les idées révolutionnaires et le progrès sont choses inséparables, et il a proposé l'ignorance comme correctif (1). » Ce qui est vrai pour Rome le fut pour Naples et ses provinces; l'ignorance devint un dogme et l'instruction un crime. Tout homme qui fut convaincu de posséder une bibliothèque (et Dieu sait quelles restrictions on apportait à la publication et à l'introduction des livres dans l'ancien royaume des Deux-Siciles!) fut signalé à la surveillance de la police et rangé dans la catégorie des *attendibili* (suspects). Le clergé était seul maître absolu en matière d'instruction (2). Un instant on put croire que, comprenant enfin que l'instruction est un des besoins les plus impérieux de l'esprit humain, le gouvernement allait changer de système; par un rescrit du 10 février 1843, il ordonna la création de trois universités auxiliaires de celle de Naples; c'était dans les provinces des Abruzzes, de Pouille et des Calabres qu'on devait les établir. Aucune université nouvelle cependant ne fut créée; mais on s'appuya sur le rescrit pour retenir les étudians dans leurs provinces et pour les éloigner absolument de Naples, où l'on craignait de les réunir, car si l'ignorance rassurait cet étrange gouvernement, la jeunesse lui faisait peur. Un seul fait, qui a l'irrécusable éloquence des chiffres, prouvera ce que valait l'instruction napolitaine sous la dynastie des Bourbons: l'instruction publique, pour tout le royaume des Deux-Siciles (10 millions d'habitans), était portée au budget pour la somme de 1,500,000 francs, somme énorme et exagérée cependant, si l'on songe aux résultats presque négatifs ainsi obtenus; aujourd'hui, sous le gouvernement de Victor-Emmanuel, qui n'a encore pris que des mesures provisoires, l'instruction publique coûte déjà plus de 10 millions de francs pour les seules provinces méridionales. Sans être retirée des mains du clergé, l'instruction a été déclarée libre; tout particulier remplissant les conditions de mora-

(1) Dépêche de sir John Hudson.

(2) La surveillance de police exercée sur les élèves était si sévère qu'il leur était ordonné d'être rentrés chez eux à neuf heures du soir; les élèves ne suivaient pas les cours, car les professeurs se dispensaient de les faire. Le local de l'université était une vaste maison vide; on n'en obtenait pas moins à prix d'argent ou par protection le diplôme dont on avait besoin pour exercer la carrière dont on n'avait pas fait l'apprentissage.

lité naturellement exigées peut ouvrir une école. On s'est hâté d'établir des écoles primaires, des écoles normales pour les deux sexes; on a fait appel aux communes pour les engager à faire distribuer l'instruction aux enfans, en attendant que le parlement italien vote la loi d'instruction obligatoire, loi indispensable dans un état libre, corollaire obligé du suffrage universel, loi complémentaire sans laquelle ce dernier n'est bien souvent qu'un droit et une puissance dérisoires. Solennellement, le 23 novembre 1861, on a rouvert l'université de Naples, dont un rescrit royal de 1849 avait éloigné le plus grand nombre des élèves; dès le second jour, le chiffre des inscriptions d'étudians s'élevait à plus de dix mille. L'enseignement y est libre et très attentivement suivi; les étudians n'entendent pas raillerie au sujet des négligences dont leurs maîtres peuvent se rendre coupables. Quelques professeurs, se souvenant trop du passé, ne firent pas leurs cours avec toute la régularité qu'on aurait pu désirer; il y eut une véritable émeute. Les étudians sont d'une assiduité touchante; on dirait que ces jeunes gens, si longtemps tenus dans une obscurité systématique, poussent tous le cri de Goethe mourant : « De la lumière! de la lumière! encore plus de lumière! » Dans cette université de Naples, qui était autrefois despotiquement dirigée par les prêtres, on professe à cette heure la philosophie hégélienne; or chacun sait que Strauss, l'auteur de la *Vie de Jésus*, est disciple d'Hegel.

Loin de regimber contre des mesures qu'au premier abord il aurait pu trouver extraordinaires, le peuple de Naples est venu en aide au gouvernement. Comprenant qu'on ne pouvait raisonnablement exiger du cabinet de Turin qu'il créât d'un seul coup un système administratif complet d'instruction générale, voyant qu'avec sagesse on avait couru tout de suite au plus pressé, c'est-à-dire aux enfans, et qu'on n'avait pas encore eu le loisir de s'occuper des adultes, il a fondé pour lui-même et par lui-même des écoles d'enseignement mutuel où il va apprendre à lire et à écrire le soir, quand il a terminé ses travaux de la journée. On me l'avait dit, je ne l'avais pas cru : malgré moi, je me reportais aux époques de la dynastie des Bourbons; je me rappelais ce peuple indolent, qui ne demandait rien que le pain quotidien et un peu d'ombre pour dormir. Je ne pouvais me figurer que dix-huit mois de liberté eussent ainsi modifié ses instincts. J'avoue avec joie que je m'étais trompé. Dans les quartiers pauvres de Naples, vers Sainte-Lucie et *Piedigrotta*, j'ai vu dans de grandes chambres deux ou trois cents *popolani* en guenilles, pieds nus, réunis et attentifs autour de l'un d'eux qui leur apprenait à lire et disait : « Croix de Jésus : *a, b, c, d.* » Il n'existe encore que deux ou trois de ces écoles; c'est peu, me dira-t-on. C'est énorme, si l'on songe à ce qu'était ce peuple il n'y a que

deux ans, si l'on pense qu'il est absolument libre de rester ignorant, et que c'est par le fait de sa seule volonté qu'il cherche à s'instruire. Si rien ne vient mettre obstacle à ce beau mouvement de régénération, avant cinq ans tous les enfans de Naples iront à l'école, et nul n'osera plus échapper à l'instruction élémentaire. Si à ces écoles on peut ajouter le système de *lectures* si admirablement pratiqué en Angleterre, l'intelligence naturelle des Napolitains aidant, on arrivera à des résultats extraordinaires, et l'on amènera incontestablement la fin de bien des crimes et de bien des superstitions.

L'ignorance et la superstition vont de pair, s'aidant mutuellement comme l'aveugle et le paralytique, et se fortifiant l'une par l'autre; quand la première sera éteinte, la seconde n'aura plus longtemps à vivre. Cependant dès aujourd'hui il faut combattre cette dernière, mais la combattre par la parole, par le raisonnement, par la douceur. On ne doit pas trop en vouloir à ce peuple de vivre encore sous l'empire de superstitions qui, chez nous, feraient rire des enfans de cinq ans, car sous beaucoup de rapports il n'est lui-même qu'un grand enfant; il a été si longtemps dirigé par un système politique qui croyait avoir intérêt à lui conserver toutes ses erreurs, qu'il n'est pas surprenant de le voir encore profondément imbu d'idées qu'il répudiera peu à peu. De plus, la superstition peut être considérée chez lui comme une de ces maladies héréditaires qui se transmettent fatalement de génération en génération. Le paganisme lui a légué toutes ses habitudes, que le catholicisme a exploitées à son profit en se les appropriant; il suffit d'avoir vu les images protectrices placées dans les maisons, et devant lesquelles brûle une lampe perpétuelle, pour comprendre que c'est là une réminiscence des dieux lares. La croyance à la *jettatura* est une tradition antique (1); il en est de même de l'idée du patron, du saint particulier de chaque ville et de chaque village substituée à l'idée générale de Dieu, qui n'existe réellement pas dans les provinces napolitaines; on prie saint Janvier ou saint Antoine, on leur fait des vœux, mais jamais la pensée de prier Dieu seul, Dieu abstrait, pour ainsi dire, ne viendra à un Napolitain. Le peuple entier est comme imprégné de croyances puériles, qui lui sont transmises de père en fils, et qui semblent inhérentes au pays qu'il habite. J'ai vu cette année même, le 9 juin, au village de Ponogliano d'Arco, à quelques lieues de Naples, dans une église si remplie d'*ex-voto* que les murs en disparaissent, des hommes et des femmes se traîner devant une prétendue image miraculeuse de la Vierge, en léchant le pavé avec leur

(1) Les voyageurs qui ont remarqué l'étrange appendice de cuivre qui surmonte le collier des chevaux de charrettes y ont reconnu sans doute un souvenir affaibli et légèrement modifié des images obscènes qui, dans les temps anciens, passaient pour protéger contre le *mauvais œil*.

langue; le miracle de saint Janvier est universellement connu, et s'accomplit régulièrement deux fois par an; l'adoration que ce saint inspire aux habitans de Naples est telle que le gouvernement italien même le respecte et le ménage comme une puissance politique.

Il est élémentaire d'admettre que la question de dogme et la question de culte doivent s'effacer devant la question de morale; mais ici c'est tout le contraire qui a lieu. La question de morale n'est rien, à proprement parler, elle n'existe pas; la question de dogme, résolue *à priori*, n'est jamais agitée; tout est réservé pour la question de culte, question fort importante, puisque c'est d'elle que découlent les donations, les offrandes, les fondations, en un mot la richesse de l'église. Aussi on a toujours porté dans l'entretien du culte un soin particulier, et l'Italie méridionale est le pays des processions, des neuvaines, des promenades de saints, des expositions de reliques. Le clergé, qui sent instinctivement que le nouvel ordre de choses amènera forcément des modifications importantes qui ne pourront que diminuer l'influence excessive des prêtres, n'est naturellement pas porté d'amour vers le roi Victor-Emmanuel. Cependant il a été longtemps avant de prendre un parti définitif; il a hésité, il est resté en expectative, très indifférent à la chute des Bourbons, se souciant au fond assez peu de la question romaine, et attendant, sans remuer, l'occasion de faire alliance avec le gouvernement constitutionnel, si ce dernier lui offrait des avantages, ou de le combattre, s'il devait l'amoindrir. Le décret signé à Turin le 13 octobre 1861, décret qui supprime les ordres monastiques, les abbayes, les bénéfices, a décidé la question. Tant qu'on n'avait touché qu'au spirituel, le clergé n'avait rien dit; mais dès qu'on toucha au temporel par l'abolition des couvens, il s'indigna et déclara franchement la guerre au roi Victor-Emmanuel. Les prêtres des Deux-Siciles devinrent les « innocens, » et le roi d'Italie fut « Hérode. » Quelle que soit cependant la mauvaise humeur du clergé en présence de ce qu'il appelle une spoliation, je ne crois pas cette mauvaise humeur très redoutable; j'ai pu me convaincre, pendant mon récent séjour à Naples, que les mœurs cléricales étaient singulièrement modifiées : autrefois elles étaient pour ainsi dire agressives, elles sont devenues aujourd'hui fort douces, et semblent empreintes d'une certaine timidité. Jadis les moines quêteurs sillonnaient la ville et réclamaient souvent l'aumône avec quelque insolence; maintenant ils deviennent de plus en plus rares, et paraissent s'éloigner intentionnellement de Naples pour aller mendier dans les villages voisins. On en rencontre encore, cela n'est point douteux; mais leur attitude n'est plus la même : elle est à la fois plus réservée et plus digne.

De ce que le clergé est généralement hostile au roi Victor-Emmanuel, si l'on concluait qu'il est exclusivement attaché au système

tombé, on commettrait une grave erreur. Le clergé peut aujourd'hui, dans les provinces napolitaines, se diviser en deux catégories très distinctes, les rétrogrades et les libéraux. Les premiers sont plus royalistes que le roi : ils se tournent sans cesse vers Rome, d'où ils attendent et reçoivent le mot d'ordre; ils ferment leurs églises le jour où l'on célèbre la fête nationale de l'Italie, la fête du statut; ils entravent par tous les moyens imaginables la marche régulière du gouvernement; ils passent pour avoir eu de fréquentes et coupables accointances avec le brigandage et semblent désirer une conflagration qui ramènerait sur le trône des Deux-Siciles le roi légitime par la grâce de Dieu, et par conséquent livré à leur influence. Les seconds au contraire, faisant presque tous partie du bas clergé, en haine de leurs supérieurs, las de leur servitude, se sont jetés dans le parti extrême et invoquent un libérateur. Ils rêvent un retour vers l'église primitive; ils voudraient une réforme dans la discipline, dans la morale même; ils n'osent encore toucher au dogme; ils tournent de loin autour du protestantisme, qui les attire et leur fait peur en même temps; ils savent bien ce qu'ils ne veulent pas et ne sauraient dire ce qu'ils veulent; ils passent par où Luther a passé avant la journée de Worms. Ils se sentent involontairement emportés par un souffle de liberté, et voudraient en profiter pour eux-mêmes et surtout pour échapper au Vatican. Ils ont formé entre eux plusieurs associations : celle qui est dirigée par le prêtre Zaccaro est importante et compte plus de quatre mille adhérens; mais, je le répète, il est très difficile de dégager dès à présent l'inconnu du but qu'ils poursuivent, car ils l'ignorent eux-mêmes; ce qu'il y a de certain, c'est qu'ils ne veulent plus être ce qu'ils ont été; ce n'est pas encore un schisme, c'en est peut-être le commencement. Tous ces prêtres inquiets et troublés, ne définissant pas même leur propre volonté entre les traditions du passé et leurs aspirations nouvelles, correspondent entre eux, se recherchent pour s'éclairer, travaillent pour apprendre, et n'arrivent le plus souvent qu'à rendre plus poignans les doutes qui les tourmentent. L'esprit de Campanella, leur compatriote, semble les agiter. J'en sais plusieurs qui se sont réunis pour lire en commun les œuvres de Fourier, de Saint-Simon, d'Enfantin et de Proudhon. C'est là un grave symptôme, et qui prouve du moins une foi ébranlée et un profond malaise dans les esprits. Ils jouissent actuellement d'une liberté disciplinaire assez grande, car quarante-cinq évêques sont, à l'heure qu'il est, hors de leurs diocèses. Existe-t-il quelque part une sorte de comité directeur, pris dans le clergé même, et qui pousse à l'approfondissement de certaines questions afin de préparer lentement le schisme qui doit séparer l'Italie de la papauté? Je le croirais volontiers. En réponse à la lettre que les évêques ont récemment adressée au pape après les

cérémonies de la canonisation des saints japonais, *huit mille cinq cents prêtres italiens* ont signé un manifeste qui demande l'abolition du pouvoir temporel !

Ce double courant, qui entraîne et divise le clergé des provinces méridionales, l'a empêché de nuire efficacement au gouvernement du roi Victor-Emmanuel; s'il s'était réuni dans la même pensée d'opposition, s'il avait poursuivi un but identique, il eût facilement pu, à l'aide des moyens dont il dispose, susciter au ministère des obstacles très sérieux, surtout en ce qui touche à la levée de l'impôt et à la conscription; mais les deux opinions extrêmes généralement professées par les prêtres ont laissé intacte l'opinion moyenne, qui est l'opinion unitaire, et le gouvernement a recueilli sans peine les impôts augmentés, qui sont payés sans murmures. Quant à la conscription, je suis obligé d'entrer dans quelques détails rétrospectifs pour prouver à quel point les populations napolitaines se prêtent avec intelligence aux lois nouvelles. Sous le gouvernement des Bourbons, la levée en moyenne était de vingt-quatre mille hommes; ses opérations duraient un an, et jamais, même dans les époques les plus calmes, elle ne fournissait plus de quatorze mille hommes; chaque levée, pour ainsi dire, se soldait par un déficit de dix mille hommes qui évitaient le service militaire, soit par la fuite, soit à l'aide de ces moyens de corruption si fort en usage sous l'administration bourbonnienne. Le gouvernement du roi d'Italie hésita longtemps à décréter la levée; les prédictions les plus sinistres ne lui étaient pas épargnées. « Faire la levée en ce moment, disait-on de toutes parts, c'est vouloir donner une armée au brigandage. » Le ministère tint bon et fit bien : il décréta, au mois de décembre 1861, une levée de trente-six mille hommes, par voie de sort, dans les provinces de l'ancien royaume des Deux-Siciles; or au mois de juin 1862 vingt-huit mille conscrits avaient déjà répondu à l'appel sans avoir besoin, comme autrefois, d'être stimulés par une gendarmerie active. C'est là un fait qui parle haut. De plus, il faut faire remarquer avec soin que les provinces ordinairement éprouvées par le brigandage, la Capitanate, la Basilicate, non-seulement n'ont pas eu un *seul* réfractaire, mais encore ont fourni un nombre assez important d'engagés volontaires. Une seule province a été récalcitrante, c'est la province même de Naples, car il y avait là une corruption administrative traditionnelle que la proximité de la capitale favorisait, et puis les menées réactionnaires sont plus remuantes autour et dans le sein d'une grande ville, où l'on déroute facilement la police, que dans les campagnes. Puisque je parle de l'armée, je prouverai par un seul fait combien sont mensongers les bruits qui tendent à faire croire que l'ancien royaume des Deux-Siciles, loin de s'être librement donné au gouvernement constitutionnel du roi Victor-Emmanuel,

subit avec peine sa domination. Les derniers Bourbons avaient une armée de plus de cent mille hommes, à l'aide desquels ils maintenaient assez malaisément la tranquillité dans leur royaume; la garnison spéciale de Naples était de douze mille à quatorze mille hommes, sans compter les Suisses. Chacun sait que trois forteresses, — le Château-Neuf, le Château-de-l'OEuf, le fort Saint-Elme, dominant et commandant la ville, — étaient toujours prêtes à réprimer le plus léger mouvement insurrectionnel. Aujourd'hui, sous le gouvernement nouveau et malgré l'augmentation d'effectif qu'a nécessitée le brigandage, les troupes répandues dans *tout* l'ancien royaume ne s'élèvent pas à plus de soixante mille hommes, y compris les carabiniers (la gendarmerie). La garnison de Naples se compose de huit mille hommes, parmi lesquels il faut compter trois mille Napolitains de l'ancienne armée bourbonnienne, appartenant presque exclusivement aux corps de l'artillerie et de la cavalerie. En outre on démolit actuellement le Château-Neuf, c'est-à-dire la forteresse qui pouvait, par sa force et sa position, réduire la ville en quelques heures.

Si le clergé n'a point cherché à user de son influence pour neutraliser la perception des impôts et pour paralyser les opérations de la conscription, il n'a point été aussi calme en présence de la liberté des cultes. Dès qu'il a vu les protestans, profitant de la tolérance nouvelle, se réunir entre eux, il s'est inquiété, et est allé demander à l'autorité de mettre un terme à de tels scandales. L'autorité a montré la loi, qui est positive, et tout a été dit. Les protestans, malgré leur petit nombre primitif, malgré les moyens plus que restreints dont ils disposent, se sont mis courageusement à l'œuvre, dès qu'ils se sont sentis libres, avec plus de résolution que d'espoir; car s'il était naturel de prévoir que Florence, la vieille ennemie de Rome, sa rivale perpétuelle, qui se faisait volontiers gibeline en haine des guelfes, accepterait promptement les prédications de l'église réformée et s'ouvrirait pour recevoir les vaudois du Piémont, on pouvait croire que Naples, païenne, iconolâtre, superstitieuse, habituée à subir les jougs sans les raisonner, se révolterait contre la doctrine un peu aride du protestantisme. C'était une erreur. Le dogme du libre examen séduisit dès l'abord les Napolitains, qui sont de leur nature portés aux discussions et aux contemplations philosophiques. C'est toujours le pays de Vico. Sous le gouvernement des Bourbons, le protestantisme était sévèrement interdit dans les états des Deux-Siciles. Les étrangers appartenant à la confession d'Augsbourg ne purent jamais obtenir l'autorisation de faire élever un temple, même à leurs frais, et ils étaient réduits à aller entendre la parole des pasteurs dans les chapelles particulières des légations de Prusse et d'Angleterre. La possession ou l'introduction d'une bible protestante était punie des *galères à perpétuité*. Si un Napolitain, poussé par la

curiosité, assistait au culte fait chaque dimanche dans les légations dont je viens de parler, il était administrativement mis en prison pour un temps indéterminé. Ainsi repoussée brutalement par l'ancien gouvernement, la propagande protestante n'existait pas à Naples, et le protestantisme n'était et n'est encore représenté que par un seul pasteur, M. Roller, homme intelligent, Français de naissance, et animé de cet esprit de bonne volonté qui ne compte pas les obstacles et n'envisage que le bien à faire. Dès qu'il fut libre dans l'exercice de sa foi, M. Roller voulut établir à Naples la propagande protestante sur une base sérieuse, et, aidé de quelques hommes convaincus comme lui, il commença courageusement son œuvre, œuvre très importante, car elle peut fonder la liberté morale dans ce pays qui vient de recevoir la liberté politique. La première préoccupation de ces nouveaux apôtres fut d'imaginer un culte qui ne brisât pas du premier coup les habitudes catholiques des Napolitains, et qui laissât du moins subsister quelques images devant des yeux accoutumés aux représentations figurées de toute sorte. Il n'en fut pas besoin : en vertu des lois fatales de l'action et de la réaction, tous les Napolitains qui allèrent écouter la parole évangélique, et qui en furent touchés, se jetant dans l'excès contraire à celui qu'ils avaient professé, furent iconoclastes, et iconoclastes à ce point que plusieurs refusèrent de recevoir la cène dans la légation d'Angleterre parce qu'un christ en bois, pendu à la muraille, y décorait la chapelle.

Des écoles pour les enfans ont été ouvertes, et plus de trois cents élèves les fréquentent. — Vous savez qui nous sommes, et que nous sommes excommuniés? disaient les maîtres. — Oui, répondaient les parens; nous savons que votre religion n'est pas la nôtre; mais nous savons que vous ne nous voulez que du bien, et nous vous amenons nos enfans. — Des réunions pour les adultes ont lieu trois fois par semaine le soir. Plus de deux cents hommes, presque tous du peuple, y assistent. La discussion y est absolument libre, et chacun dit à son tour ce qu'il croit avoir à dire. La chambre est simple, éclairée d'une ou deux lampes; les murs, nus, récrépis à la chaux, contrastent étrangement avec les décorations qui ornent les églises napolitaines; mais cela n'est même pas remarqué par les nouveaux adeptes : la parole du pasteur les captive, la discussion les anime, et chaque jour les assistans deviennent plus nombreux. Ces conférences sont extrêmement curieuses, non-seulement à cause du personnel qui les compose, des questions qu'on y agite, mais à cause de l'esprit vraiment extraordinaire qu'y déploient de simples *popolani*. On parlait du culte extérieur, des pompes catholiques, de la simplicité protestante, on argumentait pour et contre. Un homme se lève, et dans son patois napolitain il dit à peu près ceci : « Je suis cuisinier.

Lorsque mon maître me commande un pâté, il me dit de le faire de forme ronde ou carrée. Je me mets à l'œuvre, je fais le pâté absolument comme le désire mon maître, puis je le lui sers. Que fait-il? Il le coupe, détruit immédiatement la forme, et va sous l'enveloppe chercher la nourriture que j'y ai enfermée. Il en est de même du culte extérieur; il n'est que l'enveloppe des préceptes, il est la matière qui cache l'esprit. Si les préceptes sont assez forts pour nous suffire, qu'avons-nous besoin du culte, de ses cérémonies et de son éclat. Une bonne action vaut mieux qu'une procession, une aumône est supérieure à la messe. » Avec de tels hommes, et ils sont bien plus nombreux à Naples qu'on ne pourrait le croire, le protestantisme ira vite. De leur côté, les provinces réclament des missionnaires protestans; les Calabres surtout montrent une ardeur singulière. Deux prêtres convertis à l'Évangile, MM. Vicenzo Calfa et Gianbattista Gioja, sont partis pour Florence, afin d'étudier pendant un an à la faculté de théologie que viennent d'y fonder les vaudois. Bien d'autres prêtres calabrais, prêtres à demi schismatiques et tirant vers l'église grecque, persécutés assez vivement sous les Bourbons malgré les bulles pontificales qui leur accordaient certaines immunités analogues à celles que la cour de Rome concède à l'église catholique d'Orient, embrasseraient immédiatement le protestantisme, si leur pauvreté ne les retenait sur la pente de la conversion, car ils n'ont guère d'autres moyens d'existence que le bénéfice qu'ils retirent de la messe.

Ce mouvement protestant a consterné la partie exagérée (nous dirions ultramontaine) du clergé napolitain, qui a inutilement fatigué l'autorité de ses doléances. Les protestans ont offert alors aux prêtres catholiques des discussions publiques ou privées, à leur choix, où les questions de dogme seraient agitées. Nul ne répondit à cet appel. Eh! qui aurait pu y répondre? Le clergé napolitain a vécu dans une telle sécurité, il voyait l'autorité intervenir avec un si grand empressement dans tout ce qui touchait aux choses de la conscience, qu'il s'est endormi dans son repos, dans sa paresse, dans sa quiétude, c'est-à-dire dans une ignorance radicale, et que, loin de pouvoir lutter dans une discussion dogmatique, il ne sait plus aujourd'hui que ce qui est strictement indispensable à l'exercice de son ministère. Il ressemble à ce patriarche grec de Bethléem à qui je demandais pourquoi sur l'iconostase de son église on avait représenté saint Jean-Baptiste avec des ailes, et qui me répondit que c'était pour indiquer que plus tard, à Pathmos, il serait transporté par l'esprit de Dieu et aurait la grande vision de l'Apocalypse. Le clergé napolitain est à peu près de cette force, et au besoin saurait confondre aussi saint Jean-Baptiste et saint Jean l'évangéliste.

Si les cultes sont libres à Naples, la presse n'y est pas moins libre,

et c'est une grande nouveauté pour ce pays si longtemps courbé sous le joug de Ferdinand II, qui disait de bonne foi : « L'imprimerie est l'invention du diable! » De son temps un seul journal existait : *il Giornale officiale del regno delle Due Sicilie.* Pendant la guerre de Crimée, sous prétexte que la cour de Naples était neutre, il ne dit pas un mot des opérations des alliés devant Sébastopol : on peut juger, par ce seul fait, de quelle façon les questions politiques y étaient traitées. Dans les dernières années de son règne, Ferdinand autorisa la création de l'*Iride;* mais ce journal ayant dit qu'il fallait que l'Autriche se sentît bien affaiblie pour avoir accepté les stipulations du traité de Zurich, il fut immédiatement supprimé. Sans être nombreuse, la presse de Naples est assez importante, elle se fortifie tous les jours et tend à devenir un auxiliaire sérieux de la liberté parlementaire. En juin 1860, lorsque François II octroya la constitution qui aida si puissamment à l'accomplissement de l'œuvre de Garibaldi, car elle donnait une liberté relative sans réussir à faire naître une confiance que détruisaient naturellement les souvenirs du passé, une masse de journaux apparut de tous côtés; ce peuple si longtemps réduit au silence avait besoin de parler tout de suite et quand même. Ce qui subsiste de cet effort un peu désordonné constitue à cette heure la presse napolitaine. *Le Journal officiel* est devenu *le Journal de Naples,* il correspond à notre *Moniteur* et transcrit les actes du gouvernement. Un seul journal représente ce que nous appelons chez nous la presse officieuse ou semi-officielle, c'est la *Patria,* qui, après avoir eu quelques velléités d'indépendance, est devenue tout à fait conservatrice et ministérielle; c'est là que l'on va chercher les inspirations du gouvernement dans certains articles qui préparent l'opinion publique à accepter les actes déjà résolus en principe. Le journal le plus important de Naples, le mieux rédigé, est sans contredit le *Pungolo* (l'Aiguillon), sorte de *Times* napolitain dont le tirage s'élève à plus de 10,000 exemplaires, chiffre relativement très considérable; il est franchement attaché au régime actuel, mais garde une indépendance de bon aloi qui, sans jamais dégénérer en opposition, lui permet de donner souvent au gouvernement des avertissemens salutaires; c'est le journal qui représente le mieux, et dans ses différentes nuances, l'opinion des Napolitains éclairés. Puis viennent le *Nomade, l'Omnibus,* le *Paese,* dévoués au système parlementaire, approuvant la marche générale du cabinet de Turin, et ne faisant guère d'opposition que dans les questions locales où les provinces napolitaines sont directement intéressées. Ce que l'on nomme en Italie le parti de l'action est représenté dans la presse napolitaine par le *Popolo d'Italia,* organe qui montre quelque ardeur, et qui, dit-on, reçoit directement ses inspirations de Mazzini. J'avoue que je n'en crois rien : il semble être de mode mainte-

nant de rendre Mazzini responsable de tout ce qui se fait d'exagéré dans la péninsule; je crois que ce n'est pas juste, et que c'est commettre une erreur que de considérer comme mazzinien tout homme qui n'appartient pas au parti de Victor-Emmanuel ou à celui de la dynastie déchue. Dans tout système gouvernemental, il y a des impatiens, et les écrivains du *Popolo d'Italia* n'ont jusqu'à présent montré que de l'impatience. La réaction profite aussi, selon son incontestable droit, de la liberté de la presse pour faire au régime nouveau une opposition très vive. Son principal journal, la *Settimana*, n'ayant été soutenu que par ses propres ressources, s'est bientôt vu forcé de disparaître; la *Stella del Sud*, *il Cattolico*, *il Difensore*, *il Veridico*, tous attachés au principe de la monarchie du droit divin, paraissent selon les besoins de la cause et un peu au hasard des subventions. Le clergé libéral a fondé la *Colonna di fuoco*, spécialement rédigée par des prêtres, journal qui subit dans les opinions qu'il émet les fluctuations qui troublent ses rédacteurs. A des doctrines que le libéralisme le plus ardent peut réclamer, il mêle des idées réactionnaires au premier chef; en somme, il cherche une réforme ecclésiastique et voudrait fonder une église nationale, purement italienne et absolument détachée de Rome. Outre ces journaux, qui sont les seuls dont il convient de s'occuper, il en paraît sans cesse de nouveaux qui vivent quelques jours et meurent vite d'inanition. Comme il n'existe pour la presse italienne aucune nécessité de timbre, de cautionnement, d'autorisation préalable, dès que quelqu'un croit avoir quelque chose à dire, il fonde un journal, écrit le premier numéro, le fait vendre le soir sur la voie publique, et le plus souvent s'en tient là.

En somme, autour du gouvernement de Victor-Emmanuel, il n'y a que deux partis, celui de la réaction et celui de l'action. Le parti de la réaction, c'est-à-dire le parti bourbonnien, est-il un parti sérieux et peut-il susciter au cabinet de Turin d'autres difficultés que celles du brigandage et des fausses nouvelles? Sans hésiter, on peut répondre non; l'on peut même affirmer, en toute sécurité de conscience, que ce parti redoute une restauration que les restaurations précédentes lui ont appris à craindre. Il est avant tout inconséquent avec lui-même; il affiche des regrets, mais ne sait pas où porter ses espérances; il critique les Piémontais, s'ingénie de mille façons à mettre leurs fautes ou plutôt leurs maladresses en lumière, mais il tremble à la seule idée que François II pourrait revenir, car il sait que son retour serait suivi de vengeances cruelles: 1815 et 1848 ont laissé d'ineffaçables souvenirs. De plus il sait que dans ses instructions à Borjès le général Clary, inspiré par le roi tombé, disait : « Il aura soin de ne pas admettre d'anciens officiers... Le général Borjès se verra entouré de généraux et d'officiers qui voudront ser-

vir, il les éloignera tous (1). » La défiance est réciproque, et François II ne veut pas plus de ses partisans que ses partisans ne veulent de lui. Que désire donc le parti de la réaction? Cela est assez difficile à définir. Il est présumable cependant qu'il se contenterait d'une délégation de royauté faite par Victor-Emmanuel au profit d'un vice-roi qui, séjournant à Naples, rétablirait une cour où les membres de l'ancienne aristocratie, qui forment le noyau le plus sérieux de ce parti, pourraient reprendre de vieilles habitudes et reconquérir une importance que le régime nouveau leur a fait perdre, car il en est de l'aristocratie napolitaine, sauf d'honorables exceptions, comme de la plupart des aristocraties de l'Europe : à force de vivre sur elle-même, de tourner les yeux vers un passé que rien ne fera plus revivre, elle s'est isolée du mouvement des idées modernes, elle s'affaisse dans son propre engourdissement, et n'a plus, jusqu'à nouvel ordre, d'existence possible que dans la haute domesticité des charges de cour. Quant au parti de l'action, outre qu'il est assez peu nombreux, il ne reproche par le fait au gouvernement que ses prétendues lenteurs dans la double question de Rome et de Venise. En dehors de cette question, et sauf des cas très rares (2), il marche d'accord avec lui et s'unirait à lui d'une façon éclatante, si le parti de la réaction osait ou pouvait menacer directement l'existence de l'unité italienne et du régime parlementaire. Quant au muratisme, je n'en parle pas : c'est une plaisanterie dont personne ne s'occupe à Naples.

Le parti le plus fort, le plus compacte, est en définitive celui qui a pris pour devise : « l'Italie une avec Victor-Emmanuel. » La seule condensation de ce parti suffit à annuler les deux autres. En effet, il l'emporte sur eux par le nombre et par l'intelligence. Pour se figurer avec quelle ferveur, avec quel enthousiasme ces hommes ont embrassé la cause de Victor-Emmanuel en comprenant qu'elle était la cause de l'Italie entière, de la patrie commune et de leur propre

(1) Instructions du général Clary au général Borjès, § 3 et § 8.

(2) C'est un de ces cas de regrettable dissidence qui vient de se produire en Sicile. Nous croyons avoir montré cependant quels liens sérieux se sont formés entre la société napolitaine et le roi Victor-Emmanuel. Les derniers actes de Garibaldi peuvent imprimer une forte secousse aux esprits; mais la transformation morale qui s'accomplit dans les provinces méridionales est désormais en bonne voie, elle peut se poursuivre au milieu des plus graves agitations politiques. Il est même à présumer que Garibaldi ne trouverait pas à Naples de nombreux adhérens à la politique turbulente et dangereuse qu'il semble vouloir inaugurer; le peuple napolitain ne tarderait pas à comprendre que le mouvement suscité par l'ancien libérateur du royaume des Deux-Siciles est non-seulement intempestif, mais coupable, car il paralyse la marche régulière du gouvernement, et servira d'auxiliaire puissant aux menées de l'absolutisme, qui exploitera de telles folies à son avantage.

régénération, il faut savoir sous quel joug de fer et d'airain ils ont vécu du temps des Bourbons. Le 15 septembre 1861, M. de Rotrou, agent consulaire de France à Chieti, dans une lettre écrite sur le brigandage et adressée au consul-général de France à Naples, disait : « Ce qui se passe aujourd'hui est la conséquence obligée du système démoralisateur appliqué par Ferdinand II pendant les douze dernières années avec une persistance remarquable. Depuis 1848, il n'avait eu qu'une pensée, qu'un but : rendre le retour au régime constitutionnel impossible par l'asservissement complet de la classe moyenne; l'avilissement calculé de la bourgeoisie, la licence autorisée et encouragée de la basse classe, devaient priver la première de toute confiance, de toute force et ressource en elle-même..... Chacun était impitoyablement interné dans sa localité. C'est à grand'peine que de temps en temps on permettait aux citoyens les mieux notés de se rendre au chef-lieu de la province... La lecture du journal officiel avait fini par être interdite dans les cafés. On refusait aux pères de famille l'autorisation d'envoyer leurs fils dans les grands centres pour y terminer leur éducation. Les familles de chaque localité avaient fini par ne plus se voir pour ne pas exciter les soupçons d'une police toujours prête à s'alarmer. Les délits des bourgeois étaient punis comme des crimes, leur liberté était sans cesse menacée (1). »

En échange de cette tyrannie tracassière, tyrannie dont nous n'avons pas d'idée, car le clergé et la police s'étaient unis pour l'exercer sans contrôle, le régime constitutionnel du statut apportait la liberté de conscience, la liberté de la presse, la liberté commerciale, la liberté de l'instruction, et tous les bienfaits qui découlent naturellement d'un tel état de choses. Est-il surprenant que la masse éclairée de la nation se soit jetée au-devant du roi Victor-Emmanuel, et se soit fermement attachée au système qu'il représente et maintient avec une loyale énergie? Le contraire seul eût été un fait anormal et extraordinaire.

Est-ce à dire cependant que l'idée de réunir l'Italie entière sous le sceptre de Victor-Emmanuel soit une idée ancienne? Non pas, c'est une idée toute récente, mais tellement fortifiée déjà par l'expérience qu'on peut prédire à coup sûr qu'elle fera son chemin : cette idée est née de l'idée même de l'unité italienne, idée plus vieille que Dante, et qui, en 1847, avait cru trouver son chef et son représentant dans Pie IX. Tous les penseurs de l'Italie (et ils sont nombreux dans ce pays, où la pensée a acquis d'autant plus de force qu'elle était plus comprimée) avaient espéré que le pape mettrait à exécu-

(1) Lettre citée par M. Marc Monnier dans son *Histoire du brigandage*.

tion le programme du *Primato* de Gioberti; c'est là ce qui causa, à cette époque, ce grand mouvement catholique italien, qui n'était en somme qu'un mouvement politique et l'explosion des aspirations de liberté qui couvaient dans toutes les âmes. Ces espérances, si fortement conçues en 1847, étaient évanouies en 1848, et furent persécutées dès 1849; on s'aperçut, avec désespoir et rancune, qu'on ne pouvait concilier l'inconciliable, et que, par la seule logique des choses, Pie IX était et devait être pape avant d'être prince italien. Toute l'Italie qui s'était faite guelfe retomba dans un doute sans nom; à aucun prix, elle ne voulait redevenir gibeline. Ne voyant plus dans le pontife-roi et dans l'empereur d'Autriche que deux ennemis, elle se fit italienne et se résolut à être elle-même, en dépit de ces deux adversaires formidables qui la tenaient comme enserrée entre la double force de la religion et des armes. C'est alors que, voyant la liberté dont jouissait le Piémont sous la loi de son statut respecté, se souvenant de Charles-Albert, seul champion italien entré en lutte contre l'Autriche, glorifiant comme martyr de la patrie commune le vaincu de Novarre, l'Italie entière se mit à regarder du côté de Victor-Emmanuel, et se sentit tressaillir aux paroles d'espérance que M. de Cavour prononçait du haut de la tribune de Turin. La guerre de 1859 commença, et quoiqu'elle n'ait pas eu de prime abord tous les résultats auxquels on avait le droit de s'attendre, on put comprendre dès lors que l'unité était voulue, et que tôt ou tard elle se ferait. Aujourd'hui elle est en pleine voie de prospérité.

Le gouvernement de Turin n'en a pas moins une foule d'obstacles à combattre. La race des mécontens est nombreuse partout, et à Naples principalement. Quoique, pour les questions générales, ils fassent le plus souvent monter leurs murmures vers le Vatican, il faut bien dire que pour les questions spéciales et locales ils ne se gênent guère pour accuser le cabinet de Turin. La haute administration épurée a mis sur le pavé beaucoup d'employés qui regrettent, dans le régime passé, les émolumens qu'ils émargeaient; les employés subalternes, qu'on a presque tous conservés, sont surveillés avec soin; on veut leur donner des habitudes de probité qu'ils n'avaient pas toujours autrefois et abolir à tout prix le honteux usage du « pourboire » (*bottiglia*), qui était devenu un abus dont les chefs mêmes de service se rendaient coupables. Les nombreux employés dont le traitement a été ainsi réduit remontent directement de l'effet à la cause et en veulent à l'administration piémontaise, qui, diminuant leurs bénéfices, a rendu leur vie plus difficile (1).

(1) Parmi les mécontens on peut, sans crainte de méprise, nommer les conservateurs du musée de Naples et les employés des postes. Autrefois, sous le gouvernement des Bourbons, — j'invoque le souvenir de tous les voyageurs, — les préposés des différentes salles du musée se faisaient volontiers les *ciceroni* des touristes à qui ne suffisait pas l'excellent

La substitution du code piémontais au code napolitain paraît n'avoir pas été, à première vue, une mesure heureuse. Les lois napolitaines importées par les rois Joseph et Murat, empruntées à notre code, améliorées par l'expérience, étaient excellentes, au dire même des jurisconsultes français; sous les Bourbons, il ne leur manquait que d'être appliquées; elles sont supérieures à celles des autres codes de l'Italie : si elles sont moins douces que les lois de l'ancienne Toscane, elles sont incontestablement plus claires, plus intelligentes, plus humaines que les lois du Piémont. Il ne faut pas oublier que Naples est par excellence le pays des légistes; ils supportèrent avec peine l'intromission d'un code nouveau, qu'ils qualifiaient de barbare, et qui sous tous les rapports leur faisait regretter les anciennes lois, qu'ils comptaient bien pouvoir maintenant pratiquer en toute liberté. Ce fait serait grave sans aucun doute, s'il était définitif; mais il n'est et ne peut être qu'essentiellement provisoire. En effet, le premier devoir du gouvernement italien doit être de faire le code italien en se servant de toutes les lois qui existaient avant 1859, en consultant les lois des autres pays, et de composer ainsi un recueil de jurisprudence auquel pourront profiter les lumières et l'expérience de toutes les nations civilisées. Ce grand travail, digne d'occuper les plus nobles esprits, serait déjà en voie d'exécution, si le parlement de Turin, plus initié à la vie parlementaire, plus maître de lui-même, s'occupait un peu plus des questions générales et beaucoup moins des questions de personnalité. Un code nouveau supérieur au code piémontais, au code toscan, au code napolitain, viendra donc bientôt régir l'Italie entière, et la contrainte douloureuse dont l'ancien royaume des Deux-Siciles se plaint avec raison cessera d'elle-même. Les lois piémontaises, si vivement critiquées à Naples, offrent néanmoins dans l'application toutes les garanties désirables; les

catalogue de Quaranta; ils leur montraient la *Psyché* de Capoue, leur expliquaient l'usage des *triclinia*, faisaient tourner devant eux les vases grecs trouvés en Sicile, et en échange de ces complaisances intéressées recevaient quelques carlins. Aujourd'hui, sous peine d'exclusion immédiate, il leur est interdit de recevoir la moindre gratification. A la poste, jadis on marchandait ses lettres, que l'employé tarifait à son gré et selon ses besoins du jour, et souvent on obtenait pour quelques *baiocci* la remise d'une lettre dont l'employé réclamait quatre ou cinq carlins. L'administration des postes de Naples est dirigée maintenant avec une probité rigoureuse; elle est devenue d'une exactitude qu'elle ignorait absolument autrefois. Les cochers et les *facchini* (portefaix) n'ont pas lieu non plus d'être contens, car on leur a imposé un tarif qui les empêche de rançonner les voyageurs; mais le mécontentement le plus vif existe chez les barbiers, qui, presque sans exception, regrettent tous le régime bourbonnien. La cause en est assez plaisante et mérite d'être signalée. Sous l'ancien gouvernement, la barbe était considérée comme subversive, la moustache était incendiaire, et la barbiche passait pour ennemie de l'ordre; afin d'éviter les tracasseries de la police, chacun se faisait raser de près et fréquemment; les barbiers étaient gens d'importance et fort occupés. Aujourd'hui il n'en est plus ainsi, car il est de mode maintenant à Naples de laisser pousser sa barbe.

excellentes lois napolitaines n'en offraient aucune, car elles étaient incessamment violées sous le gouvernement des Bourbons.

On a vivement reproché au cabinet de Turin d'avoir agi trop précipitamment, ce qui a donné à son œuvre d'unification italienne plutôt l'aspect d'une *annexion* que d'une fusion. Le reproche ne manque pas de justesse, et peut sembler mérité à ceux qui ne considèrent pas en présence de quelles difficultés diplomatiques le Piémont se trouvait placé. Là gît certainement le secret de la hâte, peut-être excessive, qu'il a déployée dans ces graves circonstances. Les gouvernemens étrangers étaient en droit de lui dire : « Nous ne croyons pas à l'unité italienne, car tous les petits états de l'ancienne Italie, quoique réunis en apparence sous le sceptre de Victor-Emmanuel, n'en ont pas moins gardé leurs lois et leurs coutumes particulières. Ces diverses provinces forment plutôt un groupe d'états juxtaposés qu'un seul et même état, comme vous voulez nous le faire croire. » L'objection était sérieuse et menaçait, si elle n'était promptement résolue, de prolonger des difficultés considérables. Le cabinet de Turin a donc sagement agi en hâtant l'œuvre d'unification, en donnant le même régime à toutes les provinces qui s'étaient offertes au roi Victor-Emmanuel, régime qu'il connaissait et maniait de longue date, régime supérieur dans son ensemble aux gouvernemens qu'il remplaçait, puisqu'il s'appuie sur le statut, qui garantit la liberté constitutionnelle. Toutes les réformes désirées, toutes les sages aspirations auront leur jour, et découleront forcément de la large et sûre liberté sous laquelle l'Italie vit maintenant, et par laquelle aussi elle se régénère.

Dans les provinces méridionales, le cabinet de Turin a certainement pu commettre des fautes et se laisser entraîner à quelques maladresses; mais que celui qui est sans péché lui jette la première pierre! Quand on songe que le Piémont de 1859 est devenu l'Italie d'aujourd'hui, quand on considère la grandeur des résultats obtenus, on reste surpris comme devant un fait providentiel. Il a rencontré des difficultés; mais elles sont toujours restées inférieures à la force qui les combat, et cette force est l'idée unitaire, représentée par cette classe moyenne, intelligente, libre, dévouée, qui sera la gloire de l'Italie comme elle en a été le salut, surtout si elle se pénètre profondément de ses devoirs, si elle comprend qu'elle n'est que la dépositaire des améliorations apportées par le régime actuel, si elle comprend qu'elle doit le faire servir à l'élévation de la nation entière, et non pas à son propre et égoïste accroissement. L'histoire d'un pays voisin offre à ce sujet à la bourgeoisie italienne un exemple qui mérite d'être longuement médité. Dans l'ordre moral, un pas immense a déjà été fait : l'idée de patrie s'est substituée à l'idée d'autonomie, qui n'est que du municipalisme déguisé; le municipa-

lisme a failli tuer l'Italie; l'unité, non-seulement peut la sauver, mais doit lui donner des splendeurs que son long martyre, toujours protesté, lui a méritées. Il faut souhaiter que le municipalisme ne renaisse jamais, car l'antagonisme provincial rouvrirait certainement la route aux étrangers. Il est une fable de La Fontaine que chaque Italien devrait se répéter tous les jours :

Toute puissance est faible à moins que d'être unie (1) !

Quant à nous, qui gardons pour la liberté un amour que rien n'a pu affaiblir, nous admirons l'œuvre qu'elle accomplit dans cette vaste péninsule si longtemps divisée; nous admirons la persistance loyale du cabinet de Turin, qui a reçu son impulsion du comte de Cavour et qui poursuit sa marche sans se laisser arrêter par les obstacles. Quelles que soient les opinions qui nous divisent, nous ne devons jamais oublier que c'est par la liberté que l'Italie s'unit et pour ainsi dire se fonde de nouveau; nous ne devons jamais oublier que, fidèle à ses principes, son gouvernement n'a point voulu ouvrir l'oreille aux suggestions mauvaises conseillères qui lui parlaient de dictature. Sans vouloir ici nommer personne, nous pouvons affirmer, en connaissance de cause, qu'un cabinet ami de celui de Turin n'a cessé de lui prêcher la nécessité d'une bataille avec le parti de l'action. Le cabinet de Turin a toujours énergiquement repoussé de tels avis, car il sait que ce parti de l'action ne veut ni une autre forme de gouvernement ni un renversement de dynastie; il veut qu'on se hâte vers l'unité complète, et il faut avouer que s'il a quelquefois des intempérances de langage, elles sont excusables. Que dirions-nous en France si nos places fortes de l'est, c'est-à-dire notre frontière ouverte vers l'ennemi, étaient au pouvoir de troupes étrangères? Que dirions-nous si, en invoquant des raisons morales si élevées qu'elles soient, un peuple voisin occupait notre capitale? Serions-nous plus patiens que certains Italiens? J'en doute. Il faut être indulgent pour ceux qui souffrent. Or il est difficile d'admettre que l'état actuel de l'Italie sans frontière au nord-est et sans capitale ne soit pas une cause de sérieuse souffrance. L'avenir sans doute aplanira les obstacles qui s'opposent encore à la réalisation complète du rêve italien, et l'Italie sera une, si elle sait rester libre, si elle sait résister aux mauvaises inspirations, de quelque côté qu'elles viennent, et poursuivre imperturbablement son but, comme il convient à un grand peuple appuyé sur son droit.

MAXIME DU CAMP.

(1) *Le Vieillard et ses Enfans*, livre IV, fable 18.

HISTOIRE

DE SIBYLLE

SECONDE PARTIE.

I. — CLOTILDE.

Nous ne ne nous étendrons pas sur les trois ou quatre années qui suivirent la première communion de Sibylle (1). Pour elle et pour ceux qui l'entouraient, ce fut une ère de parfaite félicité. Ses vives aptitudes, en musique et en peinture surtout, prirent sous la direction de miss O'Neil des développemens qui touchaient au talent, et dont elle se charmait elle-même en charmant les autres. En même temps son intelligence, plus largement éclairée et s'assouplissant d'ailleurs aux premiers contacts de l'expérience, perdit peu à peu cette rigidité de l'enfance qui avait été l'excès et le défaut de ce caractère. Puis le cœur de la femme s'éveillait en elle, et tempérait d'une teinte plus douce la sévérité de ses grâces.

Cette phase nouvelle de sa vie morale se traduisit dans l'ordre religieux par un trait digne d'intérêt. Peut-être a-t-on remarqué chez Sibylle, dans la première partie de ce récit, une disposition d'esprit dont son aïeul n'avait pas laissé de se préoccuper, une étrange tendance à s'élancer pour ainsi dire d'un seul bond jusqu'à Dieu en négligeant les intermédiaires. Ce penchant était particulier sans doute dans une certaine mesure aux instincts de Sibylle; mais il était aussi de son âge. L'âme des enfans, volontiers passionnée et enthousiaste, n'est point tendre. Aussi l'Ancien Testament est-il leur

(1) Voyez la *Revue* du 15 août.

livre plutôt que le Nouveau. L'idée simple de Dieu saisit immédiatement leur intelligence et la domine; mais le drame évangélique, quoiqu'il intéresse leur curiosité par des représentations figurées qui sont pour eux des jouets, ne parle véritablement ni à leur pensée ni à leur cœur. Le sens divin de ce grand mystère leur échappe absolument, et ses parties humaines ne les touchent pas. C'est seulement quand, au premier souffle des passions, le cœur s'attendrit, que le Christ y entre — comme un Dieu, mais aussi comme un ami.

Cette modification du sentiment religieux, que nous croyons généralement vraie, le fut du moins pour Mlle de Férias. Ce qui n'avait été pour elle durant tout le cours de son enfance qu'un article de foi un peu effacé sembla prendre vie dans sa pensée : la poésie incomparable de l'Évangile la captiva profondément, et elle eut à un haut degré la seule idolâtrie permise à une chrétienne, l'idolâtrie du Christ. Elle aimait, dans ses entretiens avec miss O'Neil et avec le curé, à s'exalter sur ce texte, à rappeler les épisodes les plus touchans de cette pure existence, à admirer le mélange d'impassibilité divine et de faiblesse humaine qui en est le saisissant caractère : elle passait de douces heures dans ces enthousiasmes partagés, tantôt prolongeant avec l'Irlandaise ses promenades du soir à travers les bois, pendant que l'or des étoiles étincelait sur le dais sombre du feuillage, tantôt assise près du vieux prêtre sur le gazon de la falaise, regardant vaguement l'horizon en feu, ou égrenant d'une main distraite les grappes bleues des bruyères.

L'empire que Sibylle avait pris sur l'esprit du curé ne s'était pas affaibli; mais avec les années la forme s'en était adoucie et comme détendue. Mlle de Férias commençait à sourire de quelques excès de son propre zèle. Son intervention dans les choses religieuses ne se faisait plus sentir qu'à de rares intervalles, et chaque jour avec une nuance de tolérance plus marquée, surtout vis-à-vis de la personne du vieillard. Loin de le pousser désormais dans la voie de l'ascétisme, elle employait d'innocentes ruses pour l'arracher de temps à autre aux rigueurs de sa solitude et de son régime. Toutefois, sur les points qui lui paraissaient essentiels à la dignité de la religion, elle demeurait inflexible et n'hésitait pas à suggérer à l'abbé Renaud des conseils qui étaient aussitôt appliqués avec une docilité dont M. de Férias se divertissait avec la marquise. — Ma chère, disait-il en riant, c'est une spiritualiste, et elle voudrait spiritualiser la paroisse! — Cette plaisanterie du marquis était la formule assez exacte des constantes aspirations de Sibylle et des tentatives méritoires de l'abbé Renaud. Nous n'entrerons à cet égard dans aucun détail nouveau sur des matières délicates que nous n'avons déjà sans doute que trop agitées, quoique nous ayons tâché d'y apporter la réserve respectueuse qu'elles commandent : il nous suffira de dire que, sous

le régime pastoral de l'abbé Renaud, le culte fut pratiqué dans la paroisse de Férias avec une rare pureté, sans que le dogme parût en souffrir.

Ce fut vers cette époque que Sibylle eut l'avantage de faire connaissance avec la comtesse de Vergnes, son aïeule du côté maternel. Le comte de Vergnes avait eu à deux reprises, depuis la naissance de sa petite-fille, le courage de s'arracher à ses habitudes parisiennes pour venir passer trois ou quatre jours à Férias. Sibylle le connaissait donc depuis longtemps, et elle l'aimait, parce qu'il était aimable d'abord, et ensuite parce que son image lui apparaissait toujours dans un cadre magnifique, où les bonbons, les poupées à ressort et les colliers de perles fines se mêlaient agréablement; mais elle avait eu le regret de ne jamais voir sa grand'mère de Vergnes, laquelle, pour ménager l'exquise sensibilité qui était une de ses prétentions, avait ajourné d'année en année des émotions dont elle s'était probablement exagéré la violence, car, en apercevant pour la première fois sa petite-fille dans le salon de la gare, elle l'envisagea avec beaucoup de calme, se retourna vers une vieille femme de chambre qui la suivait de près pour la soutenir au besoin, et lui dit tranquillement : — Voyez donc, Julie! exactement, mais exactement moi à quinze ans! Cela me fait mal!... Pauvre petite!... Mon Dieu! ajouta-t-elle alors en embrassant Sibylle et en essuyant une larme dont la source restait assez mystérieuse.

On put croire pendant vingt-quatre heures que Mme de Vergnes allait fixer sa résidence à Férias, tant elle se montrait sensible à la poésie de la campagne : les bois, la mer, les prairies, le chant des oiseaux, tout la ravissait; elle ne sortait point des transports. — Mon Dieu! disait-elle à ses hôtes, que vous êtes donc heureux de vivre ici! Mais sentez-vous bien votre bonheur? N'y êtes-vous point trop habitués pour en bien savourer toutes les douceurs?... Ce calme, ce silence,... et puis ces bruits, ce vent dans le feuillage, ces bestiaux qui mugissent dans le lointain,... ces petits faisans, — ce sont des faisans, n'est-ce pas, ces petites bêtes jaunes?... Non? Ce sont des poulets,... simplement? Tiens! — Eh bien! ces petits poulets qui trottent derrière leur mère en faisant *piau*, *piau*,... comme c'est délicieux, mon Dieu! comme c'est intéressant! On passerait l'éternité à sa fenêtre... à voir et à entendre tout cela! Ah! voilà la vie,... la voilà!... La nature, la campagne! Mon Dieu! que vous êtes donc heureux de vivre ici!

Cependant le troisième jour au matin Mme de Vergnes confia à la discrète Julie qu'elle n'avait point fermé l'œil de la nuit. — Vraiment, dit-elle, j'ignore, je ne conçois pas comment ils font pour dormir dans ce pays-ci. Moi qui suis habituée à la plus grande tranquillité (elle demeurait rue de la Chaussée-d'Antin), je ne me ferai

jamais à ce tapage-là!... Il y a un tas d'oiseaux qui jacassent dès le point du jour... Mon Dieu! j'aime beaucoup à entendre chanter les oiseaux, certainement, mais il y a temps pour tout!... Et puis les vaches, les moutons qui hurlent dès l'aurore!... On se croirait dans l'arche, ma parole!... Et puis toujours ce vert épinard sous les yeux!... C'est à dégoûter du vert!... Ça devient un cauchemar, ce vert!... Je vois tout vert, moi, maintenant!... Donnez-moi donc ma petite glace carrée, ma bonne Julie!... Eh bien! tenez, je me vois verte! Au surplus ce n'est pas étonnant,... je dois l'être après une nuit pareille!

Le quatrième jour enfin, Mme de Vergnes reçut une lettre qui fut censée la rappeler en toute hâte à Paris. Elle exprima d'amers regrets, se plaignit de sa destinée, et monta en wagon à midi. — Allons, ma pauvre enfant, dit-elle en embrassant sa petite-fille au départ, tenons-nous, tenons-nous, point d'émotion! A bientôt, car, vous aussi, vous quitterez avant peu ce paradis pour notre enfer... Ah! voilà la vie, ma pauvre enfant! Adieu, adieu! Tenons-nous, ma chère petite!

Les déchiremens de cette séparation n'étaient pas au-dessus de la force d'âme de Sibylle; mais elle eût trouvé en tout cas un appui et des consolations dans la cordiale intimité qui l'unissait alors à son amie Clotilde Desrozais. Clotilde était sortie du couvent depuis deux ans, et à son retour Mme de Beaumesnil, sa tante, s'était empressée de la présenter à tout le voisinage. Mlle Desrozais était d'ailleurs fort bonne à montrer : elle avait tenu amplement toutes les promesses de son enfance. Elle était grande, souple, ondoyante; elle avait une masse épaisse de cheveux noirs dont elle ne savait que faire; elle les tordait, elle les nattait, elle les repoussait en boucles sur la nuque, elle les retroussait en diadème sur son front. Ses bras, ses mains, ses épaules, modelés en plein marbre, faisaient songer aux déesses. Quand elle soulevait sa paupière un peu lourde, sa prunelle lançait un jet de flamme qui se noyait aussitôt dans un fluide velouté. — Sous le rapport moral, on se plut à reconnaître que Clotilde avait beaucoup gagné. Effectivement, comme pour donner raison aux principes de Mme de Beaumesnil en matière d'éducation, l'enfant terrible, turbulente, opiniâtre, maussade, était devenue une jeune personne timide, modeste, parlant peu et à demi-voix, obligeante, prête à tout, même à faire un quatrième au whist, bref une demoiselle exemplaire.

Personne ne constata avec plus de plaisir que Sibylle ces heureuses modifications. Ne trouvant plus dans le caractère de Clotilde aucune des aspérités qui avaient autrefois inquiété son affection, elle se livra sans réserve au penchant de son cœur, et un commerce de relations presque quotidiennes s'établit entre elles. La beauté de

son amie inspirait à Sibylle une admiration mêlée de fierté : elle aimait à la citer comme une espèce de type au-dessus duquel son imagination ne concevait rien. Clotilde se prêtait en souriant à cet enthousiasme : elle se laissait habiller, coiffer, draper en Romaine, en druidesse, en Juive, en Turque; puis Sibylle la dessinait ou la peignait sous ces divers aspects, en lui disant de temps à autre, dans ses impatiences d'artiste : — Non! tu es trop belle, vois-tu! tu es affreusement belle! tu es ridiculement belle! Dieu! que c'est bête d'être beau comme ça! — Invectives dont Mlle Clotilde voulait bien ne pas se formaliser.

Elle entrait avec la même complaisance dans tous les goûts favoris de Mlle de Férias, et se faisait l'écho de ses sentimens, de ses rêves, de ses exaltations avec une facile ardeur, une sorte d'éloquence naturelle et une parfaite sincérité, car elle avait dans l'âme un océan de passion toujours prêt à se répandre, même sur le bien. Si quelque chose lui manquait, ce n'était pas le fonds, mais peut-être le discernement, la règle, la prédilection morale. Quoi qu'il en soit, les imaginations élevées, poétiques, généreuses, la passionnaient de très bonne foi à ses heures, et elle paraissait même souvent, dans la chaleur de son langage, dépasser les aspirations les plus idéales de Sibylle.

Au milieu de leurs entretiens, Sibylle n'avait pas tardé à remarquer qu'on ne pouvait toucher certains sujets familiers entre jeunes filles sans que Mlle Desrozais ne prît aussitôt un air de mystère, de profonde mélancolie et d'incurable désespoir. Elle se décida donc à l'interroger sur le sens de ces attitudes. — Tu es trop jeune, ma chère! dit Mlle Desrozais en secouant la tête et en soupirant douloureusement. — Cette réponse dilatoire ne fit, comme on pense, qu'enflammer la curiosité de Sibylle, qui, flairant un roman dans l'existence de son amie, la supplia instamment de l'honorer de sa confiance. Clotilde résista quelque temps; puis enfin, après avoir fait jurer à Sibylle un éternel secret : — Ma chère, lui dit-elle, telle que tu me vois, je ne me marierai jamais!

— Est-il possible? dit Sibylle en se rapprochant avec un redoublement d'intérêt.

— Cela est certain, reprit Mlle Desrozais, car j'aime quelqu'un, et celui que j'aime et dont je suis aimée ne peut m'épouser : les circonstances nous séparent à jamais,

— Mon Dieu! mon Dieu! s'écria Sibylle; mais comment cela est-il arrivé? Où l'as-tu rencontré? Comment s'appelle-t-il?

— Je ne puis te dire que son nom de baptême : il s'appelle Raoul... Pourquoi rougis-tu?

A ce nom de Raoul, Sibylle en effet avait rougi soudain jusqu'au front.

— Pourquoi rougis-tu? répéta Clotilde, dont le ton s'anima brusquement; est-ce que tu connais un Raoul? Réponds donc!

— Je rougis parce que tu me dis des choses qui me bouleversent... Où veux-tu que j'aie connu ton Raoul?

— Au fait, c'est impossible... Eh bien! ma chère, il avait une cousine qui était en même temps que moi au couvent, et qu'il venait voir assez souvent avec sa mère. Son air, sa figure m'intéressèrent tout de suite. Il faut te dire que ce n'est pas un très jeune homme, de sorte que je m'imaginais que j'étais une originale, et qu'aucune de ces demoiselles ne pensait à le remarquer. Voici comment je fus détrompée : un jour, nous cherchions un jeu; une de ces demoiselles proposa que chacune de nous se mît à réfléchir aux jeunes gens qui venaient le plus souvent au parloir, et écrivît ensuite sur un petit papier le nom de celui qu'elle aimerait le mieux épouser, après quoi une de nous lirait à haute voix tous les petits papiers.

— C'était un drôle de jeu, dit Sibylle.

— Mon Dieu! c'était un jeu comme un autre... Enfin il fut accepté. Chacune écrivit en secret sur un carré de papier qu'elle mit ensuite dans une corbeille... Eh bien! quand on vint à faire la lecture des bulletins, ils portaient tous le même nom : Raoul!

— C'est très bizarre, dit froidement Sibylle.

— Je vis par là que je n'étais pas aussi originale que j'avais pu le croire. Quelques jours après, ma chère, je me trouvais au parloir en même temps que lui, et, comme toujours, je m'apercevais qu'il me regardait beaucoup. Sa cousine, qui était mon amie, — quoique je ne l'aimasse guère au fond, — se leva tout à coup, fit un tour dans le parloir, et en passant auprès de moi elle me dit rapidement : « Ne bouge pas pendant cinq minutes! » Je vis alors qu'il avait un album sur les genoux, et qu'il dessinait... Il paraît, par parenthèse, qu'il peint divinement... Quand il eut fini, il m'adressa de la tête et des yeux un salut et un remercîment dont il m'est impossible de te rendre la grâce. J'avais été si troublée de tout cela qu'au moment de sortir, quand je me trouvai près de lui dans la foule, je laissai tomber mes gants, que je chiffonnais dans ma main. Il les ramassa vivement, parut hésiter à me les rendre, puis définitivement il les garda en fixant ses yeux sur les miens avec une expression si profonde, si tendre, que mon cœur cessa de battre, et que je sentis dès ce moment que nous étions liés pour la vie.

Mlle Clotilde, en achevant cette période, leva ses grands yeux vers le ciel, comme pour lui renouveler ses sermens d'inviolable fidélité.

— Est-ce que c'est tout? demanda Sibylle.

— Sans doute. Que veux-tu de plus? Ne t'ai-je pas dit que nous étions liés pour la vie?

— Mais il me semble que non, dit Sibylle.

— Enfant! reprit M[lle] Desrozais en haussant doucement les épaules. Sache donc que, huit jours après, mon amie m'informa d'un ton de mystère que son cousin, pressé par sa famille d'épouser une jeune fille très noble, très belle et très riche, était parti brusquement pour la Perse. On lui supposait, ajouta mon amie avec un méchant regard, — car elle ne m'aimait pas au fond plus que je ne l'aimais, — quelque inclination qu'il n'osait avouer pour une personne sans fortune et sans naissance... Est-ce assez clair?... Pauvre Raoul! c'est pour moi qu'il a affronté l'exil et peut-être la mort,... car souvent on ne revient pas de ces pays lointains. Eh bien! tu vas rire, Sibylle, mais je me considère comme sa veuve,... et il m'arrive la nuit de pleurer sur lui et sur moi, comme si nous étions morts tous deux.

Quelques larmes charmantes tombèrent avec ces derniers mots de Clotilde, et Sibylle, entièrement persuadée, les recueillit une à une de ses lèvres émues.

C'était dans une des allées les plus solitaires du parc que les deux jeunes filles se livraient à ces affectueux épanchemens. Elles furent troublées soudain par un bruit de voix qui se faisait entendre à peu de distance; en même temps un chien de chasse accourut d'un air affairé près du banc sur lequel elles étaient assises, et se mit à quêter leurs caresses. — Mon Dieu! mon Dieu! dit Clotilde en se levant à la hâte, qui vient donc là? à qui ce beau chien?

On vit alors apparaître au détour de l'allée le marquis et la marquise de Férias, accompagnés d'une dame étrangère qui avait passé le bel âge de la vie et d'un jeune homme mince, blond, élégamment vêtu, qui tordait une cravache dans ses gants lilas. A cet aspect, la veuve inconsolable du pauvre Raoul porta rapidement la main à ses yeux humides, à ses bandeaux en désordre, à ses boucles, à ses nattes, à ses jupes, et en deux secondes elle était parée pour le combat.

— Ah! dit tranquillement Sibylle, ce sont probablement les Val-Chesnay. Ma grand'mère les attend depuis huit jours.

Sibylle accomplissait alors sa quinzième année, et l'intérêt de son avenir paraissait exiger qu'on ne retardât pas beaucoup plus longtemps le moment de son entrée dans le monde et de sa présentation sur le grand théâtre parisien. M. et M[me] de Férias, sans reculer devant le sacrifice que leur conscience leur imposait, en sentaient profondément la rigueur. Ils avaient eu la pensée de prévenir une séparation, qui pour eux menaçait d'être sans retour, en assurant à leur petite-fille, dans le pays même, un établissement digne d'elle; mais après s'être livrés à quelques vaines recherches dans le cercle étroit où leur vie retirée les renfermait, ils avaient bientôt renoncé à ce vague dessein, qui leur semblait d'ailleurs entaché d'égoïsme.

Cependant un ami, confident de leurs angoisses, avait poursuivi de son côté la même entreprise : cet ami était l'évêque de ..., avec lequel les Férias n'avaient pas cessé d'entretenir, depuis la conversion de miss O'Neil, un commerce de relations plus que courtoises. Ce prélat, esprit bienveillant et un peu ardent, auquel les grâces et les bizarreries mêmes de Sibylle avaient inspiré un vif intérêt, crut pouvoir annoncer un jour au vieux marquis qu'il avait découvert pour cette petite-fille, qui mettait le trouble dans l'église, un mari qui avait fort la mine d'être un phénix. « J'ai cherché cet oiseau rare, dit-il, dans tout mon diocèse, pendant ma tournée pastorale, et, suivant l'usage, je l'ai trouvé à ma porte, en rentrant. C'est le jeune baron de Val-Chesnay, dernier représentant des Val-Chesnay Mérinville, un nom qui ne vaut pas le vôtre, monsieur le marquis, mais qui est bon. La fortune est immense, égale pour le moins à celle que peut espérer votre petite iconoclaste... Tenez! vous pouvez voir par cette fenêtre l'hôtel de Val-Chesnay, en face du mien... Et précisément voici le jeune Roland qui monte à cheval dans la cour : un joli garçon, comme vous voyez,... un peu jeune, vingt-quatre ans à peine, mais c'est un beau défaut; d'ailleurs Mlle de Férias elle-même peut attendre... Cette vieille dame qui caresse le cheval, en lui recommandant d'être sage, est la mère naturellement,... une sainte, — pas un aigle, mais une sainte. Elle a fait élever son fils sous son aile dans les meilleurs principes; elle ne l'a jamais quitté. Elle se trouve précisément à l'heure qu'il est dans une situation d'esprit analogue à la vôtre, appréhendant de ne pouvoir marier cet enfant en province et frémissant à la pensée de le plonger dans le tourbillon parisien... Quant au jeune homme, vous le verrez de plus près : il est bien,... il est bien! — Mon Dieu! il n'y a rien à dire,... mais il est bien! Enfin, vraiment, je crois que c'est une trouvaille... Tenez! voyez la mère! elle le suit jusque dans la rue;... elle monterait en croupe, si elle osait... Pauvre femme! »

M. et Mme de Férias accueillirent cette ouverture avec transport. Peu de jours après, ils se rencontraient avec Mme de Val-Chesnay et son fils dans les salons du palais épiscopal. Les deux mères, dévorées des mêmes anxiétés, se trouvèrent dès le premier moment sur le pied d'une expansive cordialité, et, après quelques politesses renouvelées à des intervalles convenables, les Val-Chesnay acceptaient l'invitation de venir passer une semaine ou deux au château de Férias, où les deux principaux intéressés seraient mis en présence, et appelés, si le cœur leur en disait, à ratifier les vœux de leurs familles.

Pendant toute la durée de ces préliminaires, M. et Mme de Férias s'étaient fait un devoir scrupuleux de maintenir Sibylle à l'écart des délicates négociations dont elle était l'objet : ils avaient couvert d'un prétexte plausible leur liaison soudaine avec les Val-Chesnay,

dont Sibylle entendait souvent parler depuis quelque temps, mais qu'elle n'avait jamais vus. Se défiant de l'intérêt particulier qui les animait en cette affaire, ils s'étaient promis de dissimuler à leur petite-fille leurs dispositions personnelles, afin de lui laisser l'entière liberté de son choix. Ils avaient eu d'autant moins de peine à éloigner de l'esprit de Sibylle tout soupçon de la vérité, qu'initiée depuis son enfance aux projets d'avenir concertés pour elle, l'idée de son mariage ne se présentait jamais à son imagination qu'à la suite d'un séjour plus ou moins prolongé dans l'hôtel de Vergnes. -- Ce fut donc avec une certaine curiosité, mais d'ailleurs avec une parfaite sérénité d'âme, que Mlle de Férias vit paraître sous ses ombrages héréditaires ce jeune homme qui s'avançait à sa conquête la cravache à la main. Le jeune baron, mieux instruit qu'elle apparemment, rougit d'une manière sensible en la saluant, et Mme de Val-Chesnay, après lui avoir pris les mains et l'avoir un instant couvée d'un regard de convoitise maternelle, la serra sur son cachemire avec une émotion dont Sibylle ne comprit pas l'opportunité.

A la suite d'une promenade que Mlle de Férias prit plaisir à diriger à travers les sites les plus intéressans du parc, on visita les serres et la féerique basse-cour. Pendant ces explorations, la gaîté tranquille, le langage animé de Sibylle, le goût et la simplicité avec lesquels elle démontrait les merveilles de son domaine, achevèrent de lui gagner le cœur de la vieille dame, qui ne tarissait point en exclamations enthousiastes, et qui par intervalles lançait à son fils des regards d'allégresse et de triomphe. M. et Mme de Férias, ravis du succès évident de leur petite-fille, s'associaient aux douces émotions de la baronne, et, comme elle, nageaient dans les cieux. Le jeune baron lui-même, figure distinguée, froide et flegmatique, donnait tous les signes de satisfaction qui pouvaient se concilier avec son genre de beauté, dont il était fier et auquel il aurait cru déroger cruellement en s'abandonnant aux inconvenances de l'enthousiasme. Une ombre de sourire se jouait dans ses favoris à l'américaine, et de temps à autre ses lèvres daignaient s'entrouvrir pour laisser tomber, comme des morceaux de glace, les mots : « charmant ! délicieux ! idéal ! »

Clotilde seule faisait tache dans cet heureux tableau : elle suivait à quelques pas en arrière, tantôt caressant le chien du baron, tantôt paraissant plongée dans un abîme de mélancolie, quoiqu'elle ne perdît aucun des regards furtifs que sa beauté saisissante arrachait à l'impassible jeune homme.

Mlle Desrozais dîna au château avec sa tante. Quand on quitta la table, les deux jeunes amies, impatientes de se trouver seules après une longue contrainte, se dérobèrent pour un moment, et allèrent s'enfermer dans la bibliothèque, transformée depuis quelque temps

en atelier. Sibylle se mit presque aussitôt à crayonner sur un bout de papier gris, répondant par de vagues paroles d'assentiment à l'éloge sans réserve que Clotilde crut devoir faire des nouveaux hôtes de Férias. — Mais voyons, sérieusement, ma chère, dit Clotilde après une pause silencieuse, comment le trouves-tu?

— M. de Val-Chesnay? Oh! charmant! délicieux! idéal! dit Sibylle en imitant plaisamment le ton empesé du baron.

— Ne t'y trompe pas, ma chère, reprit Clotilde, c'est un mari.

Sibylle ouvrit ses plus grands yeux, puis elle éclata de rire : — Bah! dit-elle, quelle sottise!... Ah! cela vient bien! — Et présentant à Clotilde le dessin aux trois crayons qu'elle avait vivement esquissé : — Tiens! le voilà, mon mari?

C'était en effet, à ne pouvoir s'y méprendre, M. de Val-Chesnay lui-même avec ses favoris blonds poussés au roux et inondant ses épaules, une raie qui traversait le centre de sa tête comme un coup de hache, un col d'une raideur métallique, et une cravate bleue semée de pois blancs dont Sibylle avait fait des lunes. Cette tête absurde reposait sur un buste imperceptible, d'où sortait une énorme paire de gants du plus beau lilas, et que soutenaient les jambes grêles et arquées d'un cavalier consommé.

Clotilde ne put voir cette image grotesque sans tomber aussitôt dans une véritable convulsion de gaîté. — Oh! dit-elle dès qu'elle put parler, je t'en prie, donne-moi cela!

— Mon Dieu! prends, dit Sibylle.

Clotilde lui sauta au cou : — Tu es bonne, ma petite Sibylle. — Et en effet Sibylle était bien bonne.

Pendant ce temps, miss O'Neil communiquait discrètement à M[me] de Val-Chesnay quelques études peintes par son élève, devant lesquelles la digne baronne se pâma de confiance, tandis que le jeune Roland proférait du haut de son col l'épithète de « magistral! » — Dès que Sibylle rentra dans le salon, elle fut sollicitée de mettre le comble à l'ivresse publique en exécutant un morceau, un rien, sur la harpe, — instrument que M. Roland de Val-Chesnay, rendu prolixe par les fumées des caves de Férias, qualifia d'idéal, — non-seulement, ajouta-t-il, à cause de sa forme délicieuse, mais encore parce que c'était vraiment un instrument charmant, surtout quand on en jouait bien. — Il n'y avait pas moyen de résister à ces éloquentes instances, et M[lle] de Férias n'y résista pas.

Sibylle jouant de la harpe était généralement adorable; mais ce soir là en particulier, vêtue d'une légère toilette blanche, avec de grandes manches tombantes comme des ailes reployées, sa gracieuse personne, sa jolie tête, ses yeux profonds et pleins de feu, son front couronné de nattes dorées, avaient une expression, une élévation, un rayonnement séraphiques. Le mot ange venait aux

lèvres en la regardant et cessait d'être banal, tant il semblait fait pour elle. Toutefois le caractère de sa beauté, qui, surtout à ce moment de sa vie, était plutôt intellectuel que physique, devait médiocrement frapper un esprit aussi complétement dénué d'esthétique que l'était celui du dernier des Val-Chesnay. Aussi se contenta-t-il, lorsque Sibylle eut terminé, de frapper doucement l'un contre l'autre ses gants lilas (il les avait remis), en faisant à part lui l'observation pénible que sa fiancée était un peu maigre.

L'instant d'après, Sibylle, qui souffrait du rôle secondaire dans lequel son amie Clotilde avait langui tout le jour, la pria de se mettre au piano. Clotilde, après quelques cérémonies, s'y laissa traîner. Elle ôta ses gants d'un air rêveur, agita un instant ses magnifiques bras nus sous les favoris transatlantiques du jeune baron, qui était assis vis-à-vis d'elle à l'un des angles du piano, et après avoir quelque temps tourmenté le clavier, elle commença à chanter d'une belle voix de contralto un air célèbre de Donizetti : — *O mon Fernand,...* — qui était son triomphe. Elle le chantait en effet et elle le chanta ce soir-là surtout avec un accent de mélancolie passionnée, auquel sa pâleur ardente, son œil sombre et noyé, sa narine mobile, son corsage palpitant ajoutaient une couleur presque excessive. Il est vrai que toute cette magie pittoresque et sculpturale était perdue pour le plus grand nombre des assistans, groupés derrière la chaise de la chanteuse; mais elle ne l'était pas, Dieu merci, pour M. de Val-Chesnay, qui, occupant une position plus avantageuse, recevait en pleine poitrine une bonne partie des traits adressés fictivement au capitaine espagnol. Ce jeune homme ne s'était jamais sans doute trouvé à pareille fête. Clotilde avait cessé de chanter qu'il attachait encore sur elle son œil gris et morne, tandis que sa bouche entr'ouverte et son attitude affaissée témoignaient que pour le moment le code du parfait *gentleman* était la dernière de ses préoccupations. Il n'eut pas une parole pour féliciter Mlle Desrozais malgré le plaisir réel qu'elle lui avait procuré; mais, sur la demande que lui en fit la jeune fille, il s'empressa d'ôter ses gants, afin de l'aider à chercher un cahier de musique au fond d'un casier. S'il se flattait du vague espoir que sa main pourrait, dans le cours de ces perquisitions, rencontrer, froisser par hasard une des mains éblouissantes de Mlle Clotilde, il faut avouer que le jeune baron était fort présomptueux. Cependant il ne l'était pas trop, car le fait est qu'il eut cette bonne fortune.

On aurait tort d'imaginer que Mlle Desrozais, lorsqu'elle déployait en l'honneur de M. de Val-Chesnay tout cet appareil de fascination, eût conçu la pensée réfléchie d'usurper le cœur et la main destinés à Sibylle. Même dans une âme aussi fortement trempée que la

sienne, un dessein si audacieux ne pouvait se formuler si soudainement; mais il y a des femmes, charmantes d'ailleurs, qui ne peuvent voir dans un salon l'homme qui leur est le plus indifférent s'occuper d'une autre femme sans avoir aussitôt des idées de meurtre. Cet instinct jaloux et impérieux, qui est particulier au sexe, prend dans les cœurs passionnés et sans frein des proportions sataniques. Clotilde n'avait fait que suivre cette inspiration naturelle, ne se proposant rien de plus pour l'instant que d'écraser son amie de cœur en pétrifiant d'admiration celui qu'elle pouvait croire son fiancé. Mais déjà le plein succès de ses manœuvres, les extases, la gaucherie empressée du jeune Roland, suggéraient à cet esprit entreprenant des rêveries d'un ordre plus sérieux et plus formel.

Une demi-heure plus tard, comme Mme de Beaumesnil et sa nièce regagnaient silencieusement le Manoir à travers les sentiers ombragés et odorans du pays. — Ma tante, dit Clotilde tout à coup, quelle est donc la fortune des Val-Chesnay?

— Oh! est-ce qu'on sait? dit la tante. Le Pérou!

Clotilde fit entendre un profond soupir.

— Mon Dieu, ma chère petite, reprit Mme de Beaumesnil après une pause, on a vu des choses plus extraordinaires!... Il suffit que le bon Dieu le veuille!

— Oh! ma tante! dit la jeune fille en riant.

Puis, apercevant un ver luisant qui illuminait solitairement son nid de mousse sur le revers du fossé, elle saisit l'insecte, le déposa sur le bord de son chapeau, et reprit ensuite sa marche en fredonnant avec une sorte d'allégresse, comme si elle eût conquis son étoile.

Dès le lendemain, Mlle Desrozais entreprenait, sous la sanction tacite de sa tante, une campagne régulière contre le petit cerveau et le gros héritage du jeune baron. Le récit détaillé de cette campagne, dans laquelle Clotilde déploya la force du lion unie à la prudence de Mme de Beaumesnil, nous entraînerait trop loin de notre sujet. Il nous suffira, pour en faire comprendre le succès et pour tirer quelque moralité de cet épisode, de définir brièvement la nature chétive du personnage que Clotilde avait choisi pour sa proie. Victime d'une de ces éducations de serre chaude qu'une tendresse malavisée inflige trop souvent aux objets de sa sollicitude, Roland de Val-Chesnay tombait en pleine bataille de la vie sans transition, sans armes, sans défense. Les excellens principes qu'on lui avait prodigués étaient demeurés flottans à la surface de cette âme molle et inerte, sans y prendre racine. N'ayant point traversé l'initiative graduée et salutaire de l'éducation publique, il arrivait brusquement aux passions d'un homme avec les vices d'un enfant, et, suivant l'usage, c'était au cœur coupable envers lui de cette aveugle idolâtrie, c'était au cœur même de sa mère que cet ingrat jeune homme

devait faire sentir les premiers coups de sa main à la fois faible et violente.

Deux mois plus tard en effet, la vieille baronne, après bien des combats et des larmes, se croyait heureuse de racheter les bonnes grâces de son fils et de s'épargner l'affront des injonctions légales en autorisant un mariage qui restait étrangement disproportionné, malgré les avantages testamentaires que Mme de Beaumesnil avait arrachés à son mari en faveur de sa nièce. Clotilde et Roland reçurent la bénédiction nuptiale dans l'église de Férias, au milieu d'une vive allégresse publique, entretenue par de copieuses libations, des jeux forains et même des pièces d'artifice tirées sur les falaises. Ce fut le cas de dire avec Sganarelle : « Ce mariage doit être heureux, car il donne de la joie à tout le monde. »

Il est presque superflu d'ajouter que quelques semaines après, à la suite de petits démêlés avec sa belle-fille, la baronne douairière demeurait préposée à la garde de la demeure patrimoniale des Val-Chesnay et à l'entretien du mobilier, tandis que le jeune couple s'installait gaîment à Paris, dans un joli hôtel des Champs-Élysées.

II. — L'HÔTEL DE VERGNES.

Le mariage de Clotilde et les événemens qui l'avaient précédé laissèrent entre la famille de Beaumesnil et la famille de Férias une impression de gêne et de tiédeur dont Sibylle elle-même ne put se défendre. Elle avait à la fois trop de droiture et d'inexpérience pour apprécier sous leur vrai jour les intrigues de Mlle Desrozais, qui lui avait paru sérieusement éprise de Roland, elle était encore plus éloignée d'éprouver le sentiment d'envie par lequel Mme de Beaumesnil et la jeune baronne aimaient à expliquer le refroidissement de son affection; mais elle avait été surprise peu agréablement de la promptitude extrême avec laquelle M. de Val-Chesnay avait conquis dans le cœur de Clotilde la place toute chaude de ce Raoul qui était en Perse. La personne du baron ne lui paraissait pas suffisamment foudroyante pour justifier une si brusque révolution; elle voyait là tout au moins une légèreté et une inconsistance qui avaient fort diminué son amie dans son estime.

Les parens de Sibylle jugeaient naturellement la conduite de Clotilde avec plus de maturité et aussi avec plus de rigueur; mais ils se jugeaient eux-mêmes plus sévèrement encore, et ne pouvaient se pardonner l'innocent égoïsme qui leur avait si longtemps fermé les yeux sur la valeur infime du jeune baron. Après avoir couru le risque d'engager Sibylle dans des liens si indignes d'elle, ils rejetèrent absolument la pensée de la marier en province, ou du moins dans la partie de la province qu'ils habitaient, ne voulant laisser prise sur

eux, en matière si grave, à aucun sentiment d'intérêt personnel. Le départ de Sibylle pour Paris fut donc définitivement résolu. On manda cette nouvelle au comte de Vergnes, qui répondit que cela était fort heureux, attendu qu'une armée de soupirans assiégeait jour et nuit son hôtel avec des guitares et que la police commençait à s'en préoccuper. Sur ces entrefaites, la santé de Sibylle souffrit quelque altération. M. et M[me] de Férias saisirent avidement ce prétexte pour essayer de garder leur petite-fille auprès d'eux une année de plus. Ils en écrivirent avec timidité à M. de Vergnes, qui répondit que cela était parfait, qu'une année de plus passée à la campagne serait infiniment salutaire à M[lle] de Férias, et que quant aux soupirans, une année d'attente les mortifierait et qu'ils en seraient plus tendres.

Le marquis et la marquise avaient peut-être espéré mourir avant la fin de cette année de grâce. Ils n'eurent pas cette douceur. Par une triste matinée de l'automne qui suivit, ils conduisaient Sibylle à la gare du chemin de fer et lui faisaient leurs adieux. Ennemis de toute démonstration et de tout éclat, ils subirent cette heure suprême avec calme et dignité, quoique la contraction de leurs traits témoignât d'une angoisse mortelle. Cependant, lorsqu'après un trajet silencieux les deux vieillards rentrèrent dans leur château solitaire, toute force les abandonna : ils s'enfermèrent à la hâte dans la chambre vide de leur petite-fille, et, se jetant dans les bras l'un de l'autre, ils pleurèrent amèrement.

Le départ de Sibylle avait eu un autre témoin à peine moins désespéré : c'était Jacques Féray, à qui la jeune fille avait adressé la veille, non sans émotion, quelques mots d'adieu. Elle doutait que le pauvre homme l'eût comprise; elle fut étonnée et touchée de l'apercevoir le lendemain à l'entrée de la gare. Peu d'instans après, comme elle montait en wagon avec miss O'Neil, elle le vit de nouveau appuyé contre le treillage qui séparait la ligne de fer d'une lande communale. Au moment où le train se mit en marche, le malheureux diable prit sa course à travers la lande pour le suivre; il ne renonça à cette lutte disproportionnée que lorsqu'il tomba d'épuisement sur le sol. Il s'obstina pendant plusieurs jours à attendre à cette place même le retour du convoi qui avait emporté Sibylle, vivant on ne sait comment; mais une idée singulière qui vint à se loger dans sa cervelle ne laissa pas de le décourager assez promptement. Il s'était arrêté par hasard à deux pas de la cabane d'un cantonnier; voyant ce cantonnier sortir de sa maisonnette et étendre le bras régulièrement au passage de chaque train sur la ligne, Jacques Féray crut devoir l'imiter avec exactitude; il s'imaginait apparemment que c'était là une obligation, une servitude imposée aux riverains. Elle lui parut tellement lourde après quelques jours d'épreuve, qu'il s'y dé-

roba et qu'il fut heureux de retrouver son chaume sur la falaise, loin du monde et de ses lois capricieuses.

Le comte de Vergnes reçut Sibylle à la gare de la rue Saint-Lazare, et la mena aussitôt à son hôtel de la Chaussée-d'Antin, où la comtesse attendait impatiemment sa petite-fille dans la société de trois chiens, qui du fond de leurs corbeilles ouatées saluèrent par des grognemens lugubres l'entrée de Mlle de Férias. Elle fut ensuite installée dans un appartement fort mignon, où le comte avait fait allumer toutes les bougies en signe de fête et de bienvenue. Elle ne tarda pas à s'y endormir paisiblement malgré les agitations de son cœur et de son cerveau, et malgré les bruits inaccoutumés de la rue, car à son âge le sommeil est encore un dieu.

Le lendemain, dès qu'elle fut levée, M. de Vergnes lui présenta dans la cour de l'hôtel deux chevaux de pur sang qu'il lui avait destinés, et qui étaient deux gazelles. Elle ne demanda pas mieux que d'en essayer un sur l'heure et d'accompagner son grand-père dans la promenade qu'il avait l'usage de faire avant déjeuner. Le comte, qui était encore beau cavalier, trouva du plaisir à montrer le bois de Boulogne à Sibylle et à se montrer lui-même escorté de cette jolie personne. Un incident, fort insignifiant en apparence, vint cependant jeter un peu d'ombre sur son front. Ils rencontrèrent dans une allée du bois une dame d'un physique fort agréable, qui conduisait elle-même un de ces chars à bancs anglais auxquels on attelle les chevaux qu'on essaie. Deux ou trois jeunes gens en élégante toilette du matin fumaient derrière elle dans la voiture. La dame, en passant près du comte, le salua légèrement d'un sourire; puis elle regarda Sibylle, et sourit de nouveau à M. de Vergnes, en affectant d'ouvrir de grands yeux étonnés. M. de Vergnes, distrait apparemment par une pointe que son cheval poussa au même instant, ne salua pas.

— Pourquoi donc ne saluez-vous pas cette dame qui vous salue? demanda Sibylle.

— M'a-t-elle salué? dit le comte. Croyez-vous?... Mais je ne la connais pas... Au reste, voilà Paris, ma chère enfant... Il y a comme cela une foule de personnes qu'on rencontre,... qui vous connaissent,... qu'on connaît,... et en réalité... on ne les connaît pas... Quelle délicieuse matinée, ma chère petite!

Pendant trois semaines environ, M. de Vergnes se consacra au service de sa petite-fille avec l'ardeur juvénile et la grâce chevaleresque qui le distinguaient. Il la promena dans les musées, dans les palais, dans les lieux historiques, et la mena à tous les théâtres; puis un beau jour, prétextant un peu de fatigue, il délégua pour vingt-quatre heures à miss O'Neil ses fonctions de cicerone, et ne les reprit point. Son zèle était épuisé, il rentra dans ses habitudes,

et Sibylle ne le vit plus guère qu'aux heures des repas; mais à ces heures il était charmant : il était coquet avec sa petite-fille; il lui apportait des sacs de bonbons, des gâteaux, des chinoiseries, des bamboches d'étalage. Il était plaisant avec miss O'Neil; il avait adopté vis-à-vis d'elle un genre de facétie dont il modifiait chaque jour la forme, mais dont le fond consistait invariablement à se prétendre amoureux de la pauvre Irlandaise et désespéré de ses rigueurs. — Miss O'Neil, lui disait-il, je vous en supplie, ne me regardez pas! Vous m'empêchez de manger, et ce n'est pas bien... Si vous me retranchez l'idéal,... le divin idéal, laissez-moi au moins les plaisirs de la matière! — Ou bien il la contemplait d'un œil profond, et s'écriait tout à coup : — Miss O'Neil!... une île inhabitée au milieu de l'Océan-Pacifique, un palmier au milieu de cette île, vous sous ce palmier, et moi à vos pieds... Quel rêve! — Cette drôlerie lui était commode. Quand il voulait s'en aller un peu plus tôt que de coutume à son cercle ou ailleurs : — Miss O'Neil, disait-il, je n'y puis plus tenir : un mot d'espoir, ou je pars! — Et il partait. Il ne restait jamais le soir chez lui, pour être fidèle sans doute à la définition qu'il donnait lui-même de Paris, qui est, disait-il, une ville de France où l'on passe quelquefois ses soirées avec les femmes des autres, jamais avec la sienne.

Les allures indépendantes du comte de Vergnes ne semblaient d'ailleurs faire aucun vide dans l'existence de la comtesse, qui était extraordinairement remplie. — Je ne sais vraiment pas, disait-elle chaque matin, comment je pourrai faire tout ce que j'ai à faire aujourd'hui! — Elle s'éveillait vers huit heures, prenait du chocolat dans son lit, partageait quelques tartines avec ses trois chiens, puis s'assoupissait jusqu'à dix heures. Elle se levait alors et commençait sa toilette, qui était quelquefois terminée à midi. C'était l'heure de son second déjeuner, qui était opulent et prolongé. Elle partait ensuite à la hâte, visitait deux ou trois magasins, faisait déplier deux ou trois mille mètres d'étoffes, et n'achetait rien. Elle revenait à son hôtel, procédait à une seconde toilette, et se rendait au bois. Au retour, elle entrait régulièrement chez un pâtissier, mangeait des petits pâtés au foie gras et au macaroni, avalait une glace, appuyait le tout d'un verre de vin d'Espagne, et commençait ses visites, pendant lesquelles elle croquait çà et là une demi-livre de bonbons. A sept heures, elle dînait comme elle pouvait. En accomplissant sa troisième toilette, pour faire ses visites du soir, elle se plaignait assez généralement de vagues malaises dans l'estomac, organe qu'elle avait toujours eu faible, disait-elle. Elle essayait de le soutenir dans le cours de la soirée en buvant quelques tasses de thé accompagnées de quelques tranches de baba; mais c'était en vain. Son estomac, malgré une hygiène si fortifiante, demeurait inquiet; elle y

sentait des bizarreries, des creux, des défaillances, puis des dégoûts, et c'est à peine si elle pouvait toucher du bout des dents à l'en-cas qu'on lui tenait prêt dans sa chambre pour le retour. Cela était pénible; cela empoisonnait sa vie. Sibylle, confidente des désespoirs de sa grand'mère à ce sujet, se demandait tout bas par quel miracle du Seigneur cette frêle Parisienne résistait depuis cinquante ans à un régime qui eût tué un cannibale en huit jours.

Mme de Vergnes s'était naturellement fait un devoir d'entraîner sa petite-fille dans le cercle d'oisiveté affairée où elle tournait chaque jour avec la frivolité convulsive d'un écureuil. Elle la produisit successivement chez toutes ses amies, dont le nombre était tel qu'il lui fallut plusieurs mois pour en épuiser la liste. Une des plus intimes était morte depuis six semaines, quand la comtesse et Sibylle se présentèrent à sa porte.

— Comment! dit la comtesse au concierge, qui s'était approché de sa voiture pour lui annoncer cette fâcheuse nouvelle, morte! Qu'est-ce que vous me dites là?

— Oui, madame la comtesse, reprit le concierge, qui était goguenard, elle est morte depuis six semaines; elle est même enterrée.

— Ah! mon ami, ne me dites donc pas cela! répliqua la comtesse. Quelle horreur!... C'est vraiment inoui, ces choses-là!... Voilà la vie, ma chère enfant!... Eh bien! mon pauvre Jean, chez le pâtissier qui fait le coin de la rue Castiglione, vous savez?

Sibylle accompagnait de même sa grand'mère dans ses tournées du soir, où elle effleurait le plus souvent trois ou quatre salons sans prendre pied dans aucun. Un caractère particulier de ces réunions mondaines qui surprit Mlle de Férias, c'était la rareté des hommes. Quelques vieillards mélancoliques et quelques jeunes gens imberbes y représentaient seuls en général le sexe fort. On eût pu croire qu'une guerre désastreuse avait cruellement décimé la population virile. Même dans les circonstances solennelles et obligatoires, à la suite d'un dîner par exemple, il était clair que les hommes invités et les maîtres de la maison eux-mêmes attendaient avec impatience que la soirée des dames fût terminée pour commencer la leur. Il semblait à Sibylle que cette séparation remarquable des deux sexes dans les coutumes de la société polie avait l'inconvénient de réduire trop souvent la conversation des femmes à des commérages de harem; elle ne pouvait savoir qu'en revanche elle avait l'avantage de réduire la conversation des hommes à des entretiens de corps de garde.

Si ce premier aspect à vol d'oiseau de la société parisienne ne répondait pas pleinement aux espérances de Sibylle, ce mécompte n'était pas d'ailleurs sans compensation. En dehors de l'insipide tourbillon mondain, dans quelques salons exceptionnels, dans ses excursions du matin en compagnie de miss O'Neil, dans les mu-

sées, les théâtres et même dans les rues, elle goûtait ces vives jouissances que donnent à un esprit actif et heureusement cultivé le mouvement, le spectacle continuel, l'électricité partout répandue des choses de l'esprit. Elle respirait avec allégresse cette atmosphère intellectuelle qui enveloppe Paris et qui en est le charme propre et incomparable. Les navigateurs antiques qui posaient le pied sur les rivages de Chypre y flairaient aussitôt une odeur d'encens et de volupté qui pénétrait leurs veines et leur révélait la puissante déesse du lieu. Paris semble avoir de même d'enivrantes émanations qui dénoncent son culte, son culte unique, mais fervent et passionné jusqu'à l'idolâtrie, celui de l'intelligence, dont on peut dire avec vérité que Paris est la ville sainte.

Après quelques mois de séjour à l'hôtel de Vergnes, Sibylle, dans une lettre qu'elle écrivait au marquis de Férias, essayait de résumer en ces termes les impressions diverses dont elle était frappée : « Je flotte perpétuellement, disait-elle, entre l'extrême intérêt et l'extrême ennui. Paris me paraît être le lieu du monde qui offre le plus de ressources à l'esprit et le moins à l'âme. Mon esprit y est joyeux et mon âme y est triste. Il est impossible de sentir plus vivement que je ne le fais ici que l'esprit et ses plaisirs les plus élevés ne sont pas tout pour une créature humaine. Si je garde quelque empire sur ma destinée, je ne serai jamais à Paris qu'un oiseau de passage. Cette vie tumultueuse, cette distraction sans trève, ces gens toujours debout, toujours en l'air, toujours gais, toujours fous, me font entendre aux oreilles un bruit de grelots qui m'étourdit et me gêne. Je cherche mon pauvre moi, et je ne le trouve plus. Quand je suis arrivée, j'ai cru tomber dans un carnaval dont j'attendais toujours la fin, mais inutilement, car il ne finit point, et c'est ici le fonds même de la vie. Tous ces gens vont, viennent, s'agitent, s'empressent, se moquent et meurent tout à coup. La mort à Paris m'étonne toujours; elle ne m'y paraît pas naturelle. Tout est si factice à l'entour, que ce détail y choque par sa réalité comme un accident dans une fête. C'est la seule loi réelle de la vie qu'on n'y puisse oublier, parce qu'elle s'impose. Il me semble qu'on y méconnaît toutes les autres. L'accessoire, le luxe, l'ornement, la broderie, sont le principal et le tout. On vit de gâteaux, et point de pain... Ah! le bon pain quotidien, Seigneur, donnez-le-moi!... et donnez-moi aussi quelqu'un qui veuille bien le manger avec moi, lentement, miette à miette, devant mon vieux foyer de famille, et tout près, tout près du fauteuil de mon cher grand-père! »

Sibylle ne confiait de la sorte à M. de Férias qu'une faible part de ses ennuis : les lacunes qu'elle croyait sentir dans l'ensemble des existences parisiennes s'accusaient chaque jour sous ses yeux dans des exemples qui touchaient son cœur de trop près pour qu'elle n'en

fût pas affectée plus gravement qu'elle n'osait le dire. Les bizarres relations conjugales dont l'hôtel de Vergnes lui donnait le spectacle formaient dans sa pensée un contraste douloureux avec le vivant souvenir de l'intimité charmante et presque sainte de Férias. Il était évident en effet que M. et Mme de Vergnes, hors du déjeuner et du dîner, leur dernier point de contact, vivaient aussi étrangers l'un à l'autre que si l'océan les eût séparés. Ils n'avaient en commun ni une joie, ni une peine, ni un souvenir, ni une espérance. Ils échangeaient pendant les repas quelques banalités courantes, et se hâtaient de retourner chacun à son plaisir.

Cherchant à s'expliquer un état de choses qu'elle regarda d'abord comme une anomalie particulière à sa famille, Sibylle fut disposée à en rejeter le tort sur sa grand'mère, dont elle ne pouvait se dissimuler la dissipation extravagante et la profonde inanité d'esprit. Séduite au contraire par les brillantes qualités du comte, elle supposa qu'il avait fini par se fatiguer de l'incurable puérilité de sa femme, et par en être découragé jusqu'à l'éloignement. Une fois entrée dans cet ordre d'idées, elle y rapporta tout, comme il arrive, et s'étonna moins des brusqueries de langage auxquelles le comte de Vergnes, si gracieux et si galant avec le reste du monde, se laissait quelquefois emporter vis-à-vis de la comtesse, comme par quelque ressentiment de son cœur incompris et de sa vie désenchantée. Pénétrée de compassion pour les souffrances présumées de son grand-père, Sibylle crut devoir redoubler envers lui d'attentions et de prévenances. Un matin, comme elle entrait à l'improviste dans l'appartement particulier du comte, guidée par ce sentiment délicat, elle éprouva une surprise énorme en voyant se tourner vers elle d'un air à la fois irrité et confus un personnage dont elle eut peine d'abord à discerner l'identité : c'était un vieillard dont le visage ridé et la tête chauve étaient tout ruisselans de pommade au concombre; cette figure luisante avait deux faces, comme Janus : elle présentait d'un côté l'arc d'un sourcil du plus beau noir et une touffe de favoris grisonnant à peine, tandis que de l'autre le sourcil et la touffe de favoris parallèles s'effaçaient dans un vague neigeux. Forcée, à son grand regret, de reconnaître son aïeul dans ce grotesque, Sibylle poussa un faible cri, tourna les talons, et se sauva à la hâte. Elle se rappela aussitôt les soins tout différens que le marquis de Férias prenait de sa personne, et comment, au lieu de masquer sa vieillesse, il aimait à la parer en mettant de la poudre blanche sur ses cheveux blancs. — Elle se souvint en même temps d'une violente sortie que le comte de Vergnes avait faite quelques jours auparavant, à l'usage de la comtesse, contre les femmes qui ne savaient pas vieillir et qui s'obstinaient à affliger les yeux par des nudités d'un demi-siècle. Elle se demanda si cette moralité, excel-

lente en soi, avait été parfaitement placée dans la bouche du comte. Ces réflexions et l'incident qui les avait provoquées plongèrent Sibylle dans de nouvelles incertitudes, qui ne tardèrent pas du reste à s'éclaircir.

Le soir même de ce jour fatal où M. de Vergnes avait été surpris par Mlle de Férias dans l'intimité de son laboratoire, ce vieux gentilhomme éprouva dans quelque amour de coulisse, qui n'est point de notre sujet, un mécompte tellement sérieux que toute sa belle humeur ne put le digérer. Il eut dans la nuit un léger accès de goutte qui ne lui permit pas de sortir pendant une semaine. Sibylle fut étonnée de voir aussitôt sa grand'mère interrompre absolument le cours de ses chères habitudes et se vouer à la garde de son mari avec un zèle d'autant plus méritoire qu'il était assez mal récompensé. M. de Vergnes n'aimait pas à être malade, et quand il l'était, il voulait bien ne laisser ignorer à personne dans sa maison à quel point cela le contrariait. — Il se piqua toutefois en cette circonstance de conserver vis-à-vis de sa petite-fille un reste de courtoisie; mais sa femme, quoique aussi étrangère que possible à la cause première de ses souffrances, en recueillit pleinement les bénéfices. Elle supportait d'ailleurs avec une résignation louable la maussaderie froide et bourrue dont le comte payait le plus souvent ses soins. Il arriva pourtant un jour que la patience lui échappa. M. de Vergnes, étendu dans un fauteuil, discutait avec Sibylle les mérites d'une pièce en vogue. Mme de Vergnes allait et venait par la chambre, apprêtant une potion, fermant un rideau, calfeutrant une porte.

— Que diable! s'écria M. de Vergnes, aurez-vous bientôt fini de vous agiter comme une ombre chinoise? Rien n'est plus agaçant, quand on cause, que ce trottinement perpétuel autour de soi! Allons! venez vous asseoir.

Elle vint s'asseoir avec docilité. La conversation reprit; elle voulut, par bonne grâce, y placer son mot. M. de Vergnes haussa les épaules : — Ne parlez donc pas pour ne rien dire, ma chère amie! Quand on n'a pas deux idées dans le cerveau, il faut se taire!

— Mais, mon ami, permettez, dit la comtesse, vous êtes par trop désagréable! Et elle porta son mouchoir à ses yeux.

— Bien, parfait! reprit le comte, une scène maintenant! Une scène dans la chambre d'un malade... Le lieu est bien choisi,... ingénieusement choisi! Eh! mon Dieu, ma chère, je sais ce qui vous tient... Je sais d'où vient votre humeur... Voilà trois ou quatre soirées que vous passez chez vous!... Cela excède vos forces. Eh bien! partez, allez, allez commérer chez vos amies, éreinter vos chevaux, étaler vos jupes! C'est le seul bonheur que vous conceviez en ce monde... Je ne veux pas vous en priver plus longtemps!

Cette attaque démesurée fit sortir la comtesse de son inertie;

elle eut subitement un de ces cris que la passion et la vérité peuvent arracher des lèvres de la femme la moins éloquente : — Ah! dit-elle, cela est trop injuste,... cela est indigne!... Je ne fais point de scène,... mais je veux vous répondre... Vous ne m'ôterez pas le respect de cette enfant sans que j'essaie de le reprendre!... Il y a d'ailleurs une leçon pour elle dans ce qui se passe ici, et il faut qu'elle la comprenne! Moi aussi, j'étais une enfant quand vous m'avez épousée, et si je suis restée ce que j'étais, si je n'ai pas, comme vous dites, deux idées dans le cerveau, si depuis quarante ans je rougis de mon insignifiance devant vous et devant le monde entier,... à qui la faute? Si j'avais été vraiment pour vous ce que je devais être, votre femme, votre amie, et non votre maîtresse d'un jour, cela serait-il arrivé?... Est-ce que je ne vous aimais pas assez pour recevoir vos leçons, vos conseils, vos enseignemens, si vous aviez pris la peine de me les offrir? Ah! je les aurais reçus à genoux! Je ne demandais que cela, je ne rêvais que cela... Être près de vous, vous voir, vous entendre, m'élever jusqu'à vous! Toute jeune fille qui se marie et qui a un brave cœur est prête, comme je l'étais, à se faire l'élève soumise, heureuse, passionnée de son époux... Une femme apprend tout de celui qu'elle aime, et n'apprend rien que de lui... C'est vous qui nous tirez du néant ou qui nous y laissez!... Vous m'y avez laissée! Vous n'avez pas voulu sacrifier un seul de vos goûts, une seule de vos habitudes, une seule de vos soirées, pour faire de cette enfant qui vous adorait une femme qui vous comprît! Et vous me reprochez ma nullité, qui est votre ouvrage!... Et vous me reprochez, grand Dieu! la folie, le vide, la dissipation de ma vie!... Mais qui donc, de nous deux, a déserté le premier ce foyer de famille, auprès duquel j'aurais voulu, pour tout bonheur au monde, m'enchaîner à vos pieds?... Même après tant d'années, j'y accours, je m'y attache, à ce foyer, dès que vous y êtes... Et voilà comme vous m'y recevez!... Ah! si je ne m'étais pas jetée tout entière dans cette vie d'étourdissement et de vanité, le chagrin m'aurait tuée... ou il m'aurait perdue, comme tant d'autres! Ne vous en plaignez donc pas, car si je suis restée une enfant et une sotte femme, je suis restée aussi une honnête femme... Et si ma vie est misérable, si ma tête est vide, si mon cœur est brisé,... eh bien! votre honneur est entier du moins, et votre nom sans tache!

Comme elle achevait ces mots, la voix de la pauvre femme s'étouffa dans un flot de larmes; elle se leva et sortit de la chambre.

Le comte de Vergnes, avec une forte dose d'égoïsme et de libertinage, n'était point un sot ni un méchant homme; il avait à peine essayé d'interrompre au début, par quelques interjections d'impatience, les énergiques récriminations de sa femme; puis, étonné et comme dompté par la défense inattendue et véhémente de cet être

inoffensif, il avait fini par l'écouter avec une sorte de confusion et de respect. Quand il l'eut vue sortir, il prit un accent grave qui ne lui était pas ordinaire et dit à Sibylle : — Allez, mon enfant, allez voir si votre grand'mère n'est point souffrante.

Sibylle y courut. La scène dont elle venait d'être témoin avait eu pour effet naturel de reporter complétement sur M[me] de Vergnes les sentimens de partiale sympathie qu'elle avait un instant égarés sur son grand-père. Elle trouva la comtesse qui sanglotait à genoux sur son prie-Dieu. En lui prodiguant ses caresses, elle l'informa, non sans quelque exagération, de l'intérêt attendri avec lequel le comte l'avait envoyée en mission près d'elle. Elle lui présenta la perspective de quelques douces années qui l'indemniseraient un peu de la longue déception de sa vie. M. de Vergnes serait nécessairement ramené plus souvent de jour en jour à son foyer par le sentiment de ses torts, et aussi par l'âge et le besoin de repos; c'était à M[me] de Vergnes de l'y retenir et de l'y fixer peu à peu en lui ménageant une intimité où son intelligence ne se sentît point trop esseulée. La comtesse se laissa prendre au charme de ces consolations et de ces espérances. — Ma pauvre petite, dit-elle à Sibylle, il est bien tard. Pourtant j'essaierai... Je ferai ce que tu me diras... Je m'abandonne à toi!

Sibylle accepta avec sa chaleur d'âme habituelle le rôle singulier que la confiance de sa grand'mère lui imposait, et elle y appliqua toute la finesse et toute la grâce de son esprit. Elle se garda d'enlever brusquement M[me] de Vergnes à son vagabondage mondain; mais elle mit ses soins à l'y diriger et à l'y modérer, en la renfermant peu à peu dans le cercle de ses relations les plus choisies. Elle parvint à la faire dévier quelquefois dans la journée de son sempiternel tour du lac, pour donner à ses promenades quelque but plus digne d'intérêt. A de rares intervalles, elle la retenait chez elle le soir : elle l'avait abonnée à quelques recueils périodiques, et lui faisait, en commun avec miss O'Neil, des lectures à sa portée. Il ne pouvait entrer dans la pensée de Sibylle d'entreprendre radicalement l'éducation de cette intelligence où toutes les bases manquaient : elle essaya simplement de glisser à la surface de ce chaos léger et flottant quelques notions précises sur les objets que le mouvement de la civilisation parisienne ramène chaque jour dans la conversation. Elle avait remarqué que sa grand'mère, comme toutes les mondaines évaporées de sa sorte, péchait moins par la disette d'idées que par le vague de la pensée et l'impropriété de l'expression; elle s'ingénia à lui définir nombre de mots dont elle l'entendait se servir à tort et à travers comme une corneille; en lui clarifiant sa langue, elle lui mit plus de lumière et plus de justesse dans l'esprit. Elle s'efforça enfin assidûment de lui faire franchir la distance qui sépare

le bavardage de la causerie. Elle se disait avec raison que Mme de Vergnes, si elle ne devait point retirer de ses tardives études d'autre avantage, préparerait tout au moins à la solitude de sa vieillesse de dignes et sérieuses consolations.

Sibylle avait nourri dans son cœur pendant tout l'hiver le projet d'aller passer une partie de la belle saison à Férias : elle se décida à sacrifier cette espérance pour ne pas interrompre son œuvre de charité filiale et ne point désoler sa grand'mère, qui s'était prise pour elle d'une passion touchante. Elle la suivit à Saint-Germain, où le comte et la comtesse avaient coutume de s'établir pendant l'été, sous prétexte d'y mener la vie des champs. La vérité est qu'ils avaient l'avantage d'y retrouver, sur la terrasse et dans les villas voisines, une partie de leur Paris, et de n'être pas trop loin de l'autre. Ils pouvaient de là, quand la nostalgie de l'asphalte les saisissait trop fort, se retremper facilement, comme Antée, au contact du bitume sacré. — Les Parisiens, qui affectent volontiers des goûts champêtres, ne supportent généralement la campagne qu'à très faible dose, et à la condition d'y entendre la musique de la garde plutôt que le chant des oiseaux. Ceux qui vont planter leur tente pendant l'été au-delà des environs immédiats de Paris dissimulent vainement sous des couleurs d'idylle quelque opération d'économie domestique. La vie de la campagne et de la province leur est en réalité épouvantable, non pas, comme ils daignent le croire, que Paris soit le seul lieu du monde qui puisse alimenter l'activité et la distinction de leur intelligence, mais c'est celui qui donne le mieux l'illusion de ces qualités à ceux qui ne les ont pas, et qui en outre aide le mieux à s'en passer. Un Parisien en effet (nous ne parlons pas ici, bien entendu, des Parisiennes!) s'imagine agréablement avoir tout l'esprit qui circule autour de lui, et il se dispense plus souvent qu'il ne se le figure d'y mettre du sien. Transporté dans une solitude relative et réduit à ses propres forces, il croit qu'on l'ennuie, et c'est lui-même qui s'ennuie. Cet être collectif n'a point d'existence personnelle; dès qu'il lui faut vivre sur son compte, il se sent dans le vide, et appelle à grands cris ce Paris où il ne s'ennuie jamais, parce qu'il ne s'y trouve jamais.

Cependant la villégiature de Saint-Germain, bien qu'animée par de nombreuses relations locales et mitigée par la proximité des boulevards, laissait encore dans la vie du comte et de la comtesse de Vergnes des heures de désœuvrement dont le poids, pendant les saisons précédentes, leur avait été insupportable. Ce fut dans ces instans de loisir et de retraite forcés qu'ils sentirent tous deux pour la première fois la douceur des liens secrets que la main délicate de leur petite-fille tissait entre eux avec un zèle charmant. Ils s'étonnèrent de prolonger sans peine des soirées que leur unique soin était

autrefois d'abréger le plus possible. La présence gracieuse, la vivacité d'esprit et les talens de Sibylle contribuaient à la vérité pour une forte part à leur alléger les heures; mais plus d'une fois M. de Vergnes, qui dédaignait en général au plus haut point de suivre avec sa femme un entretien régulier, se surprit à l'écouter avec quelque intérêt et à lui répondre presque sérieusement. — Un soir, à propos d'un opéra nouveau dont Sibylle déchiffrait la partition, il alla jusqu'à soutenir thèse contre la comtesse sur les caractères différens de la musique italienne et de la musique allemande; il s'échauffa dans cette controverse, le prit d'un peu haut suivant sa coutume, s'irrita légèrement que sa femme exprimât une opinion contraire à la sienne, et surtout qu'elle l'exprimât bien; puis tout à coup : — Allons! dit-il, je suis battu,... c'est vous qui avez raison! Mais, diantre! vous devenez savante,... je ne vous reconnais plus... Qui est-ce qui vous apprend tout cela?

— Hélas! c'est cette enfant, dit la comtesse en montrant Sibylle.

M. de Vergnes se leva et fit quelques tours dans le salon. Il s'arrêta brusquement en face de Sibylle, et lui prenant les deux mains: — Vous êtes donc une enfant du bon Dieu, vous! dit-il d'un accent ému. Vous méritez une récompense, et vous allez l'avoir, je crois. — Il s'approcha de Mme de Vergnes et lui baisa le front avec une tendre insistance. Ses yeux étaient humides; il quitta le salon.

Mme de Vergnes, aussitôt qu'il fut sorti, appela Sibylle d'un signe de main : elle lui ouvrit ses bras et la serra longtemps sur son cœur en pleurant.

Cette joie, qui se renouvela sous d'autres formes, fit prendre en patience à Sibylle la campagne un peu artificielle de Saint-Germain; elle l'abandonna sans regret vers la fin de l'automne pour rentrer à Paris, où l'attendait la crise de sa destinée.

III. — RAOUL.

Mlle de Férias n'était pas tellement absorbée dans son rôle de providence domestique qu'elle en oubliât la délicate question personnelle que son séjour à Paris avait pour objet essentiel de résoudre autant que possible à son avantage. Cette question l'occupait au contraire extrêmement à plusieurs titres. En premier lieu, elle se sentait enchaînée dans l'hôtel de Vergnes à un genre d'existence qui répondait mal à ses goûts et qui entravait même la liberté de ses affections; elle voyait dans son mariage une ère d'indépendance relative qui lui permettrait de disposer d'elle-même plus à son gré et de se partager quelquefois entre Paris et Férias. Le mariage apparaissait de plus à cet esprit sérieux et fortement discipliné comme une grande loi de la vie morale qu'il faut accomplir à son heure,

sous peine de se trouver hors de la vérité et de l'ordre. Enfin et par-dessus tout, cette grave jeune fille portait dans le secret de son cœur toutes les tendres défaillances d'une femme : ni les distractions de Paris, ni les plaisirs intellectuels qu'elle y goûtait, ni les devoirs qu'elle s'y était faits, ne parvenaient à remplir toutes les aspirations de « son pauvre moi, » comme elle disait, lequel, sous les apparences de calme que donne la force, était très vivant, très humain et très passionné. Elle avait de profondes tristesses dont tout son courage ne pouvait repousser le charme énervant. La source de ces larmes mystérieuses qu'elle avait répandues autrefois dans la fontaine solitaire de Férias semblait s'être rouverte dans ses yeux. Comme toutes les vives imaginations de son âge, elle s'était formé un type héroïque auquel elle offrait, en pleurant de tendresse, les pures flammes qui brûlaient dans son sein. Elle concevait vaguement un être digne de ces sacrifices tout prêts dans son âme, et sa main se tendait, son cœur, son souffle et sa vie s'élançaient vers ce doux idéal.

Ces amours sans nom des jeunes filles, presque toujours sublimes, ont presque toujours aussi de plates incarnations. Le premier homme que leur mère leur permet de considérer avec intérêt revêt facilement à leurs yeux les splendeurs de leur rêve : à peine l'autel leur est désigné par une main respectée que leur cœur, dès longtemps préparé, y vole aveuglément, s'y pose et s'y embrase. Celles qu'on laisse plus libres dans leur choix n'y sont guère plus habiles ni plus heureuses : leur roman intérieur rayonne un peu au hasard et enveloppe fréquemment d'une auréole céleste le front quelconque de leur valseur ordinaire.

Sibylle unissait à ses élans de jeunesse une finesse de jugement et une fermeté de raison qui devaient la préserver de cette méprise commune que suivent de si amers désenchantemens; mais les rares qualités de son esprit, en la sauvant de ce danger, semblaient l'armer d'une clairvoyance et d'une défiance presque excessives. Elle sentait d'ailleurs que ce choix, où le bonheur et la dignité de sa vie entière seraient suspendus, se trouvait complétement abandonné à sa prudence. M. et Mme de Vergnes s'étaient bien à la vérité préoccupés de la seconder dans cette recherche périlleuse; mais ils lui paraissaient dirigés dans leurs estimations par des motifs si légers et si défectueux qu'elle avait secrètement résolu de ne s'en fier qu'à elle-même en premier ressort, et tout au plus à miss O'Neil en appel. Le comte de Vergnes, qui se divertissait à faire défiler devant sa petite-fille ce qu'il appelait le bataillon des nubiles, était le premier à couvrir de ridicule tout le personnel de cette intéressante légion; puis il reprochait à Mlle de Férias de se montrer trop difficile et riait des prétentions inconciliables qu'il lui prêtait. — Savez-vous ce que vous voulez, ma chère? lui disait-il; vous voulez un monsieur qui soit beau,

riche, noble, peintre, musicien, bon écuyer, spirituel et dévot! Eh bien! vous aurez beau chercher, c'est une variété qui n'existe pas!

— Mais, mon Dieu, non! répondait Sibylle; je n'en demande pas tant... Je veux un monsieur que j'aime, voilà tout!

— Ta! ta! ta! reprenait le comte, vous êtes une petite dépravée... Qu'est-ce que c'est que tout ça?... Reportons-nous à la création, ma chère enfant... Voilà la nature, voilà la vérité... Eh bien?

— Eh bien! quoi, grand-père?

— Eh bien! croyez-vous qu'Ève y fit tant de façons?... Mon Dieu! on lui présenta Adam, qui était un homme tout simple,... le premier venu,... et elle dit : « C'est très bien! » Voilà la nature!

Des argumens de ce genre, qui étaient familiers au comte de Vergnes et qui le charmaient profondément, n'avaient que fort peu d'action sur les sentimens et sur les idées de Mlle de Férias. La personne et l'exemple de son grand-père étaient bien plutôt faits pour lui suggérer des réflexions qui ajoutaient encore à ses perplexités. Elle n'avait pas tardé d'ailleurs à reconnaître que les habitudes matrimoniales de M. et de Mme de Vergnes n'avaient rien d'exceptionnel, et qu'elles étaient, à divers degrés, régulièrement établies dans les mœurs de la société polie. Le cœur de Sibylle se serrait et sa raison se soulevait à la pensée de contracter une de ces unions dont la conséquence fatale paraissait être, au bout d'une période de temps plus ou moins longue, une sorte de gêne réciproque, de séparation amiable et de divorce moral.

Obéissant à un penchant caractéristique de la supériorité d'esprit, Sibylle avait le goût des idées générales : elle ne cessait donc de généraliser ses observations, peut-être démesurément, et elle avait cherché à la singularité de ces mariages mal édifians une cause générale, qu'elle crut même découvrir. Les divers traits de mœurs qu'elle recueillait dans le cours de sa vie mondaine, quelques mots qui l'avaient vivement frappée dans le plaidoyer vengeur de Mme de Vergnes, surtout les chers souvenirs de Férias, — l'avaient aidée peu à peu à se former sur ce mystérieux sujet une opinion qui n'était pas sans vraisemblance. Cette opinion, fortifiée par la sanction de miss O'Neil, prit dans l'esprit de Mlle de Férias une profonde consistance, et devait avoir une influence capitale sur sa destinée. Pour l'interpréter ici avec un peu de concision, nous serons forcé d'employer un langage qui ne pouvait être celui de Sibylle, mais qui rendra du moins exactement la substance de sa pensée.

L'union du marquis et de la marquise de Férias, dans son étroite intimité pleine à la fois de gravité et de douceur, et plutôt resserrée que détendue par la main du temps, lui avait imprimé dans l'imagination une sorte de type idéal du mariage chrétien. Si le plus grand nombre des unions qu'elle avait chaque jour sous les yeux

laissaient voir un caractère si différent, n'était-ce point qu'elles manquaient du seul lien qui ne périsse point, le lien religieux? Elle avait comme la sensation du souffle matérialiste qui passe dans les veines de ce siècle, et dont la société parisienne, modèle en relief de toute la société française, paraît particulièrement infestée. Elle y voyait l'institution du mariage persister comme une lettre morte dont l'esprit s'est retiré : on se mariait pour obéir à l'usage, à la coutume, et pour avoir les bénéfices d'une situation légale; c'était une routine qu'on suivait, mais sans conviction : on épousait un nom, une dot, une place, quelquefois de belles épaules. Des liens si purement humains ne pouvaient tenir, et ces unions se trouvaient naturellement dissoutes par la simple possession de l'objet qui les avait déterminées. — Au lieu d'être votre femme, avait dit M[me] de Vergnes à son mari, je n'ai été que votre maîtresse d'un jour! — La vie de Paris n'a pas assez de respects pour les oreilles ou les yeux des jeunes filles pour qu'une telle parole tombe vainement dans l'esprit le plus chaste. Sibylle l'avait comprise, retenue et commentée. Elle n'entendait pas, quant à elle, être la maîtresse de son mari : elle voulait être sa compagne aimée et fidèle dans le temps et (elle l'espérait) dans l'éternité. Tout amour moindre eût désolé son cœur et révolté sa fierté. Elle se disait que le mariage, pour porter ses véritables fruits, devait avoir ses racines non pas seulement dans les deux cœurs qu'il unit, mais aussi dans la religion qui l'a institué et qui le consacre. Le sentiment religieux, une foi commune, la fraternité des croyances élevées et des espérances éternelles, pouvaient seuls donner aux faibles amours de ce monde quelque chose de la solidité et de la durée des amours divines.

Telles étaient en résumé les pensées de Sibylle, et, comme elle avait appris à traduire fermement dans sa conduite tout ce qu'elle croyait juste et bon, elle s'était déterminée à ne jamais épouser qu'un homme qui partageât sérieusement sa foi. Cette idée, qui n'était peut-être pas mauvaise en soi, avait le défaut de n'être point très pratique, et la pauvre enfant s'en aperçut. Bien qu'il soit donné à notre temps de respecter dans quelques noms illustres l'alliance des plus hautes facultés de l'intelligence et des plus ferventes convictions religieuses, on peut dire que, dans l'ordre mondain, ces exceptions sont aussi rares qu'elles sont éminentes, et que l'extrême émancipation de la pensée, l'esprit de critique, de doute, de négation, le flottement de toutes les bases morales, sont les signes accusateurs de ce siècle. Même dans la région sociale où vivait M[lle] de Férias, ces signes ne pouvaient lui échapper, et il lui était difficile de ne pas remarquer que la convenance, le ton et l'étiquette y sauvegardaient seuls, les trois quarts du temps, un certain exer-

cice régulier des devoirs religieux. En voyant cette société sceptique conserver banalement des usages, des erremens, des formes de devoirs dont elle paraissait avoir perdu le sens originel, Sibylle avait de profonds étonnemens. — Ces gens-là, disait-elle à miss O'Neil, n'ont pas l'air de croire à ce qu'ils font; ils semblent rouler en cette vie par suite d'une impulsion dont le secret leur est devenu étranger... Tout cela me fait penser à ces figures d'étoiles qui brillent et marchent encore dans le ciel quand les astres d'où elles émanent sont éteints depuis des siècles.

Elle n'était pas cependant sans trouver dans le cercle de ses relations habituelles quelques exemples de piété sincère, de croyances sérieuses et d'admirables vertus chrétiennes; mais cette condition d'une foi pareille à la sienne, pour être à ses yeux la plus essentielle, n'était pas la seule qu'elle recherchât dans l'homme à qui elle lierait sa destinée. Elle avait, par sa supériorité même, d'autres exigences qu'elle ne se formulait pas, et qui n'en étaient pas moins impérieuses et exclusives. Elle croyait apporter, et elle apportait en effet, un esprit très libéral dans ses prétentions, se montrant indifférente aux avantages de la fortune, et même à ceux de la naissance, bien que cette seconde concession lui eût été plus sensible; mais elle voulait que son mari lui fût égal par l'éducation, les goûts et les habitudes de l'intelligence; elle voulait même, sans s'en rendre compte, qu'il lui fût supérieur, et elle sentait qu'elle ne l'aimerait qu'à ce prix. Cette condition, qu'elle croyait toute simple, parce qu'elle ignorait sa grande valeur personnelle, compliquait encore singulièrement les difficultés du choix qu'elle se proposait. — Il lui fallait bien reconnaître que le plus grand nombre des jeunes gens dont on lui vantait les habitudes de piété avaient reçu dans le giron maternel cette éducation précieuse et un peu endormie dont le baron de Val-Chesnay lui avait appris à redouter les réveils. Parmi ceux qui avaient été trempés de bonne heure dans le vif courant du siècle, la plupart étaient entachés d'un libertinage vulgaire. Les meilleurs lui paraissaient puérils. La maturité prononcée de son caractère et de son esprit l'eût rapprochée plus volontiers des hommes qui avaient franchi les limbes de la jeunesse; mais parmi cette classe, qui compte d'ailleurs dans le mouvement mondain de très rares représentans, elle voyait les mines les plus sérieuses recouvrir la vanité et le vide, et si le hasard mettait sur son chemin quelques personnages vraiment distingués par leur mérite ou leurs talens, ils lui étaient aussitôt signalés comme des penseurs fort libres, et souvent comme des viveurs qui ne l'étaient pas moins.

Sibylle, après avoir poursuivi ses discrètes observations pendant la première moitié de l'hiver qui succéda à la villégiature de Saint-Germain, commençait donc à se décourager et à croire, comme son

grand-père le lui disait, qu'elle cherchait une variété qui n'existait pas. Peut-être avait-elle raison, mais son erreur était d'en conclure que son cœur ne se donnerait jamais. Un cœur comme le sien ne se donne point par raison démonstrative; les orages y soufflent quand ils veulent, et non quand on l'a décidé. Les délibérations de la raison la plus droite et les desseins de l'âme la plus haute peuvent servir sans doute à vaincre ces orages, mais jamais à les soulever ni à les prévenir.

Au nombre des salons où Mlle de Férias avait été introduite sous les ailes de sa grand-mère, il y en avait un vers lequel elle se sentait attirée par un charme secret. C'était celui de la duchesse douairière de Sauves, qui occupait, avec le duc de Sauves son fils unique et la jeune duchesse sa belle-fille, un des opulens hôtels du faubourg Saint-Honoré. Ce salon, où la vieille duchesse n'admettait, sauf une exception bizarre dont nous parlerons, qu'un groupe social sévèrement limité par ses fougueuses prédilections de race et d'opinion, ne semblait présenter aucune des ressources ni aucun des intérêts dont Sibylle se montrait curieuse : cependant elle n'y mettait jamais le pied sans ressentir une confuse émotion qui lui était douce, et dont elle osait à peine se dire la cause, tant elle la jugeait déraisonnable. Ce singulier sentiment se liait à un des souvenirs les plus lointains de sa vie, qui avait gardé dans son imagination une place extraordinaire : c'était sa fugitive entrevue dans le parc de Férias avec un inconnu du nom de Raoul, dont les traits, le langage et la personne, vaguement mêlés aux légendes féeriques de son enfance, étaient demeurés empreints dans sa pensée d'une poésie délicieuse. Ce nom de Raoul lui était cher et presque sacré. Le lecteur voudra bien se rappeler avec quel trouble involontaire elle l'avait retrouvé dans le récit du premier amour de Clotilde : c'était encore ce nom, souvent répété dans les salons de l'hôtel de Sauves, qui les remplissait pour Sibylle d'un mystérieux attrait.

Elle rejetait à la vérité de toute sa raison l'idée que le Raoul qu'elle entendait souvent nommer chez Mme de Sauves pût avoir quelque identité avec son prince charmant du parc de Férias; du moins elle ne pouvait douter qu'il ne fût en propre le Raoul dont Clotilde lui avait conté la passion un peu fictive et le départ censément désespéré pour la Perse. C'était d'ailleurs une découverte que Sibylle avait dû faire toute seule, car son ancienne amie Clotilde, avec laquelle elle entretenait à Paris des relations assez froides, avait quelques raisons de ne pas l'y aider; mais Sibylle avait aisément reconnu dans la jeune duchesse de Sauves, née Blanche de Guy-Ferrand, cette amie de couvent que Clotilde aimait si peu, et qu'elle avait fait figurer dans son petit roman en qualité de cousine de son héros. Il n'y avait pas loin de là à conjecturer qu'un certain

comte de Chalys, que la jeune duchesse appelait mon cousin Raoul, et qui précisément était revenu de Perse quelques mois auparavant, devait avoir une extrême ressemblance avec l'homme heureux qui avait conquis autrefois les suffrages unanimes d'un pensionnat de demoiselles. Sibylle se disait que la curiosité et l'intérêt que ce personnage lui inspirait à divers titres s'évanouiraient, suivant toute apparence, dès qu'elle le verrait; mais il n'avait pas le goût du monde, et elle avait eu jusqu'alors la mauvaise chance de ne jamais le rencontrer, pas même chez Mme de Sauves, où elle savait cependant qu'il se montrait assez souvent. Ce hasard, qui dans la vie de Paris n'a rien d'extraordinaire, préoccupait cependant Mlle de Férias, parce qu'elle croyait sentir qu'entre elle et M. de Chalys il n'était pas tout à fait naturel, et dans sa secrète impatience elle s'imaginait quelquefois que des mains invisibles (d'enchanteurs probablement) travaillaient sans cesse à les écarter l'un de l'autre.

Elle n'en recueillait que plus avidement dans le courant de la conversation tous les détails relatifs à cet invisible cousin, desquels il paraissait résulter que M. de Chalys était un homme d'une distinction exceptionnelle et fort recherché dans le monde, peut-être parce qu'il s'y faisait rare; mais la réserve imposée aux jeunes filles, et la timidité particulière qu'éveillait en elle ce sujet délicat défendaient à Sibylle de satisfaire sa curiosité par des informations plus directes. Malgré l'affection enthousiaste que lui témoignait la vieille duchesse de Sauves, elle se sentait rougir à la seule pensée de l'interroger sur la personne du comte Raoul. Elle eût tenté plus volontiers cette fortune auprès de la jeune duchesse, vers laquelle elle était entraînée par un vif mouvement de sympathie; mais cette jeune femme avait vis-à-vis de Sibylle une attitude singulière qui ne l'encourageait nullement aux confidences. Elle lui marquait en général une froideur et une contrainte voisines de l'éloignement, quoique, de temps à autre, par un contraste que Sibylle ne s'expliquait pas, elle parût se rapprocher d'elle par la force d'un lien secret et puissant. Même quand elle semblait la traiter en étrangère, la capricieuse duchesse attachait quelquefois furtivement sur Mlle de Férias des regards dont celle-ci ne savait comment interpréter l'expression profondément intense, curieuse et passionnée.

Nous allons donner au lecteur l'explication des allures mystérieuses de cette jeune femme vis-à-vis de Sibylle, en lui présentant quelques nouvelles connaissances.

IV. — LA DUCHESSE BLANCHE.

Blanche de Guy-Ferrand, duchesse de Sauves-Blanchefort, qu'on appelait la duchesse Blanche, était une petite personne point belle,

à peine jolie, mais charmante. Elle était un peu frêle, délicate, avec des cheveux d'un blond cendré et des yeux d'un bleu mélangé de gris dont les cils pâles étaient presque invisibles. Ses traits, un peu enfantins, semblaient finement pétris par une main d'artiste trop minutieuse. Ce qui la plaçait au rang des femmes qu'on cite, c'était la grâce dont elle était comme imprégnée des pieds à la tête, et surtout son art exquis de se bien mettre. Elle était en effet habillée, coiffée et chiffonnée de ses propres mains avec une harmonie si parfaite, qu'il était impossible, en la voyant dans sa toilette du soir, de ne pas imaginer qu'elle venait d'éclore ainsi dans quelque jardin de fée, au clair de la lune.

Il y avait alors cinq ans qu'elle avait épousé le duc Oswald-Louis de Vital de Sauves, plus âgé qu'elle de vingt et quelques années, mais encore fort beau cavalier et très aimable homme. Le duc touchait en effet à la quarantaine et ne songeait pas plus à se marier qu'à se faire Turc, lorsqu'il eut à subir de la part de sa mère une série d'assauts désespérés devant lesquels, après la plus honorable résistance, il finit par capituler, mais non sans conditions. « Ma bonne mère, lui dit-il à cette occasion avec le mélange de belle humeur, d'insouciance et de secrète tristesse qui le caractérisait, vous comprenez bien, et je comprends de même, que vos larmes sont des argumens auxquels je me rendrai tôt ou tard. Le plus tôt sera donc le mieux; mais, sans reproche aucun, vous me devez quelques clauses de consolation, et je les réclame. Je n'ai rien à objecter, ma mère, contre vos sentimens politiques, qui sont les miens, quoique peut-être vous les laissiez s'égarer quelquefois jusqu'à la passion et jusqu'au préjugé; mais enfin la direction que vous avez imprimée à ma vie, et que j'ai suivie très filialement, ne m'a laissé pour toutes jouissances en ce monde que des goûts et des habitudes qu'il serait vraiment dur de m'enlever, et avec lesquels malheureusement mon mariage se conciliera peu. Encore une fois, je ne vous reproche rien; vous avez cru faire votre devoir, et peut-être l'avez-vous fait... Mais la circonstance est solennelle, et deux mots de franchise y seront excusables... Eh bien! en aucun temps vous n'avez voulu m'autoriser, ni peu ni prou, à fléchir le genou, comme vous dites, devant le Baal du siècle... Au fond, qu'en est-il résulté? Vous ne pouviez pas me mettre dans une boîte. J'ai respiré, bon gré, mal gré, l'air de mon temps et de mon pays : j'ai eu tous les défauts de mes contemporains, et je n'ai pas eu leurs mérites. Je ne suis pas vertueux, et je suis inutile!... Mon Dieu! vous nourrissiez contre le roi Louis-Philippe une rancune... que je conçois; vous m'auriez maudit, si j'avais fait mine de rechercher sous son règne l'ombre d'une fonction ou d'un grade... Vous avez triomphé de sa chute,... c'est très bien! La république, qui vous avait d'abord fait bondir d'allégresse, n'a

pas tardé à vous inspirer des sentimens moins favorables; vous vous êtes fort réjouie de tous les désagrémens qui lui sont arrivés par la suite... C'est parfait! Quant au régime actuel, jusqu'ici vous lui avez refusé notoirement votre bienveillance... Parfait encore!... Mais pendant tout ce temps-là, moi, qu'est-ce que je suis devenu? Il fallait bien vivre! Le sang me bouillait dans les veines... Je ne pouvais pas en verser le trop-plein sur quelque champ de bataille; je ne pouvais pas en calmer l'ardeur par quelque infusion diplomatique... Eh bien! je me jetai dans les coulisses!... Vous ai-je fait assez de peine, ma pauvre mère, dans ces temps de jeunesse! Vous ai-je causé assez de chagrins, mon Dieu!... Et pourtant, finalement, avec tout cela, je n'ai pas trop mal tourné. Je pouvais devenir un détestable drôle, dépravé jusqu'aux moelles, et je suis resté un bon enfant, parce qu'après tout j'ai une bonne mère, et que cela maintient toujours un homme; mais j'ai des ennuis, j'ai des regrets, je ne vous le cache pas... Eh bien! j'ai fini par trouver une sorte de compensation dans mes goûts : j'aime la chasse, les chevaux, les beaux bestiaux,... j'aurais voulu me retirer à la campagne, pour m'occuper de cela tout à mon aise... Je commence à prendre de l'embonpoint, c'était le moment!... Vous, ma mère, vous ne pouvez vous passer de Paris : j'y ai donc gardé le fonds de ma résidence près de vous; mais, vous le savez, je monte en chemin de fer deux fois la semaine, pour aller voir mes faisans et mes bœufs... Voilà donc la situation!... Vous désirez aujourd'hui, par un juste souci de la perpétuité de notre maison, que j'épouse Mlle de Guy-Ferrand. Soit! j'y consens! Je consens même, ma bonne mère, à en avoir des enfans mâles, qui seront la joie de votre vieillesse et le tourment de la mienne. Mais... ici se place la clause de consolation!... mais pendant les fréquentes excursions que ledit duc de Sauves est dans l'usage de faire à la campagne, et qu'il prétend continuer, — dans son intérêt propre et dans celui des espèces chevalines et bovines, — la duchesse douairière s'engage par serment (et on sait que sur l'article serment elle n'entend pas raillerie!), s'engage à faire prendre en patience par la jeune duchesse les absences dudit duc, et à l'entourer en même temps des égards et de la discrète surveillance nécessaires soit au bonheur personnel de la jeune duchesse, soit à la considération, régularité et pureté de la généalogie dudit duc de Sauves, Blanchefort, et autres lieux. »

Le mariage avait été conclu sous la foi de ce traité. Mlle de Guy-Ferrand s'était laissé faire duchesse avec la nonchalance un peu mélancolique qui paraissait être dans son caractère. Comme jeune fille, elle n'avait pas été remarquée; mais, une fois en possession de sa corbeille de jeune femme, elle en avait tiré tout un arsenal imprévu avec lequel elle avait conquis tout à coup sa place parmi les

étoiles. Sa grâce de miniature formait toutefois avec la beauté ample et un peu féodale de son mari un contraste dont celui-ci était le premier à sourire.

— Eh bien! mon fils, lui dit un jour la vieille duchesse, faisant allusion à la métamorphose heureuse que le mariage avait opérée dans la personne de sa belle-fille, il me semble que vous n'êtes point tant à plaindre; c'est ici le contraire du conte de fée où les diamans se changent en noisettes : c'est la noisette qui s'est changée en diamant!

A quoi le duc répondit, dans la langue gauloise qu'il affectait, en l'assaisonnant de son accent un peu gras : — Textuel, ma bonne mère!... Seulement ma femme n'est pas une femme, c'est une fleur; on ne la possède pas, on la respire!

Il en eut malgré cela deux enfans mâles, conformément à son programme ducal; mais il ne se montra pas moins fidèle aux autres articles de ses conventions préliminaires, et on le vit reprendre peu à peu son train accoutumé : il résidait pendant la belle saison à son château de Sauves avec sa femme, la ramenait généreusement tous les hivers à l'hôtel de Sauves, et tandis qu'il consacrait lui-même une ou deux semaines chaque mois à ses bois, à ses haras et à ses étables, il laissait la jeune duchesse goûter les distractions de Paris sous la tutelle, d'ailleurs très peu tyrannique, de sa belle-mère. Il s'était fait de la sorte une réputation d'excellent mari, et il est certain qu'il y en a de pires.

La duchesse Blanche jouissait depuis quelques années des douceurs tranquilles de cet hymen, qui lui paraissait à elle-même ressembler suffisamment au bonheur, lorsqu'un soir, en entrant chez Mme de Guy-Ferrand, sa mère, qui était un peu souffrante, elle eut la surprise d'y voir installé au coin du feu son cousin Raoul de Chalys, qui était arrivé le matin même de Marseille après un long séjour dans le Levant. M. de Chalys, resté orphelin dès son enfance, avait eu pour tuteur le père de Blanche, et après la mort de M. de Guy-Ferrand il s'était fait un devoir d'entourer sa veuve de soins assidus et d'attentions filiales. Ses relations avec Blanche avaient donc dépassé de beaucoup les limites d'un cousinage ordinaire; la jeune femme cependant, en le retrouvant après tant d'années, témoigna plus d'étonnement que d'expansion, et prit même pour recevoir son embrassement fraternel une certaine mine de duchesse. Elle lui adressa quelques questions banales et rentra dans un froid silence pendant que sa mère poursuivait avec un empressement amical l'interrogatoire détaillé que l'arrivée de Blanche avait interrompu. Puis Mme de Guy-Ferrand se sentit fatiguée et se retira en priant Raoul de tenir compagnie à Mme de Sauves jusqu'à ce que sa voiture fût venue la prendre.

La première minute de ce tête-à-tête fut silencieuse et comme embarrassée; M. de Chalys regardait la jeune duchesse avec un air de curiosité intriguée. — Ma cousine, dit-il tout à coup, j'ai deux complimens à vous faire : d'abord vous êtes devenue une très jolie femme, et en second lieu je sais que vous êtes une femme heureuse, et si quelque chose peut me causer un sensible plaisir en ce triste monde, c'est cela.

Blanche leva les yeux sur lui, et il vit que ces yeux étaient couverts d'un voile humide; elle essaya cependant de sourire et de répondre, mais ses lèvres s'agitèrent sans trouver de paroles, et, le cœur lui manquant, elle fondit en larmes. Raoul, surpris et incertain, fit un mouvement vers elle; elle l'arrêta de la main et sortit précipitamment du salon.

Le comte de Chalys demeura un moment comme interdit, les regards attachés sur la porte par où sa cousine Blanche venait de disparaître; puis, joignant les mains : — Ah! mon Dieu! dit-il, qu'est-ce qu'il y a donc? — Il parut réfléchir, non sans quelque amertume, secoua la tête tristement, et après une pause : — C'est que... je ne sais que faire! reprit-il. Faut-il m'en aller?... Ah! bien, ma foi, voilà une belle besogne!... Allez donc en Perse!... Ah! Seigneur, mon Dieu!...

Comme il était dans cette perplexité, la porte se rouvrit, et la jeune duchesse rentra, les yeux fort rouges, mais le visage souriant. Elle lui tendit la main : — Ce n'est rien, dit-elle gracieusement, excusez-moi... Ne partez pas encore; causons! — Et elle se jeta dans un fauteuil. Elle le pressa alors de questions un peu fiévreuses sur ses voyages et sur sa vie en Orient. Cela les mit plus à l'aise; ils ne tardèrent pas à rire ensemble.

— A la bonne heure! dit Raoul, nous voilà comme dans le bon temps, quand j'étais votre frère; à présent je suis votre grand-père. Ah! que je me sens vieux!... Bonsoir, cousine! — Quand il s'était levé pour partir, Blanche était redevenue sérieuse tout à coup. — En lui serrant la main : Pourrai-je vous voir quelquefois? dit-il.

— Mais... souvent, j'espère,... dit la jeune femme; comme vous voudrez!

Le comte de Chalys se rendit de là chez un ami qu'il avait et qui demeurait rue Servandoni, comme un savant qu'il était. Il se nommait Louis Gandrax et il avait l'honneur d'être connu assez particulièrement de Mlle de Férias, dont il excitait même l'intérêt à un degré peu ordinaire. Sibylle n'avait pas été médiocrement étonnée de trouver ce plébéien établi sur un pied d'intimité dans le salon très exclusif de l'hôtel de Sauves. Par une exception que les opinions très libres et très peu dissimulées de M. Gandrax sur toutes les matières achevaient de rendre inconcevable, la vieille duchesse l'en-

tourait d'une idolâtrie câline qu'elle accordait à peine aux noms les plus immaculés de la vieille France. L'explication de cette anomalie ne laissait pas d'être plaisante. M. Louis Gandrax, sorti du peuple, avait exercé pendant quelque temps, au début de sa jeunesse, la profession de médecin et y avait obtenu des succès; mais, quoique pauvre, il s'était vite détourné des applications lucratives de la science pour en poursuivre dans son laboratoire les pures spéculations. Doué de grandes facultés et d'une ardeur de travail infatigable, il avait en peu d'années pris rang parmi les lumières scientifiques de son temps, et quelques découvertes éclatantes en chimie et en physique l'avaient élevé presque avant l'âge aux honneurs de l'Institut. Il avait trente-cinq ans, il était d'une beauté un peu dure, mais saisissante; ses traits réguliers, son front élevé avaient la couleur et la fermeté du bronze; ses yeux étaient à la fois pleins de feu et de calme; son élocution facile, sobre, tranquille et sarcastique répondait bien à l'apparence distinguée, hautaine et glaciale de sa personne. Il était radicalement démocrate et paisiblement matérialiste, et aussi loin de s'en vanter que de s'en cacher. En tout, c'était un commensal étrange pour la table de la duchesse de Sauves, laquelle, en politique comme en religion, ne s'arrêtait qu'au-delà des monts.

La duchesse cependant n'était heureuse que lorsqu'elle comptait M. Gandrax au nombre de ses convives, quoiqu'il lui fît payer un peu cher cette bonne fortune. Profondément pieuse, pétrie d'esprit, sincèrement prête à tous les dévouemens et à tous les martyres, cette singulière femme n'était faible que sur un point : elle craignait extraordinairement la mort, la mort naturelle, la mort bête, la mort dans son lit. Elle était sujette à des désordres nerveux qui chez elle affectaient mille formes et simulaient tour à tour toutes les maladies. Une dizaine d'années auparavant, elle avait éprouvé une violente crise de nerfs, et le hasard avait voulu qu'en l'absence de son médecin ordinaire on eût recours à l'obligeance de M. Gandrax, qui demeurait alors dans son voisinage. Son art, sa parole assurée et calmante, et surtout la puissance magnétique de sa forte personnalité, avaient merveilleusement exorcisé les démons nerveux dont la vieille duchesse était tourmentée. Elle l'avait pris dès ce moment en confiance tendre; elle l'avait supplié de lui continuer ses soins, et il avait eu la complaisance de rester médecin pour elle seule. Elle lui en savait gré; elle était persuadée qu'il lui avait sauvé la vie une dizaine de fois; elle se flattait qu'il la lui sauverait encore, et même au fond qu'il la lui sauverait toujours. L'adoration qu'elle professait pour cet être tutélaire, jointe à la nausée d'horreur que lui causaient les doctrines politiques et religieuses du jeune savant, constituait entre la duchesse et son médecin une sorte de

rapports assez semblables à ceux de Louis XI avec son astrologue.

Louis Gandrax avait pour elle une affection généreuse et quasiment paternelle; en même temps il se divertissait du rôle excentrique et presque scandaleux qu'il était appelé à jouer dans la société strictement épurée de l'hôtel de Sauves. Il le jouait d'ailleurs, quoiqu'il ne fût pas homme du monde, avec beaucoup de réserve et de savoir-vivre naturel; mais ses paroles les plus contenues n'en détonaient pas moins comme des bombes dans ce milieu sévèrement orthodoxe. La pauvre duchesse, petite fée remplie de bonne grâce et qui avait le goût excellent d'affecter la mise simple et un peu monastique des vieilles femmes du temps de Louis XIV, mettait tout son génie à faire tolérer par ses hôtes habituels les vertes allures de son sauveur. Quand elle l'avait à dîner, et c'était le plus souvent qu'elle pouvait, elle le caressait, elle le cajolait, elle le suppliait du regard et de la voix pour le convertir un tant soit peu aux idées et aux mœurs de ses autres convives. — Mais enfin, Gandrax, lui disait-elle, plaisanterie à part, vous croyez à un Dieu?

— Oui, très certainement, madame la duchesse, répondait Gandrax avec beaucoup de sang-froid : au dieu Pan!

— Mais du moins, reprenait-elle après un instant, voilà une chose dont on parle, et à laquelle vous croyez, j'espère, mon ami : c'est l'amour!

— Si j'y crois, madame! répliquait Gandrax, comme si on l'eût mortifié; mais comment donc! L'amour est une vibration désordonnée de certains lobes du sinciput correspondant avec quelques lobes parallèles de l'occiput!

Il arrivait quelquefois que la bonne duchesse n'y pouvait tenir : — Ah! mon ami! s'écria-t-elle un jour, Dieu ne me fera-t-il jamais la grâce de me donner le courage de vous mettre à la porte?

La célébrité de Louis Gandrax, le relief de son caractère et la bizarrerie de sa présence à l'hôtel de Sauves n'avaient pas été ses seuls titres à l'attention particulière de Sibylle : c'était de sa bouche qu'elle entendait le plus souvent sortir le nom prestigieux de Raoul. Il parlait de M. de Chalys avec un sentiment grave et profond, que l'ironie si familière à son langage ne tachait jamais. Elle savait qu'ils étaient liés d'une étroite amitié, et que M. Gandrax avait été, pendant la longue absence du comte Raoul, son correspondant assidu et à peu près unique. Cette nuance seule tempérait aux yeux de Sibylle la couleur, pour elle un peu neuve et violente, de cette physionomie, et lui rendait presque sympathique un personnage dont elle se sentait d'ailleurs séparée par l'étendue des cieux. Dès le matin de son arrivée à Paris, Raoul s'était empressé de courir chez Louis Gandrax, il avait même passé avec lui une partie de la journée. Ce ne fut donc pas sans un léger mou-

vement de surprise que Gandrax vit reparaître le comte, à onze heures du soir, dans le cabinet d'aspect claustral où il travaillait à la lueur d'une petite lampe d'étudiant.

— Bravo! dit-il. J'aime cette récidive... Il ne t'arrive rien?

— Oh! rien de sérieux, dit Raoul. La chose vaut pourtant que je te la conte. Et prenant une chaise: — Dieu! qu'on est mal assis chez toi! Je t'en prie, fais-moi la surprise d'un fauteuil, fût-il en velours d'Utrecht! — Ah çà! figure-toi, mon ami, que je suis un drôle tellement irrésistible, qu'à peine débarqué à Paris depuis douze heures, j'y ai déjà trouvé une aventure.

— Ah! va te promener! dit le jeune savant.

— J'en viens, mon ami, reprit le comte, et la question est précisément de savoir si j'y dois retourner. D'abord je veux m'accuser d'avoir manqué de franchise avec toi : ma faute remonte à l'époque de mon départ pour la Perse; je te laissai croire que ce départ n'avait d'autres causes que ma curiosité et mes goûts d'artiste. Cela n'était pas tout à fait exact; mais, quoiqu'une amitié comme la nôtre ne comporte point de secrets, véritablement j'avais jugé superflu de t'initier à quelques motifs secondaires,... qui n'étaient pas sans une teinte de ridicule. Tu connais ma cousine, la duchesse Blanche?

— Naturellement, ayant coutume de sauver la vie à sa belle-mère tous les quinze jours.

— Tu te rappelles le caractère exceptionnel de mon intimité avec sa mère et avec elle-même : pendant deux ou trois ans, j'accompagnais assez régulièrement Mme de Guy-Ferrand dans ses visites au couvent où Blanche respirait. Pour moi, cette petite était une fillette... que j'aimais bien... mais voilà tout! Physiquement, elle me semblait à peine agréable... pour le reste, une poupée! De plus l'idée du mariage m'était repoussante... Mais... par un vague instinct qui pouvait être une aberration de fatuité... je crus m'apercevoir que la petite personne me trouvait superbe, et que sa mère envisageait secrètement notre union comme une circonstance écrite de tout temps au livre du destin... Cela me fit appréhender des explications, des complications, des ennuis;... bref, pour couper court, deux ou trois mois avant l'époque où ma cousine Blanche devait quitter le couvent, je fis mystérieusement mon paquet... et me voilà en Perse!

— Faiblesse! murmura Gandrax. — Ensuite?

— Une de tes premières lettres vient m'apprendre, à Ispahan, le mariage de Blanche avec le duc de Sauves... J'en bénis Allah dans la grande mosquée... Et toutefois, par surcroît de précaution et de délicatesse, je veux laisser à ce mariage le temps de se consolider et de pousser ses racines... Je passe un an en Perse, un an à Constantinople, un an au Caire, un an... je ne sais plus où!...

— En Grèce ! dit Gandrax.

— Tu as raison... en Grèce... et je reviens ! — Je vais ce soir, après dîner, faire visite à ma tante de Guy-Ferrand, comme mon cœur et mon devoir m'y poussaient... Accueil un peu froid d'abord... Puis, comme c'est une excellente femme, et comme sa fille d'ailleurs est duchesse, je la retrouve bientôt aussi affectueuse qu'autrefois... Arrive la jeune duchesse ! Je crois sentir dans son abord, et jusque dans les étreintes du retour, un soupçon de rancune, un peu de glace, un peu d'émotion, un peu de confusion... je ne sais pas quoi enfin !

— Bah ! dit Gandrax, tu es fatigant ! elle adore son mari, ta cousine, et elle a raison, car il est magnifique de sa personne, parfait pour elle, et il lui a donné deux bijoux d'enfans !

— Tu parles trop, mon ami, reprit tranquillement Raoul. Sache donc que, Mme de Guy-Ferrand m'ayant laissé seul avec la jeune duchesse... il y a de cela trois quarts d'heure..., je m'avise de lui faire compliment sur le bonheur que tu vantes... Elle me regarde alors en face pour la première fois, éclate en sanglots, et se sauve dans la pièce voisine.

— Oh ! là ! dit Gandrax en fronçant le sourcil.

— Elle est revenue un moment après, a repris contenance, s'est montrée douce, amicale, fraternelle, mais tout cela sans naturel aucun et avec toutes les fièvres d'enfer dans les yeux. — Eh bien ? *quid dicis, Thomas?*

— Je dis qu'il ne faut pas la revoir.

— Bah ! et le moyen, vivant à Paris... et n'ayant d'autre famille que la sienne? C'est un rêve !

— Retourne en Perse alors ! cria Gandrax.

— Je ne retournerai pas en Perse.

— En ce cas, quel conseil me demandes-tu ?

— Je ne t'en demande aucun ; je te raconte un épisode intéressant de ma folle existence, voilà tout. — M. de Chalys se leva, et marcha à pas lents sur les briques du cabinet.

— On ne peut être moins expert que je ne le suis sur la matière, reprit Gandrax ; mais un enfant seul pourrait se méprendre sur les suites de l'aventure, étant donné ton point de départ. Dans quinze jours ou dans quinze mois, si tu t'abandonnes au courant, tu seras l'amant de la jeune duchesse, qui est la femme d'un galant homme, ta parente et presque ta sœur, c'est-à-dire que tu feras sciemment une fort mauvaise action, pour laquelle je te refuse mon approbation et mon estime. *Dixi.*

— Oui ! dit Raoul en interrompant brusquement sa promenade ; vraiment ! une mauvaise action ! Et qu'est-ce que c'est qu'une mauvaise action? Où est ton *criterium?* Et si je la juge bonne, moi? Si la

jeune dame m'a paru singulièrement embellie, si je me sens agréablement entraîné vers elle par une des plus douces lois de la nature, quelle autre loi, à ton sens, m'empêcherait de céder à celle-là?

— L'honneur! dit sèchement Gandrax.

— L'honneur? reprit Raoul en élevant la voix. Entrons là, mon savant ami... (et il indiquait la porte du laboratoire) : tu m'y feras voir au fond de tes creusets les élémens dont se composent toutes les substances de la nature, les forces nécessaires en vertu desquelles elles germent ou se cristallisent dans le sein de leur mère aveugle... Tu m'y feras toucher du doigt, sur tes sphères ou dans tes logarithmes, chacun des ressorts qui suspendent les mondes dans le vide et en ordonnent de toute éternité la marche fatale;... mais je te défie de me montrer dans aucun de tes alambics ni dans aucun de tes grimoires un seul des élémens de cette force à laquelle tu veux que j'obéisse, et que tu appelles l'honneur. Pourquoi obéir à une fiction? Sois donc logique!

— C'est toi qui ne l'es pas, répondit Gandrax. Si le métier d'homme vraiment libre et pleinement affranchi pouvait être discrédité, il le serait par toi! Que reproche-t-on à ceux qui, comme nous, ont secoué le joug de toutes les mythologies de l'enfance humaine, et qui rêvent pour le monde entier un avenir d'émancipation égale? On leur reproche de supprimer les principes qui font la cohésion nécessaire de tout groupe social et d'imaginer sur la terre une prétendue société de philosophes qui serait une société de brutes... Eh bien! j'en suis fâché, mais tu donnes raison à l'objection! De ce que Dieu est une pure hypothèse, tu conclus que la vertu et l'honneur sont des fictions sans base!... mais cela est imbécile. Est-ce que je ne suis pas un honnête homme, moi?... Trouve une faute dans ma vie!... Et pourquoi le suis-je? Par fierté d'abord, c'est possible, et pour démontrer à tous ces adorateurs de dieux vermoulus qu'on peut ne croire à rien et valoir mieux qu'ils ne valent... Oui, par fierté sans doute, mais aussi et surtout par logique, quoi que tu en dises, parce que je reconnais dans l'ordre moral, comme dans l'ordre matériel, des lois nécessaires, parce que l'intégrité des mœurs, qui est le respect de soi-même, la bonne foi, qui est le respect de ses semblables, la justice, la probité, l'honneur, sont des rouages indispensables aux fonctions d'une bonne machine sociale... Oui, je reconnais ces lois nécessaires, et je les observe... Ce que la plante et l'étoile font par instinct et par fatalité, je le fais, moi, par raison... C'est ma supériorité, c'est ma dignité... Je suis un homme!

— Tu es bien fier, mon pauvre ami, reprit Raoul, de ton tempérament! Tu vis, j'en conviens, avec l'austérité d'un trappiste; mais pourquoi? Parce que la pâle liqueur qui coule dans tes veines est descendue d'un glacier des Alpes! Tu as le bonheur, je l'avoue,

d'être chaste comme la lune; mais tu n'y as pas plus de mérite que n'en a cet astre lui-même à être éteint!

— On est chaste quand on veut, répliqua le jeune savant avec force; on est tout ce qu'on veut!... Tu es une femme!

Le comte Raoul haussa les épaules, fit entendre un éclat de rire doux et musical, et continua quelque temps sa promenade en silence; puis il reprit : — Tu as beau dire, Louis, dès que je ne crois pas à un Dieu, source de toute justice, modèle de toute vertu, sanction de toute loi morale, je ne me sens aucune raison suffisante de vaincre mes goûts, mes penchans, mes passions,... bah! pas même le plus simple appétit! Ce qu'il y a de pis, c'est que j'éprouve à les satisfaire d'une façon sauvage une sorte de joie méchante et d'âcre volupté... Il me semble que j'aimerais à être un peu foudroyé...

— C'est cela! dit Gandrax en riant. Allons, avoue-le, tu n'es pas loin d'espérer quelque révélation, quelque miracle dans ce genre-là. Veux-tu entendre la vérité, Raoul? Tu n'es pas un incrédule, tu es un rebelle! Ce n'est pas, comme moi, la conviction que tu portes dans ton cerveau, c'est la révolte! Or un révolté suppose un maître... Et toi qui parles de logique, tu passes ta vie à te venger d'un Dieu auquel tu ne crois pas!

— C'est vrai! dit Raoul avec animation; je n'ai pas ton incrédulité sereine et bien portante : la mienne est douloureuse, elle est désolée... Je suis un rebelle, tu l'as dit, et ma chaîne brisée fait saigner mes poignets! Je me désespère de ne pas retrouver dans le ciel le Dieu de mon enfance... Je l'y cherche quelquefois avec des yeux pleins de larmes; il n'y est pas! Il se cache derrière les nuages du siècle, et je lui en veux, et je souhaiterais qu'il se montrât à moi une seule seconde, fût-ce pour me lancer sa foudre!

— Artiste! dit doucement Gandrax, et il lui tendit la main.

Raoul saisit cette main et la secoua fortement dans la sienne. — Ni artiste ni femme, dit-il, et par malheur aussi radicalement incrédule que toi-même... Mais je suis un homme qui a du sang dans les veines et des passions dans le cœur... Et puisses-tu ne jamais savoir, mon pauvre Louis, combien les plus vaillans argumens de la raison sont de chimériques obstacles et de débiles consolations aux fureurs des sens et aux tempêtes de l'âme!

— *Amen!* dit Gandrax.

— Parlons d'autre chose, reprit Raoul en se rasseyant tout à coup. J'ai eu dans la journée une autre surprise. J'ai reconnu tantôt aux Champs-Élysées, dans une calèche fort brillante et fort blasonnée, cette belle créature dont je t'ai dit deux mots autrefois,... qui était au couvent en même temps que ma cousine, dont j'esquissai le portrait à la volée, et qui promettait... Comment s'appelait-elle donc?... Clotilde?...

Le jeune savant se leva par un mouvement soudain, et s'adossant à la cheminée : — Clotilde Desrozais, n'est-ce pas? dit-il froidement. Elle est aujourd'hui baronne de Val-Chesnay, et, autant que je puis le savoir, très riche, très élégante et très recherchée.

— Comment! mais elle était pauvre!... Qu'est-ce donc que le mari?

— Un petit monsieur raide et blond, qui se nourrit exclusivement de la poussière des hippodromes... pas grand'chose! Elle l'a déterré en province, enlevé à sa mère, et mis dans sa poche, comme on dit.

— Cela ne m'étonne pas... Parle-t-on d'elle?

— Pas jusqu'ici, que je sache.

— Cela m'étonne... Voit-elle ma cousine?

— Mais sans doute... Je la rencontre souvent chez M[me] de Sauves. Elle se pique d'avoir un salon où elle rassemble quelques curiosités du temps... Elle m'a fait l'honneur de me joindre à sa collection : elle m'a invité à ses lundis.

— Y vas-tu?

— Oh! une fois tous les deux mois... tu peux juger comme je me trouve bien là!

Une heure après minuit sonna à l'église Saint-Sulpice. M. de Chalys se leva : — Je la verrai probablement chez Blanche, dit-il en allumant un cigare à la flamme de la lampe; cela fera peut-être diversion. — Et prenant la main de Gandrax : — Ainsi, reprit-il, tu es toujours heureux, toi?

— Parfaitement!

— Pas moi! Bonsoir. — Et il sortit.

Le comte Raoul de Chalys était resté dès sa première jeunesse maître d'une fortune considérable : il n'en avait pas moins consacré, par ardeur de savoir et aussi par sentiment du devoir, beaucoup de peines et de veilles à son éducation intellectuelle. Il n'avait voulu demeurer étranger à aucune des lumières de son temps, et avait même poussé la curiosité jusqu'aux études scientifiques pour lesquelles il n'avait d'ailleurs ni goût ni aptitude. C'était comme un besoin de se compléter de ce côté qui l'avait d'abord attaché à Louis Gandrax, dont les grands talens, la vie pure et le caractère énergique le captivèrent, sans cependant le dominer; car, très différentes dans leur organisation et dans leurs développemens, ces deux natures d'homme avaient une sorte d'égalité en hauteur qui interdisait le despotisme de l'une sur l'autre et leur permettait l'amitié. Dans les glaces où résidait Louis Gandrax, l'âme passionnée et l'esprit turbulent de Raoul faisaient pénétrer, comme le soleil aux régions polaires, une chaleur et une vie dont le jeune savant se sentait surpris et doucement excité; Raoul éprouvait pour sa part

une joie étrange à recevoir de la bouche de son ami des formules nettes et calmantes pour son scepticisme agité.

Avec un goût général pour les arts, Raoul s'était reconnu de bonne heure des dispositions spéciales pour la peinture : il les avait cultivées avec passion, et après une dizaine d'années d'études obscures quelques œuvres rares, mais excellentes, l'avaient mis de plein saut au rang des maîtres. Dès le lendemain de son retour, il s'enferma dans son atelier avec la résolution de transformer en tableaux quelques pages de son album oriental, et la bonne pensée accessoire d'étouffer par un travail assidu les tentations curieuses et malignes qui l'attiraient vers l'hôtel de Sauves. Cependant, quoiqu'il ne manquât pas de volonté, M. de Chalys n'était pas assez déterminé à en avoir dans ce cas particulier pour refuser une invitation à dîner que lui adressa quelques jours après Mme de Guy-Ferrand. Il s'y rendit donc, satisfait à la fois d'avoir montré beaucoup de vertu et d'avoir un motif suffisant d'en montrer moins. Il y trouva la jeune duchesse : il fut piqué ce soir-là des façons aisées et parfaitement rassises de sa cousine. Il prétendit en avoir le cœur net, et il alla faire visite le lendemain à la duchesse douairière, qui le reçut fort bien; mais sa cousine Blanche ayant affecté, pendant qu'il contait ses voyages, de bâiller derrière son éventail, il commençait à s'irriter au fond de son âme, quand la jeune baronne de Val-Chesnay, née Clotilde Desrozais, fut introduite dans le salon, et vint donner un autre cours à ses idées. — Clotilde ne lui parla point, ne le regarda point, et ne parut absolument pas le reconnaître, ce qui le contraria d'autant plus qu'il fut ébloui de la splendeur épanouie de sa beauté. Cependant, vers la fin de sa visite, qui fut courte, la jeune baronne, s'adressant tout à coup à un vieillard à moitié mort qui se trouvait là par hasard, qui était enseveli dans l'ombre d'un rideau, et auquel personne ne semblait songer : Mon Dieu! monsieur le vicomte, lui dit-elle, je ne vous vois jamais à mes lundis!... Qu'est-ce que je vous ai donc fait?... Vous seriez si aimable! — Le vieillard inconnu parut stupéfait, et s'inclina vaguement comme une momie qui s'éveille; puis aussitôt, la jeune baronne paraissant aviser Raoul pour la première fois, et prenant l'air subitement consterné de quelqu'un qui s'aperçoit d'une gaucherie qu'il vient de commettre : — Mon Dieu! reprit-elle en hésitant... je serais certainement très heureuse, monsieur... je reçois le lundi soir... Mon Dieu! monsieur de Chalys, je crois?

— Oui, madame.

— Eh bien! monsieur, l'ami et le parent de Mme de Sauves n'a pas besoin d'être invité chez moi pour y être le très bienvenu!

— Madame! dit Raoul en saluant jusqu'à terre, et il ajouta à part lui, en se rasseyant : Allons! elle est toujours très forte!

Au moment où Clotilde, par ce coup de main gauche, ramenait ses filets sur son ancien admirateur, un éclair étincela dans la prunelle de la petite duchesse. Elle reconduisit néanmoins son amie Clotilde jusqu'aux antichambres, et en l'embrassant tendrement, suivant l'usage des jeunes femmes : — A propos, dit-elle, je le trouve abominablement vieilli, mon Persan,... et toi?

— Oh! mais tellement, ma chère, répondit Clotilde, que j'ai eu toutes les peines du monde à le reconnaître.

Cependant, lorsque Raoul crut devoir se rendre le lundi suivant à l'invitation de Mme de Val-Chesnay, il était à peine dans le salon de Clotilde qu'il y vit entrer la duchesse Blanche, qui paraissait plus que jamais avoir eu pour femme de chambre ce soir-là la propre marraine de Cendrillon. Il passa une heure cantonné entre ces deux ravissantes personnes, qui ne cessèrent de se décocher l'une à l'autre, par-dessus sa tête, avec beaucoup de grâce, tous les traits que pouvaient contenir leurs carquois, et il se retira, doucement convaincu qu'il était désormais l'objet d'un tournoi régulier dont il aurait un jour ou l'autre à décerner la couronne.

Il n'est pas très aisé de définir les raisons qui font qu'un homme plaît aux dames. Il y aurait même quelque prudence à laisser chacune de nos lectrices se figurer à son gré les traits, le langage et la couleur des yeux de notre héros, car chacune d'elles a son idéal — dans la personne de son mari, nous le souhaitons, — et il peut y avoir aussi peu d'habileté que de discrétion à les déranger dans leurs perspectives. Nous dirons cependant à tout risque que le comte Raoul de Chalys était un homme d'une taille assez élevée, élégante et souple, qui, sous une attitude d'indolence affaissée, décelait le ressort et l'élasticité vigoureuse des races félines, et qui lui donnait à un degré extrême ce qu'on appelle l'air distingué. Ses cheveux, fins et soyeux, d'un ton châtain veiné de teintes brunes, se faisaient déjà rares sur les tempes. Son front était beau, sérieux et remarquablement pur. Deux rides verticales, creusées entre les sourcils, indiquaient cependant l'effort habituel de la pensée et la maîtrise coutumière de la volonté. La sévérité presque alarmante de ce trait se trouvait tempérée avec un grand charme par l'expression très douce, très bienveillante et un peu triste de ses yeux, qui étaient voilés de longs cils féminins. Tel qu'était le comte de Chalys, il était impossible de le voir dans un salon sans s'informer aussitôt de son nom. Ce nom lui-même avait du prestige par l'alliance rare qu'il rappelait d'une grande situation et d'un grand talent; mais le premier mérite du comte aux yeux des femmes était de leur paraître toujours tout prêt à tomber amoureux d'elles, et de l'être en effet, — car, disait-il, il n'y a pas de femme, même laide, qui n'ait dans

sa personne, en y regardant bien, quelque chose dont il n'est pas impossible de s'éprendre. — Son regard indifférent et son langage froid s'animaient et se passionnaient dès qu'il leur parlait; il leur inspirait à la fois du trouble et de la confiance. Elles sentaient qu'il les aimait, et elles l'aimaient.

Malgré ces dons dangereux dont il avait eu lieu, dès ses premiers pas dans le monde, de reconnaître la puissance, le comte de Chalys n'était pas et n'avait jamais été un homme à bonnes fortunes. On lui en avait fait le renom, parce qu'on lui prêtait tous les succès dont on le voyait capable; mais il avait été préservé de ce misérable rôle par l'élévation de son naturel, la gravité de sa pensée et par un certain fonds de conscience et d'honnêteté qui persistait singulièrement dans son âme, dégagée d'ailleurs de tout principe et de tout frein moral. Son cœur, battu sans doute de quelques orages, n'en avait pas été flétri, et sur le chaos de cette intelligence profondément dépravée les songes ailés de la pure jeunesse s'élevaient encore quelquefois revêtus de toute leur candeur originelle. Dans la période de sa vie où nous le rencontrons, un sentiment particulier de lassitude disposait moins que jamais M. de Chalys à rechercher les agitations d'une intrigue galante. Il s'était même promis de vivre désormais en cénobite, à moins de quelque tentation qui dépassât la mesure commune. Il arriva malheureusement, comme il arrive toujours en de tels desseins, que la première occasion qui s'offrit lui parut précisément avoir ce caractère irrésistible.

Raoul s'abandonna donc à l'attrait piquant de ces deux amours rivales qui avaient salué son retour; il en savoura, sans se hâter, les flatteries, et en vit se développer les phases avec curiosité, différant autant que possible d'y engager son cœur d'une manière violente et décisive. La vie mondaine à Paris permet mieux qu'ailleurs ces atermoiemens agréables. Il était en outre astreint à beaucoup de réserve, étant fort surveillé par les deux jeunes amies, qui, depuis que leur haine mutuelle était sans bornes, ne se quittaient plus. Clotilde, il faut le dire à sa louange, éprouvait pour M. de Chalys une passion véritable, et la première de sa vie. A peine mariée au baron de Val-Chesnay, elle avait voué à ce faible jeune homme un mépris inexprimable. Pendant une ou deux années, elle avait étourdi son activité d'âme dans la fougue première de son existence parisienne, puis l'ennui l'avait saisie, et elle s'était prise à rêver des distractions plus ardentes et plus occupantes; mais, à défaut de principes, son esprit avait des dédains et son cœur de la fierté. Elle était de ces femmes qui se montrent plus difficiles dans le choix de leur amant que dans le choix de leur mari. Elle en était là quand le comte de Chalys lui apparut avec son mérite réel rehaussé par le

charme des souvenirs. Elle devina d'un coup d'œil que son amie Blanche, déjà sa rivale dans les luttes d'élégance mondaine, entendait se le réserver, et elle eut une raison de plus de se jeter corps et biens dans cette passion attendue.

La duchesse Blanche, nature plus douce et plus scrupuleuse, eût peut-être vaincu les sentimens, autrefois innocens et maintenant coupables, dont l'imprudence de son mari et le retour de son cousin avaient causé le réveil, si ces sentimens n'eussent été en elle exaspérés par l'attentat d'une main étrangère sur l'homme qui avait été la chère pensée de toute sa jeunesse. C'est ainsi que cette jeune femme s'en allait aux abîmes, entraînée moitié par l'amour, moitié par la haine.

M. de Chalys, au milieu d'un conflit si délicat, regretta plus d'une fois de s'être laissé prendre à ces engrenages, qui, à dire vrai, mettaient beaucoup de gêne dans son existence. Son cœur, beaucoup trop calme pour sa justification, hésitait à se prononcer entre les deux jeunes guerrières; cependant, un peu par générosité et passablement par égoïsme, il penchait en faveur de Blanche, dont la persévérante affection le touchait, et dont l'humeur, moins orageuse que celle de Clotilde, lui paraissait moins menaçante pour le repos et l'indépendance de sa vie.

La jeune duchesse ne pouvait se méprendre sur le caractère chaque jour plus tendre et plus décidé des assiduités de son cousin, et elle n'en était pas plus heureuse. A mesure qu'elle sentait son avantage sur Clotilde se dessiner plus nettement, les scrupules de sa piété et les reproches de sa conscience mêlaient plus d'amertume à sa passion et de larmes secrètes à ses combats. Elle hésitait et essayait parfois de reculer sur cette pente fleurie dont elle entrevoyait avec des répugnances d'hermine le bourbier final; puis quelque retour offensif, quelque agression furieuse de Clotilde la précipitaient de nouveau dans un abandon aveugle et désespéré d'elle-même.

La duchesse, on l'a deviné, était à peine moins jalouse de Mlle de Férias. En feuilletant un jour, chez sa mère, un des albums de Raoul, elle y avait remarqué trois dessins qui l'avaient extrêmement frappée par eux-mêmes, et encore plus par les commentaires dont le comte les avait enrichis. Le premier de ces dessins représentait, dans l'ombre d'une feuillée épaisse et au pied d'une roche tapissée de lianes sauvages, une petite fille d'une rare beauté, campée résolûment dans une attitude de reine et tenant à la main une baguette en manière de sceptre magique. Au bas de ce dessin était l'inscription que voici : « Près des falaises de *** (Normandie), 10 août 1850. Mademoiselle Sibylle. » — La page suivante figurait le même site et la même enfant, dont la taille et l'expression de visage indiquaient

seulement un degré de maturité de plus. Au bas était écrit : « Mademoiselle Sibylle, cinq ans plus tard. » — Enfin un troisième dessin, fini avec un soin particulier, et qui portait pour inscription ces mots : « Mademoiselle Sibylle, à dix-huit ans,... je crois, » donnait l'image minutieusement étudiée d'une jeune fille dont le front, le regard et la physionomie tout entière, pressentis merveilleusement par l'artiste dans leurs développemens successifs, étaient le portrait presque exact de Mlle de Férias. La jeune duchesse, stupéfaite, eut ce nom sur les lèvres ; un effort soudain de réflexion l'y retint suspendu, et se tournant vers son cousin : — Qui est-ce donc ? dit-elle.

— Je ne sais, répondit Raoul ; une enfant que j'ai entrevue deux minutes autrefois, et qui doit être, si elle vit, une créature adorable. Il conta alors à sa cousine sa rencontre avec Sibylle auprès de la Roche-Fée, et les moindres détails de leur court dialogue. — Le nom du petit village et du château voisin m'a échappé, ajouta-t-il, ou plutôt je ne l'ai jamais su, car je n'ai fait que traverser ce pays ; mais j'ai eu cent fois la tentation d'y retourner,... et puis les complications quotidiennes de la vie,... le ridicule,... la crainte des déceptions m'en ont empêché... Il est étrange que de tous mes souvenirs de voyage, et j'en ai beaucoup, celui-là soit resté le plus vivant et le plus doux... Cette enfant avait vraiment quelque chose d'extraordinaire, de surnaturel ! — Il continua de s'étendre et de s'exalter sur ce texte, et ne s'arrêta qu'en voyant le front de Blanche se charger d'épais nuages.

On conçoit avec quels raffinemens de précaution et de diplomatie la jeune duchesse s'ingénia, dès ce jour, à éloigner Mlle de Férias de la vue de son enthousiaste cousin. Elle n'attirait Raoul à l'hôtel de Sauves que lorsqu'elle était à peu près assurée que Sibylle n'y viendrait pas, et elle le voyait de préférence chez Mme de Guy-Ferrand, avec laquelle Mme de Vergnes n'était pas en relations. — Clotilde, de son côté, bien qu'elle ignorât le secret que le hasard avait révélé à son amie Blanche, mettait un soin égal à prévenir une rencontre dont les grâces et le prestige de Sibylle suffisaient à lui faire appréhender les dangers. Comme M. de Chalys ne se montrait guère, hors de son atelier et de son cercle, qu'à l'hôtel de Sauves et dans le salon de la jeune baronne, il paraissait donc vraisemblable que Mlle Sibylle et son peintre étaient destinés à ne se retrouver jamais en ce monde, lorsqu'une circonstance très imprévue vint rompre le charme qui les séparait.

Octave Feuillet.

(*La troisième partie au prochain n°.*)

ROME

ET SON NOUVEL HISTORIEN

L'Histoire romaine à Rome, par M. J.-J. Ampère; 2 vol. in-8°. Paris 1862.

Au pied de ce dernier rameau des Apennins qui s'étend du Soracte à Tibur, un sol volcanique s'est soulevé avant les temps historiques, et une plage mamelonnée a émergé du sein de la mer, dont elle est aujourd'hui séparée par un large rivage. Sur les collines de cette région, divisée par un cours d'eau, l'antique Albula, qui devait plus tard s'appeler le Tibre, bien des peuplades ou tribus diverses ont passé avant de former une nation et de s'appeler les Romains. Les premiers et sauvages habitans des monts et des forêts avaient appris un jour à labourer; des Grecs peut-être, débarqués sur cette côte inconnue, leur avaient enseigné l'agriculture, dont la naissance inaugure en toute contrée le véritable âge d'or. C'est l'époque où cette terre, destinée à tant de noms différens, a été la terre de Saturne (*Saturnia tellus*). L'âge de Saturne est le temps où l'on commença à semer (*sator*); la faux de Saturne est l'instrument des premières moissons. Que Saturne soit le maître, le roi, le dieu ou simplement le nom d'une époque, le monument de Saturne, temple, autel, palais, chaumière, centre de la bourgade des premiers colons, s'élevait au bas d'un tertre pierreux, le mont Saturnien. Ces colons occupaient le territoire du Latium, et ils étaient le peuple latin. Une tradition presque universelle dans l'antiquité fait toujours dériver du nom d'un homme celui d'un peuple; aussi cet âge agricole est-il le règne de Latinus :

. . . . . Rex arva Latinus et urbes
Jam senior longa placidas in pace regebat.

Des migrations de pays lointains vinrent troubler, instruire ou soumettre ces hommes paisibles. Ce furent, sur la rive gauche du fleuve, les Sicaniens, venus du Nord, qui séjournèrent et laissèrent des traces de leur séjour, jusqu'à ce que, marchant toujours au sud, ils allassent donner leur nom à la Sicile. Réunis aux Ligures, ils avaient occupé sept collines, dont la plupart devaient être un jour comptées parmi les sept collines historiques. Puis parurent les Pélasges, les aînés des Grecs, les Arcadiens des poètes, ces Grecs antérieurs à la civilisation hellénique, qui, de l'orient à l'occident, coururent tout le midi de l'Europe, ces fiers constructeurs qui ont partout semé de rudes monumens. Ils arrivaient du nord et du centre de l'Italie, et c'est eux qui, sur une éminence voisine, au sud-est du mont Saturnien, construisirent une enceinte rectangulaire qu'ils appelèrent le *fort carré*, *Roma quadrata*. Voilà Rome, ou du moins voilà la première fois que se montre ce nom grec de *la force* attribué à un lieu de refuge ou de défense sur une des hauteurs du *Septimontium*. Mais d'autres peuplades ont été d'une manière plus stable encore maîtresses des points élevés de cette région accidentée : c'étaient par exemple les Tyrrhéniens, qui, débarqués au nord-ouest, s'étendirent jusque sur les deux collines de la rive droite du Tibre, ces Étrusques qui, apportant aussi tant de choses grecques, les marquèrent de l'empreinte d'une forte originalité. Ils passèrent plus d'une fois le fleuve et disputèrent souvent les hauteurs à d'autres tribus; mais nulle invasion ne fut plus redoutée et plus puissante que celle d'une énergique nation qui, descendue des monts voisins de la Sabine, se dispersa vers le midi. Ces Sabins, dont le caractère guerrier offre quelque ressemblance avec celui des races germaines, portaient la lance (*quiris*), dont le nom servait à les désigner. Eux aussi, ils touchèrent à presque tous les sommets du *Septimontium*, et bâtirent jusqu'auprès de la Rome des Pélasges une autre enceinte, un refuge, un *palatium*, premier *palais* qui n'en avait que le nom. Ils passèrent, comme les Étrusques, sur le mont Saturnien, mais surtout ils se retranchèrent sur celui qu'à cause d'eux on appela Quirinal. Les Latins, ces habitans primitifs, n'étaient restés tout à fait maîtres et isolés qu'à deux lieues de là environ, sur le territoire d'Albe, leur ville principale, et d'où leur chef, qu'ils appelaient roi, poussait ses possessions jusqu'au pied du monument de Saturne; du moins ses troupeaux paissaient-ils non loin de la Rome des Pélasges. Tel est à peu près le fond du récit poétique qu'avant même M. Ampère faisait au pieux Énée le roi Évandre, cet Arcadien constructeur de cités.

C'est toujours un plaisir de surprendre la poésie en accord avec l'histoire, et l'on voudrait qu'en effet Virgile eût revêtu de splen-

deur et d'harmonie des traditions vraies; mais si la relation du bon Évandre contient des faits analogues à ceux que la science constate ou conjecture, il n'en est pas de même de l'entretien et de la visite qui amènent ses récits, et il est assez bien établi que la venue d'Énée et des Troyens aux *champs de Lavinie* est une fable littéraire adoptée fort tard par les Romains, à une époque où les beaux esprits voulaient rattacher toutes choses aux traditions épiques de la Grèce. Cette prétention ne peut sembler étrange à des gens qui ont, comme nous, voulu descendre de Francus, fils d'Hector.

Si, comme on peut le croire, la petite vallée où tant de peuplades se sont rencontrées a été le centre primitif du *Latium*, si c'est dans cette retraite que l'âge d'or s'était caché (*latuit*) (1), ce ne fut certes pas pour y régner longtemps, car le mont de Saturne n'était autre chose que le mont Tarpéien ou Capitolin; la Rome carrée était sur le mont Palatin, les Étrusques sur le Janicule et le Vatican, les Sabins un peu partout, mais principalement sur le Quirinal et l'Esquilin. Or ces noms à coup sûr ne rappellent pas uniquement les souvenirs de la vie pastorale, et dès que chacune de ces collines est désignée dans l'histoire, c'est comme un lieu de défense et de combat. La guerre fut le sanglant berceau où se forma l'unité ou plutôt l'association de ces diverses tribus pressées dans un si étroit espace. Jamais lieux aussi célèbres n'ont été aussi voisins, car le Capitolin, il ne faut pas l'oublier, n'est pas à 400 mètres du Palatin; il est peut-être à 600 du Quirinal et de l'Esquilin, à 1,000 du Janicule, et le Palatin forme, avec l'Aventin qui le touche au midi, comme une pointe avancée du territoire des Albains. Le mont Vatican est le plus éloigné : aussi est-il presque inconnu dans l'antiquité.

Telle est dans ses traits les plus généraux, et en négligeant les détails qui donneraient à l'ensemble l'exactitude et la précision, la contrée où M. Ampère fait commencer l'histoire romaine par cet enfant abandonné sur les bords marécageux du Vélabre et qui a nom Romulus.

I.

Les lecteurs de la *Revue* connaissent déjà les principaux traits de ce récit, et ils n'ont pas oublié les pages savantes et animées, prélude de l'ouvrage de M. Ampère; mais il ne faudrait pas croire que son livre ne fût qu'une réimpression. L'auteur a tout remanié, retouché, approfondi. Un demi-volume entièrement nouveau, qui dé-

(1) Je doute beaucoup de cette étymologie, malgré la double autorité de Varron et de Virgile.

bute avec la dernière révolution géologique de Rome, précède la naissance de son premier roi, et ce premier roi lui-même, soumis à un nouvel examen, a un peu changé de condition. De voleur de troupeaux il en est devenu gardien, et s'il s'est adjoint plus tard quelques maraudeurs, c'est qu'il était trop peu de chose pour avoir d'autres sujets.

Donc M. Ampère croit encore hardiment à Romulus, et je ne demanderais pas mieux que de faire comme lui, quoiqu'il supprime Rémus, de qui j'avais toujours espéré descendre. Et cependant il faut qu'il me permette de l'arrêter sur le seuil. Il ne croit pas que Romulus ait donné son nom à Rome, c'est Rome plutôt qui lui aurait prêté le sien. Ce n'est pas qu'il n'ait fondé aussi sur le Palatin une Rome, un *fort*, une autre enceinte carrée ou polygonale dont il subsiste des pans de murs, et que l'on confond avec la première Rome, laquelle même n'était pas seule de son nom. Romulus n'était pourtant qu'un pâtre des troupeaux des rois d'Albe. Il les gardait sur le Palatin; c'est pour les mieux défendre qu'il s'y fortifia en l'entourant d'un mur quadrilatéral, bâti suivant le mode étrusque, l'origine et le type du camp romain. Cette obscure fondation, dont l'histoire rapporte avec gravité le cérémonial détaillé, a fait de Romulus un roi; mais il reste en vérité bien peu de preuves de cette royauté et de son histoire. A quoi peut se réduire l'enlèvement des Sabines, quand on songe que les Sabins, plus puissans et plus redoutables, entouraient de toutes parts le Palatin, et n'est-ce pas donner aux choses un bien grand nom que d'appeler guerre la vengeance qu'ils ont pu tirer de quelques rapts commis par quelques bergers ou quelques bandits? Enfin le résultat du prétendu règne de Romulus, c'est qu'il a pris le nom sabin (*Quirinus*), et les Romains aussi (*Quirites*). Si, comme le pense M. Ampère, Rémus fait double emploi avec Romulus, et que leurs deux noms signifient Rome également, si le meurtre de l'un par l'autre veut dire que la Rome du Palatin a survécu à toutes les autres, pourquoi Romulus serait-il plus réel que Rémus, et comment l'un aurait-il pu servir plus que l'autre à nommer Rome, puisque ce nom existait avant eux? En tout, c'est une question pour moi très obscure, et je voudrais que M. Ampère me la résolût, celle de savoir comment s'est introduit ce nom « Romain, » comment il a prévalu sur tout autre, car s'il désignait particulièrement les habitans du Palatin, ceux-ci n'ont été ni les vainqueurs ni les maîtres; ils n'ont obéi qu'à des rois sabins ou à des rois étrusques. Or ce ne sont pas les Gaulois qui ont imposé leur nom aux Francs, et comme il est historiquement établi que les Latins, dont les Romains n'étaient qu'une tribu locale, ont formé le peuple proprement dit, la nation plébéienne, on se de-

mande comment la nation politique, la nation patricienne et sacerdotale, sabine et étrusque, et qui a régné si longtemps, se serait de si bonne heure enorgueillie d'être le peuple romain.

On ne comprend guère en général de quelle manière des races ou des peuplades si différentes qu'après plus de vingt siècles on peut encore caractériser leurs mœurs, leurs cultes, leurs langues, et cependant si voisines qu'elles habitaient entremêlées sur des collines de l'importance de Montmartre, ont pu se faire des guerres qui ont laissé des souvenirs et des traces, et tour à tour se confondre et se combattre l'une l'autre, souvent malgré la diversité ou la communauté des races. Les relations de bon ou de mauvais voisinage ne paraissent pas avoir dépendu de la question des origines. Le trait particulier de l'histoire de Rome, c'est de présenter un si grand nombre de nationalités différentes constatées et réunies dans un si petit espace. Elles sont souvent accouplées ou même associées par trois, par quatre, et forment localement des populations mixtes et circonscrites qu'opposent les unes aux autres des intérêts ou des passions souvent énigmatiques pour l'histoire, et elles ont fini par être successivement absorbées dans une seule, appelée au titre de maîtresse du monde.

M. Ampère retrouve, et il décrit admirablement, une Rome sabine, une Rome étrusque, et toutes les deux mêlées ensemble et dans les mêmes lieux; il ne retrouve pas sous les rois une Rome romaine. Le *Forum*, ce fameux *Forum*, était le marché des Sabins. Comment est-il devenu ce qu'il est encore, *Foro romano?* C'est la main des Étrusques qui l'entoura de ses premiers monumens, peut-être même de ses premières statues, et ce n'est qu'après l'Étrusque Servius Tullius que l'on voit poindre une nation romaine, du nom des plus rustiques habitans du Septimontium, du nom de cette poignée d'aventuriers retranchés sur le Palatin. A cette époque, des voisins de même race, des Albains, avaient été, des ruines de leur cité, transportés violemment par les rois vainqueurs sur l'Aventin et le Célius. Latins comme les bandes palatines qui formaient déjà dans ce peuple naissant la tribu des *Rhamnes*, ils s'unirent à elle; protégés par Servius, le roi démocrate, ils paraissent avoir commencé le rôle de l'élément plébéien au sein de cette société en formation, et le nom même de cette tribu peut avoir été l'origine véritable du nom « Romain. » Cependant il n'en résulte pas que l'appellation de peuple romain fût créée du temps de Brutus, et Brutus lui-même, si on l'avait appelé Romain, se serait sans doute étonné, heureux s'il n'eût pas pris ce nom comme une injure.

Cependant soyons justes, plébéiens et patriciens, Latins et Sabins, ont également applaudi à la chute des rois et salué des mêmes

acclamations l'établissement de la république. Il fallut bien du temps, bien des fautes, bien des crimes, bien des Mélius, bien des Gracques indignement immolés, pour amener la démocratie romaine à aimer un césar.

On voit que, malgré les doctes éclaircissemens de M. Ampère, nous nous permettons de douter encore, et nous ne prenons que pour une suite d'intéressantes et instructives conjectures sa théorie si bien déduite de la formation successive d'un peuple romain par des hordes ou des tribus dont aucune n'était romaine, nom qui aurait fini par rester à celle qui l'était le moins; car, on le sait aujourd'hui, le titre de *populus romanus* appartenait aux patriciens qui ne venaient pas, eux, de la Rome palatine, et les Latins, qui s'y étaient cantonnés les premiers, devinrent, sous le nom de leurs vainqueurs, les *Quirites,* cette nation plébéienne qui ainsi se nommait sabine et ne l'était pas. Dans les mouvemens internes des peuples comme dans les convulsions de la terre, il se passe des changemens analogues à ceux que la géologie appelle des métamorphismes, et que la science la plus attentive est lente à expliquer et même à reconnaître. Celles de ces révolutions intestines qui, par des combinaisons successives, ont amené l'unité du peuple romain ne pouvaient rencontrer un plus pénétrant observateur que M. Ampère, et si nous le suivons dans ces temps primitifs avec plus de déférence que de conviction, c'est peut-être que ses applications nous semblent parfois trop précises pour être toujours vraisemblables. Nous n'osons espérer que ce chaos puisse être si bien débrouillé que tout soit à la fois concilié, les récits officiels des historiens de profession, les fictions arbitraires des poètes, les découvertes et les hypothèses des érudits, les doutes et les difficultés des critiques, les inductions des philologues et les observations topographiques et pittoresques des voyageurs. Aucune de ces manières de savoir et de juger ne manque à M. Ampère. Il a pu, sur les pas des Niebuhr, des Bunsen, des Dyer, des Becker, des Mommsen, se jeter dans la nuit des origines de la Rome antérieure à la république, et même, plus hardi, remonter au-delà, jusqu'à ce temps où, disait un poète, cette grande Rome n'était que colline et gazon, *collis et herba fuit.* Et de là il est descendu jusqu'à l'âge de l'histoire politique, en composant de promenade en promenade un livre dont Properce aussi aurait pu lui fournir l'épigraphe :

Sacra, diesque canam et cognomina prisca locorum.

Laissant donc des obscurités qui peut-être ne seront jamais entièrement éclaircies, suivons plutôt M. Ampère au milieu de celles, et elles sont en grand nombre, où il a pénétré le flambeau de la

science et de la critique à la main. Je dis la science et la critique; mais ne fallait-il pas quelque chose de plus? Ne lui a-t-il pas fallu cet amour de la ville de Rome qui en a fait comme la patrie de son esprit? N'a-t-il pas fallu que par de longs séjours, des courses continuelles, que par de nombreuses stations au pied de toutes ses collines, sur tous leurs sommets, sur tous leurs versans, il se familiarisât avec tous les lieux de son histoire? Nous n'avons pas besoin de le rappeler à nos lecteurs, l'idée originale de M. Ampère, c'est de fonder l'histoire sur la topographie, c'est, en observant toutes les inégalités, toutes les variétés du terrain, en recherchant toutes les coupures, toutes les excavations qui l'ont déchiré, en ne négligeant aucune substruction, aucun débris, de redresser en idée le théâtre du drame pour s'y représenter le drame lui-même. Et à qui veut opérer cette reproduction du passé avec quelques-uns des traits de la réalité, ce qu'il faut de plus que la curiosité, l'attention, la sagacité, le savoir, c'est une vive et forte imagination, c'est la puissance d'inventer appliquée au vrai. Celui qui écrit l'histoire en ne comparant que des textes raisonne et ne peint pas. Il conçoit les choses d'après la vraisemblance dont il juge par ce qu'il connaît, et il refait, sur le modèle de la société au sein de laquelle il vit, les sociétés évanouies. Il dit par exemple, comme Bossuet, que Romulus avait pratiqué le premier le moyen d'augmenter sa ville en y recevant les Sabins et les autres peuples vaincus, qui *oubliaient leur défaite et devenaient des sujets affectionnés,* ou qu'il avait établi la distinction des patriciens et des plébéiens, « parce qu'il fallait bien que les rois eussent des gens distingués qu'ils attachassent à leur personne par des liens particuliers, pour les aider à gouverner le reste du peuple. » Bossuet semble penser aux Flamands ou aux Francs-Comtois, si charmés à ses yeux d'être devenus les sujets de son maître, et à cette cour que Louis XIV s'attachait par *des liens particuliers pour conserver cette subordination si nécessaire à la royauté.* Que M. Ampère a raison de lui opposer cette phrase de Montesquieu : « Il ne faut pas prendre de la ville de Rome dans ses commencemens l'idée que nous donnent les villes que nous voyons aujourd'hui, à moins que ce ne soient celles de la Crimée, faites pour renfermer le butin, les bestiaux et les fruits de la campagne! » — « Dans cette phrase de Montesquieu, dit M. Ampère, il y a plus de sentiment historique de l'ancienne Rome que dans tout Rollin. » Ainsi, n'en doutons pas, l'imagination est aussi nécessaire à l'historien que l'esprit de recherche pour ressaisir le fait lui-même, non pas l'imagination mensongère de la fausse poésie, mais cette imagination de la vérité qui se la représente sans la connaître, et qui la recrée pour ainsi dire au lieu de la supposer. C'est par elle qu'au

milieu de beaucoup de fables, Virgile, Properce, Ovide même, fournissent à M. Ampère, sur les lieux et les scènes de Rome primitive, plus de traits fidèles que l'archéologie très fantastique des anciens. C'est ainsi qu'une page des *Martyrs* a fait apparaître à Thierry l'ancienne France. Et grâce à ce don puissant de l'imagination, notre écrivain a reproduit dans ses pages un temps qui n'est plus, relevé les ruines sur ces cimes et dans ces vallées où il avait cru voir de ses yeux se ranimer des morts de plus de deux mille ans, avec leur physionomie, leur costume et leurs passions. C'est une évocation qu'une pareille histoire écrite sur le tombeau de ceux qu'elle rend à la vie.

Quiconque visitera Rome désormais devra le faire le livre de M. Ampère à la main. Il s'assurera le plus vif des plaisirs du voyageur, le plus vif, et non le plus commun, celui de comprendre ce qu'il voit, et alors il se formera une juste idée de la difficulté que son savant guide avait à vaincre. On ne doit pas en effet se figurer que l'ancienne Rome se reconnaisse aisément dans Rome contemporaine. Il faut se rappeler que c'est une des rares cités existantes qui aient été sans interruption, depuis les temps antiques, un des grands théâtres de l'histoire. Il pourrait bien y avoir vingt-cinq siècles que Rome importe au monde d'une manière continue. On peut juger combien de couches de monumens, et partant de ruines, tant de périodes d'événemens ont amoncelées sur ce sol incessamment foulé par des hommes en société. Écartez, chose qui n'est pas déjà facile, tout ce que les temps nouveaux, la renaissance, le moyen âge, ont accumulé de témoignages visibles de leur passage dans cette enceinte indestructible; n'ayez, s'il est possible, des yeux que pour l'antiquité : que verrez-vous? Des restes de la décadence de l'empire. Ce sont d'abord, et presque partout, les débris d'une époque sans gloire, sans grandeur et sans goût, qui, offusquant vos regards, vous masqueront je ne dis pas seulement les traces vénérées de la république, mais les vestiges de l'art élégant du temps d'Auguste. Que sera-ce donc, si, franchissant en arrière ces deux époques, vous voulez percer jusqu'à celle qui les a précédées, et chercher la place où tomba la tête des fils de Brutus, où Lucrèce se poignarda, où Tullie fit passer son char sur le corps de son père, où s'accomplirent enfin tous les événemens à moitié fabuleux de la légende des temps monarchiques de Rome! Sans remonter aussi haut, craignez toujours le penchant naturel à rayer de votre mémoire la Rome du bas-empire et à n'avoir en pensée que la Rome libre ou glorieuse. Qui ne sait l'histoire de cette colonne isolée qu'on voit au milieu du Forum, au milieu de la Voie-Sacrée? C'est une colonne corinthienne en marbre blanc. Elle est svelte, correcte; elle pouvait appartenir à

quelque gracieux édifice. Jusqu'à nos jours, les antiquaires s'étaient évertués à retrouver son histoire, à lui assigner une origine. Les hypothèses avaient succédé aux hypothèses, sans parvenir à lui assurer un nom, car on aimait mieux alors chercher les monumens dans les livres que de creuser la terre où ils étaient à demi enfouis. Lord Byron s'écriait devant ce marbre mystérieux : « Cicéron n'était pas aussi éloquent que toi, toi colonne sans nom, à la base enseve-lie! » Et, touchée de ses vers, la duchesse de Devonshire donna le peu de livres sterling qu'il fallait pour déterrer le soubassement. Quelques coups de pioche mirent au jour un piédestal élevé sur des marches grossièrement faites, et on lut sur le socle que cette colonne votive, arrachée de quelque temple, avait été dédiée à Phocas par l'exarque Smaragdus. Un témoignage d'adulation avait été adressé, à travers la Méditerranée, à l'empereur de Byzance dans Rome, qui ne lui obéissait plus, et même quelque flatteur économe, tirant parti du monument tout fait, avait rayé le nom de Phocas pour le remplacer à propos par le nom d'Héraclius.

Voilà les déceptions auxquelles on est exposé dans les ruines de Rome. Je voudrais, afin de donner quelque idée de l'art dont M. Ampère a dû faire preuve pour les éviter, essayer de tracer une image un peu fidèle, sans parure et sans voile, du spectacle qu'offre Rome à celui qui y arrive plein de curiosité et de bonne volonté, mais muni pour tout savoir, comme nous tous, d'un souvenir fort effacé du *De Viris illustribus*, amplifié par le récit traînant et naïf de notre ami à tous, l'excellent Rollin.

II.

Le lecteur me permettra-t-il de supposer que nous faisons ensemble, en prenant sur nous, avec un *guide du voyageur*, les volumes de M. Ampère, notre première visite au berceau de Romulus? Nous sommes, si l'on veut, arrivés par le nord, et, après avoir parcouru cette célèbre campagne romaine, il nous a fallu suivre, entre deux murailles ou deux lignes de bâtimens sans caractère et de villas sans élégance, un long faubourg insignifiant qui nous conduit à la lourde porte *del Popolo*. C'est l'ancienne porte Flaminia. La rue en face est dans la direction de la voie Flaminia, longeant le champ de Mars à travers la plaine qui, bornée à l'ouest par le Tibre, s'étend au bas du Pincio, du Quirinal, du Viminal et du Capitolin. Que voyons-nous d'abord? Une grande et belle place qui ne sent aucunement sa vieille ville. A droite de la porte est le bâtiment de la douane, à gauche Santa Maria del Popolo, dont le portail n'annonce ni ne vaut le curieux intérieur. En face et au milieu se

dresse l'obélisque de Rhamsès II, et deux inscriptions latines à sa base nous apprennent, l'une antique qu'Auguste, *pontifex maximus*, l'a fait venir d'Héliopolis, l'autre que Sixte-Quint, *pontifex maximus* également, l'a fait apporter là du Grand-Cirque fondé par Tarquin l'Ancien et reconstruit par Jules César. A gauche de l'obélisque s'élèvent en terrasses qui se croisent les rampes de la promenade du Pincio, sorte de façade de marbre et de verdure à laquelle correspond du côté droit un placage d'architecture et de sculpture qui suffit à la symétrie. Au fond de la place, en face de l'entrée, s'ouvrent, en patte d'oie régulière, trois rues, les plus belles peut-être de Rome. Celle du milieu ou la principale est le *Corso*, qui s'ouvre flanqué de deux églises toujours sous l'invocation de la Vierge. Leurs coupoles et leurs façades se répondent sans se répéter. Place, églises, promenades, tout est moderne et gai d'aspect. Si le temps est beau, tout est animé par des centaines de touristes, plus ou moins anglais, qui, à cheval ou en calèche, vont gravir la promenade du Pincio ou passer la porte et monter immédiatement, en tournant à droite, à la villa Borghèse. On peut se croire dans une ville d'eaux thermales ou de bains de mer en voyant tant d'oisifs dépenser leur argent et leur temps à se réchauffer au joyeux soleil du midi; mais qui se douterait qu'il a devant les yeux *la Niobé des nations?*

Je suppose que nous avons pris gîte dans quelqu'une des comfortables auberges où nous conduira la plus à gauche des trois rues, c'est-à-dire aux environs de la place d'Espagne; mais, dans notre soif archéologique, nous n'avons rien de plus pressé que de regagner le *Corso* et de le suivre d'un bout à l'autre; c'est-à-dire que nous parcourons du nord au sud, à peu près dans toute sa longueur, la Rome habitable, la Rome des voyageurs, la Rome du XIXe siècle. Ici il faut s'attendre à dire comme feu mon honorable collègue M. Fulchiron, auteur d'un instructif voyage en Italie : « On doit l'avouer, Rome a un air provincial. » La ville des césars n'a rien d'auguste. Le *Corso* n'a gardé nul souvenir de la voie Flaminia. Ce n'en est pas moins la plus longue et la plus grande rue de Rome, quelque chose comme la rue Saint-Honoré un peu rétrécie, deux files de boutiques et de cafés entremêlés d'églises et de palais. Les cafés sont un peu sombres, les magasins aussi malgré un étalage assez souvent brillant. Les églises les plus importantes n'intéressent guère plus que Saint-Roch, excepté Santa Maria *in via lata.* Sa jolie façade passe pour le chef-d'œuvre de Pierre de Cortone, et l'on dit qu'elle occupe la place de la maison où, suivant les Actes des apôtres, saint Paul logeait et enseignait librement. Cette tradition d'un fait certain peut être vraie, mais rien de visible ne l'atteste. Quant aux pa-

lais, ce ne sont pas comme œuvres d'art les plus beaux de la ville, et la voie n'est pas si large qu'on puisse reculer assez pour voir en perspective leurs lourdes façades. Cette rue enfin a l'air riche et animé. On s'y croit bien dans le quartier des affaires et des plaisirs. La circulation est toujours fort active, les équipages ont quelquefois assez bonne mine. Point d'autre rue à Rome où l'on retrouve les signes de la civilisation moderne. Seulement rien n'est à remarquer dans le genre sérieux, rien du passé enfin, si l'on ne rencontrait sur la droite la place Colonna. C'est la disposition de la place Louvois sur la rue Richelieu, avec une fontaine qui ne fait nul tort assurément à l'œuvre de Visconti; mais au centre une colonne de marbre donne son nom à la place. C'est la colonne Antonine. Érigée en l'honneur de Marc-Aurèle, elle rappelle la colonne Trajane, dont elle nous donne un avant-goût. Elle en offre à peu près les dimensions, mais elle lui est inférieure pour les proportions et les sculptures, et le temps l'a dégradée davantage. Sur le piédestal, changé par Fontana, on lit que Sixte-Quint a *purifié* de toute idolâtrie ce monument qu'il croyait dédié à Antonin le Pieux. En conséquence, une statue de saint Paul couronne la colonne Antonine, comme une statue de saint Pierre la Trajane. Il ne faut pas trop nous formaliser de *cette purification*, sans laquelle nous n'aurions peut-être pas conservé ce monument d'une gloire et d'une vertu païennes. Où serait le Panthéon d'Agrippa, si Boniface IV n'avait eu l'heureuse idée d'en faire, il y a quatorze cents ans, l'église de tous les martyrs?

Au bout du Corso, on trouve la place de Venise. C'est une de celles en petit nombre qui, dérogeant à l'air un peu bourgeois des quartiers habités, offrent une apparence assez aristocratique. Elle le doit au palais de Venise, qui ressemble à une forteresse, position militaire occupée en conséquence par l'ambassade d'Autriche. On passe de là par un ou deux bouts de rues assez boueuses, et sans s'arrêter devant la coquette et pimpante église des Jésuites, qui ont là comme partout quelque chose d'analogue pour le style à la chapelle de Versailles, on débouche sur une place ou grande rue courte et irrégulière fermée par deux escaliers en perron soudés obliquement l'un à l'autre. C'est la place d'*Ara-Cœli*. Un des escaliers monte à l'église de ce nom, et l'autre au *Campidoglio* (1). Ce nom burlesque est la parodie de celui de Capitole, et à ce mot nous nous hâtons d'ouvrir le premier volume de M. Ampère.

Mais c'est ici que les mécomptes, les doutes et surtout les perplexités commencent. C'est ici que l'on reconnaît combien il a fallu d'ingénieuse et patiente sagacité pour retrouver sur les flancs de

(1) Champ d'huile.

cette taupinière les vestiges de la plus majestueuse des histoires.

On est devant le côté nord-ouest d'une colline trois fois plus longue que large et entre deux files de maisons qui en cachent les extrémités. Des deux escaliers qu'on a devant soi, celui de gauche, très large, très haut, très raide, conduit au portail d'une grande muraille de brique, façade de l'église d'Ara-Cœli, église fameuse par un *bambino* thaumaturge en cire, en pâte ou en bois. Les cent vingt-quatre marches qu'il faut gravir ont été, dit-on, arrachées aux marbres du temple de Jupiter Capitolin, dont elle remplit la place. Là Gibbon, frappé du contraste, conçut l'idée d'écrire l'histoire de la décadence de l'empire. L'escalier en face de nous, mieux proportionné, plus doux, s'élève lentement par des degrés bas et larges dits à *cordoni*. C'est presque une rampe ornée de balustrades et de sculptures qui mène à une plate-forme fermée des trois autres côtés par trois corps de bâtimens séparés et symétriques. Cette cour et ces trois façades sont le Capitole d'aujourd'hui. On les désigne ainsi parce que là est le logis officiel du sénat romain, qui lui-même se compose d'un sénateur et de huit conservateurs, autant dire d'un maire et de huit adjoints. A droite c'est le palais des conservateurs, à gauche le musée, au fond le palais du sénateur; tout cela veut dire un hôtel de ville. Ces édifices agréables sont de Michel-Ange; du moins il les a commencés, et, renonçant cette fois à effrayer par le grandiose, il a proportionné le nouveau Capitole au nouveau sénat. Il a rempli convenablement une certaine dépression qui est au centre de la crête ou l'*intermontium*. Des deux tertres ainsi séparés, le palais des conservateurs nous cache celui où s'élevait l'*Arx*, le Capitole proprement dit, l'ancien *Tarpeium*, la citadelle que défendit Manlius et qui couvrait Rome du côté du Tibre. L'escarpement qui lui servait de base au midi était la roche Tarpéienne. C'était une chute à pic d'environ 12 mètres. On n'en peut guère juger qu'en entrant sur les terrains du palais Caffarelli; mais de tout cela rien ne paraît du côté de la colline où nous sommes placés. Si nous la regardons comme un lieu historique, rien n'est distinct, reconnaissable, visible. Si nous la prenons comme un musée, c'est autre chose, et les voyageurs, qui ne sont pas tous comme M. Ampère, ne voient guère dans Rome qu'un musée.

L'escalier de la cour du Capitole dont nous avons parlé est couronné par deux statues de Castor et Pollux avec leurs chevaux, et deux trophées qui, malgré leur nom, ne sont pas ceux de Marius, mais d'Alexandre Sévère. Ces marbres, que le temps n'a pas ménagés, forment, avec deux statues de Constantin et de son fils et deux colonnes milliaires, la bordure de cette place en terrasse du côté de l'entrée. Au milieu, une statue en bronze jadis doré, celle de

Marc-Aurèle haranguant ses soldats, a échappé aux vengeances de l'orthodoxie du moyen âge, parce qu'on l'a prise pour l'image de Constantin. C'est Michel-Ange qui, du pied de l'arc de Septime-Sévère, l'a portée où elle est en disant au cheval qu'il admirait beaucoup : « Et maintenant marche! » Au fond de la cour, on monte chez le sénateur par un perron, au pied duquel les deux statues si connues du Nil et du Tibre sont couchées de chaque côté d'une Minerve de marbre blanc drapée en porphyre, celle peut-être que Catulus fit placer au Capitole lorsqu'il l'eut rebâti après l'incendie du temps de la guerre de Marius et de Sylla. Toutes ces sculptures ont été posées là comme ornemens par les modernes, et si nous entrions dans un de ces trois palais municipaux, combien trouverions-nous encore de statues, de bas-reliefs, de bustes, d'antiquités de toute sorte! Certes il y a plaisir à voir ces choses et à les voir à Rome; mais elles sont là rassemblées comme elles pourraient l'être à Paris, à Londres, à Munich. Souvenons-nous que nous sommes ici moins en artistes qu'en historiens. C'est le sens plus que la beauté des antiques qui nous occupe. Or au milieu de toutes ces richesses l'attention se trouble, les souvenirs se confondent. Rien de tout ce que nous verrions dans ces salles n'est à sa place, à sa date. C'est un labyrinthe de belles choses où le fil de l'histoire nous manque.

N'entrons donc pas encore, et restons au pied de la statue de Marc-Aurèle; mais là nous ne nous doutons pas de ce qui est au-delà. Ce palais du sénateur bouche la vue. La construction de Michel-Ange n'est guère qu'un placage qui recouvre une bâtisse épaisse et carrée, de tout âge et de tout style, surmontée d'une tour quadrangulaire en forme de beffroi municipal. On peut de droite ou de gauche contourner ce massif hôtel de ville. A gauche, on lui trouverait l'air d'un château du moyen âge; à droite au contraire, c'est un bâtiment tout administratif, et c'est pourtant le côté qu'il nous faut prendre, car nous avons à découvrir la porte des bureaux. Entrons, nous trouverons un escalier de service qu'une inscription en lettres d'or célèbre comme une création de la munificence pontificale. Montons très haut, frappons souvent, sonnons longtemps, cherchons partout, et il n'est pas impossible que nous rencontrions quelqu'un à qui nous demanderons le *Tabularium*. Alors on nous fera redescendre au-dessous du plus bas étage des bureaux et pénétrer dans un portique souterrain qui ressemblerait aujourd'hui à une belle cave, s'il n'était éclairé à l'exposition du sud-est par de larges ouvertures cintrées ou des portes de toute sa hauteur. Sous de fortes voûtes qui supportent tout le poids de la partie antérieure du Capitole administratif, autour des forts piliers qui leur servent d'appui, s'étend un vaste ensemble de salles et de galeries que Lutatius Ca-

tulus fit reconstruire l'an de Rome 676, et qui servait au Capitole antique d'*atrium publicum*, de premier vestibule, et de *Tabularium*, c'est-à-dire de dépôt des tables d'airain où les lois étaient gravées. Ce *Tabularium*, archives publiques du plus célèbre gouvernement du monde et la plus grande construction de ce genre qui subsiste du temps de la république, n'a été pour ainsi dire découvert ou du moins compris que depuis une date assez récente. Ce n'est qu'en entrant dans le *Tabularium* qu'on se croit enfin dans l'ancienne Rome. Sur des substructions de grands blocs volcaniques, ses seize piliers doriques s'élevaient surmontés d'un étage de colonnes ioniques dont il ne reste que des débris. Ils ont été avec d'autres fragmens d'antiquité réunis dans ces galeries où Nicolas V faisait emmagasiner du sel. Là gît un entablement tombé de quelque monument du Forum, et dont il me semble qu'on ne peut approcher sans éprouver la sensation du sublime; mais il faut s'avancer sous un de ces arceaux ouverts au grand jour et demander ce qu'on a devant soi.

III.

De ce côté méridional du mont Capitolin, on domine une plaine assez étroite qui longe à droite le Palatin et bientôt se relève doucement vers les premières déclivités du Célius, en laissant sur sa gauche les pentes plus abruptes de l'Esquilin. Le Forum commence avec cette petite plaine. Il est littéralement au pied du Capitole. C'est dans ce lieu bas, dans cet humide vallon, bientôt desséché par la *cloaca maxima*, que se rencontraient pour les affaires de leur rustique commerce les tribus des collines environnantes, en vue de l'enceinte carrée de la résidence palatine que l'on attribue à Romulus, et du château-fort ou du temple Capitolin. Voilà où fut le centre de Rome, jusqu'à ce que les noms de Latran et de Vatican aient remplacé dans l'histoire ceux de Forum et de Capitole.

Mais au premier regard jeté sur cette place d'éternelle mémoire que nous nous trouvons loin des lieux décrits, des temps racontés par M. Ampère!

Par ces arceaux du Tabularium, on voit, au pied des substructions et de la base rocheuse de la colline qui lui servent comme de soubassement, une excavation de 100 mètres environ de côté qu'on pourrait comparer à un des anciens fossés de la place Louis XV, en le supposant plus profond et plus étendu. De droite et de gauche, des rampes carrossables descendent du Capitole et vont rejoindre la chaussée qui borde devant vous ce fossé monumental. Au-delà et de niveau se prolonge un peu obliquement un long parallélogramme

découvert, resserré au midi par le Palatin, limité au nord par une rue bâtie d'un seul côté, et qui, semé dans tout son parcours de monumens souvent en ruine, va se terminer au Colisée. Le premier tiers de l'espace qui est devant nous contient le Forum proprement dit; mais, en continuant jusqu'au bout, on ne sort pas de Rome antique.

Cherchez-la cependant des yeux, la Rome des Tarquins, celle de Brutus et de Publicola; cherchez la république romaine, vous ne la trouverez pas, vous ne rencontrerez que les débris épars de monumens dix fois restaurés ou reconstruits, et qui n'ont pas même toujours conservé leur nom. A commencer par cette excavation béante à nos pieds, nous voyons quelques portions du sol couvertes de grands quartiers de roche de forme irrégulière, ancien pavé de lave, sur lequel ont marché les Romains; mais le niveau en est un peu au-dessus de la voie en pente par laquelle le triomphateur devait monter au Capitole. Ce *Clivus Capitolinus* venait à nous entre des monumens étagés sur un terrain inégal et dont on ne voit guère que les fondations ou les ruines. Le *Tabularium*, d'où nous les regardons, dominait d'assez haut la base des plus voisins, et, pour y descendre, il y avait dans ses substructions deux escaliers dont on a retrouvé des traces. Les huit colonnes qui sont à gauche, tout près de nous, sont celles du temple de la Concorde, rebâti sous l'empire, à la place même où Cicéron consul convoquait le sénat. Ces trois colonnes ioniques, dont le marbre cannelé porte des traces de vermillon, et qui soutiennent un entablement orné à la frise d'instrumens de sacrifice délicatement exécutés, ces trois colonnes si connues qui forment un angle, longtemps honorées du grand nom de Jupiter Tonnant, sont le reste d'un temple de Vespasien, restauré par Septime-Sévère et Caracalla. Plus à droite, un portique de petites et élégantes colonnes appartenait à un édifice qui, selon Bunsen, prit le nom de Scola-Xantha, parce que Fabius Xanthus l'éleva pour entourer les statues d'argent des douze grands dieux, *dii consenti*, ou pour les bureaux des édiles, suivant M. Ampère. C'est en retraite vers la droite, et sur le plateau de la roche Tarpéienne, que s'élevait le temple de Jupiter Tonnant, dont tout a disparu.

Si nous portons nos regards à gauche en avant du temple de la Concorde, nous voyons l'arc de Septime-Sévère. Un arc de triomphe ne pouvait guère être plus mal placé, car c'est un édifice dont les profils ont besoin de se détacher dans l'espace; mais les anciens se préoccupaient assez peu de la situation de leurs édifices, et celui-là d'ailleurs est d'un temps où le goût commençait à se corrompre. Quoiqu'on l'ait au moyen âge couronné d'ouvrages fortifiés, il a tenu bon, et il étale encore au-dessus de ses trois cintres son attique un

peu lourde et ses marbres aux sculptures émoussées par les siècles. On dit qu'étudiées de près, celles-ci dénoncent une rapide décadence de l'art depuis le temps des Antonins; mais le dessin général se défend mieux. Cet arc, le modèle de notre arc du Carrousel, fut, l'an 205 de notre ère, dédié par le sénat à Sévère, à Caracalla, à Géta, en commémoration de leurs victoires sur les Perses et les Parthes. Rien n'est plus visible que le grattage du nom de Géta, ordonné par Caracalla lorsqu'il eut immolé son frère. Partant de là, le *Clivus Capitolinus* laissait à gauche une construction dont on voit encore les fondations en arc de cercle. C'était la tribune, mais la tribune officielle sous l'empire. De là Othon harangua ses soldats. C'étaient bien aussi des rostres, mais les véritables, les rostres de la liberté, cette tribune d'où Tibérius Gracchus osa le premier regarder le peuple en parlant, étaient plus à gauche et un peu plus haut.

De l'arc de Sévère, le *Clivus* remontait au Capitole en passant devant un temple de Saturne, dont huit colonnes ioniques de granit encore debout attestent les grandes proportions. A l'angle de la façade, la voie se divisait en deux branches, dont l'une, se prolongeant entre le temple et la Scola, pouvait servir au défilé des légions vers le couchant et vers le Tibre, tandis que l'autre montait entre cette même Scola et le temple de Vespasien vers le Capitole, dont c'était là probablement la grande entrée du côté du Forum.

Voilà presque tous ceux des monumens du Forum qui sont tout à fait déblayés. Ne nous plaignons pas trop de ce qu'il faut, pour la plupart, les regarder dans un trou. C'est un progrès, car c'est un déblaiement. Il suffit de consulter des gravures antérieures au XIXe siècle pour voir encore l'arc de Sévère enterré jusqu'au tiers de sa hauteur. Il faut lire dans les lettres du président De Brosses les lamentations que lui arrachait l'état abandonné du Forum. Les choses ont peu changé jusqu'aux travaux de 1803, qui ont précédé les travaux plus sérieux de 1810. La visite des armées françaises et le traité de Tolentino avaient rappelé à l'indifférence et à l'incurie le prix des richesses dont les siècles les avaient rendues dépositaires; puis notre exemple pendant une domination de deux ou trois années n'a pas été tout à fait perdu. Jusque-là, tout avait marché à la destruction; ainsi ce temple de Saturne que le Pogge a encore vu entier en 1425 avait disparu à son second voyage, et aujourd'hui même il n'a plus ses huit colonnes redressées que grâce à la plus maladroite restauration. Les fouilles entreprises par les Français ont fait apparaître les socles enfouis, le pavé des temples, les marches brisées des portiques, quelques soubassemens qu'on a pu mesurer, et l'affleurement d'anciens édifices est maintenant à découvert. Des souverains de Rome, deux seulement, Pie VII et le pape régnant,

ont ordonné des travaux que peuvent avouer l'antiquaire et l'artiste; mais combien il reste à faire! Et ce qui reste à faire ne serait ni dispendieux ni difficile.

On remarquera que le temple de Saturne est, de toutes les ruines qui viennent d'être nommées, la seule à laquelle le livre de M. Ampère nous ait préparés. Il occupe en effet la place de ce monument saturnien qui datait peut-être de l'époque fabuleuse des premiers Latins, qui de bonne heure du moins en consacra le souvenir. La montée triomphale ne fut que sous la république, là où nous l'avons placée. A gauche, l'emplacement des temples de Vespasien et de la Concorde était une plate-forme où l'on érigea un autel à Vulcain. Sur le bord était dressée en arc de cercle, comme les chaires des églises italiennes, la tribune aux harangues. Si l'on s'y transporte par la pensée, au lieu de cette confusion de rues et de maisons vieilles et modernes que de là on verrait aujourd'hui sur la gauche, il faut se représenter d'abord, sur un terrain un peu élevé, un édifice quadrangulaire, la curie, le palais du sénat, à la place de l'église de Saint-Adrien; au-dessous et un peu plus près, le *Comitium*, enceinte découverte où délibéraient les patriciens; enfin, dans l'axe du Capitole, à droite et au-delà du *Comitium*, le Forum, l'assemblée du peuple, la place des plébéiens. Ainsi un orateur d'une voix puissante pouvait se faire entendre de la curie, du Comitium et du Forum. Cette disposition générale remontait au temps des rois contemporains de la formation des grandes divisions de la société romaine; mais elle se marqua davantage et se conserva longtemps sous la république, qui dissémina dans cet espace quelques édifices particuliers. Par exemple on croit qu'au-dessus de la tribune Camille éleva le temple de la Concorde, où le sénat se réunit plus d'une fois. Un lieu d'attente fut ménagé tout auprès pour recevoir les Grecs, c'est-à-dire les ambassadeurs. Des statues votives consacrèrent de nobles ou précieux souvenirs. Toute cette description, l'aspect des lieux ne nous la suggérerait pas; c'est de M. Ampère que nous l'avons apprise, et nous ne la voyons que par ses yeux : avant lui, il y avait encore de l'incertitude sur cette topographie pour ainsi dire constitutionnelle de Rome politique. Avec lui, il suffit de se rappeler les lieux pour qu'elle se dessine avec netteté. Et cependant de quels tristes hors-d'œuvre cet espace consacré par l'histoire n'est-il pas encombré! L'empire a élevé sur les fondations d'un autre âge ses monumens de vanité ou d'adulation, que le moyen âge a encore dépouillés ou dégradés, faisant un grenier à sel du *Tabularium* et un bastion de l'arc de Septime-Sévère, jusqu'à ce qu'enfin le sans-façon des derniers siècles ait tout rempli de maisons bourgeoises, de logis d'ouvriers, de boutiques infimes,

et fait vendre du poisson dans le portique d'Octavie. Enfin dans les parties les plus dégagées, dans le Forum, là où du temps d'Évandre, du temps de la sibylle, les taureaux mugissaient et les vaches *paissaient les palais herbus* (1), la barbarie moderne, combinant le vulgaire et l'utile, a établi un marché aux bœufs.

Carpite nunc, tauri, de septem montibus herbas.

Certes Virgile et Tibulle ne le prévoyaient pas, cet infâme *Campo Vaccino*, cette esplanade inégale, poudreuse ou fangeuse, où, parmi des arbres rabougris entre-croisés de cordes pavoisées de linge sale, les bœufs de boucherie, à certains jours de la semaine, pétrissent leur fumier sous leurs pieds. Un terrain de platras et d'immondices pèse d'une épaisseur variable jusqu'aux environs du Colisée sur les débris ensevelis de ce quartier de temples et de palais, où se sont agitées les destinées du monde.

De cette vaste sépulture de ruines, il n'est guère sorti que cette malencontreuse colonne de Phocas debout à l'entrée de la place, et sur la droite, en face, la *Basilica Julia*, ouvrage du temps d'Auguste, dont l'aire immense et pavée de marbre a été à moitié mise au jour par les travaux de Louis Canina. C'est encore au pape Pie IX qu'il faut en rendre grâce. C'est, avec les beaux travaux de la voie Appienne, la seule chose importante qu'on ait entreprise depuis Pie VII. Les trois colonnes sur la même ligne qui viennent ensuite, ces colonnes si belles et tant de fois citées comme les modèles de l'ordre corinthien, avaient longtemps passé pour dépendre du temple de Jupiter Stator. Elles sont devenues transitoirement un fragment de la *græcostasis* où le sénat faisait attendre les ambassadeurs et que nous avons laissée plus près du Capitole; puis elles sont remontées au rang de fragmens du temple de Castor et Pollux, et maintenant l'autorité de Bunsen leur fait espérer l'honneur d'appartenir à Minerva Chalcidica. Elles seraient alors du siècle d'Auguste, dont elles sont dignes; mais M. Ampère tient à conserver au culte des Dioscures ce qu'il regarde comme le plus bel ornement du Forum. Nous nous sommes ainsi rapprochés de l'arc de Titus, le plus petit, mais non le moins élégant des arcs de Rome, un peu nu dans sa tunique de marbre rapiécée çà et là en pierre de travertin, mais qui s'en dédommage par les sculptures plaquées aux parois internes de son unique porte. Je veux parler de ces bas-reliefs si éminemment historiques, la seule œuvre de l'antiquité, je crois, qui transporta Jérusalem dans le monde païen. La table d'or, les vases sacrés et le chandelier à sept branches nous sont ainsi parvenus dessinés de la main du vainqueur.

(1) *Pascebant herbosa palatia vaccæ.* Tibul., II, 5.

Titus sur son char de triomphe et couronné par la victoire offre un motif souvent imité. Titus enlevé sur les ailes d'un aigle, comme on le voit au centre de la voûte, est un emblème d'apothéose qui étonne davantage notre goût.

Nous sommes ainsi rendus auprès de la Voie-Sacrée, qui côtoyait les édifices rangés au pied du Palatin; mais au milieu de la place que de vestiges précieux pourraient être cherchés encore! Vers le centre, la piété romaine contempla longtemps avec respect ce qu'elle appelait le lac de Curtius, au même lieu où, sept siècles plus tard, la corruption romaine honora la statue de Domitien. Au-delà et dans le même axe s'élevèrent le temple de Jules César et la basilique de Paulus; mais tout est effacé.

Enfin au nord, du côté opposé au Palatin, le marteau des démolisseurs bien dirigé et puis la pioche des terrassiers non moins bien conduite pourraient rendre d'éminens services à la science de l'art et de l'antiquité, si l'on osait tout déblayer, en ne laissant debout que les ruines et les églises. Supposez en effet que nous descendons du Capitole par la pente à gauche du temple de la Concorde; nous passerons au pied d'une petite église, S. Giuseppe de' Falegnani, qui n'est séparée que par la rue de l'arc de Septime-Sévère. Cette fois nous pourrons entrer, guidés par M. Ampère. On y monte par un perron au-dessous duquel on passe du dehors dans une chapelle où se voient partout les marques de la dévotion populaire. La crypte de cette église est la prison Mamertine, le plus ancien monument que Rome ait conservé. Cette geôle, ouvrage du *bon Ancus*, du populaire Ancus, se compose de deux cachots étrusques, voûtés en blocs de péperin et creusés l'un au-dessus de l'autre dans le flanc de la montagne. Quoique réparé sous Nerva, l'intérieur, sombre et humide, semble encore tel que l'ont vu Tite-Live et Salluste. Là, Jugurtha mourut de faim, là furent étranglés les complices de Catilina; là, Séjan fut mis à mort; là, suivant une tradition douteuse, saint Pierre fut avec saint Paul enfermé sous Néron. Avant d'aller au martyre, il convertit ses geôliers, d'autres disent ses compagnons de captivité, et une eau miraculeuse jaillit aussitôt, pour qu'il pût les baptiser. On m'a montré en effet une petite citerne dont l'eau passe encore pour guérir tous les maux. Cette prison, qui dominait le Forum au nord, *qui le menaçait*, dit Tite-Live, est ce *Tullianum* dont l'escalier s'appelait les Gémonies. Elle a passé longtemps pour la seule prison de Rome, la seule en effet pour le peu de criminels d'état qui devaient mourir. L'exil était la peine ordinaire des citoyens romains, et l'on comptait pour rien les cachots domestiques des débiteurs et des esclaves.

Si l'on suit la rue latérale au Campo-Vaccino, et que l'on croit

parallèle à la ligne présumée des *Novæ Tabernæ*, on passera devant plusieurs églises. Une des premières, SS. Côme et Damien, est précédée d'une rotonde, ancien temple des dieux pénates que le pape Félix IV lui a donné pour vestibule. Sa crypte, où l'on a trouvé le plan de Rome gravé sur des tables de marbre dont les morceaux sont conservés au musée du Capitole, indique assez que le sol du temple était plus bas, et qu'il était déjà enterré quand il a reçu la consécration chrétienne. Que perdrait ce monument à être isolé? J'en dis autant de S. Laurent, qui le précède, et qui, moins curieux par lui-même, sert à protéger l'ancien péristyle et deux pans de mur du temple d'Antonin et de Faustine. Huit colonnes de marbre cipolin, monolithes de plus de 13 mètres et supportant une frise où se lit encore l'ancienne dédicace, forment un beau porche qui gagnerait apparemment à être déblayé jusqu'au bas des vingt et un degrés de marbre par lesquels on y montait autrefois.

Une vaste ruine n'est pas loin. Ces trois grandes voûtes, dépouillées maintenant de toute parure, comparables aux tribunes de nos plus grandes églises, terminaient les trois nefs parallèles de la basilique commencée par Maxence sur les ruines du temple de la Paix et achevée par Constantin. Une de ses colonnes, une seule, dont le fût, en marbre blanc, a 14 mètres de long, a été sous Pie V transportée par Charles Maderno devant Sainte-Marie-Majeure, pour recevoir l'image de la Vierge, et elle est telle qu'il a été écrit que cette colonne isolée était la plus belle chose en architecture qui existât dans tout l'univers (1). Donc elle n'est pas du temps de Constantin. Ainsi il date du temps des empereurs (et Adrien en avait largement profité), cet usage, trop imité par les papes, de dépouiller les anciens monumens au profit des nouveaux.

Cet Adrien avait dessiné lui-même le temple de Vénus et de Rome, dont un vaste hémicycle, richement orné à la voûte, se soutient encore tout seul. On dit qu'il se composait de deux sanctuaires adossés, l'un faisant face au Forum, l'autre au Colisée. Par une vanité singulière, l'Asiatique Adrien le fit bâtir pour montrer à l'architecte Apollodore, l'auteur de la basilique et de la colonne de Trajan, qu'il en savait autant que lui sans avoir rien appris. Il daigna même lui faire voir ses plans et lui demander son avis. L'artiste eut l'ingénuité de répondre qu'ils étaient assez bons pour des plans d'empereur. Apollodore en fut quitte pour la perte de la vie. *Ce sont là jeux de prince.*

Voilà l'esquisse monumentale de la région du Forum, et, quoiqu'elle soit riche encore en précieuses antiquités, on ne peut se dé-

(1) Le président De Brosses.

fendre de penser à ce que ces lieux deviendraient s'ils étaient traités à la manière des ruines de Pompéi, c'est-à-dire méthodiquement déblayés, si une main savante et hardie rasait toutes ces baraques odieuses qui offusquent tout, et creusait le sol jusqu'au niveau des fondations de tout ce que les Romains ont élevé de Romulus à Constantin. Supposez que l'on commençât par délivrer le *Tabularium* de ce gros quadrangle sans style, sans date, sans apparence d'architecture, qui surcharge l'auguste voûte, et qu'au lieu de ce vulgaire bâtiment digne d'une municipalité vulgaire, une large terrasse le couronnât, servant au levant de pendant à la cour du nord-ouest, et devînt la plate-forme centrale d'où l'observateur contemplerait ce cœur de l'antique Rome. Puis on irait nivelant devant soi à perte de vue, ne respectant que les inégalités et les pentes de l'ancien pavage romain, considéré comme le terrain naturel, en sorte que les monumens, ou plutôt ce qui en reste debout, pourraient être vus des points où les voyaient ceux qui les ont bâtis. Consalvi voulait faire abattre les deux églises qui avaient arrêté les Français dans leur partielle restauration du Forum de Trajan, la plus belle toutefois que l'on ait faite à Rome; mais, sans imiter un homme d'esprit à qui ses successeurs en trouvaient trop, on peut beaucoup abattre et beaucoup déterrer en respectant ces églises, qui, renfermant souvent elles-mêmes des fragmens d'antiquités, forment les monumens composites des époques, des pensées et des civilisations les plus diverses. Qui empêcherait de nettoyer tout l'espace encombré de masures où, non loin de l'ancien Comitium, point de départ du patriciat romain, on place le *Secretarium Senatus*, la *Basilica Æmilia*, le Forum de Jules César, fallût-il aller jusqu'aux ruines du temple de Mars Vengeur, pour retirer les magnifiques colonnes du portique de Pallas Minerva ou du *Forum Transitorium* des trois ou quatre mètres de boue dans lesquels elles restent plongées? Tout cet ensemble confus de ruines qui viennent du Forum de Nerva, quoique mutilées encore au XVII[e] siècle par Paul V, qui abattit le portique du temple, se détacherait dans le vide, et irait rejoindre sans interruption la basilique Ulpienne et la colonne Trajane.

IV.

Maintenant, nous le demandons, croit-on qu'il soit facile de s'orienter au milieu de ce riche amas de débris et de souvenirs? Le temps est un ingrat qui ne respecte pas la chronologie; il frappe et il épargne avec caprice. Il entasse les unes sur les autres les couches diverses du passé, et quand, errant parmi ces décombres d'âges si divers, on cherche sur l'un d'eux le nom de Trajan, on

déchiffre celui de Constantin. On rencontre Titus et Vespasien en suivant les pas de Néron, qui lui-même avait enseveli sous son palais la maison de Mécène. Les hontes de l'empire ont naturellement laissé plus de traces encore visibles que les vertus de la république; les temps de la décadence sont plus souvent représentés que les siècles du goût, et dans les ruines de Rome vous ne rencontrerez pas plus communément la vraie gloire que la vraie beauté. Qu'on juge de ce qu'il faut de soin, de tact, de patiente investigation, de talent de comparer et d'induire, enfin d'imagination reproductive pour retrouver ce qui a été dans ce qui n'est plus, et avec la poussière de chaque siècle remodeler l'image de ce siècle même. Et qu'on ne s'étonne pas si nous admirons l'entreprise de M. Ampère, en n'osant pas toujours le suivre partout où il voudrait nous entraîner.

Mais que serait-ce encore si nous dépassions l'enceinte du Forum en marchant jusqu'au pied du Célius, ou si nous gravissions les pentes de ces collines qui nous entourent, le Palatin, l'Esquilin, ou même le Quirinal, qui touchait au mont Capitolin? Nous nous sommes arrêtés devant le temple de Vénus et de Rome, et, presque en face du chef-d'œuvre d'Adrien, l'arc dit de Constantin servait de porte à la voie Triomphale. Du temple de Mars, par-delà la porte Capène, un chemin en pente, *Clivus Martis*, conduisait par la vallée du Célius et du Palatin les légions victorieuses au Capitole. L'arc, un des édifices romains les mieux conservés, a trois ouvertures, et sur chaque face quatre colonnes de jaune antique surmontées de statues de prisonniers daces. Ces images et de nombreux bas-reliefs qui retracent les victoires de Trajan dans la vallée du Danube et Trajan lui-même ne laissent pas de doutes sur l'origine d'un monument dédié par la reconnaissance du sénat et du peuple à l'un des plus grands princes que le monde ait eus pour maîtres. Cependant on montre des sculptures, une frise, des médaillons, deux sujets en bas-relief, des figures de Victoires sur la base des colonnes, enfin deux inscriptions irrécusables, ouvrages d'une époque qui s'abaisse, d'un art qui se perd, témoignages certains d'un hommage à Constantin, vainqueur de Maxence, et l'arc porte son nom. Comment croire que cet empereur ait déplacé pour s'en faire honneur les plus belles parties d'un monument élevé à Trajan sur la voie Appienne, près du temple de Mars? Il le faut cependant, ou si, comme je pencherais à le supposer, l'arc n'a jamais changé de place, c'est toujours, dans la décadence universelle, la vanité du prince, l'effronterie des flatteurs, l'impuissance des artistes qui auront appliqué, en le travestissant par des additions malheureuses, le monument de Trajan à l'honneur de Constantin. On doit remarquer

qu'aucun signe ne rappelle religieusement le premier empereur chrétien. Le bas-relief qui représente la défaite de Maxence est sans miracle, et un autre qui est resté de l'édifice primitif montre encore Trajan sacrifiant aux dieux; l'inscription géminée célèbre le césar-auguste Constantin qui a vengé la république d'un tyran et de sa faction : *instinctu divinitatis, mentis magnitudine*. Quand une partie de ces mots tiendrait lieu, ainsi qu'on l'a dit, de la formule païenne *diis faventibus*, c'est l'idolâtrie impériale qui aurait remplacé l'expression polythéiste, et donner de la *divinitas* à un empereur n'était pas un signe de conversion. Constantin reçoit encore ici le titre de *pontifex maximus*, et dans l'inscription de la grande arcade, *fundatori quietis, liberatori urbis*, il faut les yeux de la foi pour voir une allusion à la paix religieuse. A Rome, le changement de culte de l'empereur n'a pas dû être gravé avec empressement au front des monumens publics. C'était beaucoup que d'obtenir une tolérance muette des autorités locales, et l'adulation même a dû quelque temps refuser au maître converti l'adhésion et la sympathie. Peut-être Constantin s'est-il décidé à transférer le siége de l'empire à Byzance parce qu'il désespérait de faire de Rome la capitale du christianisme.

L'arc de Constantin n'échappe pas, pour moi, à l'inconvénient commun à ces sortes de constructions, la lourdeur de l'attique, qui me paraît surtout écraser les portes latérales. La masse relativement plus grande qui surmonte l'arc de Titus ne me semble pas l'accabler autant, bien qu'il n'ait qu'une seule ouverture, et je crois le préférer aux deux autres, encore qu'il n'ait rien d'égal aux huit colonnes en saillie qui servent de contre-forts à l'arc de Constantin. Clément VIII eut une singulière idée d'en détacher une pour en décorer une chapelle de Saint-Jean de Latran.

Si du pied de l'arc de Constantin on tourne la tête, on a devant les yeux le Colisée. Le Colisée! « Que Memphis la barbare ne parle plus des merveilles de ses pyramides; que le travail interminable de ses constructions n'enorgueillisse plus Babylone;.., que tout cède à l'amphithéâtre de César! » Ainsi parlait Martial, et le césar qu'il célébrait était celui des Flaviens qui avait achevé le monument, l'empereur Domitien. C'est le triste sort de plus d'une ruine romaine que d'être comme marquée d'infamie par le nom de quelque empereur. Celle-ci a dû cependant son origine à une pensée populaire d'un meilleur prince. Néron, qui mettait la toute-puissance au service d'un goût hellénique et d'une imagination éprise du gigantesque, avait de l'élégante maison de Mécène fait sa célèbre maison dorée, palais immense, dont les constructions et les dépendances couvraient une partie de l'Esquilin et envahissaient plusieurs quar-

tiers de Rome. C'est à lui faire de la place qu'avait servi le fameux incendie. Non loin de sa statue colossale, qui touchait aux nues, *sidereus*, dans le vallon où Néron avait creusé des lacs, Vespasien voulut bâtir un amphithéâtre pour le peuple, et Martial, qui sait fort bien appeler par leur nom les césars quand ils sont morts, se réjouit de voir l'odieux séjour d'un tyran sauvage, *invidiosa feri... atria regis*, faire place à un édifice public; il loue les Flaviens d'avoir *rendu Rome à elle-même*, et le nouveau cirque, des bains, un portique, ont, dit-il, fait *des délices du maître les délices du peuple*. Les Romains n'ont pas été le seul peuple qu'on séduisît avec des bâtimens, et qui, acceptant de belles promenades en échange de ses droits, donnât sa liberté pour un spectacle de plus.

Vu du côté de l'arc de Constantin, le Colisée est en ruine. Son enceinte extérieure, naturellement la plus élevée des quatre murailles concentriques de hauteur décroissante qui entourent l'arène, est rasée jusqu'au sol. On dirait la brèche d'une immense citadelle. Sur le reste du pourtour, les quatre ordres superposés se tiennent d'aplomb jusqu'à l'entablement du plus élevé. Les trois premiers étages forment chacun, sur une ligne elliptique, une suite de quatre-vingts arcades supportées par des piliers à colonnes engagées. Celles de l'étage inférieur sont doriques. La hauteur de cet étage est à celle des deux suivans comme 30 à 38. Ceux-ci, qui sont égaux, l'un ionique et l'autre corinthien, supportent un quatrième étage plus élevé qu'aucun des trois autres, sans colonnes et sans arcades, et dont les pilastres corinthiens, joints par des murs pleins, forment un couronnement malheureux. On a cru même y voir une addition au plan du premier architecte; mais les médailles ne justifient pas cette conjecture. Malgré cette critique et bien d'autres, l'aspect d'ensemble de ces ordres associés leur est très favorable. Il en résulte une réunion du colossal et de l'élégant, qui pourrait bien être une des sources de la beauté. Une élévation de 52 mètres sur un développement de 546, qu'on a trouvé moyen de rendre agréable par des détails d'architecture, produit un effet de contraste qui a bien son prix.

Du côté où il est debout tout entier, le Colisée a demandé des travaux de réparation et de consolidation qui paraissent faits avec intelligence, mais qui nuisent au dessin général, et qui n'ont pas empêché des lézardes, des surplombs et des dégradations visibles. Les liens de fer qui cerclent les colonnes ou contiennent les boursouflemens sont innombrables, et, dans la partie du monument qui a le mieux conservé ses formes, la hauteur stupéfiante inquiète par l'apparence d'une ruine prochaine, qui pourra bien menacer quelque dix siècles encore.

L'intérieur offre un plus triste aspect de destruction. Les quatre divisions des gradins de l'amphithéâtre, qui pouvaient permettre à quatre-vingt mille spectateurs d'entourer une arène de deux cent-quarante ares, ont passé par un commencement de démolition, et montrent à nu les massifs de briques jadis couverts de blocs de pierre qu'on a pillés deux siècles durant. On n'en voit plus qu'au faîte de l'enceinte, là où l'extraction en eût été trop pénible et trop dangereuse. La perte de ces profils concentriques ôte beaucoup à l'effet monumental, et l'imagination a besoin d'abandonner la pensée des beautés de l'art pour la mélancolique impression du spectacle des ruines. Les formes accidentées de la destruction, les teintes variées et chaudes que le ciel du midi imprime à la vétusté des matériaux, la végétation même que le soleil et la pluie ont développée dans les fissures de tant de décombres, les lointains qui par de larges embrasures se montrent dans ces déserts de Rome prolongés jusqu'à ses murailles, la hardiesse émouvante des crêtes sur lesquelles on va chercher ce spectacle unique, compensent et au-delà la jouissance plus simple et plus sereine attachée à la contemplation des œuvres exquises du génie de l'homme. Si, comme on n'en saurait douter, le Colisée est parmi les antiquités romaines celle qui frappe les voyageurs le plus puissamment et leur laisse les plus vifs souvenirs, c'est qu'aucune ne réveille à la fois plus de sensations et d'idées contrastantes, associées pour produire une émotion morale de l'ordre de celles qui prêtent le plus à la poésie; mais assez d'autres ont décrit le charme sévère de cette ruine grandiose à la lueur solitaire d'un ciel étoilé et le cours des rêveries du voyageur perdu dans l'immensité de ses débris. Tantôt doré des splendeurs d'un calme soleil, tantôt rougi des flammes subites de l'orage, tantôt tacheté de clair et d'ombre par la lumière bleuâtre de la lune, le Colisée a été, de la main des poètes ou des peintres, offert au regard de l'imagination. De *Corinne* à *Childe-Harold*, on peut se rappeler quelles fortes images et quelles réflexions saisissantes le talent a puisées à cette source qui ne tarira pas. Tant que ces pierres resteront debout, l'être le plus fermé aux émotions de commande retrouvera à leur aspect quelque chose de ce qu'on a senti avant lui; mais il n'en voudra rien dire pour ne pas répéter ce qui a été trop bien dit et ce qui s'affaiblit en se répétant.

L'amphithéâtre des Flaviens fut inauguré par Titus avant d'être fini, et il remplissait cette vallée en carrefour qui sépare le Palatin, le Célius et l'Esquilin. Sur le premier de ces monts, Auguste et ses successeurs, fidèles à une pensée qui datait de Romulus, avaient placé la demeure des césars, et sur le dernier, Titus, bouleversant la Maison Dorée de Néron pour en approprier à des usages popu-

laires les vastes constructions, a laissé le palais et les thermes qui portent son nom. Les deux palais sont en ruine, et c'est ici que la restitution d'un architecte habile, semblable à celle que Blouet a si heureusement accomplie pour les thermes de Dioclétien, serait bien nécessaire au voyageur qui veut comprendre pour admirer. Le savoir technique, que notre ignorance rêveuse est trop portée à dédaigner, fait succéder à des impressions vagues et bientôt monotones une représentation idéale qui, transportée sur les lieux, finit par prendre de la réalité et de la vie. Le travail d'un architecte comme Blouet ou Canina, vérifié, redressé, expliqué par la science d'un Niebuhr ou d'un Bunsen, puis coloré et animé avec une érudition non moins sûre par la vive imagination de M. Ampère, voilà ce que rien ne remplace quand on erre, curieux et incertain, au milieu de ces masses informes et muettes des palais de l'empire. L'ignorance, quoi qu'on en dise, n'est pas le fond de la poésie, et quand la réalité est belle, il vaudrait mieux la voir que la feindre. Rendons grâces à ceux qui la font renaître, au moins pour la pensée, quand, depuis longtemps écroulée, elle jonche le sol de ses débris.

Un édifice nous frappe par deux choses, ses masses et ses détails. Or, dans les ruines dont je parle, les détails ont dès longtemps disparu. Les statues et même les bas-reliefs qu'on a pu sauver sont dans les musées. Les colonnes ont été enlevées par milliers et transportées dans les églises. Les beaux paremens de marbre ou de pierre de choix ont été souvent arrachés. Les masses, quand il en reste, quand on n'a pas achevé de les détruire comme des amas de maçonnerie d'où l'on retire la brique et la chaux, subsistent par blocs divisés et confus; elles ont perdu avec leur parure leurs angles, leurs rondeurs, leurs arêtes, et, défigurées, ébréchées, capricieusement entamées par le temps, elles ne sont plus que les ossemens dépareillés d'un grand corps de forme inconnue. Sans une étude pleine d'obscurité et de doute, on ne s'en rend pas raison, et on regarde les ruines comme des fabriques dans un paysage. Ce sont des vues et non des monumens; le théâtre de l'histoire se contemple comme une scène de la nature.

C'est ce qui rend désirable que des travaux étendus, dirigés par les lumières de la critique moderne, ouvrent de nouveau cette terre de débris amoncelés et mette partout à découvert ce sol romain dont ils ont changé les niveaux et les profils. Puisqu'on a négligé depuis quatorze ans de tirer parti, pour le travail d'exécution, de la présence de nos officiers du génie et de nos soldats, attendons quelque dédommagement des recherches que l'acquisition des anciens jardins Farnèse, c'est-à-dire d'une partie du mont Palatin, permettra d'entreprendre, surtout si elles sont conduites sous l'inspiration

de M. Léon Renier. Il y a là des terrains factices formés de ruines entassées. On parle d'un couvent voisin où l'on est certain que la terre n'a pas été remuée depuis sept cents ans; autant dire qu'on n'y a jamais rien cherché, car du ve au xiie siècle on détruisait, on ne cherchait pas. Aujourd'hui sur cette colline, comme sur l'Esquilin, un observateur ordinaire n'aperçoit que les parties indestructibles des ruines de ces habitations impériales qu'on prendrait pour des palais de géant. Il erre au hasard parmi ces énormes conglomérats de briques ou de poudingues artificiels qui se soutiennent encore en piliers, en voûtes, en arceaux, ou gisent à terre comme des rocs erratiques. De ces palais démantelés on ne saisit que confusément l'ancienne ordonnance. Après avoir vu les monumens du Forum, relativement petits pour la plupart, on se demande comment il fallait tant de place pour loger Livie, Julie, Agrippine, Poppée, et pourquoi une cour veut plus d'espace qu'un peuple. Si l'on n'apercevait çà et là d'élégantes traces d'un pavé ou d'une voussure en mosaïque, si l'on ne savait que le Méléagre, la Flore, le Laocoon, bien d'autres trésors des plus célèbres musées, ont été retirés de ces décombres, on se croirait plutôt au milieu des ruines d'une citadelle casematée contre les plus puissans engins de la balistique moderne qu'au milieu des restes des temples du luxe et de la volupté. C'est une remarque de M. Ampère que le despotisme a une certaine sympathie pour le colossal dans les arts. L'architecture de l'Égypte et d'une partie de l'Orient en fournit des preuves que confirme celle de l'empire.

Ces hommes démesurés dans la tyrannie, le faste, la cruauté et le plaisir, les Néron, les Domitien, les Caracalla, ont laissé des monumens énormes comme leur puissance, leurs passions et leurs vices, et malheureusement pour la raison, pour l'humanité et le goût, l'art asservi et corrompu des Grecs a jeté sur ces créations gigantesques un dernier reflet de cette beauté suprême qui dans sa pureté passait déjà pour antique. On est donc forcé d'admirer encore des ruines qui ne réveillent que des souvenirs détestés. En les regardant de sang-froid, on cherche les raisons de cette manière de bâtir, si différente des proportions usitées sous la république, si éloignée surtout du goût hellénique. On voudrait savoir si, indépendamment des variations d'un goût fantasque et blasé, les Romains, réputés si habiles à bâtir, se fiant à la ténacité de leurs cimens, ne cherchaient pas souvent la solidité dans l'épaisseur des maçonneries plus que dans la coupe et l'ajustement des pierres, et si les hardiesses et les volumes de telle ou telle de leurs constructions ne viendraient point d'une certaine inexpérience des procédés les plus simples et les plus sûrs pour réunir l'élégance et la

stabilité. A ce point de vue, les ruines impériales excitent la curiosité et la réflexion, et sous le faix des ans qui les ont vieillies et désarmées elles ne réveillent plus ces pensées de haine qui naissent en présence des monumens de la tyrannie. Le temps d'ailleurs, qui émousse toutes choses, comme il rend les pierres moins anguleuses, ôte aux souvenirs leur pointe acérée. On contemple sans amertume ces champs de débris couverts de lierre, de mousse, de fleurs sauvages et d'arbustes d'un vert éternel. C'est quelque chose de la végétation des montagnes étendue comme un vêtement rustique sur les ruines de la magnificence des hommes. C'est la nature qui rajeunit sans cesse près de ces monumens de l'histoire, qui vont toujours vieillissant, jusqu'à ce qu'ils tombent en poussière.

V.

Dans notre exploration topographique de l'ancienne Rome, nous ne sommes point sorti des environs du Capitole et du Forum, et il ne nous resterait pas beaucoup à faire pour achever la revue de ceux des monumens anciens qui sont encore debout, ou dont les ruines sont autre chose qu'un dessin tracé par des restes de fondations à fleur de terre. Le Panthéon, la voie Appienne, la basilique et la colonne de Trajan, les colonnes du temple de Neptune, les temples pseudonymes de Minerva Medica et de Vesta, voilà à peu près tout ce qui frappe les yeux; le reste a besoin de trop d'étude, et ne se recommande guère qu'à l'érudition. On peut trouver que, cherchant surtout l'intérêt historique, nous avons un peu oublié d'admirer. L'admiration en ce genre n'est due, ce nous semble, qu'à la beauté, et le beau est toujours rare, parce que le beau est difficile, comme le répétait Socrate. L'antiquité comprend à Rome depuis le mur carré du Palatin, ou plutôt la *cloaca maxima*, jusqu'à la colonne de Phocas. Cela ne fait pas moins de douze cent cinquante ans. Des richesses comprises entre ces deux termes extrêmes, il n'en est aucune qui ne soit digne d'attention et de curiosité, aucune qui ne fasse naître ce sentiment bien connu qui peut s'appeler le respect archaïque, une des formes de cette *vénération du lointain* dont les anciens ont parlé. Une arme, un meuble, un outil quelconque, un fragment marqué du travail de l'homme cesse d'être indifférent dès qu'on le retire de la terre, couvert de la rouille du temps, et un grain de blé âgé de quatre mille ans trouvé dans la tombe d'une momie égyptienne ne paraît pas méprisable. Combien s'accroît encore pour l'imagination le prix de ces épaves des siècles lorsqu'elles rappellent des souvenirs pleins de grandeur! et quels plus grands souvenirs que ceux de Rome? Mais ce que la mémoire

des temps célèbres ajoute à la valeur morale des objets matériels ne saurait se confondre avec cette admiration particulière que l'on porte aux choses douées d'une beauté qui leur soit propre. On s'y trompe quelquefois, et les hommes ont je ne sais quelle disposition à confondre le vieux avec le beau. Nous n'échappons pas sans effort au prestige de l'ancienneté qui, dans les lettres, les arts, les institutions, rehausse tout ce qu'elle épargne. Les monumens de Rome elle-même ont souvent profité de ces superstitions du goût qui divinisent la vétusté. L'enthousiasme s'est refroidi de nos jours, ou plutôt éclairé, à mesure que la sagacité archéologique s'est développée. La critique moderne, en s'approchant de plus en plus du vrai, a restitué aux choses leur mesure de valeur avec leurs caractères, et si nous comprenons mieux, nous admirons moins; ainsi l'on a plus sainement jugé sous le rapport de l'art les antiquités romaines, et l'on a reconnu pour assez petit le nombre de celles qui peuvent être proposées comme des modèles à tous les temps. Et d'abord l'art romain tout entier est, ce me semble, descendu d'un degré du rang où l'élevait une vieille habitude de mettre ensemble sans distinction le grec et le latin. L'étude des architectures de l'Orient, un sentiment plus juste du mérite de celles du moyen âge, ont permis d'aborder avec moins de prévention, avec plus d'indépendance, l'examen de ces produits de plusieurs imitations combinées qui ont couvert le sol de l'Italie latine, et à ce revirement de la critique Vitruve a perdu une bonne part de sa réputation. Des histoires de l'art le traitent de détestable architecte; ce qui est certain, c'est que son formalisme arbitraire n'est plus regardé comme le code inviolable du beau.

Un autre changement s'est opéré : c'est celui qui touche à la manière d'établir la chronologie monumentale de Rome. Lorsqu'on avait commencé à l'étudier, l'esprit plein des souvenirs classiques et nourri des récits de Tite-Live, on s'attendait, on s'obstinait à trouver partout les traces de l'histoire que l'on croyait savoir le mieux, et sans trop songer que l'antiquité romaine avait duré bien longtemps et qu'il était naturel que les dernières œuvres eussent supplanté les premières, on voulait reconnaître celles-ci partout et l'on aimait à reculer d'autant de siècles qu'il plaisait à l'imagination l'origine de toutes les ruines qu'on pouvait découvrir. C'est ainsi qu'on a commencé par signaler à Rome le tombeau de Romulus ou la fontaine d'Égérie. Aujourd'hui on ne sait plus seulement s'il y eut une Égérie et un Romulus; on n'ose plus reporter à la légère aux beaux siècles de la république une ruine douteuse, et souvent des premiers temps de l'empire on est obligé de descendre bien bas pour assigner la date de ce qu'on aurait voulu faire au moins contemporain de

Virgile et d'Auguste. Ainsi la fontaine d'Égérie n'est plus qu'un nymphée du temple de Vespasien; le temple de Romulus, après être devenu un Sérapéon, n'est plus consacré qu'au fils de Maxence. Le temple de la Concorde que bâtit Camille n'est plus même celui où Cicéron dénonçait Catilina; il n'est qu'une restauration de Septime-Sévère.

Rome, à commencer par sa topographie, a été l'objet des plus doctes recherches et des hypothèses les plus ingénieuses. La théorie de Rome, si l'on peut ainsi parler, a eu ses révolutions, comme s'il s'agissait d'une science philosophique. Cependant il semble qu'on soit enfin arrivé à quelques résultats certains, et que les plus défians, après avoir toujours consulté Nibby, puissent faire fond aussi sur les indications du commandeur Canina et de M. Rosa, apprendre à spéculer savamment avec Bunsen, qui a continué Niebuhr au milieu des ruines de Rome, et attendre pour s'engager définitivement que M. Ampère, descendant le cours des âges, ait en passant marqué la place et la date de tous les monumens que lui recommanderont les événemens de l'histoire.

C'est bien dommage d'être ignorant; on y perd mille occasions de s'intéresser; la signification des choses échappe. Lorsque rien d'un monument n'est intact, lorsque tout se réduit à des pans de murailles et aux linéamens des fondations, le savoir seul peut, grâce à l'artifice d'une restauration idéale, se rendre quelque chose de l'impression qu'aurait produite la réalité et revoir en esprit ce que le temps a renversé. Pour les profanes comme nous, il faut un monument encore intact dans ses masses principales, ou qui du moins, de la hauteur de ses murs, du dessin de ses voûtes, de ses colonnes, de ses entablemens, gardent des spécimens maintenus encore dans leur aplomb. Nous pouvons alors nous former quelque image de l'édifice entier et retirer de ses débris une idée de l'ensemble. Or à ces conditions il faut tristement avouer que Rome possède peu de ruines assez entières et assez belles pour provoquer dans sa plénitude l'admiration de l'art. Sept ou huit peut-être me paraissent atteindre à la beauté; quelques-unes ont des parties sublimes comme le Panthéon, aucune n'est un chef-d'œuvre achevé. Auprès de ces antiquités conservées dans leur masse, il en est de presque ruinées qui exigent un regard plus attentif, mais peuvent inspirer un intérêt non moins puissant. C'est pour celles-ci que M. Ampère nous vient admirablement en aide. Tel est dans presque toutes ses parties le *Forum romanum* que le passé a dévasté, que le présent néglige; mais, comme on l'a vu, il y faudrait encore des réparations, j'entends des travaux qui en découvriraient tous les restes et les isoleraient. Trois caractères semblent nécessaires pour qu'une ruine

produise d'elle-même et sans le commentaire de la science tout l'effet qu'on espère : point d'additions, de constructions parasites qui la défigurent et lui ôtent son premier aspect d'antiquité; puis une valeur véritable comme objet d'art, la beauté des lignes; enfin la présence d'un souvenir historique de quelque intérêt. Or ces conditions sont rarement réunies. Il faut trop souvent chercher le débris précieux sous les scories qui le couvrent et l'altèrent, et tantôt renoncer à y apercevoir un mérite de conception, de proportion, d'exécution, tantôt se résigner à n'y trouver d'historique que la vétusté. Aussi, pour désigner un objet qui eût à peu près complétement satisfait à l'attente trop exigeante que l'on apporte à Rome, ce qui viendrait à l'esprit d'abord serait, plutôt qu'un monument proprement dit, un objet de musée, une œuvre de la statuaire plutôt que de l'architecture, la louve de Romulus, le buste de Brutus, la statue de Pompée.

On ne doute pas que la louve d'airain de l'un des musées du Capitole soit antique. Elle allaite les deux jumeaux que trouva Faustulus. Ainsi l'ont décrite à l'envi Cicéron et Virgile. Peut-être est-elle celle que les deux Ogulnius, édiles curules, avaient fait placer sous le figuier Ruminal, peut-être celle que Cicéron vit, sous son consulat, frappée de la foudre auprès du Capitole. M. Ampère la prend pour la première, lord Byron la prenait pour la seconde. Songez donc qu'elle pourrait dater du ve siècle de Rome! Elle serait contemporaine du dictateur Papirius Cursor.

Le buste de Brutus doit être ressemblant. Du moins est-il une copie excellente dans sa rudesse préméditée de la tête traditionnelle que de siècle en siècle la fidèle mémoire du patriotisme tenait pour la tête du libérateur; mais ce bronze n'est pas de l'art de la deux cent quarante-cinquième année de la fondation de Rome. Et d'où vient-il d'ailleurs? Il n'a point d'âge; il ne me ramène à aucun monument; il est à l'hôtel de ville de Rome comme il pourrait être au Louvre. Tel qu'il est cependant, il reste au moins le Brutus symbolique qu'honoraient les Romains. Peut-être est-ce une copie faite après la mort de César, alors que l'action du second Brutus ravivait dans les âmes la gloire du premier.

Entrez au palais Spada. Il est un des moindres de Rome, et l'architecture de Borromini vous paraîtra fatigante et puérile. Une portière déguenillée vous conduit dans un intérieur négligé. Elle vous ouvre une grande salle où sont peintes assez pauvrement des colonnes en grisaille et des fenêtres feintes donnant sur des jardins de théâtre; mais elle vous montre à droite une statue colossale d'un travail rude et qui représente un Romain à la mine guerrière. L'attitude est simple et mâle. Le front exprime une fermeté calme, et

l'habitude plus que l'inspiration du commandement. Quels sont ces traits? quelle est cette image? Pas moins que l'image de Pompée, celle peut-être au pied de laquelle Jules César est allé tomber tout sanglant (1). Voilà donc un marbre qu'ont souvent contemplé Brutus et Caton. C'est la statue qu'avant de mettre la main sur son poignard Cassius invoqua du regard en secret, quoiqu'il fût, dit Plutarque, dans les sentimens d'Épicure.

Mais aucune de ces sculptures vénérables n'est à sa place. Il semble que les antiquités attachées au sol parlent plus éloquemment à l'imagination. On voudrait voir une statue historique encore entourée des ruines auxquelles elle appartient. Le même regret me poursuivait à l'aspect d'un des débris d'un héroïque passé les plus propres à produire la pensée la plus élevée et l'émotion la plus profonde. Quand on s'arrête au Vatican, dans le musée Pio Clementino, devant un grand tombeau d'une pierre grise, d'une exécution grossière, mais correcte, d'un style dorique pur, orné seulement de rosaces, de volutes et de triglyphes, on lit sur la pierre, dans un latin archaïque, que ce sépulcre contient les restes d'un édile, d'un censeur, d'un consul, qui a conquis le Samnium et soumis toute la Lucanie, d'un homme fort et sage, l'image de la vertu, QVOIVS. FORMA. VIRTVTEI. PARISVMA. FVIT., et ce consul n'est pas moins que Lucius Scipion Barbatus, l'arrière-grand-père de l'Africain. Figurez-vous ce monument à sa vraie place. On a encore la relation d'un de ceux qui ont assisté en 1781 à l'ouverture du sarcophage. Le squelette était entier, et un des doigts portait un anneau. Les ossemens sont aujourd'hui à Padoue et l'anneau en Angleterre. Mais peu de sépultures ont l'authenticité de celle de la famille des Scipions, une des familles romaines qui ne brûlaient pas leurs morts. Dans une vigne à gauche du chemin qui conduit à la voie Appienne, il y a quatre-vingts ans, on a, guidé par des inscriptions longtemps suspectes, pratiqué des excavations qui ont mis à découvert une construction dorique dont les chambres, creusées dans le tuf volcanique, renfermaient plusieurs épitaphes et six tombeaux. Partout se lisait le nom de Scipion, et un buste couronné de laurier ne pouvait être que celui d'Ennius, car ils avaient voulu, ces glorieux amis des ettres, Tite-Live nous l'apprend, que l'image du poète parât leur mausolée.

Je n'ai pénétré dans aucune sépulture dont la vue m'ait touché autant que celle-là. C'est le plus grand nom de l'histoire romaine, quoique l'Africain, mort en exil, n'ait pas voulu reposer dans sa pa-

(1) *Peut-être* est même ici de trop. Le président De Brosses, lord Byron et son commentateur, enfin M. Ampère, n'ont aucun doute.

trie ingrate; on ne plaça dans le tombeau de famille que sa statue. Puis c'est l'art de la république près de trois siècles avant Auguste, un art énergique et sévère qui s'accorde merveilleusement avec les souvenirs qu'il atteste, mais un art déjà grec, encore grec peut-être, car on ne peut dire s'il vient de ces Étrusques, éclairés par quelques rayons du soleil hellénique, ou si les Romains l'avaient emprunté à la Grèce, en lui demandant, cent ans auparavant, les lois de Solon. Enfin c'est bien là, on n'en saurait douter, la tombe du vainqueur des Samnites, la sépulture d'une famille de héros. Et ces reliques de la gloire ont attendu plus de deux mille ans pour apparaître en plein jour!

C'était une noble et touchante idée aux Scipions que de vouloir associer leur nom à celui du poète qui avait chanté le vainqueur de Carthage. Ils croyaient réunir ainsi deux immortalités, et Horace comptait sur celle du poète pour faire durer la gloire du héros. Pour lui, *les Muses de Calabre*, les vers d'Ennius, devaient plus illustrer celui à qui l'Afrique domptée avait donné son nom que les inscriptions taillées dans le marbre, qu'Annibal menaçant forcé à reculer d'une fuite rapide, que l'incendie de Carthage impie (1); mais le poème de la guerre punique n'est plus, et le tombeau des Scipions a conservé le buste d'Ennius. Le tombeau du héros a plus duré que les vers du poète. Il est vrai qu'Horace lui-même promettait à ses propres chants d'être redits seulement tant que le pontife monterait les degrés du Capitole avec la vestale silencieuse :

. . . . . Dum Capitolium
Scandet cum tacita virgine pontifex,
Dicar (2)...

et sur les degrés écroulés du Capitole la vestale et le pontife ont dès longtemps disparu, tandis que le monument intellectuel du poète a défié « les pluies rongeantes et les vents impétueux, la succession innombrable des années et la fuite des temps. »

CHARLES DE RÉMUSAT.

(1) *Ad Censorinum*, IV, 8.
(2) *Ibid.*, IV, 24.

LE

ROI GEORGE DE PODIEBRAD

ÉPISODE DE L'HISTOIRE DE BOHÊME

III.

L'ANATHÈME CONTRE LE ROI GEORGE ET SA MORT.

I.

Les entreprises du roi George ont échoué, l'empire ne se relèvera pas sous sa forte main, le parlement des souverains n'opposera pas son veto à l'absolutisme de Rome (1). Jusqu'ici, pour sauver ce trône que la libre élection lui a donné, il a dû chercher son point d'appui hors de la Bohême, dans l'empire, dans l'Europe, à l'aide des grandes institutions qu'il rêvait, à l'aide des réformes audacieuses accomplies déjà dans sa pensée, et qui, en protégeant son royaume, eussent transformé le vieux monde. Aujourd'hui le voilà réduit à ses seules forces et aux sympathies toutes personnelles qu'il s'est faites chez les princes ses voisins. On le verra bien encore, aux heures tragiques de sa vie, concevoir des plans hardis, gigantesques, et se tourner vers l'Orient, puisque l'Occident ne peut lui prêter assistance; mais ce seront des expédiens héroïques plutôt que des créations durables. C'est par la Bohême désormais qu'il doit défendre la Bohême. Or, si la Bohême est forte, l'inconnu est redoutable. Contre tant d'ennemis qui peuvent se lever contre lui à l'appel du souverain pontife, les ressources du royaume suffiront-elles? Peut-être, si rien ne les divise. Dans l'obscurité qui l'entoure, il entrevoit de nouveaux périls,

(1) Voyez la *Revue* du 1er et du 15 juillet.

il pressent de nouveaux ennemis qui s'approchent, et déjà sur son propre sol la guerre civile a commencé.

George de Podiebrad était bien un souverain du XVe siècle : il voulait chez lui une royauté forte et débarrassée des liens du système féodal; seulement il n'avait pas eu besoin de ruser comme Louis XI, de faire et défaire mille trames dans les ténèbres, comme l'empereur Frédéric III. Porté au trône par une révolution, investi de la dictature au nom de la patrie en danger, il avait eu de pleins pouvoirs dès le premier jour. Chaque atteinte portée par lui à l'ancien régime aristocratique était un coup frappé sur l'anarchie qu'il avait mission de vaincre. Une fois son œuvre accomplie, le roi George fut le premier des souverains modernes. Plus de priviléges féodaux entravant la libre action de l'état, plus de morcellement de territoire; d'un bout du royaume à l'autre, une même administration, une même loi faisait régner cet ordre, cette sécurité, cette vie régulière et puissante qui avaient excité, nous l'avons vu, l'admiration de Martin Meyr, et qui firent la force de la Bohême au milieu des troubles de l'empire. Les parlemens convoqués dans les circonstances graves étaient des assemblées nationales qui pouvaient diriger le roi, l'éclairer, l'avertir, mais non affaiblir son pouvoir et servir l'ambition de la noblesse. Les seigneurs n'y dominaient plus : même avant l'élection de Podiebrad, la révolution hussite, brisant les portes des anciens conseils, y avait poussé les représentans des villes et du peuple. Les grands du pays, qui se considéraient naguère comme les ministres-nés de la couronne, avaient désormais besoin d'autres titres pour prétendre à la direction des affaires. Le roi George choisissait ses conseillers selon ses vues; il n'avait pas craint d'appeler à lui des étrangers, des Allemands, et de braver les préjugés nationaux dans l'intérêt de l'état. En un mot, il régnait, il gouvernait sans autre contrôle que celui de l'opinion : système bien incomplet sans doute, mais qu'il ne faut pas juger d'après les droits que nous ont acquis tant de progrès, tant de luttes et de victoires, tant de révolutions légitimes; système nécessaire dans une période de transition, et non-seulement nécessaire, mais glorieux, tant que le chef chargé de cette dictature reste en communauté de sentimens et d'idées avec le peuple qui abdique entre ses mains. Tel était le prestige du roi George; jamais dictateur n'avait mieux senti battre au fond de son cœur le cœur de la patrie.

On ne s'étonnera pas cependant qu'il eût encore plus d'un adversaire à redouter. La noblesse, réduite à l'impuissance, n'avait pas abjuré ses rancunes, et la guerre déclarée au roi par le pape venait réveiller ses espérances. Quelle occasion propice aux rebelles! quel moyen de cacher des haines politiques sous le drapeau de la foi, et de transformer de petits tyrans dépossédés en martyrs de la religion

catholique! Quelques mois après l'élection du nouveau pape, un sujet révolté du roi de Bohême, un seigneur de Moravie nommé Hynek de Lichtenburg, arrive à Rome, obtient une audience du souverain pontife, se donne pour une victime de sa cause, et le supplie d'évoquer l'affaire à son tribunal. C'était simplement un seigneur qui, protestant dès le premier jour contre l'élection du roi George, s'était mis à guerroyer aux environs de ses domaines, c'est-à-dire à piller les partisans du roi. Il possédait plusieurs châteaux-forts, dont l'un entre autres, nommé Zornstein, était défendu par sa position autant que par ses murailles, vrai nid de vautours dans les rochers. Assez riche d'ailleurs pour payer quelques-uns de ces mercenaires, moitié soldats, moitié bandits, dont les guerres civiles avaient infesté la contrée, il faisait la guerre à distance en lâchant ses pillards dans la plaine. Le roi investit ses forts pour mettre fin à ce brigandage, confisqua provisoirement une partie de ses domaines et le cita comme rebelle devant les états de Moravie. L'affaire intéressait si peu la religion que les évêques aussi bien que les communes se déclarèrent contre lui. Les états l'ayant condamné comme perturbateur de la paix publique, on vit les catholiques aussi bien que les hussites se réunir en corps d'armée et faire régulièrement le siége de Zornstein pour en finir une bonne fois avec l'ennemi. Cette petite guerre éclatait en Moravie au moment même où Pie II venait d'expirer à Ancône. Hynek de Lichtenburg avait plusieurs fois invoqué son assistance contre le roi de Bohême; mais Pie II, loyal et juste, quoique passionné, avait bien vu que la religion n'était pas en cause, et, refusant de se mêler d'une telle affaire, avait recommandé au rebelle de reconnaître l'autorité du roi. Il faut se rappeler que Pie II, à l'époque où il tenait ce langage, n'avait pas encore perdu l'espoir de ramener le roi hussite à l'obédience de Rome. La rupture de la Bohême et du saint-siége, la citation du roi George devant le tribunal du pape, créaient une situation toute différente; Hynek pensa que le moment était bien choisi pour renouveler sa requête, surtout s'il la renouvelait en personne, comme représentant de la noblesse catholique. C'est alors que, s'échappant de Zornstein, il passa en Autriche et de là en Italie, où un nouveau pape venait de remplacer Pie II.

Quel était ce nouveau pape? Un Vénitien nommé Pietro Barbo, cardinal de Saint-Marc. Il était neveu d'Eugène IV, et, s'il reprit bientôt la politique altière et dominatrice de son oncle, il ne rachetait pas, comme lui, la dureté de sa conduite par des qualités éminentes. Ne lui demandez ni le goût des arts et des lettres qui honora le règne de Nicolas V, ni la douceur de Calixte III, ni l'intelligence brillante de Pie II. Il était faible et violent, capricieux et entêté, frivole et implacable. Son premier acte fut de violer sa parole vis-à-

vis du conclave. Tous les cardinaux, avant de procéder à l'élection, s'étaient mis d'accord sur certains articles que le pontife élu devait transformer en décrets; le point le plus important était la convocation immédiate d'un concile œcuménique. Dans quelle vue cette convocation d'un nouveau concile de la part de cardinaux si hostiles presque tous aux doctrines de Constance et de Bâle? Il serait difficile de le dire avec précision; mais enfin c'était chose décidée par un engagement solennel. A peine élu, et, résultat extraordinaire, presque à l'unanimité des suffrages, il déclara qu'il ne voulait pas de concile. Il était beau et très vain de sa beauté. Le soin de sa personne paraissait une de ses préoccupations les plus vives. Il aimait à se farder le visage, à se couvrir de pierres précieuses; on sait qu'il dépensa des sommes énormes pour faire de sa tiare le plus splendide des écrins; diamans, perles, rubis, émeraudes, gemmes merveilleuses, éblouissantes, avaient été achetés pour lui dans tous les pays de la terre, et quand il officiait dans les grandes cérémonies, on voyait qu'il était heureux de montrer à la foule émerveillée le plus beau des pontifes. Au moment de son exaltation, il avait voulu prendre le nom de Formose; ce ne fut pas sans peine que les graves cardinaux l'empêchèrent d'afficher ainsi sa vanité, et que le fastueux Formose consentit à se nommer Paul II. L'évêque de Bénévent, d'après un vieil usage qui rappelait une triple souveraineté attachée jadis à ce siége, portait une triple couronne sur sa mitre: Paul II en fut jaloux et confisqua la mitre pour lui. Il voulait d'ailleurs que les cardinaux fussent richement costumés et scrupuleusement fidèles à l'étiquette. Les princes de l'église à cette époque ayant coutume d'aller par les rues de la ville à cheval ou sur des mules, il leur donna de magnifiques housses de pourpre pour l'ornement de leurs montures. Ce fut lui enfin, et ce souvenir protégea longtemps sa mémoire auprès de la populace romaine, ce fut lui qui déploya dans la grande rue du Corso les somptueuses folies du carnaval.

Il est possible que le roi de Bohême eût été assez promptement informé des changemens survenus à Rome, car il se regarda comme en sûreté du côté du Vatican; à la déclaration de guerre de Pie II, il crut que le hasard du scrutin faisait succéder une trêve. Il oublia même, faute assez grave, d'envoyer une ambassade à Rome pour féliciter le nouveau pape suivant l'usage du temps. Son illusion ne fut pas de longue durée. Paul II, en satisfaisant ses vanités, n'entendait point passer pour un monarque imbécile. Le goût des futilités brillantes chez ce bizarre esprit s'alliait à la froide cruauté d'un patricien de Venise. La première fois qu'on lui parla des affaires de Bohême, il remit la cause aux mains des vieux cardinaux qui avaient été les collaborateurs de Pie II, et ces cardinaux lui ayant dit qu'il y avait là une hérésie opiniâtre, qu'il fallait l'extirper à tout prix,

que l'honneur du saint-siége y était engagé, il se jeta dans l'arène avec violence. Il n'y a rien de tel que ces indifférens, quand le fanatisme les prend à faux et à froid. Craignant de ne pas faire assez, ils ne connaissent plus ni règle ni mesure. L'évêque de Breslau, bien peu suspect de tiédeur assurément, — car il était le fils de ce baron Ulrich de Rosenberg qui avait été si longtemps l'adversaire de George de Podiebrad, et l'ardeur religieuse était irritée chez lui par la passion politique, — l'évêque Jost de Rosenberg avait fait dire à Rome que les mesures projetées par Pie II seraient plus nuisibles qu'utiles à la cause catholique, que le roi George n'était pas du tout un sectaire comme on se le représentait, qu'il n'avait nul goût de prosélytisme, nulle ardeur de persécution, mais que si on le poussait à bout par des violences, il pourrait en arriver malheur aux catholiques de Bohême. Il conseillait donc de suspendre la citation du roi, sinon de la supprimer tout à fait. C'était aussi l'avis du pape; mais les cardinaux chargés de la question ne lui permirent pas de s'endormir. En répondant à l'évêque de Breslau, ils avaient écrit ces paroles qui devaient aiguillonner Paul II : « Celui qui règne en Bohême aurait tort de s'imaginer qu'avec Pie II, de sainte mémoire, toute la puissance du siége apostolique est descendue au tombeau. » De telles paroles sont faites pour déchaîner les plus mauvaises passions dans une faible et mauvaise nature. « Pourquoi l'homme qui se dit roi de Bohême n'a-t-il pas envoyé d'ambassadeur à Paul II? » disaient encore les cardinaux, car ils savaient tous les moyens d'irriter la vanité du pape. Ils ajoutaient : « La force du saint-siége ne s'est pas amoindrie avec l'évêque Paul, au contraire elle s'est accrue. Les habitans de Breslau ont tort de redouter la lutte; Paul II saura les défendre plus énergiquement que son prédécesseur. Il a des ressources auxquelles Pie II ne songeait pas. Est-il donc si difficile de diviser en deux parties l'armée qui se rassemble contre les Turcs, et d'en envoyer la moitié au secours des fidèles de Silésie? » C'était tout un programme tracé au souverain pontife; après avoir excité sa fureur, on lui mettait le glaive à la main. Remarquez aussi ces formules : « celui qui règne en Bohême, celui qui se dit roi de Bohême. » Le cardinal Carvajal, le cardinal Bessarion, le cardinal Guillaume d'Ostie, — car ce sont eux qui allumaient ainsi l'aveugle fureur du pontife, — avaient déjà prononcé, comme on voit, la déposition du roi George.

C'est à ce moment-là que le baron Hynek de Lichtenburg arrive à Rome et invoque la justice du pape contre George de Podiebrad, oppresseur des catholiques. Le pape se déclare juge suprême entre le roi et le baron; mais d'abord, avant toute procédure, il ordonne au roi de lever le siége de Zornstein et d'indemniser le baron pour les pertes qu'il a subies : sans cela, toute négociation est rompue

entre Podiebrad et le saint-siége. Telle était l'impartiale justice qu'on promettait au roi de Bohême. L'évêque Rodolphe de Lavant venait d'être nommé légat auprès de l'empereur et chargé de surveiller à Vienne les affaires de Bohême. Le 21 janvier 1465, avant de partir de Rome, il écrit aux catholiques de Moravie et leur enjoint, au nom du saint-père, de rappeler immédiatement leurs troupes employées au siége de Zornstein. Le loyal Protas, évêque d'Olmütz, qui avait condamné Hynek comme ennemi du bien public, ne reçoit pas seulement une sommation du même genre, mais une réprimande hautaine et menaçante. « Chargé de défendre les catholiques, il s'est uni à leurs persécuteurs. Le pape, dans sa juste colère, voulait informer contre lui et châtier sa trahison; les instances du légat Rodolphe ont pu seules obtenir un sursis. Qu'il se hâte donc de rentrer dans le devoir, s'il veut détourner le bras du pontife déjà levé sur sa tête. » A ces injonctions du pape et de son légat, les prélats catholiques du royaume de Bohême répondirent simplement par le récit des faits : le baron Hynek n'était pas un catholique persécuté, mais un rebelle, un chef de bandes, qui avait ravagé la Moravie, et que la magistrature nationale avait justement condamné. Le roi de Bohême écrivait la même chose à Paul II dans une lettre respectueuse et digne où il s'excuse de ne pas avoir encore envoyé ses ambassadeurs au Vatican. Le pape ne répondit pas au roi; il s'adressa aux prélats et barons du royaume. « Je regrette, disait-il, qu'un zélé catholique comme le baron Hynek ait manqué à ses devoirs envers ses concitoyens; mais l'homme qui le poursuit à main armée n'a sur lui aucun droit de justice, étant sorti de l'église. Cessez donc d'assiéger le château du baron, hâtez-vous de lui restituer ses domaines; sa cause sera jugée devant le siége apostolique, et nous le condamnerons à réparer tous les dommages particuliers dont il sera reconnu coupable. Quant au crime qu'on lui fait d'avoir refusé obéissance au persécuteur de la foi, le baron Hynek est innocent. » Le roi répondit en roi. Le château de Zornstein, après un siége de dix mois, ayant été obligé de se rendre (9 juin 1465), Podiebrad le fit raser jusqu'au sol.

C'était le commencement de la guerre. Podiebrad l'avait évitée avec la prudence du politique et la longanimité du chrétien. Pouvait-il hésiter davantage? Déjà plus d'un baron excité par les appels de Rome se préparait à suivre l'exemple d'Hynek. Il était urgent de faire étinceler l'épée de justice et de terrifier la rébellion. Paul II sentit le coup qui le frappait. A la première nouvelle de la prise et du sac de Zornstein (2 août), il lance la grande menace préparée déjà sous Pie II, la citation de George de Podiebrad, *se disant roi de Bohême*, devant le saint-siége apostolique. Le pape ne se contentait pas de le citer à son tribunal comme *hérétique, relaps, blas-*

phémateur, spoliateur des biens de l'église, afin qu'il eût à se justifier de ces accusations et de bien d'autres encore; il le tenait pour jugé sans nulle forme de procès, et le condamnait par avance. Un décret pontifical, publié quatre jours après la citation, dégageait de tout devoir envers le roi de Bohême ceux qui tenaient à lui par quelque lien que ce fût, parens, alliés, sujets, et frappait d'anathème quiconque lui porterait secours.

Ce fut une heure sombre pour le roi, quand il entendit retentir cette clameur impie. Alliés, sujets, tous ces hommes si chèrement conquis à force de labeur et d'héroïsme, le pape leur faisait un devoir de la révolte! Ces amitiés scellées du sang le plus pur, cette autorité recueillie avec tant d'efforts dans le naufrage public et qui avait sauvé la patrie, elles étaient maudites au nom de Dieu par la voix qui trouble les consciences! Le roi George crut sentir la cognée dans les racines de l'arbre. Il lui sembla qu'un tremblement de terre secouait son édifice. Tout près de lui, dans les hauts rangs de l'état, il devinait déjà des âmes ébranlées. Aux ressentimens des ennemis vaincus allaient se joindre les perfidies des serviteurs jaloux. Les faux amis, qui s'étaient inclinés devant le succès, mais qui enviaient secrètement la fortune du parvenu, s'empresseraient de saisir le prétexte fourni par la cour de Rome à leur félonie toute prête. Ces pressentimens du roi ne tardèrent pas à se réaliser. Pendant toute l'année 1465, le péril va croissant de jour en jour. La ligue des barons s'organise. Que faire? Essayer encore de calmer la fureur du pape avant que la guerre civile ne rende toute négociation impossible; tenter un compromis sans abandonner les principes de la révolution. Si Podiebrad n'était qu'un soldat, il courrait aux armes avec ses fils; il est roi, il a charge d'âmes, une immense responsabilité pèse sur lui; son devoir est de négocier avant de combattre. Il offrira donc à Paul II la restitution des biens de l'église confisqués depuis un demi-siècle dans la guerre des hussites; il lui demandera pour la ville de Prague un archevêque catholique, pourvu que cet archevêque, Bohémien ou Morave de naissance, s'engage à considérer les calixtins comme une partie de son troupeau, à respecter leur culte, à ordonner les prêtres de l'une et de l'autre communion, à se conduire en pasteur chrétien et non en chef de secte. Mais par quel intermédiaire adresser ces offres au souverain pontife? L'empereur a été sauvé d'une ruine certaine par George de Podiebrad, le roi de Hongrie Mathias Corvin est le gendre du roi de Bohême. Ils ont tous les deux des titres à se faire écouter du pape, le premier par l'autorité dont il est revêtu, le second comme défenseur de la chrétienté contre les Ottomans. Malheureusement la mort vient de frapper le duc Albert d'Autriche, frère de l'empereur, celui dont la turbulence séditieuse inquiétait sans cesse Frédéric III et l'obligeait à réclamer les

secours du Bohémien. L'égoïste Frédéric, n'ayant plus besoin de son généreux voisin, se croit dégagé envers lui. Quant à Mathias Corvin, il vient de perdre sa femme, la fille de Podiebrad. Lui aussi, le voilà dégagé des liens qui l'attachaient au roi de Bohême; il peut enfin lever le masque et suivre sans scrupule sa farouche ambition. Au moment où les conseillers du roi George s'adressaient au généreux Vitèz, archevêque de Gran et primat de Hongrie, pour obtenir sa médiation auprès de Paul II, Mathias Corvin écrivait au pape qu'il était prêt à ouvrir la croisade contre l'hérétique.

Ainsi chaque jour amène un danger nouveau. La ligue des seigneurs étend ses ramifications au dedans et au dehors. Vainement le roi redouble d'activité pour empêcher la guerre, vainement le légiste Martin Meyr, prêté à la Bohême par son maître le duc de Bavière, écrit au nom de George Podiebrad un exposé des faits qui doit toucher l'âme du pontife; les démarches les plus humbles, les tentatives les plus conciliantes du vaillant monarque ne servent qu'à fournir à Paul II des occasions de violences. On ne croirait pas que ces brutalités fussent possibles, si elles n'étaient attestées par des écrivains de tous les partis. L'envoyé bohémien Jaroslaw, chargé de porter à Rome la lettre du roi de Bohême, se trouve sur le passage du pape au moment où il vient d'officier, et lui présentant sa missive : « Très saint père, lui dit-il humblement, voici ce qu'adresse à votre sainteté votre fidèle et loyal fils le roi de Bohême, mon gracieux seigneur. » Paul II prend la lettre, la jette à terre avec fureur et s'écrie : « Comment, brute que tu es, oses-tu en ma présence appeler du nom de roi un hérétique condamné par l'église? Va-t'en au gibet qui t'attend, toi et ton hérétique! » La lettre fut ramassée pourtant et remise au cardinal Carvajal. Jaroslaw attendait la réponse depuis plusieurs semaines. Comme il assistait à la messe de Noël à Sainte-Marie-Majeure, l'empereur, qui se trouvait alors à Rome, le reconnut dans la foule, et lui envoya un héraut d'armes pour le châtier publiquement. L'officier impérial, armé du bâton d'argent, l'en frappa deux fois sur la nuque et l'obligea de sortir de l'église. Un chroniqueur silésien, témoin du fait et qui le raconte, dit que son cœur bondissait de joie en voyant la honte du Bohémien. Il est inutile d'ajouter que ce fut la dernière missive de Podiebrad à Paul II. En ce même mois de décembre 1465, le pape avait renouvelé avec plus de développemens et de force sa bulle du 6 août : « Au nom du Dieu tout-puissant et de ses apôtres Pierre et Paul, toute la noblesse, barons et gentilshommes, toutes les communes, villes, châteaux, villages, en un mot tous les habitans du royaume de Bohême ainsi que des margraviats de Moravie et de Silésie, sont déliés et affranchis de tous sermens et hommages prêtés au nommé George, jusqu'au jour où un roi chrétien sera

placé sur le trône. Si quelqu'un ose rendre à l'hérétique, à l'impie, à l'ennemi de Dieu, les devoirs qui ne sont dus qu'aux rois chrétiens, qu'il soit anathème! »

C'est alors qu'une pensée extraordinaire, une pensée où l'enthousiasme se mêle au désespoir, traversa un instant l'imagination du roi George. Il savait bien qu'il était chrétien de cœur et d'âme. Puisque le saint-siége, sur un point de détail, et sur un point consacré par les représentans de toute l'église, s'obstinait à le chasser de la grande communauté chrétienne, qu'il serait beau d'obliger la chrétienté à juger de sa foi par ses services! Le pape Pie II, malgré son héroïsme, n'a pu entraîner l'Europe à la croisade; s'il partait, lui, avec ses vieilles bandes chrétiennes, s'il levait un homme sur dix dans sa Bohême guerrière, s'il lançait sur l'Ottoman cette formidable masse, s'il détournait contre les barbares de l'Asie cette guerre qu'on l'oblige à soutenir contre ses frères d'Europe, s'il allait conquérir dans Constantinople une couronne plus éclatante que celle des Ottocar, la couronne d'Orient, la vraie couronne du saint empire, car c'est dans Byzance régénérée que siégerait à l'avenir le défenseur des chrétiens... Quels rêves pour une âme chevaleresque! Mais quoi! renoncer à la Bohême, à cette patrie tant aimée, à ce trône où l'ont appelé les acclamations du peuple aux heures les plus belles de sa vie! Non, l'Europe récompenserait son libérateur en assurant la couronne de Bohême à l'un de ses enfans; un autre de ses fils serait archevêque de Prague; le pape, heureux de l'expulsion des Turcs, se prêterait aux concessions mutuelles qui éteindraient à jamais les vieilles haines.

Tel était le rêve grandiose du roi George. Ce fut plus qu'un rêve. Il est certain que ces conditions inattendues furent soumises à Paul II par l'entremise du duc de Bavière. Dans l'absence de documens directs, c'est par la réponse du pape que l'histoire a retrouvé cet épisode. Pie II, avec son imagination si vive, aurait senti à la lecture de ce projet une sorte d'éblouissement; il aurait été ravi, touché, il eût cédé peut-être. Paul II, on le pense bien, n'y verra qu'une ruse diabolique, les cardinaux souriront avec dédain : « Demander une récompense, quand nous lui ordonnons la soumission et le repentir! Demander la direction de la croisade, le commandement de la chrétienté, la couronne de l'empire d'Orient! Autant vaudrait confier au diable l'explication de l'Évangile, autant vaudrait mettre le poignard aux mains du meurtrier. Il y aura, grâce à Dieu, d'autres moyens de vaincre le Turc que de placer l'Antechrist à la tête des armées du Christ. » Quant à la nomination du fils de George comme archevêque de Prague, le sacré collége n'a pas de peine à démontrer que le prétendu roi de Bohême ignore tous les règlemens canoniques. Ajoutez quelques avertissemens iro-

niques au duc de Bavière sur sa simplicité d'esprit; vous aurez en substance la pédantesque et injurieuse réponse des théologiens de Rome.

En vérité, cette réponse était facile à prévoir. Qu'on ne se hâte pas cependant de signaler un acte insensé dans le projet du roi de Bohême. Il faut se reporter au xve siècle, le grand siècle des aventures, le siècle des royautés qui se fondent. Dans l'enfantement confus du monde moderne, tous les pouvoirs se déplacent. De là, par tout pays, des ambitions déchaînées et comme une chasse ardente aux couronnes. C'est l'époque du grand Sforza, de Charles le Téméraire, des York et des Lancastre. Au milieu de ces compétitions furieuses, dans la mêlée des entreprises et l'essor désordonné des rêves, on s'explique mieux, ce semble, le noble songe du roi de Bohême. Au reste, folie ou non, la physionomie morale de George de Podiebrad s'y éclaire d'une lueur nouvelle. Ce ne sont pas ici, comme sur d'autres scènes du xve siècle, les jeux de la violence et de la ruse. Quoi de plus beau que cette candeur héroïque chez un souverain menacé d'une guerre impie, et qui, ne voulant ni trahir la foi de son peuple, ni tirer l'épée contre les catholiques, essaie de tout concilier par une combinaison grandiose dont profitera la chrétienté tout entière?

II.

Un chef comme le roi George ne s'abandonne pas longtemps à ses rêves. C'est l'heure de veiller et d'agir. Le roi est à son poste. La ligue des seigneurs, quoique bien organisée dès la fin de 1465, est tenue en échec par une main de fer. Podiebrad a réfuté leurs griefs devant l'assemblée des états, il les réduit à ronger leur frein derrière les murailles de leurs burgs. Entourés, gardés à vue, chacun dans son domaine, les seize barons n'osent rien entreprendre. Ce n'est pas tout : en maintenant l'ordre à l'intérieur, il faut conjurer l'orage qui peut se former au dehors. Au moment où l'empereur vient de se déclarer pour le pape, ce serait une imprudence de compter sur les anciennes sympathies des princes allemands. Ces sympathies, il faut les entretenir, les conquérir sans cesse; il faut prouver que la cause du roi de Bohême est la cause de tous les souverains; il faut opposer le droit national au droit théocratique. Or en ce moment-là même, au commencement de 1466, un nouveau lutteur entre en scène et vient se placer auprès du roi.

C'est un vieillard, un intrépide vieillard, théologien et légiste, savant et orateur. Nous l'avons déjà signalé; il se nomme Grégoire de Heimbourg. Né avec le siècle, il a joué un rôle dans toutes les grandes discussions qui ont tenu la chrétienté en suspens. Il était

au concile de Bâle, et le brillant Sylvius, le futur pape, dans son ardeur d'opposition contre les abus de la cour romaine, n'avait pas alors de plus fidèle compagnon d'armes. Æneas Sylvius, séduit par les dignités de l'église, entraîné aussi sans doute par la raison politique et par le génie de la race italienne, abandonne les principes du concile pour revenir à la théocratie. Grégoire de Heimbourg reste fidèle aux généreuses inspirations de sa jeunesse. Quand le concile est dissous, Grégoire le représente encore en Allemagne. Les propositions hardies qui furent pour l'église germanique ce qu'avait été pour l'église gallicane la pragmatique sanction du concile de Bourges, c'est Grégoire de Heimbourg qui les fait voter à Mayence le 26 mars 1438. La pragmatique de Bourges, les propositions de Mayence, les *compactats* d'Iglau, naissent du même mouvement général à quelques mois de distance. Depuis ce jour, chaque fois que la politique romaine essaie de reprendre à l'Allemagne ses libertés religieuses, l'invincible lutteur est sur la brèche pour la défense du droit nouveau. Nous n'avons plus l'idée de ces grandes existences dévouées à un principe, de ces combats de doctrines et de paroles où le soldat d'une croyance ne craint pas de rester seul contre tout un monde. Il y a des heures où la cause de Grégoire semble vaincue; Grégoire est toujours debout. A Rome, à Vienne, à Nuremberg, à Francfort, partout où s'engage la guerre de la théocratie contre les églises nationales, on voit arriver l'intrépide orateur. C'est le tribun de la religion émancipée, le prophète du christianisme viril. Diplomate maladroit, il perd toutes les causes où il faut procéder avec art; apôtre aux lèvres de feu, il gagne toutes les batailles où peut se déployer librement l'enthousiasme de sa foi. Il enseigne aux souverains d'Allemagne leurs droits et leurs devoirs, leurs droits vis-à-vis du saint-siége, leurs devoirs envers l'église de la patrie. Un jour il réprimande l'empereur Frédéric III, et avec quelle souveraine éloquence! Si l'archevêque de Mayence est persécuté pour son attachement aux principes du concile, il accourt auprès de lui afin de l'aider à soutenir l'orage. Si le duc Sigismond d'Autriche est excommunié pour avoir empêché le cardinal Nicolas de Cuse de troubler ses états, Grégoire de Heimbourg rédige un appel au futur concile, le signe de son nom et va l'afficher lui-même aux portes des églises de Florence (1). Par ses écrits comme par ses discours, il entretient d'un bout de l'Allemagne à l'autre l'horreur de la théocratie, comme s'il prévoyait le mal que la théocratie va faire au christianisme éternel. Grégoire de Heimbourg en 1466, c'est véritablement le génie de l'Allemagne avant les déchiremens

(1) On peut consulter sur la vie et les œuvres de Grégoire de Heimbourg la savante et complète étude publiée récemment par M. Clément Brockhaus : *Gregor von Heimburg. Ein Beitrag zur deutschen Geschichte des XV. Jahrhunderts,* 1 vol. Leipzig 1861.

funestes, son génie encore catholique, mais anti-romain, cinquante années avant Luther.

On voit ce que signifiait l'arrivée d'un tel homme à la cour du roi George : l'esprit germanique, si longtemps hostile au pays de Jean Huss, venait généreusement à son secours. Le premier acte de Grégoire de Heimbourg est un manifeste adressé à tous les princes de la chrétienté pour la justification du roi de Bohême. Amis et ennemis, au xv[e] siècle, y virent un modèle d'éloquence et de raison. Le grand publiciste, faisant parler son maître, exposait ainsi les faits et les droits : « Depuis le commencement de notre règne, l'agriculture et le commerce, si longtemps étouffés, ont repris leur essor. Les forteresses d'où sortait la dévastation sont renversées; les bandes qui désolaient le pays, devenues une armée régulière, sont employées aujourd'hui à le défendre. Les tribunaux sont rouverts, l'état a recouvré sa puissance pour garantir l'ordre et la paix. Cependant au sein de la paix la plus florissante des germes funestes peuvent se glisser : il y a dans notre royaume des Catilina qui, sous le voile d'un zèle ardent pour l'unité de l'église, sous le masque de leur dévouement au saint-siége, cachent des desseins pervers. Le pape, prêtant une oreille trop facile à la calomnie, nous a intenté un procès indigne; il nous refuse notre titre royal et nous appelle de notre nom de famille, nous qui avons été sacré au pied des auteis, nous qui avons été reconnu roi par l'empereur, par les princes, et même par les prédécesseurs du pontife qui occupe aujourd'hui le siége de Rome. Il est manifeste que le saint-père, en se servant de ces formes captieuses, a voulu nous tendre un double piége. Obéir à une citation où nous sommes traité en simple particulier, c'eût été une abdication volontaire, et comment nous justifier d'être retombé dans l'hérésie sans avouer implicitement que nous avions mérité une première fois d'être appelé hérétique? Mais la plus révoltante des injustices contre lesquelles nous protestons, la voici : le pape, avant l'expiration du terme qu'il a fixé lui-même, exécute un jugement qui n'existe pas et délie nos sujets de l'obéissance qu'ils nous doivent! » C'est ainsi que le roi, dès les premiers mots, reprenait sa couronne et déchirait la citation du pape. Il continue royalement, avec autant de noblesse que de force. Il prouve que le saint-siége a violé lui-même le droit qu'il s'arroge, qu'il a usurpé sur son propre tribunal, et que, par ce seul fait, il a détruit à jamais sa juridiction sur la Bohême. Puisque le pape exécute la condamnation avant que le procès soit commencé, quelle justice peuvent espérer la Bohême et son roi? Quand les juges sont liés d'avance, il n'y a plus de tribunal. D'ailleurs la juridiction de Rome fût-elle possible, est-ce donc à Rome, au milieu de ses ennemis, au milieu d'accusateurs préve-

nus et opiniâtres, qu'il conviendrait au roi de produire sa défense? Où seraient les témoins pour démentir ou confirmer ses paroles? et comment la vérité se ferait-elle jour à travers les ténèbres amassées par tant de calomnies? Il a proposé une grande réunion des souverains du monde et des princes de l'église dans une contrée voisine de la sienne, une réunion où la Bohême pourrait parler, où la vérité serait visible à tous, où les choses crieraient d'elles-mêmes. C'était la lumière qu'il appelait; le pape n'en a point voulu. Cette lumière dont on ne veut pas, cette vérité qu'on repousse à Rome, la voici. Le royal accusé reprend alors en quelques mots l'histoire de sa vie et de son gouvernement. Il expose et maintient le droit public de la Bohême, fondé à jamais sur les décrets du concile de Bâle. Il ose dire enfin que la manière dont il a pacifié cette Bohême indisciplinable, après trente ans de révolutions et de guerres civiles, pourrait servir d'exemple aux autres royaumes de l'Europe. Et devant qui se rend-il un si fier témoignage? Devant les princes ses voisins, devant les rois, les ducs, les margraves, qui l'ont vu naître et grandir, qui l'ont initié à leurs propres affaires, qui l'ont pris pour arbitre, qui ont échangé leurs enfans avec les siens, devant des hommes qui l'ont vu à l'œuvre, et qui, s'il trahissait la vérité, se lèveraient pour le confondre.

Ils se lèvent, ces princes de l'empire, et tous, excepté l'empereur, qui lui doit le plus, tous viennent solennellement confirmer ses paroles. Le manifeste de Grégoire de Heimbourg, cette œuvre supérieure au génie de l'époque, comme dit l'historien du droit impérial (1), était un appel irrésistible à la conscience publique. Les princes, sans s'inquiéter de l'anathème du pape, répondirent à ce cri de l'âme avec une loyauté hardie. « Il a rétabli l'ordre en Bohême, disait le duc Louis de Bavière, et nous a aidé nous-même à pacifier nos états, à augmenter nos revenus, à diminuer le nombre de nos troupes. » Le prince-électeur, archevêque de Cologne, et son frère le comte palatin, ce Frédéric *le Victorieux*, qui avait battu la moitié de l'Allemagne, s'empressent aussi de glorifier les services du roi George dans une adresse qu'ils signent tous les deux et qu'ils envoient à Rome. « Prenez garde, écrivaient à Paul II les ducs Albert et Guillaume de Saxe, prenez garde de réveiller la férocité bohémienne, si heureusement domptée par la ferme sagesse et la haute humanité du roi. » Le margrave de Brandebourg ne donne pas seulement au pape un avis respectueux, il lui adresse une plainte qui est une protestation. Il a consulté des légistes hommes de vaste science et de raison profonde, il a conféré longuement avec eux sur

(1) *Scriptum grave et quantum genius sæculi patiebatur, imo supra sæculi ingenium elegans.* Müller, *Reichstags-Theatrum*, t. II, p. 250-258.

ce sujet, et tous ont déclaré que la condamnation du roi de Bohême était une violence inouie, *stupendum facinus*. Louis XI, dans sa lettre à Paul II, n'est pas moins explicite : il appelle la procédure du saint-siége un acte de rébellion, et lui conteste absolument le droit de traiter ainsi un souverain. Il faut entendre surtout les catholiques de Bohême, ceux que des ambitions personnelles n'ont pas entraînés dans la ligue, et qui représentent l'intérêt général dans les assemblées de la patrie. Par un bref envoyé aux quatre principales villes de la Moravie : Olmütz, Brunn, Znaïm, Iglau, le pape leur avait ordonné de se détacher du roi; le loyal évêque d'Olmütz, Protas de Boscowic, répondit avec une liberté toute chrétienne que ce serait une action inique et funeste. Il vanta la mansuétude de George, son esprit de tolérance, sa fidélité à ses engagemens; il montra combien il serait dangereux pour l'église et pour le bien commun que les catholiques de Bohême trahissent leurs sermens envers leur souverain, et comme la ville de Pilsen a déjà levé l'étendard de la révolte, il supplie Paul II, au nom des autres villes, de les autoriser à s'unir au roi George pour étouffer l'insurrection. Le conseil des princes de Moravie tint le même langage. Les ducs de Silésie ajoutèrent que le seul auteur du mal était le légat Fantin de Valle avec ses violences d'énergumène. Dans les affaires de religion, disaient-ils, le roi a toujours été si doux, si tolérant, que le plus zélé catholique n'a rien à redouter d'un tel maître; ils suppliaient donc le pape de supprimer le procès, de le suspendre au moins jusqu'à meilleure information, et déclaraient enfin que leur parti était pris : quelle que fût la décision de Rome, ils ne se sépareraient pas du roi. Les ducs Henri de Glogau, Conrad d'Oels, Nicolas d'Oppeln, Premislaw de Tost, Frédéric de Liegnitz, avaient signé cette déclaration.

Quelle impression produisirent sur l'esprit de Paul II tant et de si imposans témoignages? Il n'y vit qu'une seule chose, c'est que le bras séculier dont il avait besoin pour l'exécution de sa sentence ne se trouverait pas chez les princes de l'empire. Il fallait chercher fortune ailleurs. Le roi de Hongrie avait offert son épée au pape dès le commencement de la lutte, c'est-à-dire à une époque où le saint-siége ne voulait pas encore en venir aux dernières extrémités; on renoua les négociations, mais déjà Grégoire de Heimbourg était sur le terrain et combattait avec vigueur l'influence des légats. Pendant toute l'année 1466, le grand diplomate est en correspondance avec l'archevêque de Gran, primat de Hongrie. Il espérait que ce prélat, esprit sage, âme généreuse, pourrait dominer le fanatisme de son maître, et il s'efforçait de lui prouver que la Hongrie et la Bohême devaient faire cause commune, ayant dans l'avenir un intérêt semblable. On voit par une de ses lettres avec quelle ardeur il désirait cette alliance, puisque cette ardeur même avait éveillé des

scrupules dans la conscience de l'archevêque. Ne serait-ce pas une conspiration contre l'empire? se demandait le prélat. Ce n'est pas une conspiration, répond Grégoire; c'est l'exercice d'un droit naturel. Grégoire de Heimbourg avait raison : le roi de Bohême et son ministre, en poursuivant l'union des Tchèques et des Magyars, obéissaient à une inspiration de génie. Les deux peuples, étrangers de race et de langue au milieu du monde germanique, n'étaient-ils pas nécessaires l'un à l'autre? La ruine de la Bohême, provoquée par la fureur du pape, ne devait-elle pas profiter surtout à la maison d'Autriche? Une fois les Bohémiens abattus, les Hongrois n'auraient-ils pas leur tour? Grégoire, sans s'exprimer avec cette précision, a eu pourtant le mérite de pressentir ces choses avec une sagacité supérieure, et l'histoire, on le sait trop, a consacré ses vues. L'archevêque paraissait accueillir favorablement ses idées; il est douteux cependant qu'il les eût fait triompher, et, sans les événemens qui appelèrent Mathias Corvin du côté de l'Orient, on peut croire que le pape eût trouvé son soldat dès l'année 1466. Une nouvelle invasion des Turcs obligea le roi de Hongrie à porter ses forces sur le Danube. D'ailleurs une autre guerre, et toute différente, l'empêchait de répondre aux appels de Paul II; c'est le moment où le fils d'Hunyade, réveillant les plus mauvais instincts de la race d'Attila, exécute contre les soldats chrétiens de la Roumanie les attentats horribles qu'il commettra bientôt contre la Bohême.

Il n'y avait plus que deux princes à qui le saint-siége pût s'adresser, le roi de Pologne et l'empereur; mais comment vaincre les irrésolutions de l'empereur? Comment entraîner dans une telle lutte le doux et pacifique souverain de la Pologne? L'empereur ne se déclarait jamais, il préparait dans l'ombre le fil de ses intrigues, agissai en faisant agir ses alliés, s'appliquait à ne point se compromettre, et n'avait qu'une visée dans toutes les questions : l'agrandissement de l'Autriche. Le roi de Pologne était dégoûté de la guerre, bien qu'il la fît alors très bravement contre les ordres teutoniques; il y avait épuisé ses ressources malgré de nombreuses victoires, et n'était pas homme à courir de folles aventures. La chasse, le repos, une cour brillante et somptueuse, voilà ce qu'il fallait au roi Casimir, et non cette couronne de Bohême que lui offrait Paul II. Il aimait d'ailleurs le roi de Bohême et trouvait sa cause juste. Le légat, Rodolphe de Lavant, essaya en vain des menaces et des promesses; il eut beau imposer la paix aux ordres teutoniques pour rendre à la Pologne sa liberté d'action : Casimir profita de cette paix et refusa de s'engager à rien. Craignant même que le traité conclu en son nom par le légat ne donnât lieu à de fausses rumeurs, il envoya des ambassadeurs en Bohême pour tout révéler au roi George et l'assurer de sa loyale amitié. Ainsi ni la Hongrie, ni l'Autriche, ni la Po-

logne n'étaient en mesure de soutenir la cause de Rome, et les princes de l'empire donnaient à Podiebrad l'appui de leur témoignage unanime. Il fallait pourtant que la sentence pontificale fût exécutée. « Notre situation devenait ridicule, écrit le cardinal de Pavie, Jacques Piccolomini, dans le récit qu'il a tracé des délibérations du saint-siége. Quoi! prononcer la déchéance d'un roi qui continuerait à régner! attaquer à coups de paroles un ennemi qui répondrait par les armes! Indécis, troublés, nous hésitions, quand le cardinal Carvajal, homme d'une haute sagesse et inflexible adversaire de l'hérétique, raffermit subitement les courages. Voyant le sacré collége ébranlé, il s'écria : « Pourquoi mesurer tout à la mesure des choses humaines? Ne laisserons-nous aucune part à Dieu en des affaires si graves? Puisque ni l'empereur, ni le Hongrois, ni le Polonais ne nous viennent en aide, le ciel même, croyez-moi, combattra pour nous et renversera l'impie. Faisons notre devoir, Dieu fera le sien. »

D'après le témoin que nous venons de citer, l'impression de ces paroles fut immense au sein du sacré collége. On craignit sans doute de la laisser s'affaiblir. C'est le 21 décembre que le vieux cardinal imposait à Dieu le devoir de servir la politique romaine; deux jours après, la condamnation définitive du roi de Bohême était prononcée par le pape en consistoire extraordinaire. Environ quatre mille personnes étaient réunies dans l'enceinte. Toutes les formes solennelles furent minutieusement observées. Après le discours de l'avocat du consistoire, après le rapport du procureur de la foi, le pape envoya un archevêque et trois évêques sur les balcons du Vatican, avec ordre d'appeler à haute voix George de Podiebrad ou son représentant et de l'amener dans la salle. Les prélats rentrèrent bientôt, annonçant que personne n'avait répondu à l'appel. Alors le pape prit la parole; malgré tous les témoignages contraires produits par les princes de l'empire, par les évêques et les fidèles de Bohême, il accusa le roi d'avoir opprimé les catholiques de ses états, et chargea le cardinal vice-chancelier de proclamer le jugement. Nous savons d'avance ce que ce jugement va contenir, nous savons aussi dans quels termes il sera conçu. George de Podiebrad, *qui se dit roi de Bohême*, y est appelé *fils des ténèbres*, *hérétique*, *relaps*, *protecteur d'hérétiques*, *parjure*, *brigand*, *spoliateur de l'église*, et déclaré digne de toutes les peines que la loi pontificale inflige à de pareils crimes. Tous ses titres de roi, de margrave, de prince, toutes ses dignités, tous ses pouvoirs, tous ses droits lui sont enlevés à jamais. Ses descendans sont déclarés incapables de revêtir aucune dignité, de recueillir aucun héritage; ses sujets sont déliés de tous leurs sermens envers lui. Telle était la sentence, formulée déjà au mois d'août, prononcée illégalement dans la précipitation de la colère, et

renouvelée dans toutes les formes le 23 décembre 1466. Trois mois après, aux fêtes de Pâques, l'anathème sera confirmé d'une manière plus solennelle encore. C'est le jeudi saint, le grand jour de la bénédiction *urbi et orbi*; le pape est porté sur son trône au balcon de la vieille basilique de Saint-Pierre; cardinaux et prélats lui font un éclatant cortége; sur la place, dans les rues, une foule immense, accourue de toutes parts, vient recueillir les paroles d'amour que le vicaire du Christ doit envoyer à la ville, et de la ville à l'univers. Or, avant de bénir et Rome et le monde entier, Paul II, les mains levées au ciel, commence par jeter des clameurs de malédiction : « Anathème sur George de Podiebrad, anathème sur ses amis, ses partisans, ses alliés, anathème sur quiconque lui prêtera obéissance! » Et chaque année, pendant les luttes que nous avons encore à décrire, ce même cri retentira du haut de la basilique; chaque année, avant la bénédiction universelle, le nom des Bohémiens maudits sera signalé à l'exécration de la chrétienté; chaque année enfin on verra s'allonger la liste, car les amis du roi ne seront pas tous désignés en masse, quelques-uns seront apostrophés directement : un jour ce sera son conseiller Grégoire de Heimbourg, une autre fois ce seront les princes ses fils. La reine elle-même, la pieuse reine Jeanne, aura sa place dans ces litanies de la haine.

Le siècle de George de Podiebrad n'est pas le siècle des Innocent III et des Boniface VIII. Après la période des schismes, après l'opposition des conciles, dans un temps qui avait vu se déployer avec vigueur l'esprit des églises nationales, les condamnations du saint-siége n'avaient plus le pouvoir de bouleverser l'Europe. Ne croyons pas cependant que ce fussent des armes impuissantes. Si les politiques souriaient avec dédain, plus d'un cœur simple était troublé. Des prédicateurs fanatiques commentaient les bulles papales dans maintes contrées allemandes, et prêchaient la croisade contre le Bohémien. A Leipzig, à Erfurth, les étudians délibérèrent en tumulte sur la conduite qu'ils devaient tenir; ils voyaient déjà en imagination recommencer les guerres de Ziska, et, tout en blâmant les témérités de Paul II, ils se demandaient s'il ne fallait pas frapper la Bohême avant l'explosion de sa colère. Malgré les sympathies des princes pour le roi George, des corps francs s'organisèrent sur plusieurs points de l'Allemagne. C'est alors que Grégoire de Heimbourg conseilla au roi de suspendre l'effet du jugement par une mesure hardie, mesure bien conforme d'ailleurs à l'esprit du xve siècle et à l'inspiration secrète du pays de Jean Huss : l'appel au futur concile œcuménique.

Le 14 avril 1467, le roi George rassembla subitement dans son palais tous les chefs catholiques qui se trouvaient alors à Prague. Assis sur son trône, il lut un manifeste où étaient dévoilées les ini-

quités et les violences du pape. C'était l'œuvre de Grégoire de Heimbourg. Paul II n'ayant pas obéi à la justice, mais à la haine, le roi en appelait au saint-siége lui-même, car ce n'était pas contre l'institution et le droit d'un pontificat suprême que protestait le roi George, c'était contre la personne de celui qui occupait alors le trône de saint Pierre, personne mortelle, faillible, passionnée. Et si ce premier appel ne suffisait pas, il en appelait en second lieu au futur concile général, à ce concile qui aurait dû être réuni depuis longtemps, et qui n'était retardé ou supprimé que par l'indifférence ou l'usurpation de Paul II. Enfin si cette seconde protestation devait aussi demeurer sans effet : « J'en appelle, disait-il, aux successeurs de Paul II, j'en appelle à tous les corps de la chrétienté, j'en appelle à quiconque aime le droit et la justice! »

III.

Ce n'était pas une vaine tentative que cet appel du roi, puisqu'il suspendait la condamnation prononcée à Rome, et qu'il rassurait maintes consciences indécises. Il est vrai qu'une pareille protestation allait aussi exaspérer les fanatiques. A dater de ce moment, la fureur de Paul II ne connaît plus de bornes : bulles, décrets, sentences, renouvelés de mois en mois, tombent sur la tête du roi de Bohême avec une sorte de régularité monotone et sinistre. La ligue des seigneurs devient une ligue catholique, et ce n'est plus contre le destructeur des priviléges de la noblesse, c'est contre l'hérétique frappé d'anathème que les barons, poussés par les légats du pape, se décident enfin à commencer la guerre. Pendant toute l'année 1467, ce pays, naguère encore si florissant, ce royaume enrichi par la paix, et qui faisait envie aux contrées allemandes, n'est plus que le théâtre d'une immense bataille. Point de journée décisive, point de stratégie savante; on se bat partout et sans cesse. Les ligueurs étant dispersés dans toutes les parties de la Bohême, le roi est obligé de disséminer aussi ses troupes. Les principaux faits d'armes sont des prises de châteaux. Un des grands événemens de la campagne, ce fut l'avantage obtenu par les soldats du roi qui emportèrent d'assaut dans la même journée six châteaux-forts du baron de Sternberg. Le roi avait réussi pourtant à concentrer deux petites armées sous le commandement de ses deux fils, les princes Victorin et Henri, qui se portaient rapidement partout où le danger les appelait. Le prince Victorin fut plusieurs fois vainqueur en Silésie. Le 16 juin, à Frankenstein, il fit quatre mille prisonniers à l'ennemi, et les dirigea sur Prague. Des armes, des drapeaux, maints trophées, quatre cents pièces d'artillerie prises en différens combats défilèrent aux yeux de la foule. Au milieu des nouvelles contradictoires qui arrivaient cha-

que jour de tous les points du royaume, il importait de rassurer les esprits. Ces prisonniers montrés au peuple de Prague, le roi les renvoya dans leurs foyers, comme autant de témoins qui devaient attester à la fois et la magnanimité du *fils des ténèbres* et la force confiante du *roi dépossédé*.

Pendant que la guerre civile mettait le pays en feu, une armée de prédicateurs populaires, lancée par les légats pontificaux, s'efforçait de soulever l'Allemagne contre la Bohême. La confusion était si grande dans les contrées germaniques que, malgré les sympathies des princes de l'empire pour le roi George, on vit s'organiser une espèce de croisade, croisade grossière, impie, où se déchaînaient les plus mauvaises passions. « Ces croisés, dit un contemporain, portaient une croix en drap rouge cousue par-dessus leurs vêtemens. Ils n'avaient d'autre solde que le pillage. Dans leur fureur contre la sainte coupe, ils tuaient indistinctement tous les Bohémiens qui se trouvaient sur leur passage; les enfans eux-mêmes n'échappaient pas à la rage de ces forcenés. Innocentes créatures! ces soldats de la croix les massacraient, et se jetaient en jouant leurs têtes coupées *comme des pommes de choux* (1). Ils égorgeaient aussi les vieillards et les femmes en couche dans les hôpitaux, puis ils exprimaient le sang de leurs victimes et s'y lavaient les mains, persuadés que cette ablution effaçait tous leurs péchés. C'était le pape avec ses bulles qui les avait poussés à ces actes sauvages en leur ordonnant de se baigner dans le sang des Bohémiens. Ils croyaient fermement qu'il suffisait de tuer un Tchèque et de se laver avec son sang pour devenir tout à coup aussi pur devant Dieu que l'enfant qui vient de naître. Quiconque mourait dans la bataille après avoir tué un ennemi était sûr d'entrer au paradis sans traverser le purgatoire. Aussi, dès qu'un Bohémien était frappé de mort, voyait-on les croisés se précipiter sur lui pour recueillir le sang de ses blessures. Ils étaient souvent quatre ou cinq acharnés sur un cadavre et se laissaient massacrer par nous plutôt que de manquer leurs ablutions infernales. Évitant de se battre en soldats, ils se glissaient ténébreusement dans les hameaux, et c'était sur des enfans, des femmes, des vieillards qu'ils essayaient leur courage. Malheur au paysan attardé qui n'avait pas rejoint avant la nuit le camp de ses camarades ou l'asile retranché du cimetière! les fanatiques le guettaient dans l'ombre, impatiens de se frotter le corps avec le sang de ses veines. Mais qu'ont-ils fait de plein jour et sur les champs de bataille? Où sont les *burgs* qu'ils ont escaladés, les villes qu'ils ont prises? »

Quand on a déchaîné les fureurs du fanatisme, sait-on bien où

(1) *Denen sie die Köpfe abschnitten und diese dann einander wie Kohlhäupter zuwarfen.* Palacky, t. IV, deuxième partie, p. 617.

elles s'arrêteront? C'est en ce sens que Paul II et ses agens sont responsables devant l'histoire de tout ce que renferme cet horrible tableau. Quant au roi George, il grandit avec le danger. Il contient les passions de son peuple, il organise des troupes régulières, et l'ordre qu'a établi depuis quinze ans son génie pacificateur se maintient et se développe jusqu'au sein de ce tumulte effroyable. C'est dans les lieux écartés, dans les vallées désertes, dans les défilés des montagnes que les croisés allemands exercent leurs abominables fureurs; partout où leurs bandes isolées se réunissent, partout où ils osent affronter la bataille au grand jour, ils sont pris ou taillés en pièces. Le 22 septembre 1467, le chevalier Janowski, à la tête d'un détachement des troupes royales, en fait quatre mille prisonniers. Les deux princes Victorin et Henri tiennent de leur côté en échec la ligue des barons révoltés. Si les rebelles demandent une trêve, le roi, au lieu de poursuivre ses avantages, essaie de les vaincre par la générosité. Il les tenait divisés, chacun dans son domaine et sa forteresse; il leur permet de se réunir à Breslau, la capitale de l'insurrection, et de conférer ensemble sur la conduite à suivre, tant il a confiance en son droit, tant il est heureux de faire luire sur ce pays désolé l'esprit de conciliation et de paix. Ainsi s'accroît son autorité morale en même temps que se déploient ses forces militaires; ainsi le roi se révèle à tous plus grand, plus généreux que jamais, au moment même où le pape a rayé son nom du livre des souverains. Chose digne de remarque, les évêques des deux pays où s'agitait surtout la rébellion, les deux chefs spirituels de la Silésie et de la Moravie, l'évêque de Breslau, Jost de Rosenberg, et l'évêque d'Olmütz, Protas de Boscowic, furent touchés de cette grandeur toute chrétienne; en dépit des injonctions de Paul II, ils proposèrent de faire la paix avec le roi. L'évêque de Breslau, fils du plus ancien ennemi de Podiebrad, ne craignit pas d'affronter les fureurs de la populace pour faire triompher son opinion. Il mourut peu de temps après, et ce fut à grand'peine que les habitans de Breslau le laissèrent ensevelir dans sa cathédrale.

Si le noble cœur du roi triomphait des préventions les plus opiniâtres, on pense bien que son prestige ne diminuait pas chez ces princes de l'empire, accoutumés depuis tant d'années à respecter ses vertus royales. N'oublions pas un événement où éclatent les sympathies qui l'entouraient. On a vu que la fille du margrave Albert de Brandebourg avait été fiancée en 1460 au prince Henri, fils du roi George. La princesse n'avait que dix ans au moment des fiançailles; quand elle atteignit sa dix-septième année, le roi de Bohême venait d'être mis au ban de l'église par les imprécations de Paul II. Le margrave de Brandebourg oserait-il bien donner sa fille au fils de l'hérétique, au fils de celui que le pape avait exclu

de la bénédiction universelle, et qu'il vouait en termes outrageux à la haine de la chrétienté? La diplomatie pontificale s'agita beaucoup autour du margrave; on l'avertit, on employa les menaces, et comme le margrave inflexible persistait dans son dessein, ses états furent frappés d'interdit le 15 octobre 1466. Les agens de la politique romaine essayèrent aussi d'effrayer la conscience de la jeune princesse. Violences publiques, violences secrètes, tout fut inutile. Le mariage fut célébré dans la ville d'Égra le 10 février 1467, c'est-à-dire au moment même où des bandes de croisés allemands, sans autres chefs que des moines fanatiques, se glissaient furtivement dans les défilés de la Bohême.

Les victoires du roi, la fermeté de son administration au milieu des désordres de la guerre civile, les hautes sympathies qui de jour en jour se manifestaient pour lui, commençaient à décourager ses adversaires. Le roi n'avait pas craint d'accorder une trêve de six mois aux barons de la ligue catholique, et en même temps qu'il dédaignait ainsi les nouvelles entreprises de ses sujets rebelles, il déclarait la guerre à celui qui les soutenait, à l'empereur Frédéric III en personne. Le prince Victorin venait d'envahir l'Autriche à la tête d'une petite armée, et, profitant des divisions du pays, il marchait victorieusement sur Vienne (1468). Cette trêve accordée aux ligueurs par un double sentiment d'humanité et de dédain, cette invasion audacieuse des états de l'empereur, attestent la solide puissance du roi de Bohême. George de Podiebrad recueillait le fruit de ses longs efforts; grâce à l'ordre qu'il avait établi, aux institutions qu'il avait mises en vigueur, et pour ainsi dire au peuple nouveau qu'il avait créé, il pouvait mener de front une double guerre sans avoir à déchaîner la révolution. Pendant que les ligueurs se réunissent en parlement à Breslau, envoient une ambassade au pape, implorent le secours du roi de Pologne, se cherchent partout des alliés; pendant que le prince Victorin s'avance sur Vienne et porte la terreur dans le palais de Frédéric III, le roi de Bohême continue de gouverner son peuple dans le même esprit de sagesse et de modération. Attentif aux nécessités de la guerre, il n'oublie pas les devoirs de la paix. Il s'applique surtout à réprimer le fanatisme des anciens jours, afin que nulle violence ne vienne déshonorer la sainte cause qu'il défend. Sous le coup des provocations du pape, les calixtins ont été entraînés à affirmer leurs doctrines avec une plus virile énergie, et une secte nouvelle vient de se former. Ce sont ces *frères de l'unité*, chrétiens pratiques et mystiques à la fois, qui, se détournant des choses mondaines, repoussant toute alliance du spirituel avec le temporel, abandonnant toute église constituée, même celle des hussites, parce que les églises de leur temps sont trop mêlées aux intérêts politiques, ne reconnaissent d'autre loi que l'Évangile, d'autre pontife que Jésus-

Christ. Ces doux esséniens du monde moderne, qui n'ont succombé ni aux luttes de la réforme, ni aux violences de la guerre de trente ans, ni à la léthargie morale de la période suivante, et qui, ranimés au XVIIIe siècle par le comte Zinzendorf, se retrouvent encore aujourd'hui dans maintes contrées de l'Europe, ont pris naissance au XVe siècle, l'année même où le roi George, frappé d'anathème par le pape, déjouait si énergiquement les efforts de la rébellion. On comprend que le roi n'ait pu juger en toute liberté d'esprit cette singulière entreprise. Était-ce l'ancien esprit qui se levait? Était-ce le fanatisme qui allait répondre aux outrages de Rome, comme il avait répondu, soixante-trois ans plus tôt, aux fureurs des théologiens de Constance? Une telle apparition en pleine guerre civile devait effrayer une âme aussi profondément humaine que celle du roi George. Notez bien que ces *frères de l'unité*, devenus plus tard si humbles, si détachés du monde, déployaient alors une liberté de paroles et de doctrines que n'ont jamais connue les disciples du comte Zinzendorf. Avant de se détacher du monde, ils ne se faisaient pas faute de le maudire; en cherchant les voies de l'humilité évangélique, ils parlaient souvent comme d'orgueilleux sectaires. Le roi n'hésita pas à les ranger parmi ces fauteurs d'hérésies que son serment l'obligeait à extirper de la Bohême. A peine organisés en communauté religieuse, les *frères* avaient écrit au roi : « Nous désirons que votre majesté le sache : le jour où seront rassemblés les représentans de toute l'église chrétienne, nous produirons des textes certains, irréfutables, dictés par Dieu lui-même, où l'on verra qu'il est juste de refuser obéissance à l'église romaine, que l'autorité des papes n'est pas fondée sur l'esprit divin, que leurs bénédictions ou leurs anathèmes sont sans force, n'étant soutenus ni par la parole du Christ ni par la puissance des apôtres, que leur empire au contraire est un monstrueux scandale devant Dieu, qu'ils ne possèdent pas la lumière à l'aide de laquelle on distingue le bien du mal, qu'ils ne peuvent ni lier ni délier...» C'était le commencement de la réforme; mais le roi de Bohême, en lutte avec le pape Paul II, ne voulait pas rompre avec le catholicisme. Il appelait de ce nom l'église des premiers temps, l'église du haut moyen âge, celle qui présentait l'image d'une grande fédération et non pas d'une monarchie absolue. Les *frères* auraient pu gagner sa faveur en ne frappant que Paul II; ils avaient offensé ses croyances en dirigeant leurs coups sur le saint-siége lui-même. Attaquer le saint-siége de Rome et lui refuser toute vertu divine, c'était, aux yeux du roi George, attaquer la présidence consacrée de la fédération chrétienne universelle. Il espérait toujours obtenir des concessions de Rome, ou du moins limiter ses usurpations, comme ces barons d'Angleterre qui avaient arraché une charte à leurs souverains sans ébranler leur trône. La secte des *frères de l'unité* lui

parut une complication funeste dans une situation déjà si périlleuse, et il résolut de sévir contre les perturbateurs. Un grand nombre d'entre eux furent jetés en prison. Le roi cependant ne tarda pas à s'apercevoir que c'étaient de nobles âmes, des âmes altérées de Dieu, et il essaya de les ramener à l'église nationale, au lieu de les aliéner à jamais par la violence. Au mois d'avril et de mai 1468, les prédications et l'emprisonnement des *frères de l'unité* ayant produit une vive agitation parmi le peuple, le roi convoqua dans la ville de Beneschau une sorte de concile hussite chargé de pacifier les esprits et de rétablir la concorde religieuse. Déjà les membres de ce concile, prêtres et laïques, avaient répondu à l'appel, déjà on délibérait sur les moyens de détourner l'effervescence mystique des sectaires, quand tout à coup arrive une lettre du roi, ordonnant de laisser là ces questions et de courir aux armes pour la défense de la patrie et de la foi, car un danger les menaçait, le plus grand, le plus terrible danger qui eût jamais éclaté sur la Bohême. Ce même cri : aux armes! la patrie est en danger! retentit en quelques jours aux deux extrémités du royaume.

Que se passait-il? quel était ce danger? sur quel point venait de fondre l'orage? Le pape, on l'a déjà vu, avait longtemps et inutilement cherché un chef pour sa croisade, un chef assez hardi pour exécuter la sentence du saint-siége, assez fort pour détrôner le roi George et s'asseoir à sa place. Ni l'empereur Frédéric III, ni le roi de Pologne, ni aucun des princes allemands n'avait voulu accepter cette mission. La ligue des barons catholiques venait de l'offrir au duc de Bourgogne, à celui que dévoraient de si vastes pensées et que l'Europe appellera bientôt Charles le Téméraire; tout entier à sa lutte avec le roi de France, le duc de Bourgogne a dû ajourner ses desseins sur l'empire. Mathias Corvin, il est vrai, dès la rupture du roi George avec la cour de Rome, avait sollicité l'honneur de porter les premiers coups à celui qui avait été son bienfaiteur et son père; mais son offre à cette date était prématurée, et depuis qu'on avait eu recours à ses armes, ses guerres avec les Turcs ou les Roumains ne lui permettaient plus de songer à la Bohême. Le roi George était donc parfaitement rassuré; il ne croyait même pas aux projets ambitieux que la voix publique prêtait au chef des Magyars. Était-ce bien au fils de Jean Hunyade de faire cause commune avec l'empereur contre les Bohémiens? était-ce à l'adversaire des Ottomans de démanteler le boulevard de l'Europe? D'ailleurs ce soldat de la chrétienté, ce fils du glorieux Hunyade, c'était aussi le fils du roi de Bohême; la fille de Podiebrad s'était assise avec le jeune Magyar sur le trône de Hongrie. La mort de la reine avait-elle donc rompu tous les liens entre le gendre et le beau-père? Mathias Corvin pouvait-il ne plus se souvenir qu'il devait la liberté, la vie, le pouvoir

souverain, à l'intervention du roi George? « Non, non, disait le loyal hussite, jamais l'homme que j'ai sauvé ne se fera l'exécuteur des vengeances du pape. » Qu'on juge de sa douleur lorsqu'une dépêche du prince Victorin lui annonça que l'armée hongroise, commandée par Mathias Corvin en personne, s'avançait, enseignes déployées, pour exterminer les hérétiques de Bohême.

IV.

Cette guerre en effet, provoquée par les clameurs de Paul II et entreprise par un homme tel que Mathias Corvin, devait être une guerre d'extermination. La Hongrie a trop vanté le fils du grand Hunyade. Ses luttes contre les Turcs, ses victoires sur l'empereur, sa conquête de l'Autriche, le chef des Magyars trônant à Vienne dans le palais de Frédéric III et y terminant en paix sa carrière, ce rude soldat devenu le protecteur des arts, des lettres, des sciences, ce second Attila rêvant le rôle d'un Charlemagne dans l'Europe orientale, toutes ces choses ont ébloui longtemps les imaginations, et il s'est formé sur Mathias Corvin une légende dont l'histoire a grand'peine à déchirer les voiles. Au fond, malgré son amour de la gloire, c'était un barbare avec les vices de la civilisation. Appelons-le un autre Attila, puisqu'il l'a voulu lui-même, mais ajoutons que cet Attila joignait le fanatisme d'un inquisiteur à la férocité du sauvage. Les documens nouveaux mis au jour par l'historien de la Bohême ne laissent aucun doute sur ce point. Dira-t-on que M. Palacky est suspect? M. Palacky cite les faits et laisse au lecteur le soin de les apprécier. Interrogeons d'ailleurs les Allemands; entre les Tchèques et les Magyars, les écrivains de la Saxe et de la Prusse sont des juges désintéressés. M. Wilhelm Jordan et M. Clément Brockhaus, le premier dans son livre sur George de Podiebrad, le second dans l'étude excellente qu'il a consacrée à Grégoire de Heimbourg, ont flétri sans hésiter le fanatisme de Mathias Corvin. L'incorruptible histoire, à mesure qu'elle pénètre les secrets de l'Europe orientale, commence à démasquer ce faux grand homme. Tous ceux qui ont éclairci de nos jours une partie de ces arcanes ont rencontré sur leur route l'odieux Mathias Corvin frappant autour de lui les meilleurs soldats de la chrétienté, les plus héroïques adversaires des Turcs. C'est ainsi que M. Edgar Quinet, dans ses belles études sur les Roumains, nous montre le grand chef moldave, saint Étienne le Bon, obligé de disputer le sol de sa patrie à l'ambition du roi magyar, à l'époque même où il défend si énergiquement la ligne du Danube contre les bandes furieuses de Mahomet II (1).

(1) Ces études ont paru ici même. Voyez *les Roumains*, par M. Edgar Quinet, dans les livraisons du 15 janvier et du 1er mars 1856.

Face à face avec Mathias Corvin, la figure de George de Podiebrad apparaît plus grande que jamais. Nul contraste n'est plus saisissant. Mathias Corvin a pris des mains d'un pontife haineux le glaive d'extermination; George de Podiebrad ne tire l'épée que pour la défense de sa patrie. Mathias a les passions d'un conquérant, George a le cœur et les vertus d'un roi. Mathias est cruel, perfide, George est loyal et clément. Leur vie même répond à leur politique : Mathias Corvin aime le faste dans l'intérêt de son pouvoir, et les sciences, les lettres, les arts, qu'il a eu l'incontestable honneur d'encourager, devaient être l'instrument de ses desseins; George de Podiebrad, dans son foyer domestique, était un modèle de bonté auguste et de simplicité vénérable. Il y a quelque chose de saint Louis chez ce représentant couronné des nouveaux hussites.

Le commencement de la guerre ne fut pas favorable aux armes des Bohémiens. Le roi George avait recommandé à ses lieutenans de respecter les lois de l'humanité autant que celles de l'honneur militaire, de se battre noblement, chevaleresquement, sans obéir jamais à ces conseils de haine qui font les ressentimens éternels. « Mon plus grand soin au milieu des ardeurs de la guerre, écrit un des généraux du roi George, le sire Kostka de Postupic, c'était de prévenir tout incident qui aurait pu exaspérer les deux souverains. Tout en faisant la guerre, je songeais à la paix future, et je ne voulais pas qu'il y eût un jour entre les rois et les peuples réconciliés quelque souvenir plus amer, plus irritant, que celui des nécessités naturelles de la lutte. » On voit que l'humanité du roi avait passé dans l'âme de ses lieutenans. Quelle distance entre les hussites de George de Podiebrad et les hussites exterminateurs que commandait le grand Ziska! On dirait les soldats de l'Évangile succédant aux soldats de la Bible. Mais pendant que le roi de Bohême faisait prévaloir l'esprit chrétien sur les fureurs guerrières, le pape ne négligeait aucun moyen d'enflammer la rage des croisés. Après avoir renouvelé ses anathèmes au jeudi saint de l'année 1468, après avoir maudit Podiebrad, sa famille, ses amis, ses alliés, jusqu'à la quatrième génération, il s'adressait dans les termes les plus véhémens à ceux des catholiques de Bohême qui ne s'étaient pas encore détachés de leur souverain. « Nous nous étonnons, s'écriait-il, qu'après tant de bulles et d'anathèmes, il y ait encore des catholiques qui soient favorables à George, qui lui prêtent assistance, qui s'engagent à son service, qui fassent le commerce avec ses sujets. Quiconque ne rompt pas tout rapport avec lui, quiconque vend et achète aux sujets de l'hérétique est banni de la communauté des fidèles et frappé des malédictions de l'église. Vous tous qui résistez à nos ordres, soyez infâmes, incapables de tout acte légal, incapables d'hériter et de tester en justice. Nous déclarons vos débiteurs libérés de toute

dette envers vous. Nous ordonnons que vos biens soient confisqués. Déchus de tous les droits de l'homme libre, vous serez esclaves du croisé qui s'emparera de votre personne, et vos enfans, esclaves comme vous jusqu'à la quatrième génération, naîtront et mourront dans le même opprobre. Vous, prêtres catholiques de Bohême et de toutes les contrées allemandes, vous lirez cette bulle chaque dimanche dans vos églises, vous prononcerez nominativement et publiquement l'anathème contre ceux qui ne se soumettront pas sans délai, et s'il en est un seul parmi vous qui néglige d'exécuter cet ordre, la même malédiction est sur lui! » Une seconde bulle, en date du même jour (20 avril) octroyait des indulgences plénières à tous ceux qui prendraient les armes contre George, ou qui, ne pouvant combattre eux-mêmes, équiperaient un soldat à leur place. Ces deux bulles avaient été répandues dans toute la chrétienté et particulièrement en Allemagne. Aussitôt de nouvelles bandes de croisés allemands se jetèrent sur la Bohême, mais ce furent surtout les Hongrois de Mathias Corvin, qui, absous d'avance de leur férocité par l'horrible impiété du pontife, portèrent en tout lieu le pillage et la mort. Les catholiques eux-mêmes n'échappèrent point à leurs fureurs. Contre nous ou pour nous, telle était leur devise. On faisait un crime aux laboureurs, aux pâtres des montagnes, de ne pas s'être soulevés contre l'homme qui depuis vingt années assurait le travail et le repos de leurs familles. Bien plus, des couvens, des hôpitaux, longtemps à l'abri sous la main paternelle du roi George, furent souillés par d'effroyables attentats. Les religieuses violées, les vieillards massacrés, les autels pillés, attestaient que les haines de race se joignaient au délire du fanatisme, et que toutes les passions déchaînées à la fois transformaient les soldats magyars en bêtes fauves. « Est-ce là une guerre de Dieu? s'écrie un des amis du roi dans un dialogue célèbre (1). Ah! plût au ciel que ce fût une guerre de Dieu! on ne verrait pas tant de brigandages, d'assassinats, d'incendies, de saintes maisons détruites, de saintes filles outragées. Était-ce une guerre de Dieu, quand les abbayes de Choteschau, de Tepler, respectées jadis dans les plus horribles tempêtes des guerres civiles, ont été mises par vous à feu et à sang? Les taborites, en leurs fureurs, n'ont jamais rien accompli de pareil. Et que dire des nobles femmes livrées toutes nues à la risée de vos soldats, des en-

(1) *Disputatio baronum Behemiæ : Zdenkonis de Sternberg, Wilhelmi de Rabie, Johannis de Schwanberg et Johannis Rabensteinii, de bello contra regem Georgium 1467 moto, scripta a Johanne de Rabenstein anno 1469.* Cette dispute, qui eut lieu pendant une trêve entre des amis et des adversaires du roi George, fut rédigée immédiatement par un des interlocuteurs, Jean de Rabenstein, catholique resté fidèle à sa patrie. C'est un des plus curieux documens que nous possédions sur l'état de la Bohême pendant les premières années de la guerre. M. Wilhelm Jordan en a publié le texte latin; M. Palacky en a donné deux traductions, l'une en tchèque, l'autre en allemand.

fans égorgés à la mamelle, des villages catholiques abandonnés aux flammes, de tous les malheureux qui, survivant à la mort ou au déshonneur des êtres les plus chers, se sont tués de désespoir? Voilà ce que vous appelez la guerre de Dieu! voilà ce qui a été fait dans notre Bohême par l'ordre du vicaire de Jésus-Christ! »

Quelles étaient les ressources du roi George contre ce fanatisme féroce? Plus ses ennemis s'acharnaient à irriter les passions religieuses, plus il s'efforçait de les contenir au sein de son peuple. Il aurait pu, lui aussi, donner à ses soldats ces armes empoisonnées. En poussant le cri de guerre au nom du divin calice, il eût aisément déchaîné les vieilles colères. Pour défendre la coupe sainte, Ziska lui-même serait sorti de son tombeau; les taborites auraient bientôt reconstitué leur farouche république, et tuant, saccageant, entraînant sur leurs chariots la terreur et la mort, ils auraient enseveli l'armée de Mathias Corvin dans le même sépulcre où gisaient par milliers les soldats de Sigismond. Le roi George ne voulut pas de ce secours. Sa prudence politique, autant que sa haute humanité, lui interdisait les violences révolutionnaires; n'était-ce pas s'aliéner à jamais les catholiques qui le soutenaient encore et répondre à leur loyauté par une trahison? D'ailleurs, quand une fois on a démuselé le fanatisme, l'autorité cesse d'appartenir au plus digne, c'est le plus furieux qui est roi. On aurait vu reparaître les tribuns qui avaient mis la patrie à deux doigts de sa perte, et l'œuvre de restauration nationale, si vaillamment accomplie par George et les siens, eût été frappée à la base. Le roi, écartant la question religieuse, appela tous ses sujets, catholiques ou calixtins, à défendre la patrie en péril. Il ne s'agissait pas d'opposer des fanatiques à des fanatiques, mais d'expulser l'invasion hongroise qui souillait le sol de la Bohême. Noble et grande politique! On ne s'étonnera pas cependant qu'à une époque où la foi, aveugle ou non, tenait plus de place au cœur des hommes que le sentiment de la patrie, la généreuse armée du roi George ait été pourvue de ressources moins redoutables que les fanatiques Magyars de Mathias Corvin.

Une autre cause encore explique les premiers échecs de la Bohême, je veux dire l'absence forcée du roi, appelé souvent par la politique loin du théâtre de la guerre. Podiebrad, qui avait montré les talens d'un capitaine dans les campagnes de sa jeunesse, avait toujours une âme guerrière dans un corps alourdi par les infirmités. Dès le début de la lutte, il avait pris le commandement, s'était porté en Moravie à la rencontre de l'armée hongroise, et l'avait obligée de battre en retraite. Enfermé près de la ville de Laa, dans une position inexpugnable, Mathias refusait la bataille, et George, qui ne voulait pas user l'ardeur de ses soldats dans les ennuis prolongés d'un blocus, était pourtant forcé d'attendre, l'épée au poing, que le Magyar

quittât ses retranchemens. Plusieurs fois, pressé d'en finir, il attaqua l'ennemi, le provoqua, essaya de l'attirer dans la plaine et de le prendre corps à corps : tentatives inutiles, Mathias ne bougea point. Tant de journées perdues au camp auraient pu être activement employées dans les conseils de Prague, car bien des intrigues s'agitaient autour de la Bohême, et la sagesse du roi paraissait encore plus nécessaire au milieu des négociations que son habileté stratégique sur l'échiquier des combats. Son armée d'ailleurs commençait à manquer de provisions; il reprit donc le chemin de Prague, à petites journées toutefois, et toujours prêt à se retourner contre les Hongrois, si l'ennemi se décidait à le suivre. Mathias le suivit en effet, mais à la première attaque des Bohémiens il courut s'enfermer de nouveau dans son camp de Laa. Le roi revint donc à Prague, laissant le commandement à ses fils. C'étaient deux chevaliers, deux héros, d'une bravoure aussi folle que brillante, qui compromettaient les troupes par leur témérité. Le roi avait ordonné au prince Victorin de s'établir solidement dans la ville de Trebisch pour y observer les mouvemens de l'ennemi; Mathias, qui avait fui devant George, concentre aussitôt toutes ses forces sur ce point. Le jeune prince, impatient de se battre, s'élance à sa rencontre, se jette sur les Hongrois; mais, obligé de céder à des forces bien supérieures en nombre, il rentre dans la ville, où, enveloppé de toutes parts avant d'avoir pu se retrancher, il va subir un formidable assaut. La ville est prise, brûlée, saccagée, et Victorin rallie les débris de ses bataillons derrière les créneaux d'un couvent de Saint-Benoît, espèce de forteresse immense adossée aux montagnes; les habitans de Trebisch y avaient déjà cherché un asile au moment où s'approchaient les Hongrois. Informé de ces nouvelles, le roi se hâte d'envoyer au secours de son fils aîné les escadrons du prince Henri, qui essuient à leur tour une sanglante défaite aux environs de Trebisch. Mathias Corvin faillit payer cher sa victoire, une grave blessure le jeta sur le terrain. Cependant les souffrances des assiégés étaient de jour en jour plus cruelles. Pressés par la famine, ils commençaient à manger leurs chevaux, quand tout à coup le bruit se répand qu'on a vu se déployer dans la plaine la bannière du roi George. Le roi, en effet, instruit par ses courriers de la situation critique des deux princes, était monté à cheval avec ses hommes d'armes, et venait d'apparaître sur les flancs de l'ennemi. Les Bohémiens, enflammés par sa présence, se précipitent hors de la forteresse sur trois points à la fois, et, faisant à l'armée hongroise d'effroyables trouées, ils brisent le cercle de fer et de feu qui les entoure. Deux colonnes sur trois passent à travers ces grandes brèches humaines; la troisième, après une lutte sanglante, est forcée de regagner son asile. Lorsque

Mathias Corvin apprit que le prince Victorin avait échappé, il eut un véritable accès de fureur contre ses soldats et, dédaignant les derniers défenseurs de la place, il ne tarda pas à lever le siége.

Cette bataille de Trébisch, qui, sans l'activité du roi George, aurait pû être bien plus désastreuse encore pour les Tchèques, fut saluée par les ennemis de la Bohême comme un présage de l'infaillible triomphe des Magyars. A Rome, dès la levée d'armes de Mathias Corvin, on avait poussé des cris de joie. Plus on avait craint de ne pas trouver un bras pour exécuter la sentence pontificale, plus on exaltait le soldat du saint-siége avec une sorte de délire. C'était Daniel dans la fosse aux lions, c'était le missionnaire de Dieu, c'était l'archange qui allait écraser la tête de Satan sous son brodequin de fer, et balayer comme la poussière le royaume des pécheurs. « Nous demanderons au Dieu des batailles d'assister le pieux souverain, écrivait le cardinal Jacques Piccolomini au cardinal Carvajal, nous le prierons de lancer sur les Bohémiens une pluie de feu et de soufre pendant que le roi Mathias les percera de son glaive. » On l'exalta si bien, on le pressa si fort de marcher en avant, que l'empereur en devint jaloux. Le Hongrois, déjà si redoutable à l'Autriche, allait donc conquérir un nouveau royaume! Frédéric III, pour écarter ce péril, s'avisa de convoiter la Bohême pour son fils Maximilien, et résolut de s'en ouvrir à Paul II. L'idée était trop singulière à cette date pour qu'il la confiât à un ambassadeur : il fit lui-même un pèlerinage auprès du saint-père afin de traiter l'affaire en personne. Essayer de soustraire à Mathias Corvin la proie que lui avait désignée le Vatican, vouloir lui dérober la récompense promise au triomphe de ses armes, et cela au moment où Mathias maniait si rudement ce glaive de l'église que Frédéric avait repoussé, c'était là une prétention si extraordinaire, que l'empereur ne pouvait arriver à ses fins sans mettre l'empire aux pieds du saint-siége. C'est précisément ce qu'on vit à Rome au mois de décembre 1468. Jamais pape n'avait été si arrogant en face de l'autorité impériale, jamais empereur n'avait été si humble sous la main de la théocratie. Remarquez en effet qu'il n'y a pas ici de luttes à soutenir, de vengeances à exercer, comme au temps de Grégoire VII; c'est en pleine paix, sans motifs de colère, comme la chose la plus naturelle du monde, qu'on voit l'empereur d'Allemagne obligé de rendre publiquement au pontife de Rome un hommage de vassalité et soumis aux plus humiliantes prétentions de l'orgueilleux Italien. Ce spectacle est le dernier du même genre que le moyen âge ait donné à l'Europe, et les contemporains en furent si frappés, qu'ils en consignèrent les moindres détails. Quand Frédéric III fut admis auprès de Paul II, il dut se jeter deux fois à ses genoux, et c'est à la troisième seulement qu'il put lui baiser le pied. Le trône de Frédéric III

était placé à côté du trône de Paul II, à côté, mais fort au-dessous, de façon que la tête de l'empereur fût au niveau des pieds du pontife. A la messe, tandis que le pape officiait avec la triple couronne, l'empereur, en simple costume de diacre, lisait modestement l'épître. Si le pape montait à cheval, l'empereur lui tenait l'étrier. On peut lire tous ces détails et bien d'autres dans le programme du maître des cérémonies, messire Augustin Patricio, de Sienne, qui le publia en latin pour l'édification de son temps. La chose fit si grand bruit, que Mathias Corvin, au milieu de son camp, ne tarda point à l'apprendre. Il devina ce qui se tramait contre lui, et bien qu'il n'eût pas à redouter une trahison de Paul II au commencement de la guerre, il voulut que Frédéric III s'éloignât de Rome au plus tôt. Frédéric, avec ce mélange de bonhomie et de ruse qui est le trait dominant de son caractère, lui avait confié le gouvernement de l'Autriche pendant son pèlerinage à Rome; une insurrection des états, excitée sous main par le redoutable coadjuteur, obligea l'empereur de regagner précipitamment ses états. Digne couronnement de cette singulière campagne : Frédéric III avait humilié l'empereur sans rien obtenir pour le duc d'Autriche.

Cependant la guerre continuait toujours avec des chances diverses. Au milieu des villes prises et reprises, des pillages, des coups de main, des embuscades, au milieu des mille détails d'une lutte où chaque jour la tuerie recommence, il y a un fait qui domine tout, c'est la résistance obstinée de la Bohême. Mathias Corvin, si fier de sa victoire de Trébisch, et qui avait promis à Paul II d'aller saisir le roi George dans son château de Prague, commençait à s'effrayer d'une entreprise qui lui coûtait tant d'hommes et d'argent. Chaque fois que le roi George pouvait quitter la ville pour le théâtre de la guerre, Mathias était obligé de battre en retraite. Le roi de Bohême était cependant en proie aux infirmités les plus graves. Son corps, fait pour l'action, s'était alourdi dans les travaux de la paix; depuis qu'il avait cessé de vivre à cheval et l'épée à la main, son sang épaissi avait enflé ses membres, et une obésité maladive semblait condamner le héros à ne déployer désormais que l'ardeur de son esprit; mais l'âme, maîtresse du corps, le forçait d'obéir. Une fois transporté en face de l'ennemi, George faisait son métier de capitaine sans se soucier de la fatigue. Son coup d'œil était toujours aussi sûr, ses combinaisons aussi justes, et l'armée, se sentant aux mains d'un chef supérieur, courait au feu avec un enthousiasme irrésistible. Un jour il réussit à enfermer Mathias dans une gorge de montagnes près de la petite ville de Wilimow. Le froid était des plus vifs, la neige couvrait les monts, et le roi avait fait occuper toutes les issues du défilé. Tandis que Mathias cherchait vainement à se dégager, les Bohémiens arrivaient de toutes parts, et l'armée royale,

déjà très forte sur ce point, grossissait d'heure en heure. George n'avait qu'un signe à faire, et pas un des Hongrois de Mathias Corvin n'aurait revu ses plaines natales. Le roi eut-il horreur de cette boucherie trop facile? Croyait-il toucher l'âme impie du Magyar en lui tendant une main si généreuse? Persistait-il à vouloir unir la Hongrie et la Bohême contre les projets de l'empire? Tous ces motifs se combinèrent peut-être dans sa pensée; ce qui est certain, c'est que, Mathias Corvin lui ayant demandé la paix, c'est-à-dire la vie de ses soldats et la sienne, le roi George n'eut pas le courage de frapper. « Les nôtres sont furieux, dit un témoin dans un écrit qui semble daté du camp de Wilimow; ils espéraient écraser enfin l'antique ennemi, ils espéraient briser pour toujours les cornes du taureau, et voilà un traité de paix qui leur arrache des mains la victoire. Ah! si le prince Victorin n'était pas arrivé un jour trop tard, il aurait bien empêché son père de commettre une telle faute! On crie terriblement dans l'armée, et il n'est pas de reproche qu'on n'adresse au roi. » On voit quelle est la candeur du roi George : il brave sans hésiter le mécontentement de ses amis pour accomplir son œuvre jusqu'au bout.

Une fois les préliminaires arrêtés, les deux rois se donnent rendez-vous au petit village d'Auhrow. Ils arrivent chacun avec son escorte, se saluent amicalement et entrent dans une pauvre cabane à moitié détruite par les flammes (27 février 1469). C'est là qu'ils délibérèrent seul à seul et posèrent les bases du traité. Le roi Mathias, pour prix de la générosité du vainqueur, s'engageait à réconcilier le pape et le roi de Bohême sur le terrain des *compactats*. De son côté, le roi de Bohême promettait obéissance au saint-siége pour tout ce qui ne concernait pas la coupe sainte et la doctrine établie à ce sujet par les pères du concile de Bâle. Il fut convenu que les deux rois se réuniraient le 24 mars à Olmütz avec leurs conseillers, afin d'y conclure une paix éternelle entre les Tchèques et les Magyars. A ces conditions, un armistice général fut proclamé jusqu'au lundi de Pâques (3 avril), armistice qui devait être prolongé, si les négociations relatives à la paix n'étaient pas terminées à cette date. Le surlendemain (1er mars), le roi George licenciait son armée; le même jour, Mathias écrivait aux barons de la ligue, aux villes de Silésie et de Lusace, que la paix était faite, et leur donnait l'ordre de suspendre immédiatement les hostilités.

V.

Le roi de Bohême faisait-il sagement de se fier ainsi à Mathias Corvin? Le xve siècle est le siècle des traités rompus, des paroles violées, le siècle des perfidies et des impudences diplomatiques en

tout genre. A l'époque des Louis XI, des Sforza, des Warwick, il est convenu que, vis-à-vis d'un ennemi, l'engagement le plus sacré n'oblige point la conscience. Mathias Corvin, qui avait tant de fois trompé le roi George, était mieux pourvu de ces dispenses d'honneur qu'aucun des princes de son temps. Dès que le légat de Paul II apprend les événemens de Wilimow, il délie le Magyar de tout engagement envers le Bohémien, et si le Magyar hésite à violer sa parole, il le menace, lui aussi, de la grande excommunication. Ce légat, nommé Novarella, chargé des affaires de Rome dans l'empire et sur le théâtre de la guerre, était le digne agent des fureurs du pape. « Si Mathias Corvin, disait-il, a conclu sincèrement ce traité avec George de Podiebrad, il tombe sous le coup de la sentence qui a frappé l'hérétique et tous les alliés de l'hérétique. » En même temps, joignant la séduction à la menace et pour rompre plus sûrement l'amitié de Mathias et de George, la ligue catholique des barons, réunie dans Olmütz, proposait au roi de Hongrie la couronne de Bohême. Il n'était pas besoin de tant de manœuvres pour triompher des scrupules de Mathias, car le Hongrois, en donnant sa parole pour échapper au glaive du vainqueur, était bien décidé à reprendre sa liberté d'action aussitôt que le péril serait passé; il voulait seulement, par son hésitation, se faire payer d'un plus haut prix le secours qu'il apportait au saint-siége. C'était surtout de l'argent qu'il réclamait au pape. « Comment faire la guerre avec ses seules ressources à cette nation opiniâtre? Était-il donc si aisé de vaincre l'hérésie hussite? Sigismond n'y avait-il pas épuisé en pure perte les forces de l'Autriche et de l'empire? » Il demandait encore si un simple roi de Hongrie pouvait exécuter ce que n'avait pu l'empereur d'Allemagne. Combien la situation changerait, si le défenseur du pape était nommé roi des Romains et coadjuteur de l'empire! De toutes ces prétentions altières, une seule réussit : Mathias Corvin, élu roi de Bohême par les barons de la ligue catholique, accepta ce vote insolent quelques semaines après cette entrevue d'Auhrow, où le Bohémien, tenant sous la pointe du fer le Hongrois terrassé, l'avait relevé d'une main si généreuse (17 avril 1469).

N'oubliez pas que ces intrigues s'agitaient au moment même où les deux rois, George et Mathias, devaient se rencontrer à Olmütz et y signer définitivement la paix. Ils se virent en effet le 7 avril, non pas à Olmütz, où s'étaient rassemblés tous les ennemis des Tchèques, mais sous une tente dressée dans la campagne. Entrevue inutile, on le pense bien; quand même le roi de Hongrie eût voulu rester fidèle à la parole jurée, les chefs de la ligue et le légat romain auraient bien su empêcher la conclusion de l'alliance. Les conseillers du roi George s'étant rendus à Olmütz pour conférer avec les représentans de Mathias Corvin, Novarella mit l'interdit sur la ville

aussi longtemps que les hérétiques séjourneraient dans ses murs; ils se retirèrent aussitôt, évitant comme leur maître tout ce qui pouvait envenimer les passions. George, toujours fort de sa loyauté, demanda une entrevue au légat; le légat, décidé à ne rien entendre, rejeta la demande de George. Tel fut le résultat de la convention de Wilimow, telle fut la récompense du roi de Bohême et le prix de sa généreuse imprudence. Nous pouvons nous représenter sa colère quand il sut peu de temps après que Mathias Corvin violait si effrontément sa parole et qu'il avait accepté la couronne des Tchèques. On prétend que d'abord il se contenta de sourire avec dédain. « Il y a des princes, disait-il, qui prennent le titre de roi de Jérusalem, et qui de leur vie ne mettront le pied en Palestine; c'est de cette façon-là que Mathias sera roi de Bohême. » Bientôt cependant, mieux informé des perfidies de Mathias Corvin, il reprit l'offensive avec une vigueur terrible. Le temps des ménagemens était passé. Saisi de cette indignation que toute félonie inspire aux âmes de race noble, il était impatient de se venger. Était-ce un sentiment de vengeance personnelle? Non, certes, mais le sentiment de la justice publique. Après les condescendances du roi chrétien, le grand justicier se réveillait.

Avant de recommencer la guerre, il prit une résolution digne de son cœur héroïque et véritablement royal. Il avait désiré l'autorité souveraine pour sauver sa religion et sa patrie. Simple chef de fédération, lieutenant du royaume, coadjuteur de Ladislas, roi élu par les états et consacré par l'acclamation populaire, il n'avait eu qu'une pensée, le salut de tous, la restauration religieuse et politique de la Bohême. Cette œuvre accomplie après vingt années de travaux, il la voyait menacée de ruine aujourd'hui par toutes les passions que le souverain pontife déchaînait contre sa personne. Le patriotisme qui lui avait fait désirer le pouvoir ne lui conseillait-il pas maintenant de céder la place à un chef plus heureux? Il serait beau pour lui de descendre du trône aussi généreusement qu'il y était monté. S'il avait pu servir la Bohême en lui donnant une dynastie de rois nationaux, avec quelle joie il eût laissé le sceptre à ses fils! L'établissement de cette dynastie devenant au contraire une source de malheurs pour la chose publique, son devoir était d'y renoncer. Le sort de ses enfans était assuré : sa fille était mariée à l'un des plus nobles princes de l'empire; ses fils, rentrés dans le sein de la nation tchèque, y seraient toujours honorés en souvenir de leur père. Ainsi parlait dans son héroïque candeur ce Washington du xve siècle, et après avoir religieusement délibéré avec lui-même, après avoir informé sa famille, ses amis, les conseils de l'état, de la résolution qu'il venait de prendre, il donna la couronne de Bohême au fils du roi de Pologne. Il la lui légua du moins après sa mort, car il voulait

mourir debout, sur le trône, à son poste de combat, espérant bien poursuivre son œuvre jusqu'au terme, et avec l'aide de Dieu châtier la trahison du Magyar.

La résolution du roi fut adoptée par les états du royaume convoqués solennellement à Prague (juillet 1469). Il est inutile d'ajouter que le roi et les états réglèrent d'un commun accord les conditions de ce grand acte, et que le prince polonais appelé à régner sur les Tchèques devait s'engager à maintenir les droits religieux, véritable charte nationale, pour laquelle un si noble sang avait coulé. Ce vote extraordinaire simplifiait la situation; le roi de Pologne Casimir, circonvenu depuis quelque temps par les intrigues de Mathias Corvin, et qui semblait disposé à embrasser sa cause, était intéressé désormais au triomphe des Bohémiens. Quelques semaines après, toute la Bohême est en armes; Mathias Corvin, qui venait de se faire couronner roi de Bohême à Breslau en présence du légat, des barons et des évêques de Silésie, apprend tout à coup que l'armistice est rompu. Il avait espéré que ces fêtes de Breslau vaudraient pour lui une victoire décisive; il croyait George réduit au désespoir en le voyant offrir son trône à un prince étranger, il croyait le peuple tchèque ébranlé, incertain, et il trouvait en face de lui toute une nation plus résolue que jamais. Il convoque aussitôt le ban et l'arrière-ban de la Hongrie. Les Bohémiens avaient pris les devans; les premiers avantages sont pour eux. En Moravie, en Silésie, dans les deux Lusaces, les catholiques, pris au dépourvu, sont obligés de fuir ou de se rendre. Sur bien des points d'ailleurs, les sujets révoltés du roi de Bohême se préparent mollement à la lutte. Les habitans de Breslau, naguère les plus implacables ennemis du roi, commencent à parler de conciliation et de paix. Ils ont vu de trop près leur nouveau maître, ils savent trop bien quel est ce défenseur de la foi; l'arrogance, la dureté, les débauches de Mathias Corvin leur ont inspiré des réflexions un peu tardives, et ils se demandent, malgré leur fanatisme, si le souverain hérétique avec sa douceur, ses vertus, son respect de la justice, ne valait pas mieux que le prince orthodoxe avec sa brutalité farouche. Ces sentimens, qui se répandent de proche en proche, assurent le triomphe des Bohémiens. Les barons de la ligue eux-mêmes voient leurs rangs s'éclaircir. La lutte n'est vive et terrible que sur les champs de bataille où Tchèques et Magyars sont aux prises. Un jour, entraîné par son courage aveugle, le prince Victorin, qui se conduit toujours en chevalier bien plus qu'en général, se laisse attirer dans une embûche, et c'est vainement qu'il brise les lignes ennemies à coup d'estoc et de taille; errant dans la campagne avec un de ses lieutenans, il fut bientôt pris par les hussards hongrois et conduit à Mathias Corvin, qui, tout fier d'une telle capture, la fit publier partout comme un triomphe

(27 juillet 1469). Le prince, disait-il, était la main droite de son père; privé d'un tel appui, l'hérétique était incapable de résister bien longtemps. Ces fanfaronnades, répétées jusqu'à Rome par des imaginations impatientes, furent bientôt démenties par les faits. En réalité, le prince Victorin, malgré son éclatante bravoure, était plutôt un embarras qu'un appui pour la cause nationale. Le roi, dans sa tendresse imprudente, ne pouvait se décider à lui retirer le commandement général des troupes, et il laissait au second rang des hommes de guerre formés à son école, des chefs aussi expérimenté qu'intrépides, dont tous les conseils venaient échouer contre la folle témérité du jeune prince. « Si le roi, écrivait Grégoire de Heimbourg, avait confié ses soldats à de véritables capitaines, la guerre qu'il fait depuis trois ans eût été plus heureuse. La bravoure ne suffit pas à qui prétend conduire une armée. A part la douleur du roi, la captivité du prince Victorin n'est donc pas un malheur pour l'état, et, grâce à Dieu, le roi, malgré l'affliction qu'il éprouve, est plus confiant que jamais. » Grégoire de Heimbourg avait le droit de prononcer ces sévères paroles sur le fils de son maître, car il avait redouté dès le début de la guerre les entraînemens irréfléchis du prince, il avait même essayé de lui apprendre son rôle de capitaine dans un recueil de conseils expressément composé pour lui (1), leçons excellentes que l'impétueux jeune homme oubliait toujours au bruit du clairon et au cliquetis des armes. On vit bientôt que le malheur du fils de George n'avançait en rien les affaires de Mathias. Tandis que le prince Victorin, prisonnier de son beau-frère, était enfermé dans une forteresse au bord du Danube, les Bohémiens poursuivaient leurs avantages sur les Hongrois. Du mois d'août à la fin d'octobre, les opérations de l'armée royale se concentrent autour de la ville de Hradisch, assiégée par les Hongrois. Enfin le 2 novembre, les Bohémiens, sous la conduite du roi, ayant réussi par une fuite simulée à faire sortir l'ennemi d'une position inexpugnable, le second fils du roi, le prince Henri, exécutant avec autant de précision que de vigueur les ordres de son père, se retourne brusquement contre Mathias, bat l'un après l'autre ses cinq corps d'armée, les culbute, les écrase, et poursuit les fuyards l'épée dans les reins jusque sur le territoire de la Hongrie. Mathias demande une suspension d'armes; le roi George ne faiblira pas cette fois, il veut profiter de sa victoire, et nul doute qu'il eût achevé la destruction de l'armée magyare, si un hiver terrible, un hiver tel que de mémoire d'homme il n'y en avait jamais eu dans ces contrées, n'était venu placer les troupes décimées de Mathias à l'abri des coups du vainqueur.

(1) *De Militia et de re publica ad ducem Victorinum, auctore Gregorio Heimburgiensi.* Cet ouvrage, qui n'a pas été imprimé, fait partie d'un recueil de documens manuscrits connu dans les archives de Bohême sous le titre de *Cancellaria regis Georgii.*

Pendant cette inaction forcée, le roi de Bohême ne perdit pas son temps : il avait à combattre Mathias Corvin sur le terrain de la politique comme sur les champs de bataille; là encore, ainsi que dans les plaines de Hradisch, il fallait le déloger des positions qu'il avait prises et mettre ses plans en déroute. On a vu que le Magyar convoitait hardiment le titre de roi des Romains, et qu'il avait déjà entamé des négociations à ce sujet, soit avec les légats du pape, soit avec les princes de l'empire; le roi George s'adresse aussi aux princes de l'empire, et, reconnaissant avec eux qu'il importe de donner un coadjuteur à Frédéric III, il cherche un candidat qui fasse échouer les projets de Mathias. Il y a beaucoup d'obscurité sur le détail de cette affaire; une chose certaine, c'est qu'un envoyé du roi, le sire George de Stein, alla trouver Charles le Téméraire à la fin de l'année 1469, et le pressa vivement, au nom de son maître, de solliciter ce vicariat de l'empire d'Allemagne. Déjà le sire de Stein par ses négociations personnelles, et Grégoire de Heimbourg par ses manifestes, avaient préparé les voies à cette compétition; le duc n'avait qu'à parler, à payer de sa personne; entre le farouche Magyar et le brillant duc de Bourgogne, les électeurs n'hésiteraient pas. L'attitude de Mathias Corvin semblait justifier d'avance ces promesses du roi de Bohême. Au moment où Podiebrad faisait ainsi appel à Charles le Téméraire, Mathias Corvin allait trouver l'empereur à Vienne, et, lui demandant sa fille en mariage, essayait de s'imposer à l'Allemagne comme un protecteur dont elle ne pouvait se passer. N'était-il pas le seul souverain, depuis l'empereur Sigismond, qui eût osé combattre l'hérésie bohémienne? Frédéric III eut l'air de consentir à tout; il avait pourtant de bien autres projets, et il n'avait pas eu besoin de considérer d'aussi près l'arrogance du Hongrois pour écarter sa demande. On ne sait pas exactement ce qui se passa entre eux; il est avéré seulement que la fin de ces fêtes de Vienne ne ressembla guère au début. Pendant tout le mois de février 1470, l'empereur et le roi de Hongrie ne s'étaient pas quittés un instant; l'empereur appelait le roi son fils, le roi donnait le nom de père à l'empereur; tout semblait réglé entre Frédéric et Mathias, et le Magyar allait recommencer la guerre à l'hérétique avec une autorité nouvelle qui doublerait ses forces. La double comédie, car on se trompait des deux côtés, finit aux derniers jours du carnaval. Le 10 mars, Mathias Corvin quitta Vienne la fureur dans l'âme et la menace à la bouche. Il devait y revenir vingt et un ans plus tard après en avoir chassé Frédéric; mais c'est là un épisode qui n'appartient plus à notre histoire, et l'échec de Mathias auprès de l'empereur en 1470 confirmait la politique du roi de Bohême.

La lutte de Mathias et de George, interrompue par l'hiver, est reprise avec furie aux premiers jours du printemps. Le roi de Bohême

a profité de l'armistice pour établir une armée permanente et organiser une sorte de *landwehr*. Le roi de Hongrie, moins assuré de ses forces, puisqu'il combat en pays ennemi, est obligé de faire appel aux plus féroces passions de la soldatesque. Jamais peut-être, en ces luttes sans merci, on ne vit plus de cruautés que dans cette dernière campagne. L'armée hongroise comptait des régimens irréguliers qui n'avaient d'autre solde que le pillage, et comme si cela n'eût pas suffi pour irriter leurs instincts féroces, il y avait une récompense particulière pour chaque tête coupée qu'apportaient ces bandits. Le 29 juin 1470, après la sanglante bataille de Goding, dont le succès demeura indécis, un corps d'armée hongrois, ayant surpris un convoi de Bohémiens, les massacra jusqu'au dernier. Cinq cent quatre-vingt-cinq têtes coupées furent présentées le soir même au roi de Hongrie. Mathias ordonna de les placer sur des balistes et de les jeter dans le camp des Bohémiens. *O grande spectaculum!* s'écrie sans autre émotion le chroniqueur silésien Pierre Eschenloer, historien et complice des fureurs de Breslau.

L'indignation qui soulevait le cœur du roi George s'emparait cependant peu à peu des catholiques eux-mêmes. En face de ces barbares qui frappaient amis et ennemis avec une fureur égale, les plus fanatiques champions du saint-siége commençaient à éprouver des remords. Ils s'accusaient d'avoir mal jugé les choses; l'anathème qu'ils avaient appelé sur le roi n'était-il pas retombé sur leur tête? Ces hordes féroces déchaînées par eux contre les schismatiques de Bohême n'étaient-elles pas le fléau de Dieu qui châtiait leurs propres iniquités? Le même chroniqueur que nous venons de citer, Pierre Eschenloer, nous a conservé sur ce point des détails singulièrement expressifs. Le 26 décembre 1469, en installant un nouvel abbé dans un des monastères de la Silésie, le légat Rodolphe de Lavant, naguère l'intraitable ennemi du roi de Bohême, se mit à parler des affaires publiques, et confessa, les larmes aux yeux, que le saint-père avait été mal informé sur le compte de George de Podiebrad. « Moi-même, ajoutait-il, si j'avais su dès mon arrivée à Breslau tout ce que j'ai su plus tard, jamais je n'eusse permis cette guerre abominable. Ceux qui en ont la responsabilité devant Dieu et devant les hommes ont chargé leur âme du plus grand des péchés. » Il fit ensuite tout un discours animé d'une tristesse éloquente pour prouver qu'il était non-seulement permis, mais ordonné de vivre fraternellement avec les hérétiques; l'œuvre la plus urgente à ses yeux, et il engageait tous ses auditeurs à y travailler sans relâche, c'était de préparer au plus tôt la conclusion de la paix. Parmi ces auditeurs se trouvait le docteur Tempelfeld, un des prédicateurs populaires qui avaient le plus soufflé le feu de la haine au cœur des Silésiens. Accablé par les reproches du légat, il gardait un

morne silence. On l'entendit seulement prononcer ces mots, où il y avait encore plus de fureur que de repentir : « Mon Dieu ! mon Dieu ! qui aurait pu penser que ces hommes fussent si forts ? » La pensée de tous se reporta bientôt sur le prudent évêque de Breslau, Jost de Rosenberg; on rappela sa charité prévoyante, ses efforts pour le maintien de l'union, les outrages qu'il avait subis de la part d'une populace aveugle, et chacun s'empressait de faire réparation à sa mémoire. Dans une autre assemblée du même genre à laquelle assistait un des barons de la ligue, comme on évoquait le souvenir des jours heureux où George de Podiebrad gouvernait pacifiquement son royaume, un des seigneurs s'avisa de dire, suivant les superstitions de l'époque, que ces effroyables malheurs avaient été prédits depuis longtemps par la conjonction de deux planètes sinistres. « Eh ! que parles-tu des planètes du ciel qui ne font de mal à personne? s'écria le ligueur repenti; s'il n'y avait pas eu dans Breslau deux planètes infernales (et il nommait par leurs noms les deux boute-feu de la ligue, Duster et Tempelfeld), cette guerre n'aurait pas éclaté. Pourquoi Satan ne les a-t-il pas rappelés à lui il y a une vingtaine d'années? Si nous sommes réduits à prendre un jour le bâton du mendiant, nous le devrons à ces planètes du diable. »

Catholiques et ligueurs avaient raison de se frapper la poitrine; les férocités qui leur arrachaient de tels aveux se renouvelaient de jour en jour. Mathias Corvin, presque toujours vaincu en bataille rangée, évitait les actions décisives; solidement établi dans son camp ou se portant d'un point à l'autre avec sa cavalerie rapide, il allait faire ses coups de main dans la plaine et revenait s'appuyer aux montagnes. Sa tactique se composait de surprises, d'embuscades, car il ne voulait que prolonger la guerre, espérant lasser à la fin la patience du peuple tchèque et désoler l'âme paternelle du roi. Mathias avait visé juste; atteint dans son pauvre peuple, le roi de Bohême était frappé au cœur. Ce noble George voulut en finir, et loyalement, chevaleresquement, il adressa un cartel à Mathias. Plusieurs de ses barons, munis de saufs-conduits, pénétrèrent dans le camp du Magyar et lui parlèrent en ces termes : « Sire, notre roi et seigneur, pour arrêter cette horrible effusion de sang chrétien, vous provoque à un duel à mort en présence des deux armées. Équipés de la même façon, les mêmes armes à la main, les deux champions auront à combattre sur un terrain circonscrit dont nul ne pourra sortir, car vous êtes plus agile que le roi notre maître, et ce n'est point à la course qu'il prétend vous défier. Si Dieu condamne notre maître et vous donne la victoire, vous disposerez de son sort; si vous êtes vaincu, il aura le même droit sur vous. » Le roi de Bohême, prévoyant le cas où Mathias Corvin n'accepterait pas ce cartel, demandait au moins une grande bataille entre les deux armées, une

bataille décisive et suprême, qui mît fin à cette épouvantable guerre, qui arrêtât cette lente extermination d'un peuple. Mathias Corvin ne répondit que par des outrages et n'accepta ni le duel ni la bataille. Retranché aux environs de Brunn, dans les montagnes de Moravie, il ne songeait qu'à lancer partout ses pillards, et il eût pu continuer longtemps ses féroces incursions, si un incident imprévu n'eût terminé tout à coup la lutte par une scène à jamais mémorable.

Le roi George, n'ayant pu attirer Mathias hors de ses retranchemens, se dirigea au nord vers la Silésie. Était-ce une feinte? On ne sait; en tout cas, le piége était bien tendu, car l'armée royale s'éloignait à grands pas du principal théâtre des hostilités et semblait laisser la Bohême à découvert. Voyant cela, Mathias Corvin pense qu'il aura le temps de frapper un grand coup sur la ville de Prague. Il quitte son campement de Moravie et fait irruption en Bohême. Ce fut alors qu'on admira la prévoyance du roi, la force et la fécondité de ses institutions. Cette *landwehr* organisée depuis quelques mois se trouva sur pied au premier péril. En quelques jours, une armée fut réunie dans les murs de Prague. La reine Jeanne monte à cheval, et tout ce peuple la salue de ses acclamations; chacun est impatient de se battre. En même temps le roi, informé des projets de l'ennemi, revient à marches forcées. Ses courriers, qui le devancent, ont déjà porté ses ordres sur tous les points de la *landwher :* « Les Hongrois vont se trouver pris entre deux feux. Qu'on creuse partout des tranchées, qu'on ouvre des fondrières pour arrêter la cavalerie magyare; l'infanterie de la *landwehr* en aura bon marché. » Mathias Corvin devine le péril; il a peur de cette nation qui se lève altérée de vengeance, et qui se prépare à l'immoler comme on immole un criminel; il a peur de George, qui menace de lui couper la retraite. Entre la ville hérissée de défenseurs sans nombre et l'armée du roi toute prête à l'envelopper, il craint de ne pas trouver d'issue. Il part donc aussi rapidement qu'il est venu; il part, il fuit de toute la vitesse de ses chevaux et laisse sur la route une partie de ses hussards, qui, exténués de fatigue ou précipités dans les fondrières, tombent sous les coups du paysan : terrible revanche de tant de férocités commises en des embuscades ténébreuses! Cette victoire gagnée sans coup férir était le digne couronnement des opérations du roi George. Ce chef si noble, si humain, grand surtout par la prévoyance politique et la sagesse de ses lois, méritait de terminer la guerre sans tirer l'épée et de mettre l'ennemi en déroute par la seule efficacité de ses institutions civiles et militaires.

Tant d'activité, de sagesse, de courage, de vertus royales, tant d'épreuves si héroïquement souffertes et si glorieusement terminées devaient finir par désarmer les ennemis du roi George. Déjà, dans les derniers mois de la guerre, au moment où les cruautés de Ma-

thias Corvin désolaient toutes les contrées de la Bohême, où les Hongrois ne respectaient pas plus les catholiques que les hussites, où les églises et les couvens étaient la proie des pillards aussi bien que les villages du peuple tchèque, on avait vu les deux légats du pape s'accuser eux-mêmes de ces horreurs et en demander pardon à Dieu. Ces plaintes, ces cris avaient retenti jusqu'à Rome. On assure que Paul II commençait à éprouver des remords. Le plus inflexible des ennemis du roi de Bohême, le plus redoutable de tous par les vertus sévères qui se mêlaient chez lui à un fanatisme outré, le cardinal Carvajal, venait de mourir (1470). Un autre membre du sacré collége, dont l'histoire malheureusement n'a pas conservé le nom, avait osé prendre la défense de George dans les conseils du pape. George, vivement ému, s'était empressé de l'en remercier en le suppliant de poursuivre son œuvre et d'obtenir le rappel d'une sentence inique. Enfin de tous côtés, chez les barons de la ligue et parmi les populations catholiques, en Silésie, en Moravie, à Rome même, une réaction éclatait, favorable au roi de Bohême et hostile à l'arrogant Magyar. Les catholiques ne voulaient plus d'un défenseur tel que Mathias Corvin, et lui-même, obligé bientôt de repousser une nouvelle invasion de Mahomet II, ne se souciait plus de recommencer une guerre où il sentait bien qu'il n'avait moissonné que de la honte. Un rayon de l'éternelle justice semblait dissiper les ténèbres des passions. Sur ce théâtre si longtemps désolé, la figure de George de Podiebrad reprenait son éclat, tandis que la situation de Mathias Corvin s'assombrissait d'heure en heure. On admirait ce roi qui, au milieu des plus tragiques infortunes, n'avait cessé de remplir les devoirs sacrés de sa charge, toujours juste, toujours dévoué au bien public. « Que me faisaient et l'aigle impériale, et les menaces de Rome, et les violences du Magyar? Le monde avait beau me maudire, j'ai toujours vécu en roi. »

Nil aquilæ, nil Roma minax, nil arma valebant
Pannonis; invito sceptra vel orbe tuli.

Ces vers qu'un poète du XVI[e] siècle mettait dans la bouche du roi George résument nettement l'opinion qui commençait à se former dans l'empire sur le généreux modérateur de la révolution de Bohême. On était ému de ses malheurs et de sa gloire; la sympathie succédait à la haine. Peut-être allait-il recueillir le fruit de ses prodigieux labeurs. « La Providence en décida autrement, s'écrie M. Palacky; au moment où le héros, après avoir épuisé le calice d'amertume, entrevoyait l'aurore des jours heureux, elle le retira de la scène qu'il avait si vaillamment occupée. Dieu ne lui avait pas assigné ici-bas le rôle d'un roi vainqueur et triomphant; il fallait qu'il restât dans notre histoire comme l'image du roi martyr. »

Atteint des infirmités les plus graves, accablé par tant de travaux et de fatigues, le roi George rendit son âme à Dieu le vendredi 22 mars 1471. Son corps resta exposé le samedi et le dimanche dans la grande salle du palais, transformée en chapelle ardente; tous les habitans de Prague purent contempler une dernière fois sur son lit de mort le grand justicier, l'inflexible défenseur du droit national. Il fut enseveli le 25 mars dans les caveaux de Saint-Vite, où dorment les Prémysl et les Ottocar, les saints et les héros. Ce ne furent pas seulement les calixtins qui l'accompagnèrent en pleurant jusqu'à la tombe : catholiques et hussites, confondant leurs sanglots, rendaient le même hommage au père du peuple. Son grand compagnon d'armes dans les combats de la foi, maître Rokycana, était mort quelques semaines auparavant; son autre ami, son intrépide lieutenant dans les luttes politiques et religieuses, le docteur Grégoire de Heimbourg, expira l'année suivante. Ainsi disparaissaient à la fois les principaux acteurs de ce douloureux drame. Tous les trois furent grands par le dévouement de leur vie entière à ce qu'ils croyaient la vérité; le plus grand, parce qu'il fut le plus simple d'esprit, le plus large de cœur, le plus dégagé de toute passion étroite, le plus dévoué au droit commun et au christianisme universel, le plus grand, ce n'est ni le prêtre ni le docteur, c'est le roi, le roi puissant et bon, le roi qui a maintenu sa puissance tutélaire au milieu de son royaume déchiré, le roi qui est resté bon, humain, chrétien sous le coup des malédictions du saint-siége.

VI.

Le roi George, tel qu'il se relève aujourd'hui devant nous à la lumière de l'impartiale histoire, est une des plus nobles figures de son siècle et de tous les siècles. Ce qu'il a fait en Bohême est admirable : tout jeune encore, membre obscur de la petite noblesse, il veut sauver son pays d'une anarchie meurtrière, et, après un hardi noviciat sur les champs de bataille de la révolution hussite, il rallie à vingt-quatre ans tous les hommes chez qui bat encore le cœur de la patrie. De 1444 à 1448, il affermit ce parti, ou, comme on disait, cette fédération d'où sortira un jour la Bohême ressuscitée. En 1448, devenu maître de Prague, il établit un gouvernement né de la force des choses, et que soutient tout un peuple. Il règne, il administre, il unit les citoyens divisés, il fonde l'ordre public, il relève les travaux de la paix, il est le sauveur et le père d'une nation. Dégagé de toute ambition mesquine et ne songeant qu'au succès durable de son œuvre, il va chercher en Autriche le fils des anciens rois, en lui imposant le respect des libertés religieuses et des franchises politiques du royaume. Tuteur du prince comme il a été le tuteur du

peuple, il accomplit sa tâche avec le même dévouement au bien général, le même oubli de ses intérêts et de sa personne; il est si bien le représentant de la chose publique qu'au moment où le jeune souverain est emporté par la peste, l'acclamation universelle le fait roi, écartant sans hésiter les compétiteurs les plus puissans, l'empereur et le roi de France. La féodalité germanique essaie vainement de le rejeter de son sein; ces fiers seigneurs s'inclinent bientôt devant la haute sagesse du parvenu, et, le prenant pour juge de leurs querelles intestines, ils reconnaissent en lui une sorte de coadjuteur de l'empire. Arbitre des princes allemands, il est aussi leur modèle. Rois, ducs, margraves imitent à l'envi ses institutions, si bien qu'en sauvant son pays, ce grand homme n'a pas moins servi l'Allemagne et l'humanité. Pour accomplir de telles choses sur un sol qu'avaient bouleversé si longtemps les hideuses fureurs du fanatisme, il avait pris son point d'appui dans la conscience nationale et la sienne propre; cette base, ce roc, c'était le droit religieux établi par le concile universel. Un pape veut détruire cette charte sainte, le roi justicier la protége, et voyez l'originalité de son rôle : il n'agit pas en sectaire, mais en catholique; il n'invoque pas la raison individuelle, il se rattache aux traditions de l'église; il met le concile au-dessus du pape, sans nier l'autorité morale du saint-siége; il proteste contre les usurpations des souverains pontifes sans attaquer le principe de l'unité; au lieu d'un catholicisme qui va se rétrécissant et qui retranche du tronc antique les rameaux où circule la séve, il a le sentiment d'un catholicisme à qui l'esprit de Dieu communique une fécondité immortelle; il combat en un mot l'absolutisme latin et lui oppose dans sa pensée l'immense république chrétienne, dont le successeur de saint Pierre n'est que le premier magistrat. Soutenu par cette foi, dont il ne sait pas se rendre compte, mais qui est pour nous la clé de ses contradictions apparentes, il lutte contre le souverain pontife avec une constance que ne souillent jamais ni l'opiniâtreté de l'orgueil ni les violences de la haine. Vigilant, actif, à la fois énergique et humain, songeant à la paix tout en faisant la guerre, il continue de veiller sur l'état au milieu des horreurs de la lutte, et garde sous les outrages de Rome sa sérénité royale et chrétienne. Il oblige enfin ses ennemis eux-mêmes à regretter les violences qu'ils ont commises; quand les barbares que le pape a lancés sur ce royaume chrétien reprennent en fuyant le chemin de leur contrée, les catholiques, honteux et repentans, ne peuvent retenir un cri de joie. N'y a-t-il pas une grandeur épique dans cette série d'épreuves et de victoires? Plus l'homme est grand par le cœur, plus il est condamné à souffrir ici-bas; n'y a-t-il pas une majesté religieuse dans les viriles souffrances du roi George?

George de Podiebrad n'est pas moins grand au point de vue de

l'histoire politique de son siècle. C'est surtout cette partie de sa gloire que M. Palacky s'attache à mettre en lumière. L'éminent historien lui attribue l'honneur d'avoir introduit dans le monde le principe fondamental de la société moderne, l'affranchissement de l'état vis-à-vis de l'église, c'est-à-dire, en d'autres termes, d'avoir porté le premier coup à ce pouvoir temporel inconnu et contraire à l'Évangile. « Si dans les bouleversemens du XVI[e] siècle, ajoute-t-il, la cour romaine ne s'est pas laissé entraîner à combattre ses adversaires par les armes théocratiques, c'est qu'elle avait bien senti dans sa lutte avec George l'impuissance de ces armes et la marche irrésistible des idées. » M. Palacky, dans son patriotisme, oublie que bien d'autres champions avant le roi de Bohême avaient soutenu ce principe, il oublie les hommes qui, du sein même du moyen âge, ont protesté contre cette confusion des deux pouvoirs, il oublie Dante condamnant Boniface VIII, il oublie notre saint Louis résistant aux empiétemens du saint-siége. Et que fait-il de cette suite de rois qui ont préparé depuis saint Louis la transformation du monde moderne? Il suffisait de dire que sur cette liste glorieuse une place immortelle était réservée à George de Podiebrad. Quant à l'influence que le roi de Bohême aurait pu exercer sur les affaires orientales de l'Europe, les conjectures de l'historien sont aussi légitimes que douloureuses. On disait au XV[e] siècle, en maintes contrées de l'empire, que le roi George, si on lui eût laissé sa liberté d'action, aurait replanté la croix sur Sainte-Sophie de Constantinople. M. Palacky rappelle ces témoignages avec un juste orgueil, et bien qu'il n'ose les ranger parmi les titres incontestables de son héros, il affirme du moins que la guerre impie faite aux chrétiens de Bohême a favorisé l'établissement de la puissance ottomane sur le sol de l'Europe. Qu'on se figure George de Podiebrad et Mathias Corvin, au lieu de s'entre-déchirer, unissant leurs armes contre les hordes de l'Asie à l'époque où ces barbares, campés encore en terre conquise, étaient organisés pour l'attaque bien mieux que pour la défense. Ah! la Providence a des justices sévères. Quels sont les hommes qui ont le plus ardemment travaillé à l'expulsion des Ottomans? Deux surtout, Æneas Sylvius et Jean Capistran. Tous les deux ont été sans pitié pour les dissidens de Bohême, et ce sont précisément ces fureurs qui, précipitant les Hongrois sur les Tchèques, c'est-à-dire détruisant l'armée chrétienne en face de l'ennemi, ont fait le triomphe des soldats de Mahomet. Mathias Corvin, l'exécuteur des vengeances de Paul II, recevra aussi son châtiment, sinon dans sa personne, au moins dans son œuvre, dans son peuple, et pour être différée la punition n'en sera que plus terrible. De mauvais jours viendront pour la Hongrie; attaquée par l'empereur, elle sera délaissée par le pape; où sera-t-elle alors, cette alliée généreuse que

le roi George voulait lui assurer à jamais? Au seul nom de Hongrie, de hideux souvenirs se dresseront d'un bout de la Bohême à l'autre, et il faudra que les Magyars soient purifiés à leur tour par deux siècles de souffrance et d'héroïsme pour que ces haines s'évanouissent enfin à la lumière du XIXe siècle.

Est-ce assez de montrer la grandeur du roi George sur la scène de son temps? Je ne le pense pas; maintes réflexions se pressent dans notre esprit au récit de ces tragiques aventures, et nous manquerions à notre tâche, si nous ne cherchions pas à dégager quelques-unes des leçons qu'elles renferment. L'historien de la Bohême ne voit ici que la Bohême; pour nous, moins touché des intérêts d'un peuple que des destinées de l'humanité, moins préoccupé des malheurs du passé que des inquiétudes de l'avenir, ce qui nous frappe particulièrement dans cette noble histoire, c'est la naïve et loyale hardiesse du prince chrétien. Bon gré, mal gré, des rapprochemens involontaires s'imposent à nous à la vue de ces luttes d'un autre âge. Au moment où une science courageuse exhume du tombeau d'une nation l'adversaire d'Æneas Sylvius et de Paul II, le pouvoir temporel des papes, occasion de tant de fautes, source de tant de misères pour la divine église de Jésus, est menacé d'une déchéance inévitable. Or, que demandait le roi George, et par quelles nouveautés avait-il attiré sur sa tête les foudres du saint-siége, lui qui ne repoussait aucun des dogmes internes du catholicisme, lui qui avait foi aux mystères, à tous les symboles consacrés par les siècles? Ce n'était pas sans doute une question de forme dans l'administration de l'eucharistie qui justifiait les fureurs dont il fut la victime; que voulait-il donc, encore une fois, et d'où venaient contre lui tant d'implacables haines? Il voulait quelque chose d'analogue à ce qui s'accomplit sous nos yeux, la destruction de la théocratie. Or, si la Providence gouverne l'histoire, il faut bien reconnaître qu'elle a donné raison au roi George, car les faits dont nous sommes témoins ne sont pas une explosion inattendue; voilà plus de trois cents ans que cette théocratie, circonscrite d'abord, puis démantelée pièce à pièce, a été peu à peu réduite à ce douloureux état, où elle n'est plus protégée que par sa faiblesse même. Mais poussons plus avant l'analyse des pensées du roi George. En désirant la fin de la théocratie, le roi de Bohême faisait-il des vœux contre l'unité de l'église? Non, certes; il prétend rester catholique malgré ceux qui le repoussent. Il vénère, même chez son ennemi, le représentant de l'unité chrétienne, et c'est pour cela qu'au lieu de ruser avec lui comme Louis XI, il le supplie sans cesse, il lui demande la paix, il voudrait le voir, lui parler, lui ouvrir son cœur, tant il a conscience de la sincérité de sa foi. Seulement cette unité qu'il aime est l'u-

nité vivante qui admet la diversité des phénomènes; cette suprématie qu'il reconnaît est la haute magistrature d'une confédération et non pas le pouvoir arbitraire d'une monarchie absolue. Qui sait si ce vœu du roi de Bohême ne sera pas une des réalités de l'avenir? Elle ne mourra point, cette grande magistrature sacrée; les événemens qui se préparent lui donneront au contraire une existence nouvelle, si elle en accepte les conditions. Il ne disparaîtra pas, ce grand catholicisme, qui a eu l'honneur d'organiser la vie chrétienne et d'en tracer les cadres; l'esprit nouveau, qui dissout les choses caduques, le transformera sans le détruire, car il répond à un besoin éternel de notre esprit, et où trouver ailleurs une plus grande école de respect, d'humilité, de sanctification? Si l'église catholique, fidèle à ses préceptes, reçoit avec une soumission entière les terribles avertissemens de la Providence, si elle se dépouille de toute convoitise humaine et de tout orgueil pharisaïque, quelle grandeur surpassera la sienne? Un profond et religieux penseur, Alexandre Vinet, disait, il y a quelques années : « Je puis avoir comme protestant des pensées catholiques, et qui sait si je n'en ai pas? » Le jour où le catholicisme agrandi pourrait parler avec la même largeur de sentiment, où il pourrait embrasser toutes les libres aspirations dont le principe est l'Évangile, où il mériterait enfin son admirable nom et s'écrierait avec le pape saint Grégoire le Grand : *Ubi unus colitur Christus, nihil efficit rituum varietas;* » ce jour-là peut-être, la grande attente qui agite en sens divers les meilleurs esprits de notre âge serait enfin satisfaite.

Il est impossible de ne pas se rappeler ici les sublimes paroles que l'auteur des *Soirées de Saint-Pétersbourg* met dans la bouche du sénateur russe. « Examinez-vous, dit l'ardent schismatique au catholique altier, examinez-vous dans le silence des préjugés, et vous sentirez que votre pouvoir vous échappe; vous n'avez plus cette *conscience de la force* qui reparaît souvent sous la plume d'Homère lorsqu'il veut nous rendre sensibles les hauteurs du courage. Vous n'avez plus de héros, vous n'osez plus rien, et l'on ose tout contre vous. Contemplez ce lugubre tableau, joignez-y l'attente des hommes choisis, et vous verrez si les illuminés ont tort d'envisager comme plus ou moins prochaine une troisième explosion de la toute-puissante bonté en faveur du genre humain. Je ne finirais pas si je voulais rassembler toutes les preuves qui se réunissent pour justifier cette grande attente... Vous, mon cher comte, vous, apôtre si sévère de l'unité et de l'autorité, vous n'avez pas oublié sans doute tout ce que vous nous avez dit au commencement de ces entretiens sur tout ce qui se passe d'extraordinaire dans ce moment. Tout annonce, et vos observations mêmes le démontrent, *je ne sais quelle*

grande unité vers laquelle nous marchons à grands pas. Vous ne pouvez donc pas, sans vous mettre en contradiction avec vous-même, condamner ceux *qui saluent de loin cette unité*, comme vous le disiez, et qui essaient, suivant leurs forces, de pénétrer des mystères si redoutables sans doute, mais tout à la fois si consolans pour vous.» Et plus loin : « Quant aux manifestations futures, j'ai mille raisons pour m'y attendre, tandis que vous n'en avez pas une pour me prouver le contraire. L'Hébreu qui accomplissait la loi n'était-il pas en sûreté de conscience? Je vous citerais, s'il le fallait, je ne sais combien de passages de la Bible qui promettent au sacrifice judaïque et au trône de David une durée égale à celle du soleil. Le Juif qui s'en tenait à l'écorce avait toute raison, *jusqu'à l'événement*, de croire au règne temporel du Messie. Il se trompait néanmoins, comme on le vit depuis; mais savons-nous ce qui nous attend nous-mêmes?... »

Ces paroles, quand on les relit aujourd'hui, prennent une signification extraordinaire. L'unité dont parle ici Joseph de Maistre, ce ne peut pas être évidemment l'étouffante unité qui comprime l'esprit de chaque nation; c'est l'unité vivante et libre qui admettrait la variété des formes et qui prouverait l'immortelle fécondité du christianisme. Telle était la société chrétienne que George de Podiebrad semblait appeler de ses vœux. Quand les siècles à venir auront résolu ces périlleuses questions, ceux qui liront l'histoire de la Bohême au XVe siècle ne seront pas seulement frappés de la grandeur du drame politique, ils admireront surtout les idées naïvement audacieuses et les sublimes pressentimens du roi George.

On demandera sans doute ce qu'est devenue la Bohême après la mort de George de Podiebrad. Il est consolant de penser que tant de douloureux labeurs n'ont pas été accomplis en vain. Les suprêmes résolutions du roi furent sanctionnées par la nation et par l'Europe; Wratislas, fils du roi de Pologne Casimir, devint roi de Bohême, et ces *compactats* pour lesquels on se battait depuis plus de trente ans restèrent la loi fondamentale du royaume. Paul II abandonna cette guerre impie. Si la Bohême succomba plus tard, ce ne fut pas sous les coups du saint-siége. Après le prodigieux accroissement de la maison d'Autriche au XVIe siècle, l'autonomie des Tchèques était condamnée à disparaître; mais, tant qu'il y eut une Bohême indépendante, les Tchèques ont recueilli le fruit de la politique de George de Podiebrad.

SAINT-RENÉ TAILLANDIER.

LA

COLLECTION CAMPANA

Depuis que nous savons, par quelques mots du *Moniteur*, que la collection Campana ne sera pas érigée, comme on le pensait d'abord, en musée spécial et indépendant, qu'on ne lui bâtira pas un palais, et qu'elle ira tout simplement se fondre dans les galeries du Louvre, remarquez-vous comme on en parle moins? Jusque-là c'était un enthousiasme qui ne pouvait se contenir, et dont pendant trois mois tous les journaux, *le Moniteur* en tête, nous envoyaient l'écho chaque matin. D'où vient le calme d'aujourd'hui? Pourquoi cette froideur subite? Tout ce concert d'admiration n'était-il donc qu'un plaidoyer, et parce que la sentence est rendue, les avocats n'ont-ils plus rien à dire? ou bien serait-il vrai, comme ils l'annonçaient tous, que le principal intérêt de cette collection était dans son autonomie, que diviser cet harmonieux ensemble, rompre ce précieux faisceau, c'était nécessairement diminuer la valeur non-seulement de la collection même, mais de chacun des objets dont elle est composée? Si tel est en effet le résultat probable du parti qu'on a pris, nous nous joignons à ceux qui le déplorent, et nous comprenons leur silence; mais ces craintes sont-elles vraiment fondées? Nous avons sur ce point quelques doutes. Essayons de les éclaircir pendant qu'il en est temps encore, pendant que nous avons devant nous la pièce du procès, la collection dans son intégrité et son indépendance, telle qu'on voudrait la maintenir. Soit simple curiosité, soit, si l'on veut esprit de contradiction, c'est depuis qu'on ne dit plus rien du musée Campana que l'envie nous vient d'en parler.

Il est vrai que nous ne commençons pas à nous en occuper seulement d'aujourd'hui. Voilà déjà longtemps que l'acquisition par la France de ce magnifique amas de trésors archéologiques était notre

ambition, notre rêve. Dès 1838, il y a vingt-quatre ans, la galerie Campana avait acquis dans l'Europe savante une immense célébrité. Elle passait à bon droit, même à Rome, pour la collection particulière la plus riche et la plus variée, bien qu'il n'y fût encore entré que moitié tout au plus des objets qui plus tard la devaient enrichir. L'accès alors n'en était pas facile, et l'examen rapide que tolérait son ombrageux propriétaire ajoutait un certain mystère à sa célébrité. Pour nous, c'est seulement il y a cinq ans, quelques semaines avant la catastrophe encore incompréhensible de cet opulent antiquaire, que nous avions obtenu de bien voir sa galerie et de l'étudier à loisir.

Si quelque chose semblait exclure le caractère soi-disant méthodique que, par une sorte de mot d'ordre, on est convenu chez nous d'attribuer à cette collection, pour la recommander au public parisien, c'était la façon dont à Rome elle était logée, classée, distribuée. Ces détails matériels prouvaient du premier coup, même aux moins clairvoyans, que jamais le marquis Campana n'avait eu le dessein qu'on lui prête de faire de sa galerie une sorte d'enseignement pratique et comme un cours complet d'histoire de l'art. Imaginez qu'à l'exception de deux ou trois séries favorites, les bijoux, une partie des vases et presque tous les bronzes, qu'il avait étalées avec assez de soin et de coquetterie dans son palais de la rue *del Babuino*, sauf aussi quelques marbres qui ornaient sa villa, toute cette vaste collection était exposée çà et là et presque pêle-mêle dans les salles ou, pour mieux dire, dans les greniers du grand établissement public dont le marquis avait la direction, le mont-de-piété de Rome. Évidemment il ignorait lui-même la plupart des objets que, depuis tant d'années, il entassait dans cette sorte de garde-meuble. Ce n'était, il est vrai, qu'un dépôt provisoire; mais le provisoire aurait duré toujours, si notre infatigable amateur, en même temps qu'il usait du local, n'eût usé du crédit de l'établissement, et si le sans-façon de sa comptabilité n'eût fini par être découvert. Cette manière d'opérer avait le grand défaut de lui fournir tout à la fois une excuse et une excitation. Ce n'était pas, croyait-il, détourner les deniers confiés à sa garde que de s'en servir ainsi, puisqu'à mesure qu'il les employait à se passer ses fantaisies, il laissait comme en gage aux mains de son prêteur les objets qu'il avait acquis. Ce qui lui manquait, à vrai dire, encore plus que la bonne volonté, pour voir clair dans ses affaires, c'était le temps. La chasse aux œuvres d'art l'absorbait tout entier. C'était sa passion, sa manie : il en avait l'instinct, le flair pour ainsi dire, et se laissait emporter à l'attrait du gibier. Achetait-il un terrain pour y pratiquer une fouille, presque toujours il trouvait quelque chose; mais pour un objet nouveau, im-

portant et intact, que de banalités ne ramassait-il pas, que de redites, que de fragmens et de mutilations! Et, le mauvais comme le bon, tout allait au mont-de-piété. Il en était de même de ses acquisitions : que de fois pour s'assurer d'une œuvre qui l'avait alléché n'était-il pas forcé de l'acheter en bloc avec vingt autres dont il ne voulait pas! Or rarement il triait et élaguait, si ce n'était par voie de troc et d'échange, car il avait la maladie de l'antiquaire italien, il était plus ou moins brocanteur en antiquités. De là son goût pour les restaurations. Il fallait bien tirer parti des fragmens, des débris dont ses magasins étaient pleins. Aussi avait-il à ses gages toute une armée d'habiles rhabilleurs, jeunes gens de talent, qui ne travaillaient que pour lui.

Faut-il donc s'étonner qu'on n'ait trouvé au jour de son désastre ni catalogues raisonnés, ni inventaires bien dressés, ni rien de ce qui constitue une collection formée avec maturité, méthode et sobriété. On pourra dire de cette galerie tout le bien qu'on voudra, on la pourra vanter, admirer sans mesure : s'il ne s'agit que de la valeur individuelle d'un grand nombre d'objets qu'elle renferme, ou même d'un certain ensemble, d'une certaine abondance dans quelques catégories d'objets, nous adhérons à cette admiration, et tout à l'heure la preuve en sera donnée; mais prétendre y avoir découvert, comme on l'a pompeusement déclaré, une grande unité, « un but entièrement neuf, et qui n'a d'analogue nulle part, les élémens complets d'une nouvelle histoire de l'art dans toutes ses transformations, » c'est pure chimère, à notre avis, et, qui plus est, grande imprudence.

D'où vient en effet la défaveur presque subite, ou du moins l'extrême indifférence qu'a rencontrée chez nous l'exposition de cette galerie? D'où vient que les vastes salles du Palais de l'Industrie sont devenues si promptement désertes? qu'après le premier flot passé le nombre des visiteurs n'a plus égalé qu'à grand'peine celui des gardiens, et qu'on s'est trouvé plus à l'aise les jours publics que le jour réservé? D'où vient surtout qu'à l'étranger, à Londres et à Berlin, les hommes du métier ont mis si peu de charité, nous dirions presque tant d'aigreur, à divulguer les côtés vulnérables de notre acquisition, l'importance de certaines lacunes, l'extrême élévation du prix? La faute en est sans doute à nous-mêmes, à ce public parisien qui n'aime guère les arts, puis à l'esprit de jalousie dont les meilleurs voisins ne sauraient être exempts; mais avant tout il faut s'en prendre au zèle des prôneurs officiels, au ton provocateur de leurs panégyriques. Si dès l'abord ils avaient dit tout franchement, comme on en convient aujourd'hui, que l'état venait de faire une excellente emplette pour compléter nos collections, et si, après un

choix sévère et un triage rigoureux, deux ou trois salles du nouveau Louvre s'étaient un jour trouvées garnies d'objets d'une exquise finesse, d'une évidente rareté et d'une valeur incontestable, la critique aurait mis bas les armes; on n'aurait soufflé mot ni à Londres ni à Berlin, et notre public lui-même aurait pris goût à cette acquisition; mais on a voulu faire un grand coup de théâtre, inaugurer un grand musée, le plus grand qu'on eût encore vu, le décorer du nom du souverain, et démontrer par chiffres aux contribuables qu'ils en avaient pour leur argent; de là cette profusion, ces interminables suites d'objets toujours les mêmes, et cette multitude de pièces équivoques qui jettent sur les morceaux de choix un reflet triste et incertain.

Cette façon de procéder, il faut être juste, a cependant eu un heureux résultat : elle a mis en lumière chez trois hommes d'un talent modeste une aptitude toute spéciale, qui, sans cette occasion peut-être, serait restée inaperçue. Si les conservateurs des galeries du Louvre avaient été dès le principe, comme on devait s'y attendre, chargés d'acquérir, de transporter en France, de classer et de mettre en ordre cette annexe de leurs collections, nous n'aurions à donner aujourd'hui ni éloges ni remercîmens soit à M. Sébastien Cornu, soit à ses deux adjoints, MM. Clément et Saglio. C'est le projet de musée séparé qui les avait créés conservateurs : ils le seront désormais, non plus de fait, presque de droit. M. Clément est trop connu des lecteurs de cette *Revue* pour qu'il soit besoin de leur dire qu'il avait tous les titres à ce genre de mission. Tout en surveillant l'emballage, le déballage, le classement de ces milliers d'objets, il a trouvé moyen de dresser avec clarté, méthode et diligence un très bon catalogue des bijoux de la collection. Pas plus que ses deux collègues, il n'avait encore mis la main à l'arrangement d'un musée; mais ils ont tous les trois débuté par un coup de maître, avec un zèle de néophytes et une habileté qu'on aurait prise pour de l'expérience. Tout ce que l'exactitude, l'esprit d'ordre, le goût, la bonne entente pouvaient tenter pour sauver le vice radical de cette exposition, ils l'ont bravement mis en œuvre. Ce n'est certes pas leur faute si le succès n'a pas été plus grand, si ce malheureux système de tout produire et de tout étaler sans choix et sans mesure a rebuté le public qu'on pensait éblouir. Maintenant que le mal est fait et qu'on entre un peu tard dans une voie nouvelle, nous ne craignons qu'une chose, c'est qu'on s'y lance trop avant. Telle est l'histoire des réactions. Nous ne voudrions pas qu'au Louvre on prît trop vivement le contre-pied du Palais de l'Industrie, que de peur de trop réunir on crût devoir trop disperser. Conserver, sans en rien distraire, dans sa soi-disant unité, comme une sorte d'arche sainte, la collection

tout entière, c'était peu raisonnable; mais l'égrener pièce à pièce, la dissoudre, la fondre, ne pas lui laisser un corps et n'en conserver que des membres épars, ne serait-ce pas un excès opposé? Sans être un tout indivisible, cette galerie, surtout dans quelques-unes de ses parties, a son genre d'individualité, unité moins fastueuse que celle qu'on rêvait pour elle, unité de caractère et de provenance seulement, mais qu'il serait fâcheux de ne pas respecter à un certain degré. Comprend-on bien notre pensée? Nous ne cherchons au fond qu'à défendre et même à réhabiliter cette collection Campana que nous aimons, que nous tenons encore pour opulente et belle, tout ébréchée qu'elle soit, mais nous prétendons la servir par d'autres argumens que ses avocats d'office : nous voulons commencer par dire les vérités, toutes les vérités dont ils ont fait mystère ou qu'ils affectent de dédaigner. Quand nous aurons tout dit, tout confessé, nous serons moins suspect, et peut-être nous croira-t-on si en définitive nous affirmons que, plus heureux que sages, il nous reste encore un trésor vraiment digne d'envie.

I.

Voyons donc ce qu'on dit hors de France de notre acquisition, ce qu'on en dit à Londres, à Berlin, surtout à Saint-Pétersbourg.

Tout se borne à deux points :

1° La collection n'est pas complète : les pièces capitales en ont été distraites. Nous n'avons pas le premier choix, la véritable fleur de certaines séries;

2° Fût-elle en son entier, le prix que nous l'avons payée dépasserait encore et de beaucoup sa vraie valeur.

Voilà deux assertions, dont une seule, la première, peut être utilement discutée.

En effet, nous connaissons, nous avons vu ces pièces qui nous manquent, et ces objets prélevés par un marché antérieur au nôtre; nous en savons le nombre, la qualité, l'importance, nous pouvons donc en dire franchement notre avis.

Quant au prix, c'est une autre question, d'un genre plus délicat. Rien d'aussi malaisé que d'établir exactement la valeur des anciens objets d'art. Tout dépend du moment, de l'occasion, du plus ou moins de concurrence, des variations de la mode et du goût. Il en peut résulter de telles différences, que sur plusieurs milliers d'objets se tromper d'un ou deux millions n'aurait rien de très extraordinaire. Il y a donc tout au moins grande témérité à prétendre si bien savoir que la valeur marchande est ici dépassée, et qu'à vendre en détail ce qu'on nous a livré jamais nous ne retrouverions nos

quatre millions trois cent soixante mille francs, plus la somme assez ronde que l'emballage et le transport ont dû coûter. De quoi s'agit-il après tout? D'évaluations, d'appréciations, de conjectures purement personnelles, dont le contrôle est impossible. Les uns vous disent : On a manqué l'occasion; en étant plus alerte, en s'y prenant trois mois plus tôt, on acquérait toute la collection, intacte, sans lacune, et qui plus est à meilleur prix; d'autres, sans récriminer, sans parler d'occasion perdue, se récrient seulement sur la grosseur du chiffre. A quoi pensent-ils donc? Se croient-ils de quinze ans en arrière, dans ces temps d'habitudès mesquines et bourgeoises? Aujourd'hui que tout s'est agrandi, et surtout les dépenses publiques, voudrait-on persister, seulement pour les arts, dans la vieille parcimonie? Aussi bien ce n'est qu'à ces pauvres arts qu'on fait ces sortes de querelles. Songez que ce même argent pouvait passer à d'autres dépenses sur lesquelles vous n'auriez mot à dire! Un essai d'uniforme dans quelques régimens, un essai de cuirasse à quelques bâtimens, c'est plus qu'il n'en faudrait pour acquérir encore deux musées Campana. Et qu'en resterait-il? Du vieux fer et de vieux galons! Antiquailles pour antiquailles, vaut-il pas mieux de vieux chefs-d'œuvre? Ne vous plaignez donc pas qu'une fois par hasard on nous ait fait largesse. Un musée de plus, même un peu grassement payé, c'est un beau luxe pour un peuple, et ce n'est pas là ce qui le ruine. Ainsi glissons sur ce chapitre, et ne parlons que de l'autre question, qui seule nous doit sérieusement arrêter.

Il s'agit de se rendre compte du tort réel qu'a fait à notre collection le prélèvement opéré au profit du gouvernement russe, car c'est là cette brèche sur laquelle il faut nous expliquer. Or pourquoi le dissimuler? le tort est considérable. Et peut-il en être autrement? Dites à un homme de choisir parmi certains objets ceux qu'il croira les plus précieux : pour peu qu'il ne soit pas myope et qu'il ait la moindre culture, vous n'avez pas lieu d'espérer qu'il choisira les pièces de rebut. Or le commissaire russe, qui trois mois, jour pour jour, avant que la France conclût l'achat de la collection tout entière, avait acquis le droit de glaner avant la moisson, dans trois séries principales, les vases, les bronzes et les marbres, M. E. Guédéonov, nous paraît avoir eu non-seulement de bons yeux, mais un goût sûr et exercé. Nous en jugeons par ses choix. C'est un bonheur qu'on ne lui ait pas permis de montrer ce même savoir-faire dans les autres séries, notamment dans les bijoux, les verres et les terres cuites; car s'il avait fallu, là aussi, ne venir qu'après lui, quelque précieux que pussent être ses restes, et si bonne à saisir que l'occasion dût être encore, nous n'aurions jamais eu le courage de souhaiter qu'on traitât pour nous. Au moins faut-il sur quelques bran-

ches avoir les feuilles et les fruits. Tout à l'heure nous verrons dans un coup d'œil d'ensemble si ces rameaux restés vierges nous doivent consoler, s'ils compensent pour nous ceux qui ne le sont plus. Ils ont au moins cet avantage d'être les plus nombreux : sont-ils aussi les plus précieux? Pour nous en rendre compte, il faut qu'on nous permette de parcourir toute la collection. Nous allons étudier chaque série l'une après l'autre, en commençant par celles où la France est le moins bien traitée.

Nous n'avons garde, cela s'entend, d'accepter et de prendre à la lettre tout ce que M. Guédéonov a dit et imprimé sur son compte, ou plutôt sur le compte de sa mission (1), car, sans se mettre en scène et sans paraître se faire valoir, il ne tend à rien moins qu'à prouver à son gouvernement et au public européen que tout est de premier ordre dans les choix qu'il a faits, et que partout où il a passé ce qui reste ne vaut pas grand'chose.

Cela nous semble fort exagéré. D'abord il a bien pu se tromper quelquefois, et souvent, tout en choisissant bien, laisser au moins l'équivalent de ce qu'il avait choisi. Ainsi, dans la série des marbres, nos souvenirs ne nous rappellent pas qu'il y eût beaucoup d'œuvres non pas même supérieures, mais seulement égales à ce torse vraiment admirable qu'on nous donne pour le torse d'un Actéon, nous ne savons trop pourquoi (peu importe l'attribution), et qui est placé dans le grand salon carré, sous le numéro 102, en pendant d'un Bacchus très mutilé, mais charmant de travail, et dans le voisinage d'une grande Vénus déshonorée par la plus pauvre restauration, mais conservant pourtant dans certaines parties des caractères de vraie beauté. Ces trois statues, et le torse surtout, qui a tous les droits du monde à passer pour une œuvre grecque, et qui, par la largeur du style et le feu de l'exécution, ne peut manquer d'appartenir à une époque encore florissante, ces trois statues sont à coup sûr de même ordre et de même valeur que les meilleures de celles dont le musée de l'Ermitage paraît le plus s'enorgueillir. Nous ne les plaçons au-dessous ni de cette Junon d'Antium à moitié rapiécée, ni de ces deux Minerve et de ces trois ou quatre Mercure tout replâtrés en stuc, ni surtout de cette suite des neuf Muses, y compris même la Calliope et l'Euterpe, que M. Guédéonov nous donne pour des merveilles. Dans les quarante-trois statues qui lui ont été livrées, nous n'en voyons qu'un petit nombre, telles que la Naïade à la Coquille découverte à Palestrine, ou la petite Lychnophore trouvée à Cumes, qui puissent être sérieusement regrettées.

(1) *Notice sur les objets d'art de la galerie Campana à Rome acquis pour le musée impérial de l'Ermitage.* Paris 1861.

Ajoutez-y quelques excellens bustes, un beau bas-relief des Niobides, un sarcophage remarquable, et vous aurez, dans la série des marbres, à peu près fait la part des pièces de premier ordre qui nous manquent. Or de notre côté nous avons en regard autre chose que les trois statues placées dans le salon carré. Et d'abord un bon nombre de bustes qui ne le cèdent guère à ceux que nous n'avons pas, quelques bonnes statues impériales, et un Amour bandant son arc, de petite dimension, bien mutilé, assez mal rajusté, mais, dans quelques parties, du faire le plus délicat. On pourrait donc, vous le voyez, presque hésiter entre les deux lots.

Ce qu'il faut dire, c'est qu'en fait de statues, de bustes, de bas-reliefs, de marbres sculptés en un mot, il n'y avait, dans tout le musée Campana, rien d'assez beau, d'assez frappant, d'assez vraiment hors ligne pour couper court à toute hésitation et faire qu'au premier regard chacun désignât la même œuvre, en s'écriant : Voilà la perle de la collection! Au contraire, le doute et le tâtonnement étaient inévitables. De là cette sorte d'équilibre qui semble exister encore, même après un prélèvement de soixante-dix-huit pièces, entre la part du choix et la part du hasard. Le grand malheur de celle-ci, qui est la nôtre, est de n'avoir pas subi une salutaire épuration. A ces œuvres d'élite qui décorent le salon carré et ses abords, s'ajoute un complément d'une médiocrité lamentable. Vous avez là deux ou trois grandes salles entièrement garnies d'œuvres des plus bas temps et du plus lourd travail. Ce ne sont pas même des fragmens de franche décadence, des jalons archéologiques utiles à consulter; c'est pis que de la barbarie, c'est le produit inerte d'une civilisation endormie, hébétée, le dernier mot de la Rome impériale. Il fallait à tout prix ne pas exposer ce rebut, ou tout au moins permettre au spectateur d'en éviter la rencontre et lui accorder la liberté de ne pas entrer dans ces salles. Or on a fait tout le contraire : par mesure de police, ces salles sont devenues la sortie nécessaire de tous les visiteurs. On redoutait la foule, et pour régler sa libre circulation, on a forcé les gens, même en pleine solitude, à passer cette triste revue, comme impression dernière du musée Campana. Rien de pareil à l'Ermitage, rien qui descende aussi bas dans le lot de M. Guédéonov; le choix l'en a garanti; et néanmoins, comme chez nous il ne faut que vouloir pour être délivré de ce fastueux superflu, nous maintenons notre dire et croyons fermement que dans la série des marbres la part qui nous revient et celle qui nous échappe sont, tout bien compensé, de valeur à peu près égale. M. le commissaire russe se récriera peut-être, car sur ce chapitre des marbres ses illusions nous semblent grandes. Qu'il se rassure; nous allons, malgré nous, lui donner sa revanche, car nous voici

devant deux séries où il n'a eu la main que trop heureuse : nous parlons des vases et des bronzes.

Évidemment les bronzes étaient une des prédilections du créateur de cette galerie. Si peu connaisseur qu'on fût, il était impossible de visiter le palais de la rue *del Babuino* sans être émerveillé et du grand nombre, et de la variété, et de l'exquise élégance des œuvres de bronze antiques qui s'y trouvaient accumulées. Ni la collection de Florence, si précieuse qu'elle soit, ni même celle du Vatican, ne laissaient une telle impression; il fallait aller jusqu'à Naples pour en sentir une plus vive et plus complète encore, grâce aux trésors que Stabies, Pompéi et Herculanum ont versés dans le musée Bourbon, et nous ne savons même si, notamment pour les armures, le cabinet Campana ne pouvait pas prétendre à surpasser tous les autres. Aussi, lorsqu'il y a quatre mois nous visitâmes pour la première fois ce grand salon carré où sont disposés en si bon ordre et avec tant d'art les bijoux, les verreries et les bronzes de la galerie, l'idée nous vint d'abord qu'une autre salle et d'autres vitrines devaient donner le complément de la série des bronzes. Nos souvenirs étaient comme en défaut. Cette série nous semblait encore belle, et même encore nombreuse, mais elle avait dans son ensemble plus de maigreur et moins de distinction qu'il y a cinq ans, à Rome, dans les salles, moins vastes il est vraï, du palais Campana. C'est qu'en effet il y manquait la plupart des figures et statuettes qui nous avaient le plus émerveillé, entre autres cette statue de grandeur demi-naturelle trouvée près de Pérouse, ce Lucumon portant collier, bracelet et diadème, figure couchée sur un cippe funéraire, si franchement étrusque et d'un travail si fin et si serré, puis ce groupe archaïque d'une femme et d'un guerrier étrusque armé de toutes pièces et le carquois à la main, et cet Hercule imberbe si pur et si puissant, et toutes ces figurines de dieux et de déesses qui semblaient se grouper autour du demi-dieu; il y manquait le casque de *Bolsena*, si justement célèbre, casque étrusque en argent dont le cimier, en forme de trident, a pour support deux chevaux marins ailés d'une si franche allure, et puis cet autre casque portant en relief une tête de Méduse, cet autre surmonté d'une figure de cygne, et deux encore coiffés d'une tête de lion, sans compter les baudriers et les cuirasses, les glaives et les fers de lance tous décorés en saillie de figures d'animaux, de têtes d'aigle, de chimères, de harpies; il y manquait encore six candélabres incomparables comme forme et comme style, les uns supportés à la base, les autres couronnés au sommet par une élégante figure; une vingtaine de miroirs gravés et à manches sculptés de la plus rare perfection, des vases en égal nombre et de formes exquises, enfin quelques ustensiles conçus et décorés ar-

tistement, bien que d'usage domestique, tels qu'on en voit à Naples une suite si prodigieuse dans le musée Bourbon. Tout cela réuni ne fait pas moins de cent trente-sept pièces de sculpture en métal, bien choisies, il faut le reconnaître, et vraiment de grand prix. Ne nous étonnons pas s'il en résulte un certain vide. Dans la collection la plus riche, on ne supprime pas ainsi cent trente-sept morceaux de choix sans que les rangs s'éclaircissent, surtout les premiers rangs, et c'est là le plus grave. S'il ne fallait que compter les pièces, le mal ne serait pas grand. Il nous en reste encore six fois plus qu'il ne nous en manque.

Mais là n'est pas notre consolation : ce qui vaut mieux, c'est que malgré tout nous possédons encore une assez large part d'œuvres de premier choix. Point de statues, peu de statuettes vraiment belles, point de candélabres à figures, ces catégories-là ont été presque épuisées; mais en revanche nous avons un magnifique fragment de bas-relief repoussé, quelques belles armures, surtout des casques de forme et de travail peu vulgaires, plus de cent miroirs gravés dont quelques-uns très rares et d'une vraie beauté, une collection d'ustensiles domestiques et d'objets de toilette qui à elle seule vaut un petit musée, et enfin plusieurs beaux exemplaires de ces coffres de bronze connus sous le nom de cistes, monumens d'un très grand intérêt, dont la destination véritable n'est pas encore parfaitement connue, mais sur lesquels évidemment les artistes de l'antiquité exerçaient avec prédilection et leur science et leur talent. D'une main délicate et sûre ils dessinaient sur les parois de ces cylindres, soit d'après leurs propres idées, soit d'après les souvenirs des maîtres, des scènes gravées en creux, tandis qu'ils décoraient les pieds, les anses et surtout le couvercle de figures sculptées en relief. Le mélange de ce dessin à fleur de bronze et de ce robuste modelé est d'un effet délicieux. Il faut en convenir, c'est un heureux hasard que ces cistes nous soient restées, et si M. Guédéonov était libre de s'en emparer, il a droit à notre gratitude. Aussi nous vient-il un doute. Cinq de ces cistes, nous dit la notice officielle, proviennent des fouilles faites par le prince Barberini sur le sol de l'antique Préneste. Étaient-elles donc passées du palais Barberini au palais Campana? ou bien les aurions-nous acquises, comme une partie des bijoux exposés dans cette même salle, par un marché supplémentaire, auquel cas l'abnégation de la Russie deviendrait toute naturelle? A consulter nos propres souvenirs, nous penchons vers cette explication sans craindre qu'on nous accuse d'avoir mal deviné; mais, quelle qu'en soit l'origine, ces cistes sont les bienvenues. Nous n'allons pas jusqu'à prétendre, comme le veut la notice, que la plus grande, le numéro 86, soit pour le moins égale à cette autre célèbre ciste que

possède le *Collegio romano*, qu'a illustrée le P. Marchi et qu'il se chargeait d'expliquer avec tant d'obligeance et de feu à quiconque lui semblait prendre goût aux richesses de son musée Kircher. Élever à ce rang-là une de nos cistes, même la plus belle, c'est peut-être aller un peu loin; mais elle n'en est pas moins un monument de premier ordre, d'autant plus précieux qu'il n'est pas isolé : cette ciste et ses compagnes forment un ensemble qui décore et relève singulièrement notre part dans la série des bronzes de la galerie Campana.

Vous le voyez, nous ne négligeons rien pour adoucir nos regrets et faire valoir ce qui nous reste; mais qu'y faire? Nous ne pouvons ressusciter les morts! la lacune est réelle. Ceux qui l'ont vue dans son entier, cette noble série, comment ne gémiraient-ils pas de la retrouver mutilée, presque décapitée, et tout au moins privée de sa suprême distinction? Eh bien! ce que nous disons là des bronzes est, à tout prendre, peu de chose auprès de cette autre lacune qu'il nous faut signaler dans les vases. C'est ici que commencent nos plus grandes douleurs.

Expliquons-nous pourtant. S'il n'est question que d'archéologie, les consolations surabondent. Nous en avons pour garant le docte céramographe qui s'est engagé, dit-on, à dresser le catalogue général de cette immense collection de vases, et qui, par provision, pour satisfaire aux impatiens, l'a déjà décrite et jugée dans un travail sommaire plein de science et d'intérêt. M. J. de Witte n'a pas l'enthousiasme bruyant et absolu des rédacteurs de notices officielles; il sait trop bien tout ce qu'il y a d'endommagé, de frelaté, d'insignifiant, d'hétérodoxe, d'indigne de voir le jour dans ces quatre mille cinq cents vases qui nous sont dévolus, déduction faite des cinq cent quarante-deux qu'a prélevés la Russie; mais quand il dit, quand il affirme, d'un accent convaincu, que dans cette cohue il y a pour la science d'inestimables trésors, et par exemple qu'aucun musée ne possède un nombre aussi considérable de vases à inscriptions corinthiennes, qu'on ne saurait trouver ailleurs autant de pièces de style asiatique, soit des temps les plus reculés, du type primitif, soit d'époques plus récentes et de travail plus compliqué, que nulle part on ne peut étudier d'après d'aussi nombreux modèles et sur des classemens aussi certains, l'histoire des diverses fabriques de la poterie italo-grecque, et que jamais, entre autres particularités, on n'avait réuni autant de coupes, autant de petites amphores à anses plates fabriquées par ce Nicosthène, artiste ou maître potier qui s'est donné, par exception, la peine de signer ses œuvres, ce qui leur assure l'honneur d'être payées au poids de l'or par la postérité; quand ces faits sont dits et attestés d'un ton calme, réfléchi, sans

emphase, par quelqu'un qui sait de quoi il parle, comment n'y pas ajouter foi? Nous sommes donc rassurés sur ce point. Il y a dans ces milliers de vases autre chose qu'un splendide étalage; il y a pour les savans matière, ample matière d'étude et de méditation. Cela suffit-il? La céramique antique n'est-elle qu'un texte abstrait de problèmes archéologiques? Cette délicate industrie qui dans le champ des créations plastiques est peut-être, après l'art monétaire, la part la plus entière et la moins altérée, nous dirions presque la plus vivante, de notre héritage des anciens, n'est-elle donc justiciable que de l'érudition? Elle dépend aussi et tout autant d'un autre juge.

Entrez dans ces galeries où sont rangés en longues files ces quatre mille cinq cents vases; n'ayez aucune notion d'archéologie céramique, aucun souci des provenances et des classifications; ne vous intéressez à ces vases ni parce qu'ils sont de façon corinthienne, à zones d'animaux superposés, ni parce qu'ils sont de style asiatique de telle ou telle antiquité, ni parce que la cuisson, la pâte ou la couverte vous révèlent qu'ils sortent de *Nola*, d'*Arrezzo*, de la *Basilicate* ou de tel autre lieu; ne les distinguez que par la pureté, l'élégance, la noblesse des formes, l'harmonie des couleurs, la finesse du trait, le caractère du style, l'esprit et la beauté des figures et de la composition. Vous en avez le droit. L'art est ici dans son domaine, l'art livré à lui-même, sans autre auxiliaire qu'un goût plus ou moins sûr, plus ou moins exercé. Il y a donc deux manières également légitimes de juger la céramique antique, la manière des savans, la manière des artistes, et comme le public, qui n'est pas plus artiste que savant, a cependant l'esprit plus accessible aux émotions de l'art qu'aux mystères de la science, il s'ensuit qu'une collection de vases doit faire d'autant plus d'effet et devenir d'autant plus populaire que l'art, abstraction faite de la science, y brille d'un plus grand éclat. Maintenant continuez votre course à travers cette forêt de vases. Vous en verrez sans doute, et presque par centaines, qui vous sembleront beaux, qui charmeront vos yeux par la noblesse ou par la grâce du style et des contours; vous vous arrêterez, vous les admirerez, mais sans extase et sans ravissement. Ce sont des œuvres d'un grand mérite et d'un grand prix, seulement vous en avez vu à peu près de semblables dans tous les cabinets tant soit peu haut placés; votre mémoire vous les rappelle. Il y en a d'aussi beaux, d'aussi parfaits au Louvre, il y en a parmi les antiques de la Bibliothèque impériale. Rien de hors ligne, rien qui défie toute comparaison. En un mot, cette supériorité que tout à l'heure M. de Witte nous révélait au nom de la science et que nous acceptions sur parole, nous ne la trouvons plus, nous la cherchons et n'osons pas la reconnaître, quand c'est au nom de l'art que nous devons parler.

Telle n'était pas, il y a cinq ans, l'impression que vous laissait la

collection des vases au palais Campana. Vous traversiez d'abord certaines longues salles où votre admiration cherchait à s'échauffer sans parfaitement y réussir. C'étaient ces mêmes vases qui sont là devant nous, c'étaient au moins leurs frères, des vases froidement beaux, parfaits, irréprochables, qu'on ne croyait pas voir pour la première fois. Peu à peu, après cette préface, vous montiez un étage, et on vous ouvrait une salle où, mêlés à une partie des bronzes, notamment aux armures, s'élevaient certains vases de dimensions extraordinaires. Rien que par leur grandeur ils attiraient vos regards : ceux-là du moins, vous ne pensiez pas les avoir déjà vus. Tout au plus vos souvenirs de Naples vous en rappelaient-ils quelques-uns de semblables : il y en a dix dans le musée Bourbon, et au Vatican trois ou quatre; vous en comptiez jusqu'à trente-cinq dans cette salle du palais Campana, presque tous d'aussi haute stature, de vrais géans, devant qui les plus grands du musée Charles X semblent tomber aux proportions moyennes. Quels étaient donc ces vases? Un merveilleux produit des fouilles de Ruvo, petit pays voisin de la Basilicate, singulière trouvaille, vases de luxe et d'apparat, destinés, selon toute apparence, à décorer les temples et les grands édifices. Mais, dira-t-on, la taille n'est pas tout, et en effet, s'ils n'avaient eu pour eux que leur insolite grandeur, les vases de Ruvo auraient bientôt lassé votre attention; mais vous n'aviez pas le temps d'épuiser cette première surprise, que déjà vous étiez frappés de la noble élégance, de la beauté sévère des peintures qui couvraient ces vases. Ce n'était pas ce trait rapide et comme improvisé, ce mélange piquant de fantaisie et de tradition qu'on rencontre dans les peintures de tant de vases moins fastueux : c'était un art plus solennel, cherchant évidemment non pas à obéir aux modestes inspirations d'un pauvre peintre de fabrique, mais bien plutôt à reproduire les souvenirs classiques, les œuvres en renom des peintres des grands siècles. La plupart des compositions développées sur les flancs de ces larges vases semblaient, par leur grandeur même et par leurs mâles beautés, trahir cette noble origine. Or, quand on pense qu'il ne nous reste rien de tous les trésors de style, de forme, de pensée, qu'on appelait la peinture grecque, cette seule hypothèse que nous indiquons là ne donnait-elle pas aux vases de Ruvo une valeur inestimable?

Eh bien! tous ces grands vases, les trente-cinq, pas un de moins, et même encore quinze de plus, d'égale dimension, bien que d'autre origine, tous maintenant ils sont à l'Ermitage. On n'en a pas laissé même un échantillon. Ce n'est plus un simple prélèvement, comme tout à l'heure pour les bronzes; le coup de filet est complet : au lieu de choisir, on a tout pris.

Et par malheur c'est ce même système, ce procédé radical, cet

accaparement sans partage qui a été mis en pratique dans une autre section de la série des vases, tout autrement précieux, à notre avis, même que les vases de Ruvo. Ceux-ci n'ont en effet, à l'exception de leur grande taille et d'une certaine perfection relative, rien au fond qui les caractérise, rien qui les classe à part de tous les autres vases; ils sont de même genre, décorés de même style, peints des mêmes couleurs, tandis que nous allons parler d'une catégorie absolument nouvelle, où le système décoratif est fondé sur un autre principe que dans tous les vases peints jusqu'à présent connus. Aussi ne saurions-nous dire quelle fut notre émotion en entrant dans la salle où ces trésors étaient gardés. Nous étions prévenu pourtant; nous savions ce qui nous attendait. A son retour de Rome, en janvier 1854, M. Raoul Rochette avait écrit au savant professeur de Berlin, M. Gerhard, une lettre rendue publique, dans laquelle nous avions lu ces mots : « J'ai vu à Rome, chez M. Campana, les principaux résultats des fouilles de Cumes, acquis de son altesse royale le comte de Syracuse et d'autres particuliers. Dans le nombre de ces objets, il y a un vase qui est unique au monde par la beauté de la fabrique et par une circonstance, jusqu'ici encore sans exemple, qui le rend le monument le plus célèbre peut-être de la céramique grecque venu jusqu'à nous. C'est un vase de très grande proportion, à trois manches, à vernis noir, le plus fin et le plus brillant qui se puisse voir : il est orné à plusieurs hauteurs de frises sculptées en terre cuite et dorées; mais ce qui lui donne une valeur inestimable, c'est une frise de figures de quatre à cinq pouces de hauteur, sculptées en bas-relief, avec les têtes, les pieds et les mains dorés, et les habits peints de coule rs vives, bleues, vertes, du plus beau style qui se puisse imaginer. Plusieurs têtes, dont la dorure s'est détachée, laissent voir le modelé, qui est aussi fin, aussi achevé que celui du plus beau camée antique. En résumé, c'est une merveille à laquelle je ne connais rien de comparable. » Un tel témoignage, à coup sûr, nous préparait à ouvrir de grands yeux. Même en faisant la part de cette exagération naturelle que tout voyageur se permet en racontant ses découvertes, nous ne pouvions douter qu'il n'y eût là quelque chose de tout à fait considérable, une véritable nouveauté. Eh bien! nous n'aurions eu aucun avis, nous serions venu sans rien savoir, comme au hasard, que notre étonnement n'eût pas été plus grand. D'abord la lettre ne parlait que d'un seul vase, et en effet on commençait par n'en voir qu'un, tant celui-là éclipsait tous les autres; mais en réalité ils étaient plus de vingt, tous à frises dorées, tous revêtus de ce beau vernis noir, si brillant et si fin, et ne se distinguant les uns des autres que par la diversité des formes. C'était déjà un saisissant spec-

tacle que cet ensemble inattendu et cette unité de décors; puis chaque vase pris à part semblait un modèle d'élégance. Rien d'aussi pur et d'aussi distingué que l'ornementation de ces frises, simple branche de feuillage sculptée en relief et vivement dorée, se détachant sur ce fond noir comme une ceinture autour du vase. Où aviez-vous vu rien de semblable? Quel cabinet, quel musée vous en offrait le moindre exemple? Et ce n'était pas une pièce isolée, c'était un groupe, une famille, vingt-trois vases en un mot, faisant cortége, pour ainsi dire, à celui qui les dominait tous, comme un monarque dans sa cour. Pour le décrire, ce roi des vases, les paroles que nous avons citées, quelque vives et presque hyperboliques qu'elles puissent paraître, n'en sont pas moins encore tout à fait impuissantes. Ici les feuilles d'or n'étaient plus l'ornement principal; bien que plus importantes et plus multipliées, elles servaient seulement d'accompagnement, de cadre à la véritable frise, à ce bas-relief circulaire formant autour du vase comme un cordon de figurines, délicieux spécimen de statuaire polychrome. L'esprit, la pose, l'attitude de ces douze divinités (c'est bien là leur nombre, ce nous semble), la finesse du modelé, la douce harmonie des teintes, et avant tout la franchise du style, également exempt d'archaïsme et de convention, accusant nettement les beaux temps de l'art grec, nous ne savons pas de mots pour peindre tout cela, pour en donner seulement une idée.

Comprend-on maintenant nos regrets? Quel effet eût produit dans nos salles du Louvre l'apparition de ces vases de Cumes en compagnie des vases de Ruvo? A la bonne heure, c'était là quelque chose qu'on pouvait annoncer, prôner autant qu'on eût voulu, sans crainte d'en trop dire, sans préparer de mécompte à personne. Les ignorans comme les doctes, tout le monde eût été pris. Le grand vase de Cumes surtout est un de ces chefs-d'œuvre d'un effet infaillible. Nous ne craignons pas de dire que depuis la Vénus de Milo aucune œuvre de l'antiquité n'aurait excité chez nous, dans un genre différent, une admiration plus vive, plus populaire, et exercé sur le goût un plus salutaire effet. Ne pas l'avoir, c'est donc un crève-cœur. Autant nous nous félicitons que, dans un accès de libéralité grandiose, le pays se soit fait cadeau de cette immense galerie, autant pour nous c'est chose triste qu'il faille y constater une telle lacune. Était-ce une raison pour ne rien acquérir, et parce qu'on arrivait trop tard fallait-il renoncer à tout? Non, assurément non; mais c'était un motif, quelques compensations qu'on offrît aux artistes et surtout aux savans, de ne manifester qu'une joie plus modeste, un enthousiasme plus tempéré, et de ne pas provoquer, chez l'étranger surtout, de trop faciles représailles. Il fallait dire tout fran-

chement ce que nous n'avions pas, ne se vanter que de ce que nous avions, et par exemple ne pas admettre qu'une des notices qui se vendent à la porte de l'exposition désignât sous ces mots : la *fameuse* coupe de Cumes, une pièce de dimension moyenne, trouvée à Cumes en effet et jusqu'à un certain point décorée dans le même goût que le grand vase dont nous venons de parler, mais sans qu'il en résulte entre les deux objets une sérieuse ressemblance. D'abord la couverte noire n'a jamais existé sur la coupe : le fond, les parties lisses portent des traces de peinture bleue, laquelle, ainsi que la dorure des ornemens et des figures, est presque totalement rongée; et quant à la décoration en relief, elle est sans doute, dans cet échantillon de la poterie de Cumes, encore plus riche que dans les autres, mais aussi plus chargée, d'un goût moins pur, les figurines sont d'un style moins sévère, d'une exécution plus lâchée; en un mot, cette coupe, bien que d'un très grand prix et d'une vraie magnificence, n'a pas droit à l'excès d'honneur qu'on veut lui décerner. Le seul morceau de céramique provenant des fouilles de Cumes qui soit vraiment *fameux* par excellence, et qu'on puisse désigner ainsi, c'est le grand vase qui n'est pas à Paris. N'insistons pas sur cette appellation fautive : ce n'est qu'un détail, un simple indice du diapason qu'on a choisi.

Au reste, notre coupe de Cumes, fameuse ou non, couronne une vitrine qui renferme de vrais trésors aussi bien pour l'artiste que pour l'archéologue. C'est la partie fantastique et grotesque de la céramique antique. Cet art italo-grec, si attentif, en fabriquant ses vases, presque toujours si simples, à subordonner le caprice au bon goût et à la raison, se permettait parfois de charmantes débauches. C'était le vase à boire et le vase à parfums qui lui inspiraient ces licences. Pour plaire aux voluptueux et aux buveurs, il feignait d'oublier la raison, mais sans jamais trahir le bon goût et la grâce. De là ces variétés de formes singulières, inattendues, bizarres, ces rhytons à têtes d'animaux, à têtes d'hommes, à doubles têtes, ces quadrupèdes, ces griffons, ces reptiles, ces fleurs, ces fruits transformés en motifs de vases. Quelle étrange manie! Se moquent-ils de nous, ces céramistes? se moquent-ils d'eux-mêmes? Non, sous ces extravagances, partout vous retrouvez l'élégance et le style, parfois même les plus sérieux chefs-d'œuvre, témoin ce vase à double tête représentant Alphée et Aréthuse, délicieux contraste, adorables figures, profils dont la beauté ne serait pas vaincue par les plus pures médailles d'Athènes ou de Syracuse.

En face de cette vitrine on se sent à son aise, même en pensant à M. Guédéonov. Rien n'aide à supporter la richesse des autres comme d'avoir son coffre bien garni. Ici du moins nous rentrons

dans le premier système, dans le simple prélèvement. Plus d'accaparement complet. Parmi ces vases de forme singulière, deux cent trente-trois pièces, et des meilleures, on peut le craindre, nous ont été soustraites : c'est beaucoup; mais on nous a laissé de telles compensations que nous ne songeons pas à nous plaindre. Ajoutons que dans quelques sections, et des plus précieuses scientifiquement parlant, telles que les vases de Cœre et les vases à inscriptions corinthiennes, on nous a tout laissé, rien ne nous manque. Et enfin c'est encore une bonne fortune que d'avoir sauvé du naufrage un des produits les plus extraordinaires de la céramique antique, ce groupe funèbre découvert à Cœre et désigné sous le nom de tombeau lydien, œuvre étrange, à la fois raffinée et barbare, et d'un type oriental tellement prononcé, qu'on croit entendre ces deux époux confirmer de leurs bouches les récits d'Hérodote sur le berceau des peuples d'Étrurie.

La série céramique une fois épuisée, nous n'avons plus à constater de la part de la Russie que des conquêtes de peu de conséquence, et rien qui nous inspire de sérieux regrets. Ainsi le grand camée en calcédoine représentant l'impératrice Livie et l'anneau d'or joint au camée, qui reproduit les mêmes traits, ne sont pas, ce nous semble, des pièces introuvables; et quant aux fresques de la *villa Spada*, sans pouvoir en juger par nous-même, faute de les avoir vues, nous hésitons beaucoup à croire que Raphaël en soit l'auteur. La tradition qu'on invoque semble suspecte à bien des gens. M. Passavant la rejette, et quoique les arrêts du célèbre critique ne soient pas, selon nous, toujours irréfragables, il y a tout lieu de croire qu'en cette circonstance il n'use que d'un droit de juste sévérité. Nous pensons donc qu'on peut se résigner sans peine à voir ces fresques à l'Ermitage.

II.

Et maintenant nous touchons au port. *Vix tandem redit animus!* Nous n'apercevons plus devant nous que des séries restées vierges, qui sont à nous, et tout entières. Nous en avons fini avec les Russes. Il y a bien encore les Anglais, qui, eux aussi, prétendent s'être mis à table avant nous et avoir dégusté quelques prémices du festin. C'est le conservateur du musée de *South Kensington* qui a mis récemment en lumière ce trait d'habileté britannique. En publiant le catalogue des richesses confiées à sa garde, il s'est permis à notre adresse une préface tant soit peu railleuse, où il se vante d'avoir acquis du marquis Campana la plupart des sculptures italiennes des XVe et XVIe siècles qui ornent le musée anglais. Il paraît que, vers les

derniers temps qui précédèrent son désastre, le marquis travaillait à cette collection. Ce fut probablement alors que le marché se conclut. Parmi ces marbres, œuvres de Ghiberti, de Donatello et d'autres maîtres de cet ordre, se trouve une vraie perle, l'Amour adolescent de Michel-Ange. On nous a, par consolation, permis de le mouler. Le plâtre est déposé dans la salle des moulages, exécutés sous les auspices de M. Ravaisson : figure charmante, originale et fièrement conçue, une des œuvres où ce puissant génie s'est élevé dans l'expression du nu à sa suprême perfection, les accens de son style s'y faisant clairement sentir, tandis que ses défauts n'ont pas encore toute leur plénitude et ne se montrent qu'avec timidité.

Ce rare chef-d'œuvre et les marbres d'élite dont il est entouré ne seraient pas un renfort inutile pour relever, pour ennoblir la part de l'art moderne dans le musée Campana. Évidemment, ce très habile collectionneur estimait peu la renaissance, et pas du tout le moyen âge, ou s'il en avait l'amour, le hasard l'avait bien mal servi. Cette partie moderne de sa collection est tellement inférieure à la partie antique, qu'on est d'abord tenté de croire qu'elles ont été formées par deux hommes de caractère et de goût différent, l'un cherchant le précieux, le rare, — l'autre, moins exigeant, se contentant de peu. Il semble qu'il n'ait pris la peine de recueillir tous ces débris des arts modernes que pour faire un pendant à sa vraie collection, par pur esprit de symétrie, pour avoir l'air d'un homme universel et impartial dans ses goûts. Là n'était pas sa vocation. Il n'est vraiment lui-même, il n'a tout son instinct, tout son coup d'œil, et même aussi tout son bonheur, qu'en explorant l'antiquité. Nous convenons que les heureuses chances, les occasions de découverte sont tout autrement rares, dès qu'on entre dans les temps chrétiens. Il n'y a plus ces tombeaux, ces nécropoles, ces chambres sépulcrales parées de bijoux, de vases ou d'armures, petits musées enfouis en bon ordre, que la terre nous conserve comme un gardien intègre et sûr, et qu'elle nous livre peu à peu, pour nous aider dans nos énigmes et ruiner tour à tour ou confirmer nos conjectures. Avec le genre de sépulture pratiqué dans l'antiquité, il y a toujours du nouveau possible en archéologie, tandis que le culte des morts tel que l'entend le christianisme nous interdit l'espoir de telles conquêtes, ou ne l'autorise que dans des cas si rares qu'il n'y a pas même à en parler. Toutes les créations de l'art moderne nous sont à peu près connues : elles changent de main, et voilà tout. Rien d'enfoui, rien d'oublié. Une fois par siècle, tout au plus, on assiste à quelque surprise, on retrouve un trésor perdu, une Vierge du palais Tempi, une fresque de S. Onofrio. Pauvre ressource pour les collectionneurs! Jamais de grands coups de dés comme Pompéi ou Corneto, Stabies

ou Velletri, jamais de ces veines soudaines qui rajeunissent la science, de ces mines inespérées qui décuplent nos vieux trésors. On pourrait presque dire que l'art antique a sa Californie : il y a pour lui de l'or sous terre, de l'or en purs filons, tandis que l'art moderne, l'art du moyen âge et des trois derniers siècles, tout son or est déjà monnayé, et cette monnaie qui circule va chaque jour en s'effaçant.

On comprend donc que notre collectionneur, tout avisé qu'il fût, quelque souci d'ailleurs qu'il y prît, quelque argent qu'il y mît, et même en lui supposant ce goût spécial et ce genre d'aptitude dont nous persistons à douter, ne soit pas parvenu, dans le cercle des arts modernes, à se créer une collection plus remarquable et vraiment digne de sa galerie d'antiquités. Il eût fallu s'y prendre vingt ou trente ans plus tôt, et surtout ne pas viser au nombre, n'aspirer qu'à la qualité. Telle qu'elle est cependant, nous sommes loin de professer pour cette collection le dédain absolu qu'affectent quelques personnes. Qu'on y regarde bien, tout n'est pas médiocre, il s'en faut de beaucoup. Il y a d'excellentes choses; mais rien ne vous séduit, ne vous attire, rien ne brille d'un véritable éclat. Il faut grande attention, presque un certain travail pour écarter l'ivraie et trouver le bon grain, et ce bon grain lui-même ne va jamais jusqu'au chef-d'œuvre. Nous avons parcouru un à un les six cent quarante-six tableaux de tous les âges, de toutes les écoles, dont se compose la série de peinture; nous avons regardé avec le même soin les quatre-vingt-quatorze morceaux de la série de sculpture, marbres, stucs, terres cuites naturelles ou émaillées, plus six cent quarante-deux majoliques de formes variées et de diverses fabriques, en tout près de quatorze cents objets; nous les avons jugés sans prévention, sans tenir compte du catalogue et sans nous révolter d'attributions qu'on ne donne, il est vrai, que sous toutes réserves, mais qui n'en ont pas moins le grand défaut de supposer chez le lecteur un degré de patience et de crédulité trop au-dessus de la moyenne; notre but était d'apprécier quel est, dans cet ensemble, le véritable nombre d'objets d'un prix réel, d'objets dignes d'entrer sans disparate et sans mésalliance dans une grande et noble galerie; nous ne voulons pas dire à quel chiffre nous sommes arrivés.

Ainsi de toutes les séries du musée Campana qui n'avaient avant nous souffert aucune atteinte et que nous possédons sans partage, en voilà trois dont la virginité nous touche médiocrement. Que n'ont-elles excité les désirs de ce musée de l'Ermitage! Si au lieu de marbres antiques, de bronzes, de vases peints, il n'avait convoité que des tableaux italiens d'attribution douteuse, des majoliques estimables, des sculptures florentines de second choix et un peu re-

touchées, il aurait pu tout à son aise écrémer, prélever, et même accaparer tant qu'il aurait voulu, sans nous causer la moindre peine! A défaut de cette consolation, il est vrai qu'on en invente une autre. On nous dit que si ces trois séries ne sont pas riches en chefs-d'œuvre à proprement parler, ceux qui s'en aperçoivent ont grand tort de se plaindre; que c'est ne pas comprendre l'esprit, le caractère, l'intérêt de cette collection; que son véritable but est d'enseigner l'histoire de l'art, et que dans ces trois séries notamment « on apprendra ce qu'a été en Italie l'art de la *majolique* ou de la *faïence*, depuis les premiers emprunts faits aux Arabes en Sicile jusqu'à la fin du XVIIe siècle, et que de plus on y suivra l'histoire non interrompue des progrès et de la décadence de la peinture italienne depuis les Byzantins jusqu'aux Carraches, sans compter quelques *spécimens* de la statuaire italienne, depuis Donatello jusqu'à Michel-Ange. »

Si dans ces trois séries on apprend en effet tout cela, elles sont alors le musée des musées, et les chefs-d'œuvre ne servent plus à rien. Étrange prétention que d'enseigner l'histoire de l'art à coups de médiocrités! de dire aux gens : Vous parcourez ces grandes salles d'un air distrait et ennuyé, c'est vrai, vous n'avez pas à admirer grand'chose, mais vous prenez une bonne leçon! — Quelle leçon? Que leur apprenez-vous? La leçon n'est bonne, selon nous, qu'à leur faire désapprendre le peu qu'ils savent déjà, s'ils ont vu quelques œuvres de maîtres. Ce que vous leur donnez est un grimoire qui les embrouille au lieu de les guider, et où les plus habiles ne trouvent pas leur route. Point de chronologie de l'art sans grands jalons, sans points fixes qui permettent de s'orienter. Avant tout, des chefs-d'œuvre, les chefs-d'œuvre de chaque époque, puis dans les rangs secondaires des œuvres d'une authenticité certaine. Or vous ne nous offrez ni l'un ni l'autre de ces moyens d'étude. Des chefs-d'œuvre, vous n'en avez pas, et quant aux œuvres honnêtes, sans flamme et sans noblesse, que vous étalez par centaines, les unes sont classées au hasard, attribuées, sans qu'on sache pourquoi, à telle ou telle époque, à tel ou tel artiste. Or que conclure, et comment raisonner sur des attributions douteuses? — Les autres ont des dates ou des auteurs certains; mais leur authenticité même devient parfois une chance d'erreur, une cause de trouble et de complication. Expliquons-nous par un exemple. Voyez cette Madone cataloguée sous le nº 90 : ce n'est pas seulement une vierge archaïque, c'est de la peinture barbare, une œuvre humiliante pour l'époque qui l'a vue naître. Pourquoi donc est-il là, ce tableau? Parce qu'il est daté, parce qu'il porte le millésime 1454, évidemment contemporain de la peinture elle-même, précieuse aubaine pour une col-

lection qui veut être avant tout historique. Mais ceux qui liront cette date, quelle leçon voulez-vous qu'ils en tirent? Était-ce là, au cœur du xve siècle, l'état de l'art en Italie, et en particulier l'état de la peinture, après Masaccio, mort depuis quatorze ans, lorsque l'Angelico vivait encore, lorsque de tous côtés s'avançaient de grands peintres, lorsque chaque jour enfantait un chef-d'œuvre? Votre tableau *daté* n'est donc que l'œuvre infime de quelque obscur retardataire. Que vient-il faire ici? Troubler les idées acquises au lieu de les clarifier. Le seul trait de lumière qu'il nous donne, c'est qu'on trouve de mauvais peintres dans tous les siècles, même au xve. Est-il besoin d'un musée historique pour découvrir cette nouveauté-là? Et notez qu'en parcourant ces salles, nous pourrions presque à chaque pas vous signaler des piéges de ce genre dressés contre ce bon public que vous prétendez enseigner.

Encore un coup, nous ne voulons pas dire que dans ces six cents tableaux tout soit à dédaigner. Non, vous avez là quelques panneaux d'un style vraiment naïf, de saintes légendes franchement exprimées, qui, toute réserve faite quant aux attributions, pourront très bien tenir leur place et combler de fâcheuses lacunes dans notre galerie du Louvre, si pauvre en tableaux archaïques. Élaguez sans ménagement, et vous tirerez quelque chose de votre collection; mais ne prétendez pas nous en faire admirer l'ensemble, et surtout ne la donnez pas pour une histoire complète de la peinture en Italie. Non-seulement elle enseigne mal et risque plus souvent d'égarer ceux qui savent que d'instruire ceux qui ne savent pas; mais elle commet un péché qui pour nous est plus irrémissible : elle calomnie, dans la personne de leurs principaux chefs, auprès de ceux qui n'ont jamais quitté la France, les écoles primitives d'Italie. Ces adorables maîtres qu'on ignore à Paris, abuser de leurs noms et nous les présenter sous cet aspect terne et morose, sans vie, sans poésie, sans soleil, il y a de quoi guérir à tout jamais du désir de les connaître mieux!

Et maintenant que dire de la série des majoliques et de celle des sculptures émaillées? Si nous jugions de la valeur des choses par le prix qu'on en peut tirer, ces deux séries auraient sur la première un avantage incontestable. Un grand nombre de ces majoliques, sans être de premier ordre, ne semblent pas inférieures à celles qui depuis quelque temps, dans les ventes publiques, sont poussées à des prix vraiment étourdissans. En fait de plats de Gubbio par exemple, ceux de la collection Soltykoff n'étaient guère plus étincelans, plus chatoyans que ceux-ci, et vous savez ce qu'on les a vendus; mais ce genre de mérite, tout précieux qu'il soit, est-il de ceux dont il faut tenir compte dans une collection publique? Est-ce seulement la fan-

taisie, l'engouement passager des amateurs de bric-à-brac qu'il convient de consulter ici? Ne sont-ce pas des raisons plus durables? Outre la réussite matérielle, outre la pâte et la cuisson, ne faut-il pas songer à la grandeur, à la beauté des formes, à la perfection des peintures, à l'élégance de la décoration? Pour figurer dans un musée, suffit-il qu'un objet ait chance de se bien vendre? Ne faut-il pas qu'il porte un certain caractère de haute distinction? Or que voit-on dans cette salle, outre quelques beaux plats? quelle pièce peut-on citer qui sorte du vulgaire comme forme et comme style? Si vous nous montriez soit les vastes aiguières et les admirables vases du cabinet des majoliques à Florence, soit seulement quelques morceaux de choix comme on en voit à l'hôtel de Cluny, à la bonne heure, on se résignerait en faveur de ces nobles œuvres à votre multitude d'insignifiantes raretés; mais telle n'est pas la collection des majoliques au musée Campana. Aussi, même en l'épurant, jamais vous n'en ferez sortir qu'une mesquine et incomplète image de cette grande branche de l'art italien.

A plus forte raison faut-il désespérer aussi de la série des sculptures, bien qu'il soit juste cependant d'y signaler au moins trois charmantes esquisses, trois petits bas-reliefs, tout à fait dignes d'attention, l'un (n° 81) attribué, avec quelque apparence de raison, à Michel-Ange, les deux autres (n°s 6 et 7) d'une main inconnue, mais suave et délicate. Quant aux pièces plus importantes, les marbres proprement dits, bas-reliefs et statues, nous ne les avons pas, on vient de voir qu'ils sont à Londres. Aussi, pour nous, cette série de sculptures modernes se compose presque exclusivement de terres cuites émaillées à la manière des della Robbia. Pauvres della Robbia! que d'excuses à leur faire! ils ne sont guère mieux traités que les grands peintres leurs contemporains. Quelle façon de les faire connaître dans ce pays, où leurs vrais chefs-d'œuvre n'ont jamais pénétré! Les accuser de ces froids médaillons! les confondre avec leurs derniers élèves et leurs plus faibles imitateurs! N'insistons pas, mais hâtons-nous de quitter cette salle et toute la partie moderne de l'exposition. Rentrons dans le salon carré, c'est-à-dire sur le sol antique. Nous aurons par bonheur de quoi nous dédommager. Trois séries nous attendent, trois séries vraiment belles, d'une richesse incomparable, où personne avant nous n'a glané, et où le premier fonds s'est encore enrichi de quelques additions heureuses. Ces trois séries sont les verres antiques, les terres cuites et les bijoux.

L'art, dans les verres antiques, ne joue pas un grand rôle; aussi c'est à l'archéologue bien plutôt qu'à l'artiste que s'adressent les nombreux trésors enfermés dans ces trois vitrines. Sauf quelques petites pièces, quelques coupes charmantes, imitant le saphir, le jaspe et d'autres pierres précieuses, sauf une vraie merveille, un

verre à boire intact, autour duquel des pampres bleus serpentent en relief, on n'y peut signaler que d'utiles documens, soit sur la vie privée et les usages domestiques, soit sur l'état de l'industrie chez les anciens. La grandeur, la transparence plus ou moins irisée, les formes plus ou moins bizarres, l'état de conservation de chaque pièce, voilà ce qui donne ici matière aux observations. Nous nous abstiendrons donc, en nous contentant d'affirmer qu'à moins d'aller à Naples, nulle part on ne saurait trouver un choix aussi complet et aussi remarquable de cette sorte de monumens.

Mais s'il suffit d'un coup d'œil pour parcourir ces trois vitrines, quel temps nous faudrait-il si nous voulions dire au lecteur tout ce qu'il y a d'élégance, de grâce, d'ingénieuse invention, de perfection presque incompréhensible dans ces soixante-quatre écrins disposés en cercle, sur deux rangs, au centre de ce grand salon! Il n'est pas un de ces bijoux qui ne mérite un regard, un regard attentif, et souvent une étude. Chacun de ces diadèmes, de ces colliers, de ces pendans d'oreilles, la moindre de ces bagues, la plus simple de ces fibules, est une œuvre considérable, qu'on nous passe le mot, une œuvre d'art, une composition savante qui a droit à notre admiration, tantôt par l'infinie variété des détails, l'imperceptible finesse de ces méandres granulés, prodiges de ciselure et de soudure, dont d'ingénieux imitateurs n'ont encore retrouvé qu'en partie le secret, tantôt par la simplicité et la sobriété incomparables des contours et du style. Et ce ne sont pas seulement des leçons de bon goût que ces bijoux nous donnent, ce sont presque des leçons d'histoire. Autant les grandes salles tapissées de tableaux que nous venons de traverser nous en ont peu appris sur l'art italien du xve et du xvie siècle, autant ces petits écrins et ces parures de femmes nous aident à comprendre et à sentir l'antiquité. Voilà des monumens qui disent quelque chose, qui ont vraiment un langage. Toute une civilisation se révèle dans ces splendides futilités. On peut dire qu'elles évoquent et font revivre devant nous l'étrange état de société qui les a fait éclore.

Et maintenant si vous entrez dans la salle voisine, si de l'or vous passez à l'argile, vous retrouvez même élégance, même délicatesse, même richesse d'invention, même luxe de détails, même chasteté de style. La matière n'y fait rien, l'art est partout le même, aussi pur, aussi fin, presque aussi raffiné dans la demeure la plus modeste que dans le plus somptueux palais. Il sait s'abaisser sans déchoir, se prêtant à tous les usages, ennoblissant tout ce qu'il touche. Son esprit et ses traditions remplissent cette société, la possèdent et la vivifient. Il en est l'âme; lui seul, il la soutient, il la relève et la console.

La sculpture de terre cuite, si humble de matière, de travail si

modeste, cette sculpture économique, expéditive, presque de pacotille, sorte de carton-pierre des anciens, n'en est pas moins, à notre avis, un des sujets d'étude les plus féconds et les plus attrayans, un des plus sûrs moyens de mesurer la portée, de sonder la puissance de l'art dans l'antiquité. Aussi la salle où nous venons d'entrer, cette longue et immense salle, garnie, d'un bout à l'autre, de fragmens de ce genre, est-elle, selon nous la partie la plus neuve, la plus originale de toute la collection Campana. Des figurines de terre cuite, des lampes, des antéfixes et autres menus objets, on en voit et en assez grand nombre dans la plupart des cabinets d'Europe : nous en avons au Louvre de délicieux échantillons; mais ici, c'est tout autre chose. D'abord les figurines, les lampes, les antéfixes se multiplient par centaines et comme à profusion, puis il s'y joint une suite innombrable de monumens encore plus rares, ou du moins presque introuvables ailleurs, sorte de grandes tuiles, ou plaques rectangulaires, sculptées sur une seule face, et destinées évidemment à s'incruster comme des bas-reliefs soit dans les parois extérieures, soit même à l'intérieur des portiques et des habitations. C'étaient probablement les bas-reliefs de la petite propriété, de ceux qui, pour décorer leur maison, hésitaient à faire sculpter le marbre. Application charmante de l'art à l'industrie! Devant ces fermes saillies et ces vives arêtes, comme ce pauvre carton-pierre, avec ses contours baveux, fait misérable figure! Quels trésors que ces plaques sculptées! quelle variété de motifs! quelle symétrie sans froideur! quelle grâce dans ces rinceaux! quel mouvement dans ces personnages! C'est le génie de l'ornementation. La plupart de ces bas-reliefs sont empruntés sans doute à des œuvres connues, à des œuvres de maîtres, mais ajustées, modifiées, réduites avec un bonheur sans égal. Quiconque, entre ces deux haies de sculptures animées, souples et intelligentes, restera froid, et ne sentira pas, comme s'il se promenait dans les rues de Pompéi, renaître devant soi les générations qui vécurent sous les lambris, sous les portiques que ces terres cuites ont décorés, nous le tenons pour rebelle à tout sentiment de l'art. C'est un Pompéi en miniature que cette partie du musée Campana. L'effet, comme à Pompéi, est un effet de masse; il ne résulte pas de tel ou tel objet plus merveilleux, plus exquis que les autres, il provient de l'ensemble. Il y a des sommités, mais peu saillantes. Ce qui est saisissant, c'est cette ampleur, cette abondance, c'est cette variété sans fin que domine partout une grande unité.

Aussi nous voudrions qu'au Louvre on ne négligeât pas ce légitime moyen d'effet, que, sous prétexte de double emploi et parce que certaines pièces sont plusieurs fois répétées (mais toujours avec variantes), on n'allât pas pousser trop loin en faveur des musées de province le système des libéralités. En un mot, nous souhaitons

qu'on maintienne et qu'on expose ensemble, dans un même vaisseau, s'il est possible, ces innombrables terres cuites. Pour cela, rien n'oblige à trouver un local aussi vaste que cette salle où maintenant nous les voyons, car, il faut bien le dire, malgré la prédilection que cette série nous inspire, elle a besoin, comme ses sœurs, d'une certaine épuration; mais après qu'elle l'aura subie, quand une fois on l'aura purgée de ses scories, des pièces équivoques, des surmoulages et des restaurations, elle n'en sera pas moins tellement nombreuse encore qu'un peu de bonne volonté deviendra nécessaire pour ne pas trop la disperser. Nous aurions, quant à nous, un sérieux plaisir à la revoir ainsi, sans alliage, dans sa demeure définitive, et ce serait alors le moment d'aborder les nombreuses et difficiles questions d'esthétique et d'histoire que ces sculptures soulèvent, surtout quand on les compare aux bijoux, leurs voisins. Pour aujourd'hui, nous ne devons pas même effleurer ces problèmes : c'est bien assez de ce coup d'œil d'ensemble jeté sur la collection.

Somme toute, parmi les diverses séries dont la primeur nous est restée, il en est trois, deux surtout, qui rehaussent singulièrement et la valeur et l'importance de notre acquisition. A nos yeux, nous le disons encore, ces terres cuites et ces bijoux sont la partie, non pas la plus brillante, entendons-nous, mais la plus neuve et la plus vitale de toute la collection. Eût-il fallu pour en faire la conquête acquérir tout le reste, quand tout le reste n'eût rien valu, le marché, si onéreux qu'il semble, aurait encore son bon côté. Or il s'en faut que tout le reste soit, comme on l'a vu, sans valeur. Quelques bons marbres, des bronzes remarquables, une multitude de vases que la science tient en sa haute estime, enfin, même à l'étage le plus disgracié, des objets d'un grand prix et çà et là d'un vrai mérite, tout cela forme un ensemble qui, joint à ces deux séries qui vont placer notre musée en si bon rang devant l'Europe, nous permettra de braver avec philosophie les sarcasmes et les sourires de nos plus malicieux voisins. Toutefois, comme le vrai moyen d'avoir les rieurs pour soi est de ne pas paraître dupe, sachons-le bien, le but que nous nous proposions n'est pas celui que nous avons atteint. Nous cherchions l'éclatant, c'est le solide que nous avons trouvé. Nous prétendions tirer un grand feu d'artifice, la poudre n'a pas pris feu, mais n'est pas hors d'usage et peut avec profit rentrer à l'arsenal. Quand on n'échoue que pour bien faire, il n'y a pas après tout grand'raison de se plaindre. Le plus ambitieux projet se pardonne aisément quand il n'a d'autre pis-aller qu'une œuvre utile et raisonnable.

L. Vitet.

LES

FINANCES DES ÉTATS-UNIS

I. — MÉCANISME DES BANQUES AMÉRICAINES.

Il ne faut pas s'aveugler sur la crise qui bouleverse en ce moment l'Amérique du Nord. Ce n'est pas une de ces querelles d'intérieur qui se terminent par la défaite d'un parti; c'est une révolution sociale qui arrive à son heure, et, indépendamment de la volonté humaine, un de ces incidens terribles et majestueux auxquels tous les autres peuples sont intéressés. L'union sera-t-elle définitivement scindée? L'établissement d'un grand empire avec le travail esclave pour unique base, la multiplication bestiale de l'homme noir, cette monstruosité est-elle tolérable, est-elle possible matériellement? Si au contraire l'esclavage est aboli, comment le labeur servile sera-t-il remplacé? Que deviendront les fabriques européennes, si la guerre se prolonge? L'Europe doit-elle, peut-elle intervenir, et dans quelle mesure? En obtenant les matières premières par la force, ne fermerait-elle pas les débouchés pour les produits fabriqués?

Rien ne peut être plus utile, pour éclairer ces redoutables problèmes, que des notions précises sur les faits économiques et financiers qui s'y rapportent. Que les ressources des États-Unis soient immenses, tout le monde le sait; mais il ne suffit pas qu'un pays soit riche pour qu'il puisse se livrer impunément à des dépenses exceptionnelles : il faut encore qu'il puisse emprunter, c'est-à-dire que les valeurs représentant les anticipations sur l'avenir trouvent à se classer dans la circulation, sans occasionner un cataclysme. A cet égard, l'Amérique est dans une situation très forte. Le crédit y joue un rôle si considérable qu'il est en tout temps un des principaux ressorts politiques. Dans le nord surtout, l'action

du pouvoir suprême et celle du monde financier ne peuvent pas être séparées : la mésintelligence et l'isolement les tueraient l'un et l'autre. Réunis et agissant d'ensemble, ils ont une ampleur de ressources qui suffirait, à défaut d'autres raisons, pour assurer leur triomphe définitif. Commençons donc par étudier le mécanisme de ces banques américaines, sur le compte desquelles tant de préjugés existent chez nous.

Le public français en général est disposé à croire que la liberté des banques est illimitée aux États-Unis, et que le pouvoir d'y battre monnaie y est exercé sans frein ni mesure par d'audacieux spéculateurs. C'est une erreur. Il est vrai seulement qu'il n'y a pas de monopole exclusif pour l'émission des papiers fiduciaires. On y peut multiplier sans beaucoup d'obstacles les bureaux d'escompte et de circulation, et c'est ainsi que l'on y comptait en mars 1861, précisément aux jours où le déchirement a eu lieu, seize cent cinquante-six banques avec un capital nominal de 2,193,311,590 fr. (1), auxquelles il faut ajouter sept cent cinquante maisons particulières, souvent aussi puissantes que des compagnies. Toutefois la fondation et le régime de ces établissemens sont soumis par les autorités locales à des servitudes administratives qui varient d'état à état, de ville à ville. Il y a des contrées, comme le Rhode-Island, où l'indépendance des compagnies est presque sans limite, et ce sont celles où les désordres se produisent le moins. Il y a aussi des localités, surtout vers le sud, où la réglementation se complique au point de devenir oppressive. Il n'est donc pas exact de dire d'une manière absolue que la liberté des banques existe aux États-Unis. Là, aussi bien qu'en Europe, l'autorité publique a la prétention d'intervenir pour mettre un frein à la licence. Là aussi, elle croit devoir substituer ses propres lumières à la vigilance des intérêts privés. Si je faisais ici une étude théorique sur les banques, je démontrerais aisément que cette intervention administrative a été souvent la cause du mal dont on a rendu la liberté responsable.

Entre les divers types de banque usités dans l'Union américaine, le système qu'il importe de faire connaître en ce moment est d'abord celui de New-York, parce que la législation new-yorkaise, supérieure aux autres à beaucoup d'égards, tend à dominer dans les autres états, et ensuite parce que New-York est dans le conflit actuel la grande place de guerre où se trempent pour le combat l'opinion et les armes.

Après la crise désastreuse de 1838, pendant laquelle quatre cent cinquante banques sur neuf cents suspendirent leurs paiemens ou tombèrent en faillite, il y eut en Amérique un soulèvement d'o-

(1) Tous les comptes seront exprimés dans ce travail en monnaie française, au change de 5 francs le dollar, ce qui permet de rétablir aisément les chiffres américains.

pinion contre le *banking system*. Le peuple de New-York, réuni spontanément en convention nationale et faisant acte de souveraineté, posa les règles à suivre en matière de crédit, et ordonna que ces règles, introduites dans la constitution new-yorkaise, eussent à l'avenir force de loi. La résolution prise en cette circonstance était ainsi formulée : « Il sera pourvu par une loi à l'enregistrement de tous les billets émis et lancés dans la circulation comme monnaie, et on exigera des garanties solides pour la convertibilité de ces billets en espèces. En outre, dans le cas où une banque viendrait à suspendre ses remboursemens, les porteurs de billets seront admis à exercer leur droit de recouvrement par privilége, et de préférence à tous les autres créanciers de l'établissement. » Le mandat était impératif : il fallut l'exécuter à la lettre. L'idéal du peuple de New-York paraissait simple et facile à réaliser ; toutefois ce ne fut pas du premier coup qu'on parvint à l'introduire dans la loi. Depuis 1838 jusqu'à ce jour, peu de sessions se sont passées sans que les législateurs aient eu à remanier la loi sur les banques d'après les observations communiquées par les fonctionnaires spécialement chargés de surveiller les établissemens de crédit. Nous allons voir quel est en définitive l'état actuel de la législation.

Sous cette idée préconçue que le billet de banque est, non pas une lettre promissoire, mais une monnaie effective, on a voulu constituer une sorte d'unité monétaire, sans préjudicier toutefois à la prétendue liberté des banques. La fabrication des billets est placée dans les attributions de l'état, comme le droit de battre monnaie. Le contrôleur des finances publiques, assisté par un surintendant des banques, fait graver sous ses yeux des planches correspondant aux différentes coupures autorisées. Il surveille les tirages, et les divers billets, contre-signés par lui, sont numérotés et enregistrés dans ses bureaux. Les compagnies, n'ayant pas le droit de créer leur papier de circulation, se procurent les billets fabriqués par l'état en déposant, à titre de garantie, des effets publics dans une proportion déterminée par les règlemens. Dans l'origine, on acceptait comme contre-valeurs des titres de rente sur les divers états ou villes de l'Union. Plus tard, les facilités ont été restreintes. L'expérience a sans doute montré l'abus qu'on en pouvait faire. Avant la crise, on ne recevait plus en nantissement que les titres de la dette fédérale et ceux de l'état de New-York. On les capitalisait à un taux qui eût assuré le remboursement du billet, même en cas de vente forcée. La loi autorise aussi l'acceptation des créances hypothécaires, mais pour la moitié seulement du montant des billets délivrés, et avec des précautions surabondantes.

Toute compagnie, quel que soit le nombre des personnes qui la composent, et même tout individu isolé peuvent constituer une

banque en justifiant d'un capital réalisé de 500,000 francs au minimum. Il suffit alors d'adresser au fonctionnaire chargé de la surveillance une requête indiquant le nom et le siége de l'établissement nouveau, le décompte du fonds social, le nombre des actions à émettre, les noms et adresses des actionnaires, le nombre des actions prises et les versemens effectués par chacun. L'actionnaire fondateur se reconnaît responsable jusqu'à concurrence de deux fois la valeur nominale de sa souscription. Le capital social peut être augmenté indéfiniment; mais il ne doit jamais être réduit, à moins qu'il n'y ait liquidation. Lorsque la faculté d'émettre des billets à vue et au porteur a été acquise par l'accomplissement de ces formalités, chaque banque reçoit de l'état ceux dont elle a besoin contre dépôt des valeurs acceptées. Ces papiers uniformes, que l'autorité a revêtus d'un caractère monétaire, sont ensuite diversifiés par le libellé et les signatures que chaque établissement y ajoute : ils deviennent payables à présentation à la caisse de la banque qui les a lancés. S'ils n'étaient pas convertis en monnaie légale à la première réquisition, le porteur n'aurait qu'à faire protester le billet et à le transmettre au contrôleur des banques. Celui-ci ferait sommation a la compagnie de payer, et, si elle ne s'exécutait pas dans un délai de dix jours, il vendrait aux enchères les fonds publics ou les titres hypothécaires déposés entre ses mains, et il en appliquerait le produit au remboursement des billets en souffrance.

La loi new-yorkaise impose encore aux banques l'obligation d'avoir une réserve en argent égale au moins au huitième de leur capital réalisé : c'est une limite posée arbitrairement et qu'on ne pourrait justifier par aucune raison tirée de la pratique; il ne me paraît pas d'ailleurs qu'elle soit très fidèlement observée. Quant à la nature des opérations, aucune entrave légale n'est opposée aux établissemens qui entreprennent de distribuer le crédit, et c'est en cela surtout que les Américains croient rendre hommage au principe de la liberté commerciale. Non-seulement les comptoirs de New-York font les négociations qui sont essentiellement du ressort des banques, comme l'escompte des lettres de change et effets de commerce, l'achat et la vente des métaux précieux, les viremens de comptes entre les négocians au moyen des dépôts; mais aucune précaution réglementaire ne leur est prescrite quant à la solidité des valeurs et aux termes des crédits accordés. Rien ne les empêche de se jeter dans les aventures en ouvrant des crédits à découvert, en faisant des avances sur des titres d'une réalisation difficile.

« L'unique raison d'être de cette loi commence et finit avec ce seul objet d'une sûreté à donner aux détenteurs des billets de banque. » Ainsi parle, dans un rapport officiel, M. Cook, surintendant du *banking department*, et l'énergie de son expression ca-

ractérise parfaitement la législation new-yorkaise. Sous l'unique préoccupation de prévenir les abus qu'on pourrait faire du papier, on s'est étudié à créer un papier si bien garanti qu'il présentât la solidité et les avantages d'une circulation purement métallique. On a cru que la société était suffisamment sauvegardée quand l'homme soldé en billets pouvait dormir aussi tranquille que s'il avait reçu en paiement des écus. L'intention était honnête et louable; mais cette intervention du pouvoir souverain contrariait le principe de liberté. Qu'en est-il résulté dans la pratique?

L'effet soudain et inévitable d'un pareil système devait être de pousser à la multiplication des banques bien au-delà peut-être des ressources et des besoins. Dans un pays où le gouvernement ne répondrait de rien, les difficultés que les spéculateurs rencontreraient pour faire entrer leur papier dans la circulation, pour monétiser leur signature, ne pourraient être vaincues que par des capitalistes puissans et considérés : cela seul suffirait pour limiter le nombre des établissemens qui reposeraient sur l'émission d'un papier fiduciaire. C'est tout autre chose à New-York. Quand on reçoit en paiement un billet fabriqué par l'état et portant cette légende : *garanti par un gage de fonds publics*, on accepte ce papier comme monnaie réelle, sans rechercher si l'établissement qui l'a émis est solvable. C'est ainsi que les comptoirs décorés du nom de banques se sont multipliés déraisonnablement en Amérique. Depuis que le fonds social de la Banque de France a été porté à 200 millions, ce capital, destiné à desservir une nation de 38 millions d'âmes, correspond à 5 francs 26 centimes par tête. L'état de Massachusetts compte actuellement 1,232,000 habitans. En 1861, on lui attribuait cent quatre-vingts banques, constituées au capital de 335,600,000 fr., ce qui donne par tête d'habitant 272 fr., cinquante-deux fois plus que chez nous.

Le nombre officiel des banques en Amérique est mobile comme les flots de l'océan commercial : il augmente quand des individus déposent les nantissemens requis par la loi pour obtenir des billets de circulation; il s'affaiblit quand d'autres individus, annonçant l'intention de liquider, rapportent les billets pour retirer les titres déposés. Le fait général est l'augmentation : c'est même là un phénomène sur lequel j'appelle l'attention, parce qu'il a une véritable efficacité dans la crise actuelle. Parmi les populations essentiellement commerçantes du nord, le placement en banque est instinctif, parce qu'il est considéré comme l'emploi le plus naturel et le plus lucratif de l'argent. Les titres des dettes publiques ne sont guère que des *sécurités* bonnes à être déposées, et pour ainsi dire des germes de banque. Si un certain nombre de personnes ayant des sommes disponibles ne trouvent pas à les placer avantageusement

sous forme de dépôts portant intérêts, le groupe de ces capitalistes déclassés s'organise, remplit les formalités et crée une banque de plus. Cette manière d'opérer est propre à toutes les classes. Lorsqu'on décompose les titres d'actionnaires, on y trouve en majorité le personnel qui forme ailleurs la clientèle des caisses d'épargne : des femmes veuves, de petits marchands, de petits employés, des matelots, des ouvriers, des domestiques. Le *banking system* n'est pas là une machine au service d'un petit groupe : c'est un organe vital, qui intéresse la société tout entière.

Un autre effet non moins remarquable de ce régime résulte de l'obligation imposée aux banques de consigner des titres de rentes ou d'hypothèques en garantie de leurs propres signatures. Cela tend évidemment à réduire l'usage des billets à vue et au porteur. Si vous jetez les yeux sur un des bilans de la Banque de France, vous verrez que la somme des billets au porteur est presque toujours équivalente au montant des escomptes et des prêts effectués : c'est que la pratique française consiste surtout dans la substitution d'un papier de confiance utilisable immédiatement à un papier également bon par lui-même, mais n'étant pas dans les conditions voulues pour être immédiatement monnayé. Sous l'influence de la législation new-yorkaise, les choses se passent autrement que chez nous. La grande habileté des banques est et doit être de faire beaucoup d'affaires en employant le moins possible de billets au porteur : le billet n'est en quelque sorte que l'adresse du comptoir. Si l'on consulte les bilans, on verra que la somme des billets en circulation est en général quatre fois moindre que celle des prêts et escomptes; on s'en sert d'autant moins que la population devient plus dense. Pour *New-York-City*, 40 millions de billets suffisent pour faire 6 ou 700 millions de crédits sous diverses formes. Le grand commerce évite les mouvemens de papiers et d'espèces au moyen des *clearing houses*, où se balancent les comptes. Le *clearing house* de New-York règle ainsi chaque jour pour plus de 100 millions d'affaires, et celui de Boston pour une trentaine de millions. Même dans la vie privée, il est passé dans les mœurs de ne pas garder d'argent à domicile. On le dépose en compte courant, et à chaque besoin ressenti on paie ce qu'on achète au moyen d'un mandat à vue sur la banque dépositaire. Ce mandat passe de main en main : le chèque du particulier fait l'office du billet de la compagnie et le remplace.

Ce système précipite les affaires d'une manière à peine croyable pour nous. En Amérique, l'escompte des véritables effets de commerce tient sans doute la moindre place dans le bilan des opérations. Sous l'excitation d'une concurrence acharnée et d'une cupidité instinctive, les directeurs de banques font des affaires de toute sorte. On procède le plus souvent par des ouvertures de crédits à

découvert. Un planteur du sud a besoin d'avances sur des cotons qui sont encore sur pied, un pionnier sur les forêts qu'il doit abattre dans l'ouest, un négociant sur les marchandises qu'il attend d'Europe, un ingénieur sur le chemin de fer qu'il a rêvé. Actions, obligations, coupons d'emprunts, titres hypothécaires, warrants commerciaux, lettres de change à des termes impossibles, tout s'escompte, tout se mobilise. L'intérêt se discute au mois à raison de 1 et parfois 2 pour 100. Chacun paie le crédit plus ou moins cher selon sa consistance personnelle. En définitive tout le monde trouve du crédit, tout le monde travaille. Le capital reproducteur s'économise et s'accumule. C'est ainsi que la nation, ou pour mieux dire le groupe du nord qui la représente en ce moment, a acquis cette vitalité qui peut lui permettre de traverser l'épreuve la plus terrible.

Ce système a son côté faible. Le billet échangeable contre espèces étant usité le moins possible, on garde dans les caisses peu d'espèces, infiniment moins qu'il n'en faudrait pour l'immensité des affaires. A celui qui emprunte, une banque livre rarement des billets ou des écus : elle l'autorise à disposer sur elle jusqu'à concurrence de la somme prêtée. Il s'établit dans le public une espèce d'entente cordiale pour maintenir la confiance nécessaire à ce genre de circulation. Par malheur de temps en temps, soit que l'on pressente de fortes demandes d'espèces pour l'exportation, soit que l'abus du crédit ait poussé l'esprit mercantile à des excès trop évidens, les spéculateurs prudens manœuvrent à petit bruit pour se mettre à couvert. Les chèques sont plus souvent présentés au remboursement. On tâche d'échanger les billets au porteur contre des écus. Les banques, avec leurs encaisses insuffisans, éprouvent des embarras cruels, et bientôt se déclare une crise monétaire qui, au milieu d'une incontestable prospérité, dégénère en crise commerciale : c'est l'histoire de la grande débâcle de 1857, si funeste à l'Europe.

Ceux qui connaissent le monde financier des États-Unis vous diront que les capitalistes y vivent dans la crainte de ces accidens, comme l'homme une fois congestionné dans la crainte des apoplexies. Eh bien! les gigantesques opérations financières occasionnées par la guerre civile vont avoir pour effet de modifier le régime et la pratique du crédit, et à certains égards ces changemens paraissent favorables aux corporations financières. Voilà pourquoi j'ai cru devoir expliquer le mécanisme des banques, et si la préface a été un peu longue, elle n'aura pas été inutile.

II. — LA DETTE PUBLIQUE.

Au point de vue spécial où le financier est placé, on distingue deux espèces de guerre, l'une politique et pour ainsi dire normale,

l'autre révolutionnaire. Dans la première, on prend en considération les ressources naturelles du pays, ses engagemens antérieurs et les charges nouvelles qu'il peut encore porter sans fléchir. On respecte les droits acquis, on évite de troubler les intérêts et les habitudes, on introduit l'ordre dans la destruction et l'économie dans le sacrifice. La guerre révolutionnaire a d'autres allures : sa seule loi est le salut commun. Ce qu'il lui faut pour combattre, elle le prend où elle le trouve, sans compter. Elle ne connaît ni crédit public, ni prospérité privée, ni passé, ni lendemain. De tous les contrats, il ne reste plus, comme on l'a dit en 93, que deux pactes, l'un avec la victoire, l'autre avec la mort. Un peuple monté à ce point n'est pas facile à dompter dans son premier élan; mais s'il fléchit, il est accablé, parce qu'il n'a pas de réserve.

Dans la lutte qui a déchiré l'Union, il est facile de voir que les états du sud ont débuté par la guerre révolutionnaire : c'est le secret de leur longue et énergique résistance. On n'emploie ces moyens désespérés que lorsqu'on ne peut pas faire autrement. Le nord avait des ressources incomparables pour la guerre régulière : il s'y est tenu jusqu'à présent. Il a voulu combiner les plus énormes sacrifices avec le ménagement des droits et des intérêts. La guerre révolutionnaire est une ressource suprême qui lui reste encore.

Ce fut en 1790 que l'Union américaine se constitua définitivement par l'alliance de quatorze états. On fit alors le relevé des dettes que l'on pouvait considérer comme collectives, et il se trouva qu'elles montaient à 377,317,380 francs (1). Tel fut le point de départ de la dette nationale : pour une population d'environ quatre millions d'individus libres, l'annuité à payer correspondait à 6 fr. par tête. Les systèmes financiers de l'Europe n'avaient pas jeté leurs fausses lueurs dans les esprits. On ne soupçonnait pas qu'il fût nécessaire d'établir des rentes perpétuelles pour procurer des moyens de placement aux gens économes et à l'état des ressources toujours renaissantes. On ne connaissait pas ces merveilleux systèmes d'amortissement qui donnent tant de facilité pour augmenter les dettes. Les compatriotes de Franklin avaient la simplicité de croire qu'un état doit être régi comme une ferme, qu'il faut emprunter le moins possible, rembourser le plus vite qu'on peut, amortir en réalité et au jour le jour par l'excédant des recettes sur les dépenses, refouler le capital économisé dans l'industrie, et ne le détourner des emplois reproducteurs que dans les cas de nécessité absolue. L'unification de la dette, l'élasticité du crédit et autres grands mots n'auraient pas été compris. Le trésor demandait strictement la somme dont il avait besoin au cours du jour en stipulant la date du rembour-

(1) Il y avait eu, pendant la guerre de l'indépendance, des émissions désordonnées d'assignats dont on n'a pas tenu compte à la paix.

sement. Chaque opération était ainsi représentée par un fonds particulier, différant des autres par le taux de l'intérêt et l'échéance.

Avec un tel système, le capital de la dette, en hausse ou en baisse alternativement, devient à la lettre un thermomètre politique. Pendant une quinzaine d'années, la république naissante doit pour ainsi dire pourvoir à ses frais de premier établissement; elle fait quelques appels de fonds, et le chiffre primitif de 377 millions est dépassé. On arrive en 1806 à 430 millions; mais, à partir de cette date, une veine de prospérité se déclare et fournit les moyens d'amortir. La dette est abaissée à 226 millions, lorsque l'Union se trouve engagée dans une guerre maritime pour le soutien du droit des neutres. Il faut, de 1812 à 1816, fondre des canons, armer des flottes, si bien que le jour où la nation fait ses comptes, elle s'effraie de devoir 637 millions de francs. Avec la paix revient le système, ou, pour mieux dire, la passion des économies. Pendant une vingtaine d'années, on applique religieusement l'excédant des ressources fiscales au remboursement ou au rachat anticipé des effets publics, et en 1835, au moment même où la grande crise des banques bouleverse le commerce et fait croire à l'Europe que l'Union américaine touche à sa ruine, la dette du trésor est réduite à 187,565 francs pour une population portée déjà à 14 millions d'âmes; une douzaine de mille francs suffit au paiement de la rente!

On toucha à l'idéal sans l'atteindre. Au moment où il aurait été si facile d'effacer complétement la dette, les embarras commerciaux forcèrent le gouvernement de Washington à prendre la responsabilité de quelques petits emprunts. Vint la guerre du Mexique : il fallut lever des fonds pour les frais de la campagne et pour l'indemnité qu'on daigna payer aux vaincus en leur arrachant une partie de leur territoire. En 1852, la dette fédérale était remontée à 338 millions de francs. Les avances faites par le trésor n'étaient d'ailleurs qu'un placement à gros intérêts. L'état entrait en possession d'un immense domaine qu'il allait revendre avec bénéfices. Vers 1855, l'argent affluait dans les caisses publiques à tel point que le gouvernement liquidait sa dette en rachetant les titres bien au-dessus du pair. On ne devait guère plus de 125 millions, lorsque les premiers symptômes de la crise actuelle vinrent multiplier les occasions de dépense. En définitive, en 1860, au moment où la guerre civile éclata, la dette fédérale sous toutes les formes, consolidée, temporaire ou flottante, s'élevait en capital à 375 millions de francs, comportant une annuité d'environ 22 millions, et remboursable par des paiemens échelonnés jusqu'en 1871.

On pourra dire qu'en Amérique chaque état a sa dette particulière à côté de la dette nationale et collective, et qu'il faudrait tenir compte de ces deux élémens pour établir une exacte comparaison

avec les finances des pays européens. Les emprunts de cette catégorie ont généralement pour origine l'exécution des canaux et chemins de fer, ou la dotation des banques réclamées par les industries locales; ils s'élèveraient pour les trente-trois états au capital de 1 milliard 310 millions de francs, si l'on s'obstinait à y comprendre les engagemens que certaines législatures ont annulés et l'accumulation des intérêts non servis. Quelle que soit d'ailleurs la situation de ces dettes locales, elle n'affecte en aucune façon le crédit du gouvernement, qui représente la loi et l'unité. Il y a plus : sur ce chiffre de 1 milliard 310 millions, la part des états libres, qui comprennent 22 millions d'âmes, est de 779 millions. Les sécessionistes, quatre fois moins nombreux (1), si l'on ne compte parmi eux que les hommes libres, doivent 530 millions. Les produits des entreprises subventionnées au moyen des emprunts d'état sont ordinairement appliqués au paiement des intérêts. Dans le nord, où la vie industrielle n'a pas été suspendue, les dividendes sont servis comme de coutume, et les cours de ces fonds spéciaux n'ont pas été fortement ébranlés. Treize états unionistes ont même pu faire, depuis 1861, des emprunts pour la guerre, que le patriotisme maintient à un cours voisin du pair. Au sud, les banques ne fonctionnent plus, les chemins de fer ne transportent plus que des canons et des soldats. Il n'y a plus de marché pour les titres sécessionistes; les fonds du Tennessee, de la Virginie, de la Louisiane, autrefois estimés sur la place de New-York, s'y vendraient encore avec 50 pour 100 de perte; les autres n'y sont plus même cotés.

Dans tout pays menacé de guerre, la première chose que fait le gouvernement est d'emprunter s'il le peut et autant qu'il peut : la mesure de son crédit est donnée par le chiffre des dettes antérieures et par la facilité qu'on a d'augmenter encore les impôts. A cet égard, les finances des états unionistes étaient, comme on vient de le voir, dans une situation exceptionnelle. Les engagemens du trésor et les charges fiscales étaient si faibles qu'on s'en apercevait à peine : les ressources naturelles semblaient illimitées; l'énergie créatrice de la population était proverbiale. Les capitalistes de New-York et de Boston ne s'alarmèrent donc pas beaucoup des énormes dépenses que l'on pouvait prévoir. La guerre ayant éclaté, le public pourvut instinctivement aux premières nécessités en absorbant divers papiers

(1) On a pu hésiter longtemps sur le classement des états sécessionistes. Le président Lincoln a fait cesser l'incertitude en déclarant coupables d'insurrection les districts où l'essai d'impôt direct a rencontré des obstacles : ce sont la Caroline du nord, celle du sud, la Floride, la Georgie, l'Alabama, la Louisiane, le Texas, le Mississipi, l'Arkansas, le Tennessee et la Virginie, sauf la zone septentrionale, isolée par des montagnes, et dont on fera un état séparé où l'esclavage sera aboli. La confédération du sud comprend donc onze états avec 5 millions 1/2 d'habitans libres et 3 millions 1/2 d'esclaves. La cause unioniste a rallié 22 millions d'âmes.

de crédit émis par le pouvoir fédéral, et il attendit avec patience les plans financiers que l'on préparait à Washington.

Le rapport de M. Chase, le secrétaire de la trésorerie, parut dans les premiers jours de décembre 1861; à en juger par comparaison avec les budgets auxquels nous sommes habitués, il paraîtrait effrayant. En Europe, les préparatifs militaires pour lesquels on s'épuise trop souvent sont comme un fonds placé sans intérêts, mais dont on retrouve du moins le capital au jour du péril. Quand la guerre éclate, une bonne partie des dépenses à faire est ainsi payée à l'avance. Aux États-Unis, la force avait résidé jusqu'ici dans les milices locales; l'armée régulière, avec son modeste effectif de 13,000 hommes pour toutes les armes, la flotte de quatre-vingt-douze bâtimens, grands et petits, et portant seulement 2,290 canons, avaient été disloquées, anéanties avant la lutte par la violation des arsenaux, par la désertion des officiers supérieurs attachés à la cause du sud. On a même soupçonné divers administrateurs d'avoir affaibli à dessein le matériel et les cadres, suivant l'exemple donné par M. Jefferson Davis lorsqu'il était ministre du président Pierce. Il faut remarquer enfin que dans les états du nord on ne se décide pas aisément à violer les traditions de la liberté. Ce n'est qu'en ces derniers jours et avec de très grands ménagemens qu'on s'est résigné à essayer l'impôt forcé de la conscription. On attend tout du patriotisme des citoyens ou de leur cupidité, et assez souvent ces deux ressorts agissent à la fois. Chacun limite à son gré la durée de son service. On attire les volontaires par l'offre d'une haute paie, par des primes d'engagement, par la promesse d'une alimentation dépassant de beaucoup l'ordinaire des soldats européens; c'est ainsi qu'on a improvisé une armée de 738,000 hommes (1), armée brave et solide d'ailleurs, qui s'est imprégnée si rapidement de l'esprit militaire qu'elle fera certainement jaillir de son sein les chefs qui lui ont manqué jusqu'ici.

Le peuple américain se préparait donc, comme un athlète vigoureux, à faire son entrée dans la carrière des gros budgets. Le poids qu'il assumait pour son premier début dépassait tout ce qu'on a supporté en Europe. Pour l'année fiscale courant du 1er juillet 1861 au 30 juin 1862, M. Chase évaluait la totalité des dépenses à 2,652,032,110 francs, en attribuant à l'armée et à la flotte plus des quatre cinquièmes de cette somme. Quelles étaient les ressources disponibles? Le revenu ordinaire, dont l'estimation était évidem-

(1) L'effectif de la première armée américaine se décomposait ainsi :

Armée régulière	20,334 hommes.
Volontaires pour trois mois	77,875
Volontaires pour la durée de la guerre	640,637
Total	738,846 hommes.

ment enflée, devait donner 184 millions de francs. On attendait d'une taxe nouvelle, espèce d'impôt sur le revenu, un supplément d'une centaine de millions. Le compte du déficit était donc facile à établir : 2 milliards 433 millions; sur cette somme, 985 millions avaient été déjà obtenus par des émissions de papiers ou des dons patriotiques, et 227 millions accordés par le congrès restaient à négocier. Pour ajuster la balance, il n'y avait plus qu'à trouver une légère somme d'environ 1,100 millions.

Ce n'est pas tout. Le secrétaire de la trésorerie américaine ne paraît pas posséder, comme nos habiles praticiens, l'art précieux d'atténuer les chiffres, en les manipulant sous les yeux des assemblées, de les édulcorer, de les faire avaler à petites doses. Le rude financier américain ne se contente pas du coup qu'il frappe : il tient à montrer en perspective les sacrifices auxquels il faut se résigner pour l'année suivante. — Si la guerre civile se prolonge, dit-il, il y aura à dépenser pour le prochain exercice (du 1er juillet 1862 au 30 juin 1863), indépendamment de 115 millions pour le courant ordinaire des dépenses administratives, 1,800 millions pour la guerre, 225 pour la marine, plus de 200 pour payer les intérêts de la dette qui s'accumule, en tout 2 milliards 376 millions de francs. Les sources du revenu, tant anciennes que nouvellement ouvertes, donneront, à ce qu'on peut espérer, 479 millions, cinq fois moins que la somme nécessaire. — En définitive, après tous ces emprunts remplis, et en supposant que des calamités nouvelles ne commandassent pas de nouveaux sacrifices, la dette publique devait arriver au chiffre de 4 milliards 486 millions de francs à la date du 30 juin 1863.

Les révélations financières de M. Chase, cette perspective d'avoir à emprunter 4 milliards 1/2 en deux ans et peut-être davantage, n'ont pas causé aux États-Unis la stupeur et les alarmes que nous supposons, parce qu'elles seraient peut-être légitimes chez nous; mais, dût notre orgueil national en souffrir, il faut reconnaître que l'Amérique a des ressources plus grandes que les nôtres. Le domaine national destiné à être revendu est incommensurable. La population dépassera dans dix ans celle des plus grands empires européens. Le capital industriel est déjà si fort qu'il peut être entamé sans péril, et d'ailleurs la somme à lever annuellement sous forme d'emprunt, et dont les intérêts constitueront des rentes au profit de ceux qui viendront au secours du trésor, n'est pas beaucoup plus forte que la somme à payer, à titre d'impôts, par les contribuables du vieux continent. Le fardeau n'est donc pas tel que la nation en soit accablée. Tout le péril est dans la transition. Il s'agit d'empêcher que la richesse, mobilisée tout à coup, et sans proportion avec les besoins, que ces flots de titres et de papiers qui vont grossir démesurément le cours de la circulation, ne déterminent un cataclysme commercial.

L'opinion publique ayant été habilement placée à ce point de vue, on examina sans trop d'émotion le plan financier dont l'exposé budgétaire de M. Chase n'était que la préface. Dans les emprunts par souscription, dont le système a été inauguré chez nous avec un succès si merveilleux, le gouvernement prend son temps pour opérer. Disposant d'un gros budget et du mécanisme de la dette flottante, soutenu et guidé par toutes les puissances financières, il proportionne les appels de fonds aux aptitudes dont il est exactement averti. Aux États-Unis, on était sous l'urgence la plus impérieuse. Il fallait battre monnaie immédiatement, incessamment, et pour des sommes colossales. Le seul procédé applicable était des émissions de papiers destinés à entrer d'autorité dans la circulation. M. Chase proposa deux combinaisons : la première était de créer, sous la garantie de l'état, un papier-monnaie à cours forcé qui aurait fait disparaître devant lui, au moyen d'un impôt, les billets et mandats des banques particulières, et serait devenu le seul instrument des échanges. Ce système, qui a le tort de rappeler beaucoup trop nos assignats, aurait tué les banques par la paralysie. La seconde proposition tendait au contraire à leur communiquer une vitalité excessive : elle met les finances de l'état sous la protection des banques particulières; elle marie pour ainsi dire les opérations du trésor avec celles du commerce. Les établissemens de crédit deviennent les ressorts de la politique nationale. S'il y a là des périls pour les capitalistes, ils sont du moins glorieux et lucratifs. Dire que cette seconde combinaison a été préférée, ce serait rester au-dessous de la vérité : elle a reçu une adhésion sympathique. Un système financier accepté à la fois par les capitalistes et par la nation, c'est une grande force.

III. — LES EMPRUNTS ET LES IMPÔTS.

L'idéal de M. Chase, approuvé par la corporation des banquiers et sanctionné par le congrès fédéral, consiste donc à créer un instrument de circulation (*circulating medium*), en introduisant dans les affaires un papier d'état destiné à jouer le rôle des billets de banque, et peut-être à remplacer ceux-ci par la suite. L'émission en doit être modérée de manière à ne pas chasser du marché la monnaie métallique : on espérait d'abord pouvoir la restreindre à 750 millions de francs, en évitant de faire descendre les coupures au-dessous de 25 francs; mais, dans la pratique, on a été bientôt poussé à sortir de ces limites (1). Ces bons de circulation ont cours

(1) Il y a eu une certaine catégorie de bons, montant à 300 millions de francs, qui, étant admissibles pour le paiement des droits de douanes, ont bientôt fait prime. On les

forcé dans les transactions commerciales; mais ils ne sont pas admissibles pour le paiement des rentes constituées, des intérêts hypothécaires. L'état les reçoit dans toutes ses caisses, la douane exceptée; mais il s'interdit de les imposer pour le paiement des rentes et intérêts dont il est lui-même redevable. Ils sont immédiatement convertibles, à la volonté du porteur, en rentes personnelles sur l'état. Pour faciliter ces échanges, que le ministre pratique en raison des demandes et dans la mesure des besoins du trésor, on a mis à sa disposition un capital de 2 milliards 500 millions de francs. Les rentes de ce fonds transmises au pair portent 6 pour 100 d'intérêt, payables en espèces métalliques et affranchis de toute retenue ; elles sont remboursables en vingt ans; toutefois l'état se réserve le droit de les racheter au pair après cinq ans, et il constitue à cet effet une réserve d'amortissement en or et en argent, équivalant à 1 pour 100 du capital nominal.

Le devoir des banques, dicté par la nécessité et d'ailleurs conforme à leurs intérêts, est de faciliter autant que possible les formidables émissions qui doivent résulter de ce système. A l'imitation de ce qu'a fait sous Pitt la Banque d'Angleterre, elles tendent à échanger contre des titres de la dette publique leur propre capital, qu'elles prêtent à l'état. Elles sont convenues de recevoir les bons du trésor en dépôt, comme argent comptant, et le *clearing house* de New-York, imité sans doute par les autres cités commerciales, établit ses balances au comptant en mêmes bons au pair.

Une autre condition était indispensable pour que les papiers de circulation fussent préservés de l'avilissement. La promesse de payer en argent les intérêts de la dette publique offrait bien une certaine garantie contre l'excès des émissions : encore fallait-il que l'état possédât pour l'accomplissement de ses engagemens des ressources évidentes. Jusqu'alors, la grande république avait ignoré toutes ces variétés de l'impôt qui sont cultivées dans le vieux monde; elle avait tiré presque tous ses revenus de deux sources, le droit à l'entrée des marchandises étrangères et la vente des terres publiques. Ces deux articles lui procuraient environ 300 millions de francs, somme évidemment insuffisante. On ne pouvait même plus compter sur les recettes habituelles des douanes : elles étaient comprimées par la sécession des onze états et par les exagérations du tarif Morrill. On avait mis à l'essai quelques impôts nouveaux, et notamment un impôt foncier, évalué théoriquement à 400 millions; mais l'expérience avait déjà démontré l'extrême difficulté d'établir une taxe directe sur les terres dans ces contrées immenses où les propriétés sont

a considérés comme sortis de la circulation usuelle, et on les a remplacés par une émission de pareille somme non valable pour les douanes.

disséminées, et où le contrôle fiscal coûterait plus que ne rapporteraient les contributions. L'urgence d'obtenir des ressources plus certaines et plus abondantes était généralement sentie. A l'encontre de ce qui se passe en Europe, où les gouvernemens ont toujours à lutter pour faire accepter des charges nouvelles, l'inauguration d'un large système d'impôts était impérieusement commandé en Amérique par le bon sens public.

La contribution foncière votée pour trois ans en 1861 a donc été suspendue indéfiniment, et remplacée par un impôt plus général destiné « à procurer au gouvernement des ressources à l'intérieur. » Tel est le *tax-bill* proposé au congrès le 3 mars 1861, voté à l'unanimité, comme un acte de dévouement national, le 23 juin, et qui a dû entrer en exécution le 1er août. A voir cette longue liste, qui comprend plus de cinq cents articles, et qui atteint presque toutes les transactions, presque tous les actes de l'existence, bien des gens à Londres et à Paris ont pris en pitié ces pauvres Américains, qui leur paraissaient écrasés sous le joug d'une insupportable fiscalité. Au fond, le *tax-bill* n'est pas aussi rigoureux qu'il en a l'air : c'est une combinaison très indigeste des impôts dont se composent les budgets de France et d'Angleterre, mais avec des atténuations où se révèle le génie vraiment démocratique des Américains.

On ferait aisément rentrer cette taxation embrouillée dans les cadres de notre fiscalité en la ramenant à cinq catégories : impôts sur le revenu, droits d'enregistrement et de timbre, licences et patentes, taxes sur les produits industriels, taxes sur les consommations domestiques. L'impôt sur le revenu diffère de l'*income-tax* anglais en deux points : il exempte complétement, même chez le riche, toute la partie du revenu au-dessous de 3,000 francs, et en second lieu il est progressif dans la proportion de 3 à 7 1/2 pour 100. Par exemple, en Angleterre, où la limite d'exemption est 2,500 fr., un contribuable taxé à 3 pour 100 et possédant 5,000 fr. de revenu paierait 150 francs; au-dessus de 50,000 francs, il paierait 1,500 francs, et au-dessus de 250,000 francs il paierait encore, au même taux de 3 pour 100, 7,500 francs. En Amérique, l'homme gagnant 5,000 francs sera exempté pour 3,000 et paiera pour le reste, à 3 pour 100, 60 francs seulement; mais à 51,000 francs il paiera 5 pour 100 sur 28,000, soit 2,400 francs; à 251,000 francs, il paiera, à raison de 7 1/2, sur 248,000, soit 18,600 francs. Ces différences fiscales sont à noter : ce sont des traits de mœurs qui caractérisent deux sociétés.

Les taxes correspondant à nos droits de timbre et d'enregistrement paraissent en général un peu moins fortes que chez nous. Les droits de succession, échelonnés en France jusqu'à 10 pour 100, ne dépassent pas 5 en Amérique. Les contrats hypothécaires sont at-

teints dans la proportion de 1 sur 1,000. Les baux sont taxés, indépendamment de la somme, à 2 francs 50 centimes lorsqu'ils sont faits pour trois ans, et au double lorsque la durée en est plus longue. Le timbre des effets de commerce est à peu près au même prix qu'en France, mais la feuille timbrée pour contrat coûte moitié moins. — Une innovation bien épineuse dans un pays où la liberté est devenue un besoin instinctif est d'avoir à payer pour l'exercice d'une profession. Toutefois les licences américaines resteront beaucoup moins onéreuses que nos patentes. Je ne vois dans le *tax-bill* que trente-cinq professions atteintes, et le plus fort droit à payer est de 1,000 francs; il concerne exceptionnellement ces grands caravansérails qui sont comme des petites villes et dont on fait en ce moment chez nous une imitation splendide. Chaque cafetier tenant billard est imposé à 25 francs par jeu; un tel impôt donnerait en France un revenu considérable, en ne frappant qu'un abus qui se propage jusqu'au scandale. Les autres licences flottent entre 50 et 500 francs; ce dernier chiffre est celui du banquier. L'homme de loi, qui paie 50 francs, est placé sur la liste auprès de l'escamoteur, qui en paie 100. Moyennant une licence de 500 francs, le premier venu peut ouvrir un théâtre. — Les produits manufacturés dans le pays sont presque généralement frappés en fabrique d'un droit de 3 pour 100 sur le prix de vente. Les parfumeries et les médicamens, dont les Américains, comme les Anglais, font usage avec une sorte d'avidité, ne se vendent plus sans un timbre équivalant à 4 pour 100. C'est aussi par un timbre sur les factures qu'on saisit certains objets à la vente au détail.

A propos des articles d'alimentation et d'utilité domestique éclate le principe social qui tranche la différence entre le Nouveau-Monde et l'ancien. En vertu d'un axiome qui remonte aux temps où la gabelle fut inventée, l'Europe prétend que les impôts, pour être productifs, doivent avoir pour base un besoin généralement ressenti, et elle s'applique à combiner les taxes avec ces impôts auxquels les plus pauvres ne peuvent pas se soustraire. La démocratie américaine en juge autrement. Même en ces jours de péril extrême où les mesures de salut public sont réclamées par le peuple, on ménage instinctivement les consommations populaires.

D'impôt sur les grains et la farine, on n'en parle pas, et on peut dire qu'ils sont absolument affranchis, puisqu'il y a immunité pour la terre. La viande se trouve atteinte seulement par une taxe d'abatage ainsi réglée : pour les bêtes à cornes, 1 franc 50 centimes par tête lorsqu'elles sont jeunes, et 5 francs lorsqu'elles ont pris tout leur développement; pour le mouton, 25 centimes par tête; pour le porc, 50 centimes : la consommation personnelle du propriétaire est exempte. Le vin paie 25 centimes par gallon, pas même

6 centimes 1/2 par litre; la bière, 3 centimes 1/2; les spiritueux, 23 centimes. Pour le sel, on ne paie pas 2 centimes 1/2 par kilo. Sur le sucre et le café, les droits seront trois ou quatre fois moins forts qu'en Angleterre ou en France. On pourrait dire du chauffage qu'il est exempté : le bois ne doit rien; la houille paie moins de 20 centimes par tonne de 1,000 kilogrammes. Le tabac paraît imposé au tiers de son prix vénal, mais il se vend deux ou trois fois moins cher qu'en France. Ma dernière citation fiscale a la portée d'un trait de mœurs. A l'exception d'un droit général de 3 pour 100 sur le papier et d'une taxe proportionnelle de 3 pour 100 sur les annonces commerciales (1), les livres et journaux sont préservés de toute contribution, même du timbre. Il y a plus : le colportage, qui est une industrie importante dans un pays immense, est soumis au paiement d'une licence assez forte; mais l'homme qui colporte la nourriture intellectuelle du pays, la Bible et les journaux, est exonéré de tous droits.

Le *tax-bill*, avec le tarif Morrill, destiné à régler les droits de douane, forme donc à peu près toute la législation fiscale de l'Union américaine. Ces deux instrumens financiers ne sont, à ce qu'il me semble, que des machines de guerre : ils seront très probablement refondus et transformés après la pacification. Le tarif Morrill, concession faite par le parti républicain aux grands industriels de la Pensylvanie, dont dépendait l'élection de M. Lincoln, montre trop ses côtés faibles par les maigres résultats qu'il donne. Le *tax-bill*, première ébauche d'une fiscalité à l'intérieur, va tellement contrarier les traditions du laisser-faire, qu'il sera battu en brèche dès qu'on n'en sentira plus l'absolue nécessité. On a peu de détails jusqu'à présent sur le mode à suivre pour la perception. Le président divise le territoire en régions fiscales, et envoie dans chacune d'elles un assesseur et un collecteur fédéraux, qui doivent s'entendre, pour la pratique, avec les autorités locales. Il est probable que la perception s'organisera spontanément dans chaque paroisse, et coûtera fort peu. Quant au produit du nouvel impôt, on en est encore aux conjectures. Les appréciations varient entre 500 millions et 1 milliard. L'important est qu'on arrive au chiffre nécessaire pour suffire à l'intérêt et au rapide amortissement de cette dette, qui augmente de jour en jour.

Chez M. Lincoln, le foyer de la passion est ardent, mais concentré à l'intérieur. Dans ses contacts avec autrui, il devient réservé et prudent : on dirait qu'il veut toujours rejeter la responsabilité de ses décisions sur la fatalité des événemens. De même qu'il a fait

(1) Les journaux dont la circulation est inférieure à 2,000 exemplaires n'ont pas à acquitter le droit sur les annonces. Partout se montre la préoccupation de protéger le faible, pour lui donner le moyen de grandir. C'est bien souvent le contraire en Europe.

obstacle aux emportemens abolitionistes, il a d'abord opposé son *veto* à l'émission des papiers inférieurs à 25 francs. Il lui répugnait instinctivement d'en venir à ce point où les flots de la circulation ne rouleraient plus que du papier. Les demi-mesures en économie politique ont souvent des inconvéniens plus graves que les partis extrêmes. Quelque précaution qu'on prenne pour empêcher l'avilissement d'un papier-monnaie, il est à peu près impossible de le conserver au pair de l'or et de l'argent. Si l'assignat arrive à perdre 20 pour 100, exiger que tous les achats inférieurs à 25 francs soient soldés en monnaie métallique, c'est renchérir de 20 pour 100 toutes les consommations usuelles et paralyser le commerce de détail par un impôt désastreux. D'un autre côté, des assignats de très petite coupure, ayant cours forcé et non convertibles, auraient chassé complétement du marché l'argent et le cuivre. M. Chase, qui paraît unir beaucoup de décision à une véritable habileté, a résolu le problème par une innovation assez ingénieuse. Après avoir obtenu du congrès l'autorisation de couper en billets inférieurs à 25 francs une somme de 125 millions de francs, il met en circulation des espèces de timbres-poste de la valeur de 5 centimes (1 *cent* ou la centième partie du dollar), qui n'ont pas cours forcé entre particuliers, mais auxquels on substitue à volonté des timbres gommés pour les affranchissemens de lettres et de journaux : c'est une manière de rendre convertibles en espèces des billets d'une valeur imperceptible. Le petit commerce paraît disposé à accueillir cette innovation, qui doit être mise en pratique aujourd'hui même, 1er septembre 1862.

IV. — RÉSULTATS FINANCIERS ET POLITIQUES.

Il est temps de dire ce que sont devenues les finances de l'Union sous les coups répétés de ces expédiens. Pour commencer par la dette publique, on y distingue trois catégories : 1° la dette inscrite et classée. Le capital, qui était de 329 millions de francs avant la guerre civile, dépasse actuellement 1,142 millions. L'intérêt, qui varie entre 5 et 7 fr. 30 c. pour 100, s'élève à 77 millions. La date la plus éloignée pour le remboursement intégral est 1881. — 2° La dette flottante : 1,093 millions, sans intérêts pour la plus grande partie et ne formant qu'une charge assez légère de 2,529,608 francs. — 3° Emprunts autorisés en émission. Quoique ce fonds de rentes ne soit probablement pas encore classé complétement, on peut dès à présent l'ajouter au total de la dette, parce qu'il ne sera pas même suffisant. Le capital s'élève à 3 milliards 250 millions, supportant 6 pour 100 d'intérêt et remboursables en vingt ans au plus tard. En définitive, la réunion des trois espèces de dettes forme une charge de 5,484,759,200 francs en capital, et de 274,583,338 francs pour

l'intérêt annuel; il y aura à ajouter un amortissement de 1 pour 100, ce qui représente environ 55 millions (1).

Malheureusement on n'en restera pas là. L'expérience montre que le budget militaire présenté l'année dernière par M. Chase est loin de répondre aux besoins. Au lieu de 2 milliards 1/2, on dépensera peut-être 4 milliards par année pendant la durée de la guerre. Une perspective pareille nous donnerait le vertige; les Américains la considèrent avec un stoïcisme froidement calculé. « Que la guerre, disent-ils, dure encore dix-huit mois à partir du jour où nous sommes, notre dette nationale pourra monter à 10 milliards de francs. Eh bien! même après tant de désastres, notre situation sera encore supérieure à celle de la France et de l'Angleterre. La France, avec sa dette perpétuelle et flottante, doit déjà plus de 10 milliards, dont l'intérêt arrive à près de 400 millions. L'Angleterre, en 1861, devait encore plus de 20 milliards, et payait de ce chef 670 millions d'intérêts. Quant aux ressources (ce sont toujours les Américains qui parlent), tout l'avantage est de notre côté. Nos impôts de guerre, on l'a vu par le *tax-bill*, sont beaucoup moins lourds que les impôts de la paix en Europe. Dans vingt ans comme aujourd'hui, l'Angleterre et la France resteront avec leurs budgets irréduc-

(1) DETTE PUBLIQUE DES ÉTATS-UNIS.

(Août 1862.)

	Capital.	Taux de l'intérêt.	Annuité à payer.	Date du remboursement.
1° *Dette inscrite.*	francs.		francs.	
Anciennes dettes jusqu'à 1848........	101,534,780	6	6,091,482	1868
Emprunt de 1850..................	100,000,000	5	5,000,000	1874
Emprunts divers pour l'acquisition de l'Orégon et du Texas..............	19,404,960	5	970,248	1881
Emprunt de 1860..................	35,110,000	5	1,755,500	1871
— de 1861..................	92,075,000	6	5,524,500	1881
Fonds souscrits par les banques (1861).	250,000,000	6	18,000,000	1881
Billets de trois ans (1861)..........	544,000,000	7 3/10	39,712,000	1864
Total de la dette fondée........	1,142,124,740		77,053,730	
2° *Dette flottante.*				
Anciens bons (non réclamés)........	3,846,560	5	192,328	»
Bons du trésor à deux ans (1861)...	38,788,000	6	2,337,280	1863
Bons de circulation (sans intérêts, — ayant cours forcé. — Emissions diverses)........................	1,050,000,000		»	»
Total de la dette flottante.......	1,092,634,560	»	2,529,608	
3° *Emprunts autorisés, en émission.*				
Certificats de dépôts et reconnaissances de créances sur l'état............	500,000,000	6	30,000,000	1863
Certificats de dépôts et reconnaissances à dix jours de vue................	250,000,000	»	»	»
Inscriptions de rentes autorisées pour absorber les bons de circulation...	2,500,000,000	6	150,000,000	1882
	3,250,000,000		180,000,000	
TOTAL des trois espèces de dettes..	5,484,759,300		259,583,338	

tibles de 2 milliards. Quand nous serons revenus à l'état normal, nos dépenses administratives et militaires retomberont à 300 millions, et alors l'excédant du *tax-bill* nous procurera un amortissement énergique, qui fera disparaître rapidement notre dette. »

Lorsqu'il fut reconnu que la guerre était inévitable, l'Union se crut assez forte pour y faire face au moyen des emprunts patriotiques. Une noble émulation s'établit entre les administrations locales et les citoyens. Les états firent des emprunts spéciaux dont ils assumèrent les charges, et cinq états seulement (1) offrirent à la patrie commune 510 millions de francs. Les dons volontaires des citoyens ne restèrent pas beaucoup au-dessous de 200 millions. Certes il y a peu de pays capables d'un tel dévouement. Est-ce à dire que le sentiment patriotique est plus vif chez les républicains du Nouveau-Monde qu'en Europe? Non : c'est qu'ils sont plus riches.

La prospérité matérielle de la république au commencement de 1861 tenait véritablement du prodige. Entre les deux recensemens décennaux (1850-60), la population avait gagné 35 pour 100. Pendant cette même période, la richesse foncière s'était plus que doublée : de 35 milliards 332 millions de francs en capital, elle s'était élevée à 80 milliards 514 millions, si bien qu'avec dix ans encore d'une pareille progression la propriété immobilière d'un pays âgé à peine d'un siècle aurait dépassé la valeur estimative des biens-fonds en Angleterre et en France (2).

Pendant l'année 1861, le commerce a subi les plus dures épreuves. Indépendamment de la surcharge des impôts et du ralentissement des expéditions, le sud, débiteur du nord pour des sommes colossales, s'est empressé de renier ses dettes. L'ébranlement de crédit qui en est résulté n'a pourtant pas produit des désastres tels qu'on devait s'y attendre, et dans le nord, qui était spolié, le nombre de faillites n'a pas été proportionnellement plus grand que dans le sud, qui faisait banqueroute. Le travail réparateur ne s'est pas arrêté, et dans certaines spécialités la guerre même lui a fourni des alimens. Les transports sur les *railways* et canaux qui aboutissent à New-York ont été estimés à 11 millions de tonnes d'une valeur mercantile d'environ 5 milliards.

Les faits dont on paraît avoir été particulièrement frappé en Eu-

(1) New-York, Pensylvanie, Massachusetts, Illinois et Ohio.

(2) Il ne s'agit pas ici d'une estimation arbitraire des immenses territoires possédés par les États-Unis, mais des portions déjà utilisées. On fait tous les dix ans une évaluation de la propriété foncière exploitée, parce qu'elle est la base de certaines taxes locales. Par ménagement pour les contribuables, les assesseurs fiscaux font sciemment des estimations très basses. Aussi le chiffre officiel qu'ils ont donné pour 1860 ne monte qu'à 55 milliards; mais en même temps le ministre des finances a publié le chiffre réel, qu'il affirme être celui de 80 milliards énoncé plus haut.

rope sont la rapide dépréciation du papier-monnaie et l'élévation du change étranger. L'or, qui s'est coté jusqu'à 20 pour 100 au-dessus de la valeur nominale du papier, est encore à 16 pour 100 aujourd'hui, et pour toucher 100 en espèces sur la place de Londres, il a fallu donner 130 en papier à New-York. On a rêvé des assignats, et on a vu l'Union américaine précipitée dans l'abîme de la banqueroute. Lorsque le papier obtient cours forcé, il chasse nécessairement la monnaie métallique; l'or et l'argent cessent d'être mesures monétaires et marchandises, pour ne plus conserver que cette dernière qualité, et comme ils ont certaines utilités qui manquent au billet, ils font naturellement payer ce service. Si le billet de la Banque de France n'a rien perdu en 1848, c'est une exception phénoménale tenant à un ensemble de circonstances qui ne se reproduiront sans doute plus. Quand le papier de la Banque d'Angleterre remplaça la monnaie, la confiance dans l'avenir resta entière, et cependant la prime de l'or dépassa 40 pour 100. En 1813, on paya jusqu'à 111 shillings en *bank-notes* le quarter de blé, qu'on aurait pu avoir pour 74 shillings en or.

Les changes étrangers ne sont en définitive qu'un règlement de compte commercial. La cessation des ventes de coton a dérangé l'ancien équilibre et fait pencher la balance en faveur de l'Europe. Il est arrivé aussi, dans le premier moment de panique, que les détenteurs étrangers de rentes américaines ont fait vendre leurs titres et en ont retiré des espèces. De là, baisse des fonds publics, large exportation de lingots, rareté de l'or et élévation correspondante de la prime. Les Américains ont attribué ces mouvemens naturels à une hostilité systématique de leurs frères d'Angleterre, et ils paraissent en avoir gardé un assez vif ressentiment. On prévoit que la balance inclinera bientôt en sens inverse. Il y a une chose devenue aussi nécessaire à l'Europe que les cotons, ce sont « les étoffes de la nourriture, » les *bread stuffs*, comme on dit en Amérique, et les états du nord ont le privilége de les produire. La récolte de cette année est excellente : les exportations ont pris, dès le mois de juillet, une telle extension que le change sur Londres s'en est ressenti : la prime sur l'or tend à baisser. Il faut considérer aussi que les états unionistes sont producteurs de métaux précieux, et que les réserves métalliques de New-York se reforment incessamment, grâce aux richesses californiennes.

Ce qui est à craindre pour les États-Unis, c'est bien moins le ralentissement des affaires que l'*over-trading*, la surexcitation maladive du commerce sous l'influence d'un crédit trop facile. Si on se rappelle ce qui a été dit plus haut sur le système des banques new-yorkaises, types de la plupart des autres, on comprendra comment

leur mécanisme financier devient tout naturellement une machine de guerre. Quand le besoin d'emprunter se fait sentir en Angleterre ou en France, on entre en négociation avec les grandes puissances de la finance, ou bien l'on ouvre un emprunt par souscription. Ces procédés seraient-ils efficaces, s'il s'agissait d'obtenir 10 milliards en trois ans? Il est permis d'en douter. En Amérique, le déplacement du capital national, sa mise au service de l'état, se font en quelque sorte d'eux-mêmes. Les dépenses qui nécessitent les grands sacrifices se rangent presque toutes sous quatre titres : vivres, armemens, transports et solde des troupes. Le pays trouve en lui-même tous ces élémens de guerre : les lui demander, c'est lui procurer du travail. Quand une fourniture est faite, le secrétaire de la trésorerie délivre au vendeur un certificat constatant la dette : si celui-ci peut attendre, il transforme sa créance en inscription de rente à 6 pour 100 d'intérêt; s'il a besoin de réaliser pour continuer ses affaires, il dépose ses titres dans une banque, et le compte courant qui lui est ouvert devient pour lui de l'argent en caisse; si les banques existantes, saturées de capital, refusent de recevoir les dépôts à des conditions satisfaisantes, des banques nouvelles s'organisent en concurrence; en même temps se complète la transformation en nouveaux papiers d'état du capital propre aux anciens établissemens de crédit. Les formidables émissions sont ainsi absorbées peu à peu.

J'ai expliqué avec détail comment il se faisait que les banques américaines, au lieu de procéder, comme chez nous, par des émissions de leurs propres billets, remplaçaient le billet de banque par le chèque, combinaient une circulation hasardeuse au moyen des crédits à découvert, ne gardaient qu'un encaisse insuffisant et vivaient dans l'appréhension continuelle de ces crises monétaires qui engendrent les faillites et deviennent désastreuses pour les capitalistes. Du moment où l'or et l'argent peuvent être remplacés par ces bons de circulation qui ont cours forcé, il n'y a plus de raison pour que les encaisses des banques s'affaiblissent d'une manière périlleuse. Les directeurs pourront donner à leurs affaires une extension aussi large qu'ils le jugeront convenable sans craindre que les chèques, présentés trop abondamment aux guichets, ne fassent le vide dans les coffres. On peut même prévoir que la pratique des banques sera complétement modifiée, qu'on n'échangera pas longtemps du papier contre du papier, et que les bons de circulation émis par la trésorerie remplaceront peu à peu les billets émanant des banques. Ces établissemens deviendront ainsi, plus qu'ils ne le sont aujourd'hui, l'organisme essentiel de l'état.

Ce qu'un pareil régime peut amener d'imprévu et d'étrange, je ne me charge pas de le dire. Je me figure vaguement une de ces

grandes machines, toutes-puissantes pour la production, mais auprès desquelles on n'est pas parfaitement tranquille, parce qu'on craint qu'elles n'éclatent. Il y a deux périls qu'on entrevoit : d'abord l'abus du crédit tendant à pousser l'esprit mercantile au dernier degré de la surexcitation, et déjà je remarque que les prêts et escomptes des cinquante-cinq banques de New-York-City ont passé de 600 à 720 millions : en second lieu, une dépréciation très rapide du papier ferait effondrer tout le système. Plusieurs circonstances rendent ce second danger moins grand en Amérique que partout ailleurs. Un assignat convertible à volonté en rente 6 pour 100 payable en argent ne peut jamais tomber au-dessous d'une certaine limite. Cette obligation même que prend le gouvernement de solder les intérêts en espèces est une garantie contre l'abus des émissions. Il faut considérer encore que l'usage du papier n'est pas en Amérique une innovation dont on s'effraie, que dans l'ouest, par exemple, l'argent n'est jamais employé que comme appoint, qu'en raison de l'emploi général des chèques on rencontrera plus souvent dans la circulation la signature des particuliers que celle de l'état. Il y aura sans doute une grande perturbation et beaucoup de victimes : c'est inévitable dans un si grand ébranlement social; mais en définitive, quand la paix sera rétablie, il se fera une liquidation très favorable pour les habiles qui auront surnagé. Le 6 pour 100, coté encore aujourd'hui à 98, est payé avec un papier perdant de 15 à 20 pour 100; l'achat se fait en réalité au prix de 80, c'est-à-dire au rendement de 7 1/2 : ce sera du patriotisme placé à bon intérêt. Quant à l'état, sa dette fût-elle après la guerre de 10 milliards, s'il peut économiser sur le *tax-bill* 200 millions pour les appliquer à l'amortissement, ce qui n'a rien d'improbable, il aura remboursé cette dette avant un quart de siècle.

Le nord a pu, grâce à sa richesse exubérante, soutenir une guerre gigantesque d'une manière normale, c'est-à-dire en ménageant les intérêts des citoyens. Il n'en a pas été de même pour le sud. Dépourvu de ressorts financiers, il est entré de plein bond dans la guerre révolutionnaire. Son premier acte, remontant à janvier 1861, a été d'interdire le paiement des dettes contractées envers les gens du nord, faisant ainsi un devoir civique de la banqueroute. Les banques ont été autorisées à suspendre leurs paiemens en espèces. Il est même probable qu'elles ont dû interrompre tout à fait leurs opérations, car ces banques étaient pour la plupart commanditées et dirigées par des capitalistes du nord, qui se retirent, ou patronnées par les autorités des états séparatistes, aujourd'hui sans crédit. A plusieurs reprises on a essayé d'emprunter, soit en constituant une espèce d'hypothèque avec des amas de coton que l'on vendrait plus

tard à l'Europe, soit en offrant d'échanger des bons du trésor contre des rentes sur cette *confédération* qui n'est encore qu'un projet. On a voté une taxe de guerre de 1/2 pour 100 sur tout capital supérieur à 2,500 fr. Je ne saurais dire jusqu'à quel point ces emprunts ont réussi. L'avenir est escompté au hasard, au moyen d'un papier-monnaie dont les coupures ont été abaissées jusqu'à 10 centimes, et ces assignats, n'étant jamais rapprochés de leur valeur métallique, sont destinés au dernier avilissement.

J'ai signalé plus haut le prodigieux accroissement de l'ancienne Union en population et en richesses pendant les dix dernières années; mais quelle différence dans la marche progressive des deux groupes actuellement en lutte! Dans les onze états du sud, la population, blancs et noirs compris, est augmentée de 1,826,000 âmes, soit 25 pour 100. Dans les vingt et un états unionistes, le progrès est de 6,252,000 âmes, ou 39 pour 100. La plus-value de la propriété territoriale dans la région fédérale est évaluée à 101 pour 100; elle n'est que de 67 pour 100 dans les pays esclavagistes. De ce côté, à vrai dire, c'est le prix de l'esclave, considéré comme instrument, qui détermine la valeur de la terre, de sorte que si la guerre civile amenait l'abolition de l'esclavage sans indemnité, la richesse immobilière des gens du sud s'évanouirait en grande partie. Pour le nord, les résultats des grands mouvemens financiers, c'est l'excessive mobilisation du capital déjà acquis: la guerre devient une excitation au travail, et sera peut-être une cause nouvelle d'enrichissement. Pour le sud, la guerre est la destruction de son capital. Il a pour tactique de ne pas vendre ses récoltes, c'est-à-dire de se priver de son revenu. S'il accumulait les cotons pour les expédier plus tard, il travaillerait à l'avilissement de sa marchandise. Aussi a-t-on déjà remplacé les cultures industrielles par celles des vivres destinés aux armées. Le commerce est anéanti. Le nègre, la grande richesse, n'est plus même une marchandise cotée.

On ne sait rien de précis sur l'organisation des armées du sud : il est infiniment probable qu'elles ne sont pas payées, qu'elles se pourvoient par des réquisitions, qu'elles se recrutent par la terreur, qu'elles sont retenues par la forte résolution de quelques chefs. La résistance souvent victorieuse des états esclavagistes s'explique néanmoins. On en était arrivé dans ces pays à rêver un régime dans lequel l'esclavage, fondement de la société, s'étendrait sans aucun obstacle. Cet idéal est fort compromis dès à présent. On n'espère plus sans doute diviser le nord pour le dominer. Un arrangement qui limiterait l'expansion de l'esclavage, ce serait la déchéance à long terme; une défaite aboutissant à l'abolition, ce serait la ruine immédiate et absolue : avec une telle perspective, rien de plus naturel

chez les gens du sud qu'une énergie voisine de la rage. Cette population a d'ailleurs l'avantage du tempérament militaire : la classe des grands planteurs, à laquelle se rattachent la plupart des officiers supérieurs de l'ancienne armée fédérale, forme une espèce d'aristocratie habituée aux armes. Les couches inférieures de la population, les petits blancs, comprennent en très grand nombre des aventuriers à mœurs violentes, pour qui l'apprentissage de la guerre n'est pas long. Repliée sur son propre territoire, l'armée des suddistes a pu y choisir ses positions : elle s'est formée tout d'abord par un appel de toutes les milices, c'est-à-dire par une espèce de levée en masse; elle n'a pas de réserve. Le nord, après toutes ses pertes, va avoir plus de 800,000 hommes à mettre en ligne, et ce ne sera pas encore la moitié de ceux qu'il pourrait appeler.

Où aboutira le gigantesque conflit dont les contre-coups sont ressentis si douloureusement en Europe? Bien hardi qui le dirait. Si je ne m'abuse toutefois, la situation est éclairée par les renseignemens financiers consignés ici, et il y a certaines éventualités qu'on peut prévoir. Si après une grande bataille l'armée qui défend Richmond est franchement battue, sa déroute sera celle de la confédération esclavagiste. Si au contraire le sort des armes est défavorable aux fédéraux, la guerre prendra du côté du nord le caractère révolutionnaire. Le pouvoir directeur passera des mains indécises aux mains vigoureuses, et le *salus populi* restera comme la seule et unique loi. Plus que jamais l'Europe verra ses intérêts compromis par la prolongation de la lutte, et peut-être cédera-t-elle à la dangereuse tentation d'intervenir. S'il en est ainsi, les fédéraux exaspérés, se jugeant en état de légitime défense, rejetteront sur l'Europe la responsabilité d'une mesure terrible devant laquelle ils ont reculé jusqu'ici; ils proclameront l'affranchissement général et immédiat des noirs, et déchaîneront sur leurs adversaires les horreurs d'une guerre servile. Les états négriers tomberont dans le chaos. L'Europe n'aura pas plus de coton qu'aujourd'hui, et elle aura compromis pour longtemps les débouchés américains, sans lesquels elle ne peut vivre.

Ces prévisions sont tristes. N'y a-t-il aucun moyen de conjurer tant de malheurs? La guerre cesserait bientôt, si le sud perdait l'espoir d'être soutenu et si les gouvernemens européens proclamaient, comme c'est leur droit et leur devoir, qu'en aucun cas ils ne toléreront le rétablissement de la traite, ni les expéditions furtives dans les pays voisins pour y implanter l'esclavage. Quels désastres on aurait épargnés à l'Amérique et à l'Europe, si ces déclarations avaient été faites dès les premiers jours!

ANDRÉ COCHUT.

CHRONIQUE DE LA QUINZAINE

31 août 1862.

Des déplorables issues que pouvait avoir l'entreprise désespérée de Garibaldi, c'est la moins fâcheuse qui s'est réalisée. Sans doute on a laissé éclater un grand mal; sans doute un douloureux déchirement s'est opéré dans cette cause italienne, qui s'était, jusqu'à ces derniers temps, présentée au monde avec un rare caractère d'harmonie; sans doute l'on a été obligé de recourir à ces expédiens de salut public qui sont de tristes remèdes à employer dans un pays qui aspire à consolider son indépendance et à constituer son unité par la liberté; sans doute les provinces méridionales, c'est-à-dire la moitié de l'Italie, sont soumises à l'état de siége; sans doute le sang italien a été répandu par des mains italiennes. Même en regrettant ces malheurs, les patriotes italiens et les libéraux de l'Europe peuvent se féliciter du moins que le mal ait été restreint dans les plus étroites limites possibles, que la crainte du péril ait été plus grave que le péril même, que la crise dont la durée eût pu dissoudre le nouveau royaume ait été courte. Quant aux libéraux français, ils ont un motif particulier de se réjouir de la prompte fin de cette aventure. Notre bonne fortune nous a préservés de la pire conséquence de l'occupation de Rome. Le point d'honneur de nos armes n'a pas été mis à l'épreuve dont il était menacé; la France n'est plus placée dans cette contradiction fatale où elle ne pouvait remplir les devoirs d'une consigne militaire qu'en faisant souffrir les principes politiques qu'elle représente dans le monde; nos troupes ne seront point compromises avec les démonstrations révolutionnaires d'une passion nationale. Du même coup nous échappons à l'ascendant d'un mouvement réactionnaire dont les symptômes n'étaient que trop visibles, et dont un journal récemment créé par un écrivain qui est sénateur prenait la direction avec un singulier entrain. C'est pour le libéralisme français un soulagement immense. Un double malheur est épargné à la France et à l'Italie; nous croyons qu'il nous est permis d'en exprimer avec une tristesse décente notre satisfaction.

Comment il se fait que l'entreprise garibaldienne ait eu un si prompt dénoûment, c'est ce qu'il n'est point encore possible d'expliquer par le détail. Quant à nous, nous n'avons pas même compris jusqu'à présent comment Garibaldi avait pu, sans être traversé dans son projet, préparer durant plusieurs semaines les élémens de l'expédition qui vient d'avorter. L'inertie et le sang-froid du parlement et du ministère italiens pendant que se faisaient les enrôlemens, et qu'au su de tout le monde des volontaires s'embarquaient pour la Sicile, étaient pour nous un sujet de profond étonnement. Les Italiens, nous le savons, n'aiment point à se hâter et laissent volontiers les choses suivre leur cours. Puis, dans les périodes de nouveautés telles que celle où est l'Italie, les gouvernemens admettent une certaine politique relâchée, et il ne nous est pas démontré que l'on n'ait pas laissé faire d'abord les volontaires, dans la pensée, caressée jusqu'au dernier moment, que l'orage garibaldien avait une autre destination que l'Italie. Les populations italiennes avaient pris d'ailleurs l'habitude de croire à des ententes secrètes entre Garibaldi et le gouvernement du roi Victor-Emmanuel, et cette habitude a entretenu, comme on l'a vu, la confusion dans l'esprit des Siciliens. Même après que le ministère a eu pris le parti de la répression énergique, les agens spéciaux envoyés par lui en Sicile pour étouffer l'entreprise garibaldienne ont montré une hésitation que l'on ne peut expliquer que par une tendance invétérée à la temporisation diplomatique. On assure que le général Cugia par exemple était investi de pouvoirs discrétionnaires plus que suffisans, qu'il eût pu finir l'affaire à Ficuzza, où il envoya des parlementaires à Garibaldi, et que cette fois, plus enclin aux moyens diplomatiques que le ministère ne l'eût désiré, il laissa échapper l'occasion d'étouffer la rébellion à sa naissance. S'il en est ainsi, il faut regretter que le général Cugia ait été trop circonspect, car tous les intérêts engagés dans la question italienne, même celui de Garibaldi, exigeaient qu'il fût mis fin à cet incident le plus tôt qu'il serait possible.

La tolérance des commandans des deux frégates italiennes qui ont laissé sortir Garibaldi de Catane est bien plus surprenante encore; il paraît qu'il faut aussi l'attribuer à l'hésitation naturelle au tempérament national, et dont ces officiers n'ont pas pu se défaire assez vite, même après avoir vu cesser la longue irrésolution de leur gouvernement. Quant à l'échec final de Garibaldi, nous en ignorons encore les causes accidentelles. Il est cependant facile d'en discerner la cause générale. Les populations, averties enfin par la série des actes énergiques du gouvernement italien, n'ont pas tardé à comprendre que leur ancienne idole ne pouvait plus compter cette fois sur de hautes connivences, que par conséquent l'attrait du succès probable manquait à cette entreprise, et que suivre Garibaldi, c'était prendre le chemin non du facile triomphe, mais du pénible martyre. Garibaldi lui-même, qui semblait vouloir éviter toute collision avec les troupes régulières, qui avait l'air de chercher surtout à établir dans les montagnes un foyer d'agitation qui pût un jour susciter ou soutenir une démonstration puissante en

faveur de l'aspiration nationale vers Rome, n'a pas pu échapper aux troupes, qui ont enfin été vigoureusement lancées après lui. Une première dépêche annonçait qu'il était suivi de près vers Aspromonte; une seconde, qu'il avait été attaqué par les troupes royales. Quels ont été les incidens de la dernière scène du drame? A-t-il réellement voulu combattre? Est-il tombé seulement en essayant de gagner à sa cause, lui qui était sorti de la légalité, des soldats demeurés fidèles à la discipline? Tristes doutes qui seront bientôt éclaircis; mais, quelles que soient les circonstances au milieu desquelles a été frappé Garibaldi, dans un pays comme le nôtre, où le sentiment populaire a pardonné à de nobles victimes d'entraînemens qui n'étaient pas moins coupables, toute commisération généreuse, nous l'espérons, ne sera point refusée à cet homme ardent et tumultueux qui expie si douloureusement aujourd'hui un égarement du patriotisme.

La question maintenant, pour la France et pour le gouvernement italien, est de dégager les enseignemens qui ressortent de cette échauffourée, et de tirer le meilleur profit de l'échec que vient de subir en Italie le parti qui ne recule pas devant les moyens révolutionnaires.

Considérons d'abord la question au point de vue de la France. Ce qui consternait en France l'opinion libérale dans l'entreprise de Garibaldi et, nous osons le dire, tous ceux qui apportent dans l'examen des affaires d'Italie un véritable esprit de logique politique, c'était la position déplorablement fausse où nous aurait placés une tentative de Garibaldi sur la portion du territoire romain qu'occupent nos troupes, c'était le rôle contradictoire qui se fût imposé à la France en présence d'une Italie échappée à la direction de son gouvernement régulier et livrée à l'arbitraire révolutionnaire. Un tel état de choses, en mettant en jeu l'honneur militaire de la France, nous dépouillait de notre liberté d'action politique et nous enlevait la faculté de résoudre la question romaine. C'est bien nous alors qui eussions été en péril de réaliser le mot que l'on a prêté à Garibaldi et de défaire notre œuvre de nos propres mains. Entraînés, par un choc avec les démonstrations révolutionnaires, à heurter et à comprimer le sentiment national de l'Italie, nous qui nous flattions d'avoir été les libérateurs de la péninsule, nous en fussions devenus les oppresseurs apparens, nous eussions peu à peu assumé sur nous les responsabilités odieuses qui ont été si funestes à l'Autriche. Trois ans après avoir soustrait l'Italie à l'influence autrichienne, il serait arrivé que nous n'eussions réussi qu'à relever l'Autriche dans le poste si ingrat et si peu glorieux de gendarmes de l'Italie.

Jamais politique ne se fût couverte d'une pareille confusion, ne se fût, par son imprévoyance, plongée dans de plus graves embarras, et ne se fût bafouée elle-même d'une façon à la fois plus ridicule et plus triste. Voilà la perspective qui nous faisait trembler, et qui, nous en sommes convaincus, préoccupait dans notre gouvernement ceux qui ne sont point disposés à s'abandonner au cours des événemens avec une légèreté capricieuse et efféminée. Voilà le péril que, grâce à Dieu, l'échauffourée garibaldienne n'a

fait que nous laisser entrevoir; mais avant qu'il ne fût conjuré, quels regrets n'éveillait-il point dans les esprits auxquels nous faisons allusion! Ah! se disait-on, il nous eût été possible de n'avoir plus à notre charge cette question romaine; la cour de Rome elle-même nous en relevait au moment où Garibaldi, par son irruption triomphante dans le royaume de Naples, nous contraignit à reprendre ce fardeau. Nous n'avions pas interdit au ministère Rattazzi, bien au contraire, d'espérer que nous lui procurerions le succès d'une solution de la question romaine. Déjà, d'une année à l'autre, de 1861 à 1862, le langage tenu aux chambres laissait voir le progrès qu'avait fait dans notre esprit la pensée de ne point nous immobiliser à Rome pour y être la pierre d'achoppement de l'Italie: nous avions déclaré, par l'organe de M. Billault, que nous étions à Rome sans droit. Si nous eussions été plus prompts à nous décider dans le sens de nos tendances manifestées et nécessaires, nous n'aurions pas Garibaldi sur les bras, nous n'aurions plus Rome à garder, nous ne serions plus la cause ou le prétexte des agitations intérieures de l'Italie, et en tout cas nous ne serions plus étroitement et directement liés à ses luttes intestines. Telles étaient les appréhensions que nous inspirait, tels étaient les regrets qu'excitait en nous l'équipée de Garibaldi. Quel doit être l'effet naturel et logique de l'avortement du mouvement révolutionnaire? Maintenant que notre honneur militaire n'est plus en question, et que, par la défaite de Garibaldi, nous recouvrons notre libre action politique, ne sommes-nous pas en quelque sorte mis par la fortune en demeure de rendre impossible le retour de ces appréhensions et de ces regrets, en faisant disparaître enfin l'état de choses qui hier encore nous les infligeait comme un amer souci?

Le tour inopiné que les événemens viennent de prendre en Italie nous impose donc le devoir et nous fournit l'occasion de travailler à la prochaine solution de la question romaine: nous ne serions plus excusables, si nous nous laissions encore une fois surprendre dans une politique d'indécision et d'inertie par quelque nouveau soubresaut révolutionnaire. C'est au point de vue de l'intérêt de la France que nous envisageons d'abord l'opportunité d'une détermination prompte à l'endroit de Rome. Avant tout sans doute, i faut nous inspirer de l'intérêt français; mais en cette circonstance l'intérêt français coïncide merveilleusement avec les devoirs d'équité que nous avons à remplir envers le gouvernement du roi Victor-Emmanuel et envers la nation italienne. En somme, le gouvernement de Turin, mis en péril par notre intervention prolongée dans l'état romain, vient, par ses seules forces, de surmonter les difficultés que nous lui créons par notre inconséquence: il a voulu et il a su empêcher le parti de l'action et Garibaldi de brouiller l'Italie avec la France. Les populations italiennes viennent, elles aussi, de faire leurs preuves de sagesse et de sang-froid: elles ont montré qu'elles étaient capables de résister au prestige d'un homme qu'elles ne peuvent point ne pas aimer, lorsque cet homme impatient voulait, à l'accomplissement immédiat du vœu national, sacrifier les conditions du gouvernement

régulier dans son pays et la conservation de l'alliance qui a le plus efficacement servi la renaissance italienne. Entre Victor-Emmanuel et Garibaldi, elles se sont prononcées pour Victor-Emmanuel; entre la France et Garibaldi, elles ont opté pour la France. Encore une fois, dans une crise de vie ou de mort pour elle, la nation italienne vient d'étonner le monde par la justesse de son sens politique. Il ne serait pas plus équitable que politique de laisser sans récompense une telle conduite du gouvernement italien et de la nation italienne. Le peuple italien en résistant à la séduction garibaldienne, le gouvernement italien en comprimant une révolte qui inscrivait sur son drapeau l'objet même des plus pressantes nécessités et des vœux les plus ardens de l'Italie, ont rendu à la France un service positif, dont la justice autant que la politique nous obligent de leur tenir compte. Serait-il sage en effet et serait-il généreux d'exposer le gouvernement et le peuple italien à la répétition des épreuves dont ils viennent de triompher à notre profit?

Il faudrait que l'on voulût bien comprendre en France que la possession de Rome n'est pas pour l'Italie l'exigence illusoire d'une ambition enivrée, mais que pour ce pays, dans la nouvelle organisation où il cherche la résurrection de sa nationalité et la force de son indépendance, elle est une nécessité positive et absolue. Tout est instable dans le nouvel ordre de choses italien tant que le nœud de la nationalité n'est point serré à Rome même. Le Piémont est le principal auteur de la résurrection italienne. Les autres parties de l'Italie lui doivent tout : la dynastie, l'armée, Cavour, l'homme d'état qui a eu la conception politique de l'unité, et jusqu'au héros inquiet de la passion nationale, aujourd'hui si sévèrement traité par la fortune. Aucun patriote des autres parties de l'Italie ne peut méconnaître les services inestimables rendus par le Piémont à la nation, et ne saurait contester les titres de son heureuse prépondérance dans la direction des destinées italiennes. Cependant le gouvernement pratique d'un peuple, la gestion des affaires quotidiennes, la manipulation des intérêts ordinaires ne se peuvent conduire par de constans élans d'enthousiasme ou par le sentiment contemplatif de l'équité philosophique. Dans les grands jours d'effusion patriotique, toutes les parties de l'Italie, le nord, le centre, le sud, affirment avec une sincère exaltation l'unité nationale; mais de tels jours ne composent point l'entière existence d'un peuple. Ce sont les fêtes de la vie nationale, momens brillans qui ne suppriment point la vie uniforme des affaires, où l'exaltation se refroidit, où reparaissent les habitudes diverses, les intérêts distincts, les traditions et les originalités différentes, et toutes les variétés que le climat et l'histoire ont établies entre les groupes de la famille italienne. Dans ces jours prosaïques, qui sont les plus nombreux, on remarque en Sicile, à Naples et ailleurs que si le Piémont a eu l'insigne mérite de l'initiative et de la discipline dans les dernières transformations de l'Italie, il n'est point cependant l'expression complète du génie italien, et ne peut pas fondre tous les élémens italiens dans les limites restreintes de ses anciens cadres. L'Italie sent qu'elle n'est

pas tout à fait chez elle à Turin; elle n'y vient qu'en voyageuse et s'y loge en garni. Le creuset où se fondent en une substance véritablement unique les élémens d'une nation, c'est la capitale naturelle, la capitale définitive. Turin pourrait à la rigueur être la capitale de l'Italie septentrionale; cette ville ne peut être la capitale durable de l'Italie méridionale. Le lien politique de l'Italie ne peut être que Rome. Rome est la condition suprême de l'unité italienne. Ce ne sont point les fanatiques qui le disent, ce ne sont pas les démagogues qui le proclament; ce sont les plus conservateurs, les plus circonspects, les plus sages des Italiens. C'est la conclusion inexorable qui nous frappait naguère dans l'écrit que vient de publier un des hommes les plus distingués du royaume de Naples, M. Manna : *Le provincie meridionale del regno d'Italia*. M. Manna est un économiste connu en Europe, un administrateur, et quoiqu'il soit un écrivain éloquent, ce n'est pas lui que l'on pourrait classer parmi les impatiens et les rêveurs. Ministre des finances de François II dans la période de transition qui a terminé le règne de ce prince, envoyé à Turin et à Paris pour ménager cette transition, estimé de M. de Cavour, qui le rangeait dans cette élite peu nombreuse où il se proposait de recruter ses plus efficaces auxiliaires, homme des transactions éclairées et prudentes, qui préfère le progrès lent et sûr aux improvisations saccadées de la passion et de la force, M. Manna rend aux mérites du Piémont toute la justice qui leur est due; mais, cherchant un remède au malaise qui existe dans les relations du gouvernement de Turin avec les provinces méridionales, pour cimenter l'union du nord et du sud, il ne voit à proposer, hors de Rome capitale, que des expédiens précaires. « Le Piémont, dit-il, a sauvé et régénéré l'Italie; mais ce qui suffit à faire un état ne suffit pas à le maintenir et à le reconstituer solidement... Il faut pour cela redonner à l'état les formes et les institutions qui s'adaptent le mieux au véritable caractère de la nation... Les vrais élémens de la nationalité italienne, de cette nationalité religieuse et artiste, savante et littéraire, nourrie et élevée au milieu des grands souvenirs et des grands monumens, de cette nationalité prédestinée, depuis l'origine de la civilisation, à se relever et à reparaître sans cesse sur la scène du monde,... les vrais élémens de cette nationalité sont au cœur de la péninsule; ils sont le long de la ligne mystérieuse qui court de Florence à Rome et à Naples, qui de là se dilate et rayonne vers les bords du Pô et les rivages des mers Tyrrhénienne, Adriatique et Ionienne. Il serait donc impossible de faire renaître l'Italie et de la relever dans sa grandeur et dans sa majesté, si l'on ne plaçait pas dans ce vieux terrain les nouveaux fondemens. Il faut que l'Italie touche ce sol pour reprendre, comme l'Antée de la fable, une vigueur nouvelle. Là reposent les restes de tant de fondateurs d'états, de tant de fameux capitaines, de tant de législateurs, d'orateurs, de philosophes et d'artistes dont les noms et les œuvres sont l'entretien constant du monde, et dont la sagesse traditionnelle forme, à vrai dire, l'éducation des nations. La langue, les mœurs, les institutions de ces contrées sont im-

prégnées du sentiment italien; là tout parle avec éloquence, tout rend témoignage de la vie passée. Les monumens, les places, les rues ne rappellent que des choses et des noms italiens. Là, et là seulement, résident la force et le secret de cette puissante et toujours renaissante vitalité de l'Italie... La nécessité d'une nouvelle et véritable capitale est donc évidente et incontestable; mais il faut que cette capitale n'ait pas, pour ainsi dire, un gouvernement et une administration qui lui soient propres, et qui puissent réagir sur l'intérêt général de la nation; qu'en matière de traditions et d'habitudes gouvernementales et politiques, elle n'ait rien qui dépasse les limites d'un intérêt municipal... Si cette capitale avait en outre la splendeur et la magnificence des monumens, la grandeur historique, les souvenirs des sciences, des lettres et des arts, un héritage de grandeur et de gloire proportionné à la taille de la nation qui se relève, tant mieux! Ce serait dans tous les sens, au sens vulgaire et au sens légal, la capitale véritable et parfaite... Voilà la solution définitive des difficultés, celle qui absorbe, nous ne le savons que trop, toutes les pensées et tous les efforts, ceux de l'Italie, ceux du gouvernement, ceux de l'Europe intelligente. » On le voit, le dernier mot du publiciste le plus modéré qui ait étudié le problème de l'unification de l'Italie est le même que celui qu'avaient à la bouche l'imprudent Garibaldi et ses téméraires compagnons.

Si d'une part il est maintenant établi que la possession de Rome comme capitale est la condition indispensable de l'organisation et du développement de l'Italie, à la renaissance de laquelle la France a si volontairement et si efficacement travaillé, il est certain, d'un autre côté, qu'il est impossible d'alléguer, au nom de la France, une seule raison sérieuse et logique contre la réalisation de cette condition d'existence de la nouvelle Italie. Un journal vient d'être fondé parmi nous à grand fracas, dont la seule mission paraît être de rallier toutes les oppositions qui combattent en France la solution de la question romaine. Par une rencontre inconcevable, l'honorable sénateur qui conduit cette campagne de presse est le même écrivain qui a été l'éditeur responsable et en tout cas le rédacteur des fameuses brochures qui ont joué un si grand rôle dans les diverses phases de la question italienne. M. de La Guéronnière soutient aujourd'hui une thèse qui est inconciliable avec les propositions les plus importantes qui aient été développées dans ces écrits retentissans. Il ne veut point que la France mette un terme à la fausse situation qui lui est faite à Rome. Il ne veut pas que l'intervention illogique que nous exerçons auprès du saint-siége cesse enfin. Or il est impossible de trouver dans sa polémique un seul argument qui puisse justifier une telle prétention. La question romaine peut être traitée à trois points de vue, le point de vue italien, le point de vue catholique, le point de vue français. Les Italiens disent : « Sans Rome, il nous est impossible de marcher; » les catholiques disent : « Sans pouvoir temporel, il n'y a plus d'autorité spirituelle indépendante. » C'est entre ces prétentions contraires que l'intérêt français doit se prononcer. Or M. de La

Guéronnière ne tient compte ni de l'intérêt italien, ni du principe catholique, et assigne à la France un rôle doublement contradictoire et purement arbitraire. Les considérations relatives à l'intérêt de l'Italie, à ses pressantes nécessités d'existence, le rédacteur de *la France,* cela va sans dire, se garde bien de les aborder; il s'abstient de soutenir ce paradoxe, qu'il est utile à l'Italie de n'avoir pas Rome; il n'essaie pas même de prouver que l'Italie peut se passer de sa capitale. Quoiqu'il appuie la conclusion pratique des catholiques, il serait difficile de deviner s'il adopte leur principe, s'il pense en effet que le pouvoir temporel est inséparable du pontificat suprême. Cependant le principe catholique n'admet pas de compromis ni d'équivoque. Le même droit qu'aurait la papauté à posséder Rome, elle l'avait à posséder la partie de ses états qui depuis trois ans lui a été enlevée. Or, dans la brochure *le Pape et le Congrès,* M. de La Guéronnière a tenté de persuader au pape, au mépris de la logique catholique, qu'il pouvait se passer de ses provinces, que Rome et *le jardin* lui suffisaient. Ainsi deux droits sont en présence dans la question romaine : le droit moderne, le droit des peuples à se gouverner eux-mêmes, et le droit légitimiste, le droit de la souveraineté théocratique. La France a moralement aidé l'Italie dans la revendication du droit moderne, en vertu duquel les Légations, les Marches et l'Ombrie ont été enlevées au pape; elle protége matériellement la papauté dans la possession du dernier lambeau du pouvoir temporel, et c'est dans cette contradiction injustifiable que M. de La Guéronnière et les influences représentées par lui veulent immobiliser la politique de la France. Conservateurs singuliers et libéraux non moins bizarres, ils s'efforcent d'enfermer la politique impériale dans un système qui, violant l'un et l'autre droit, ne puiserait de force dans aucun principe, qui condamnerait l'Italie à une existence incomplète et précaire, la papauté à la faiblesse et à l'humiliation, qui n'obtiendrait la reconnaissance d'aucun des partis rivaux et provoquerait leur réprobation commune. Nous ne pouvons pas opposer un *veto* permanent et absolu aux aspirations des Italiens vers Rome, puisque nous reconnaissons le droit des nationalités et puisque nous professons le principe de non-intervention : nous ne pouvons pas garantir à la papauté le maintien de la souveraineté temporelle, puisque l'esprit de la révolution française nous impose partout la séparation du pouvoir ecclésiastique et du pouvoir politique. Tant donc que dure la position fausse où nous place l'occupation de Rome, nous ne pouvons faire ni aux réclamations des Italiens, ni aux récriminations de la cour romaine, aucune réponse fondée en logique et en droit. Pour prolonger une situation qui tient en souffrance deux intérêts si vastes, celui d'une nation renaissante et celui d'une croyance religieuse troublée, on veut que la France, sans souci de la consistance de ses idées, aveugle et insensible aux conséquences de son irrésolution, n'ait à présenter, pour expliquer sa conduite, que la signification arbitraire de son caprice et de son bon plaisir.

On cherche, nous le savons, à dissimuler la brutalité de cette conclusion

sous des mots sonores, mais aujourd'hui irréparablement usés. On essaie de dire que l'arrangement des rapports de l'Italie avec le saint-siége doit être l'affaire d'un congrès, et l'on assigne l'évacuation de Rome au moment où le pape et le roi d'Italie se seront réconciliés. Autant dire que les relations de la papauté avec l'Italie ne seront jamais arrangées et que nous occuperons Rome à perpétuité. L'évocation d'un congrès est plaisante de la part du journal inspiré par l'auteur de la brochure *le Pape et le Congrès*. Qui a pu oublier en effet qu'au seul moment où un congrès était possible, ce fut justement la publication de cette brochure qui le fit avorter? Qui peut ignorer que le pape n'irait dans un congrès que pour y soutenir la revendication entière du domaine temporel, dont la plus grande portion lui a été enlevée, qu'il ne reconnaîtrait pas à une réunion dont la majorité serait formée par des puissances hérétiques ou schismatiques le droit de lui mesurer ses états et de résoudre une question qui, à ses yeux, ne peut relever que de l'appréciation des catholiques eux-mêmes sur les intérêts de leur foi? Il faut reléguer ces appels au congrès à côté de la formule illusoire dont usaient autrefois les hérétiques en appelant des décisions des papes au futur concile. La pensée d'une réconciliation du saint-siége avec le nouveau gouvernement d'Italie n'est pas moins vaine, et ne peut être sérieusement admise dans la controverse politique. M. de Cavour pensait avec raison, et avec un plus réel respect de la cour de Rome que n'en témoignent ses récens défenseurs, qu'il y avait de la mauvaise foi ou de la niaiserie à demander à la papauté des transactions auxquelles elle ne saurait se plier et des réformes qu'elle ne peut accorder. L'église ne peut que subir passivement les transformations aujourd'hui nécessaires; elle ne peut les accepter par un consentement préalable : il y a des abdications qu'elle ne croit pas en conscience pouvoir faire. Sur ce point, ses résolutions sont immuables, et si persuadé que l'on soit que les sociétés laïques ne doivent pas s'y asservir, il y aurait peu de générosité et de justice à méconnaître la dignité et la grandeur de cette inflexibilité. M. de La Guéronnière et ses amis doivent savoir à quoi s'en tenir sur l'inanité de ces conseils et de ces espérances de réforme et de transaction. Si nous sommes bien informés, il y a quelques jours à peine, le cardinal Antonelli opposait encore une fin de non-recevoir absolue à une dernière démarche conciliante de notre diplomatie. Tout ce que la cour pontificale nous demande, c'est de la prévenir de notre départ quelques heures d'avance le jour où il nous plaira de quitter Rome. Cessons donc de promettre que nous sortirons de Rome quand Victor-Emmanuel et Pie IX se seront réconciliés. Ce serait dire, en renonçant gratuitement au mérite de la franchise, que nous y resterons toujours.

Si nous pensons ne point nous tromper sur l'intérêt et le devoir de la France en présence de la situation de l'Italie, nous ne nous flattons point d'y voir aussi clair dans les conséquences que pourra avoir au sein de la péninsule le prompt avortement de cette échauffourée. Nous aimons à croire

que cette crise, par le profit que le gouvernement et l'opinion libérale et modérée pourront tirer de leur succès, aura été une crise salutaire. Grâce à Dieu, la lutte n'a été ni assez longue ni assez vive pour laisser après elle de larges blessures, des haines vivaces et de profonds ressentimens. Garibaldi est pris et blessé. Les titres qui le recommandent à la clémence du roi sont tels qu'il n'y a pas lieu de craindre qu'un prisonnier de cette importance soit un embarras pour le gouvernement. Il est difficile de croire qu'un rebelle de cette sorte puisse être mis en jugement. Son échec et la perte de son prestige sont une punition suffisante de sa faute. Autorisé par sa victoire à être indulgent, le ministère, nous l'espérons, n'aura pas de peine à effacer rapidement les traces de ce fâcheux déchirement. Il n'abusera pas non plus de l'état de siége qui a été décrété dans les provinces méridionales. L'état de siége, dont Cavour mourant repoussait la perspective avec une préoccupation si noble, aurait l'inconvénient, s'il était trop prolongé, de placer le Napolitain et la Sicile dans une sorte d'infériorité politique vis-à-vis de l'Italie du nord; les provinces méridionales, dans le travail de l'unification, auraient l'air d'être traînées à la remorque, au lieu de concourir à l'œuvre nationale par un mouvement libre et spontané : le pénible sentiment qu'entretiendrait en elles cette situation inférieure pourrait nuire plus tard à leur propre progrès et à la solidité de la fusion nationale. Quoique l'état de siége soit un regrettable moyen de gouvernement, il est possible en certaines circonstances, en l'employant dans la stricte limite du nécessaire, d'en faire un usage utile. Tel est, croyons-nous, le projet du ministère. Il profitera du gouvernement militaire en Sicile et à Naples pour purger l'administration des mauvais élémens qui y avaient été introduits au moment de la révolution et pour délivrer Naples du honteux fléau de la *camorra*. Si, dans les difficiles circonstances que l'Italie a traversées depuis plusieurs mois, nous avons pu craindre que le cabinet de Turin ne fût insuffisant, nous croyons n'être que justes en reconnaissant à M. Rattazzi deux qualités, la modération et le sang-froid, qui peuvent aujourd'hui trouver une application heureuse, et qui nous paraissent le rendre propre à cicatriser promptement les blessures de la crise et à p évenir la faute d'une réaction exagérée et maladroite.

Nous voudrions étendre plus loin nos conjectures relativement à l'influence heureuse que devraient exercer sur le parlement italien et le gouvernement de Turin l'effacement du parti de l'action et la défaite de l'insurrection garibaldienne. Il semble que l'occasion est indiquée pour que la vie parlementaire reprenne à Turin des allures plus franches et plus décidées que celles qu'elle avait gardées dans les incertitudes de ces derniers temps. Par exemple il doit être possible aujourd'hui à M. Rattazzi de compléter et de fortifier son cabinet. Peu de jours avant la séparation de la chambre, un de ses membres les plus distingués, M. Minghetti, avait, à propos d'un débat financier, abordé la question politique; parlant au nom de la majorité conservatrice, il tenait la question de confiance suspendue jusqu'au

moment où la chambre et le pays pourraient juger la conduite du ministère en face du parti de l'action. L'épreuve déterminée par M. Minghetti a réussi au cabinet, et les hommes distingués du parlement n'ont plus de raisons apparentes de refuser de compléter par leur concours les cadres d'un gouvernement fortifié. Dans une telle situation, soit que la chambre actuelle vive, soit que des élections générales la renouvellent, il nous semble que les hommes politiques importans de l'Italie doivent agir dans le parlement avec plus de franchise et de décision qu'ils n'ont osé le faire depuis la mort de M. de Cavour. Quand l'animation de la vie parlementaire donnerait lieu à des dissidences politiques plus accentuées, quand elle donnerait lieu à une opposition fondée sur des principes et des intérêts, ni le gouvernement ni l'Italie n'auraient à s'en plaindre. La lacune laissée par la mort de M. de Cavour dans la direction de la politique générale est à chaque instant déplorée par les Italiens. Pour être conséquent, il faudrait au moins s'efforcer de produire la monnaie de M. de Cavour. On n'y parviendra qu'en abordant franchement et courageusement la vie parlementaire, qu'en abandonnant la guerre de petites niches et de tricheries qu'on se faisait depuis trop longtemps au sein des bureaux et des commissions, qu'en renonçant à ces tristes habitudes de dénigrement qui ne se sont pas même arrêtées devant la noble personnalité de M. Ricasoli, que M. Bianchi, son ancien secrétaire-général, était naguère obligé de défendre contre les plus injustes imputations dans une brochure très intéressante. Que M. Ricasoli, que M. Farini reprennent leur place à la chambre; que des hommes dont le mérite est déjà apprécié en dehors de l'Italie, tels que M. Minghetti et M. Peruzzi, disent ouvertement leur façon de penser sur la conduite des affaires, pour l'édification de leur propre pays et pour l'instruction de l'Europe; que l'éducation de l'opinion italienne se poursuive ainsi par une discussion ferme et assidue, par l'action régulière des institutions, les hommes d'état se formeront, et l'on n'aura plus à redouter comme un péril national les intempérances des hommes et des partis qui ne savent en appeler qu'à la force.

L'épreuve si critique qui vient de tenir en suspens les destinées italiennes a pendant deux semaines absorbé toutes les préoccupations. Les nouvelles d'Italie avaient seules le privilége d'attirer l'attention et d'exciter les émotions du public. On ne pensait plus au Mexique, où en effet la situation de nos troupes, qui vont recevoir des renforts considérables, ne pouvait plus donner d'inquiétude, au Mexique, qui ne nous apparaîtra plus désormais que sous la forme d'une lourde question financière. L'on n'écoutait pas le sempiternel et incompréhensible bavardage du fil électrique sur les affaires du Montenegro et de la Serbie; l'on ne s'apercevait pas des mensonges du télégraphe, qui attribue aux Monténégrins des victoires qui en réalité sont des défaites, car les Turcs sont aujourd'hui maîtres de la Montagne-Noire. On souriait en passant de la leste et verte réponse de M. de Rechberg à la lourde note de M. de Bernstorff, et l'on n'avait pas le cœur de se mêler aux

querelles d'Allemands où s'escriment ces deux diplomates à propos de tout : traité franco-prussien, coquetteries de l'Autriche avec le Zollverein, idées autrichiennes sur la réforme fédérale, etc. On n'essayait pas de scruter le sombre état de la Pologne, qui a déjà, paraît-il, lassé le grand-duc Constantin. Quant à l'Amérique, ce n'est guère qu'aujourd'hui qu'il nous est permis d'y revenir, et heureusement nous la retrouvons en veine de nous envoyer de meilleures nouvelles. Le nord se remet visiblement de l'échec essuyé par le général Mac-Clellan. Il obtient des succès; au lieu de succomber aux défaillances qu'annonçaient ses ennemis, il redouble d'énergie, et il va puiser dans la conscription une ressource énorme que le sud, depuis l'origine de la lutte, n'avait pas hésité à demander à ce mode de recrutement.

Ce silence général d'émotion et d'attente qu'un commencement de guerre civile en Italie avait produit parmi nous a été remarquable à l'ouverture de la session de nos conseils-généraux. D'ordinaire ceux des présidens des conseils-généraux qui exercent dans l'état les plus hautes fonctions saisissaient cette occasion pour prononcer des discours gonflés de généralités politiques qui devenaient pendant quelques jours la pâture plus ou moins substantielle de notre oisive presse. Grâce à l'Italie, cette rhétorique d'apparat nous a manqué cette année. Ni M. de Morny, ni M. de Persigny, ni ministre, ni membre du conseil privé, n'ont été d'humeur de nous parler politique. Prenons bravement notre parti de cette disette. Sérieusement, à propos de M. le ministre de l'intérieur, nous avons moins de regret à sa taciturnité politique après le bon langage administratif qu'il vient de tenir dans sa récente circulaire sur les chemins vicinaux. Il s'agissait d'établir les principes suivant lesquels sera opérée la répartition des 25 millions affectés à l'achèvement des chemins vicinaux, et sur lesquels un crédit de 3 millions est ouvert cette année au ministère de l'intérieur. M. de Persigny a fixé le mode de répartition le plus sensé et le plus équitable. Il divise son crédit en deux parts. La première constituera une subvention distribuée par portions égales entre les départemens. Dans la distribution de la seconde part, il sera tenu compte des différences qui existent entre les départemens divers sous le rapport des besoins et des ressources. Grâce au système adopté par M. de Persigny, on obtiendra toute l'équité possible dans la distribution de cette subvention variable. En effet, les allocations seront proportionnées aux sacrifices que les départemens eux-mêmes s'imposeront pour le service de leur vicinalité. Il y a deux bases d'après lesquelles peuvent s'estimer à cet égard les sacrifices consentis par les départemens. L'une de ces bases est le produit des centimes additionnels votés avec cette affectation; l'autre est le nombre de ces centimes. La première base avait été adoptée par une loi de 1848; mais elle ne donne pas un résultat vraiment juste. En effet, par le vote de 1 centime additionnel, tel département riche et peuplé se fait une ressource de 100,000 fr.,

tandis qu'un département pauvre ne recueille qu'un produit de 4 à 5,000 fr. En suivant cette base, la subvention n'eût pas été en rapport avec les efforts réels des divers contribuables départementaux. C'est l'égalité des efforts et des charges effectives consenties que l'on récompense, en prenant pour base non plus le produit, mais le nombre des centimes additionnels. M. de Persigny, par une sage inspiration, a choisi le dernier système, et nous l'en félicitons volontiers.

E. FORCADE.

LITTÉRATURE MUSICALE.

PERGOLÈSE ET *LA SERVA PADRONA*.

Il vient de se passer au théâtre de l'Opéra-Comique un petit événement sur lequel il importe d'attirer l'attention des amateurs judicieux de l'art musical. Absent de Paris, je n'ai pu assister à la reprise de *la Servante maîtresse,* de Pergolèse, qui a eu lieu le 13 août devant un public bien étonné sans doute qu'on lui débite des vieilles sornettes de l'an de grâce 1730. Si les journaux disent vrai, il paraîtrait que l'opérette de Pergolèse aurait été assez favorablement accueillie par la génération actuelle, si profondément convaincue cependant de la supériorité de son goût et de ses connaissances sur tous les siècles passés. Ce contraste m'avait déjà frappé à la reprise de *Rose et Colas,* de Monsigny, que j'ai eu le tort de trouver plus jeune que son âge, mais sans que cela m'empêche de sentir le prix des chefs-d'œuvre modernes, et en rendant au talent exquis de l'auteur de *Lalla-Roukh* la justice qui lui est due. Pourquoi donc n'avouerai-je pas que je suis heureux d'apprendre qu'un petit ouvrage de musique dramatique qui a *cent trente-deux ans* de date a été reçu avec sympathie par une génération imbue de la doctrine du progrès indéfini de l'esprit humain, et qui a vu naître sur ce théâtre de ses amours tant d'œuvres ingénieuses et charmantes? Je suis de l'avis du public et de M. le directeur de l'Opéra-Comique, qui pensent que la reprise de quelques bons ouvrages de l'ancien répertoire, combinée avec les productions de l'art moderne, est un spectacle agréable à tous et un enseignement très utile aux jeunes musiciens qui se destinent à écrire pour le théâtre. Qu'on n'oublie pas d'ailleurs que *la Servante maîtresse* de Pergolèse est non-seulement le premier opéra bouffe que l'Italie ait applaudi, mais que ce petit intermède, qui a charmé tous les beaux-esprits de la première moitié du XVIIIe siècle, Rousseau en tête, est le modèle qu'ont imité les fondateurs de l'Opéra-Comique, Duni, Monsigny et Grétry.

Pergolèse, dont la renommée est beaucoup plus grande en Europe que celle de ses illustres prédécesseurs et maîtres Alexandre Scarlatti et Leo, est né dans la petite ville de la Pergola, à quelques lieues de Pesaro, dans l'ancien duché d'Urbin, en 1707. Il s'appelait Jesi du nom de sa famille, et

ce sont ses condisciples au conservatoire de San-Onofrio de Naples qui lui donnèrent le nom de la bourgade où il a vu le jour. C'est à l'âge de dix ans, croit-on, que le jeune Pergolèse fut conduit à Naples et admis au conservatoire que nous venons de citer. Il eut pour maître Gaetano Greco, élève distingué d'Alexandre Scarlatti et son successeur comme professeur de contre-point. Après neuf ans de travaux et d'études patientes, Pergolèse sortit du conservatoire et composa pour un couvent un oratorio sous le titre de *San Guglielmo*. Un de ces protecteurs généreux des arts comme il y en avait tant alors en Italie, le prince d'Agliano, engagea Pergolèse à écrire pour le théâtre *de' Fiorentini* un intermède bouffe, *Amor fè l'uomo cecco,* qui ne réussit pas, et qui fut suivi d'un opéra sérieux, *Recimero,* qui paraît ne pas avoir reçu un meilleur accueil. Ces débuts pénibles arrêtèrent un instant Pergolèse dans la carrière du théâtre, et il employa deux années de retraite à écrire de la musique de chambre, des trios pour deux violons et basse que lui avait commandés un écuyer du roi, le prince Stigliano. Enfin c'est en 1730 que Pergolèse composa la musique de *la Serva padrona,* qui fut représentée sur le théâtre de Santo-Bartolomeo à Naples (1). Le succès de ce charmant badinage fut grand et le plus complet que Pergolèse ait obtenu au théâtre. *Il Maestro di musica, il Geloso Schernito,* qui vinrent après, n'eurent point le même retentissement. En 1734, Pergolèse fut nommé maître de chapelle de Notre-Dame de Lorette, et l'année suivante il se rendit à Rome, où il écrivit pour le théâtre *Tordinione* son opéra *l'Olimpiade*. Cet ouvrage, qui renfermait, au dire d'un contemporain, des morceaux distingués, tomba à plat devant le public romain. Duni, qui se trouvait alors à Rome pour composer un opéra, et qui avait été le condisciple de Pergolèse au conservatoire de Naples, a raconté à un biographe du temps, nommé Boyer, qu'après avoir entendu une répétition de *l'Olimpiade* il dit à Pergolèse : « Il y a dans votre ouvrage trop de détails au-dessus de la portée du vulgaire; ils ne seront pas compris, et vous ne réussirez pas. Mon opéra, *Nerone,* ne vaudra pas le vôtre; mais, écrit plus simplement, il sera plus heureux. » L'événement donna raison à Duni, et *l'Olimpiade* n'eut aucun succès. Ce nouvel échec aigrit et découragea Pergolèse, qui retourna à Lorette avec la résolution de ne plus écrire pour le théâtre. Il se déclara alors dans son tempérament, affaibli par des mœurs trop faciles, une maladie de langueur qui décida les médecins à envoyer Pergolèse à Puzzola, près de Naples, pour y chercher un air plus pur. C'est dans ce dernier asile qu'il a écrit avant d'expirer son fameux *Stabat mater,* la cantate d'*Orphée* et un *Salve regina.* On croit que Pergolèse est mort à Puzzola en 1739, à l'âge de trente-deux ans. Il est arrivé à ce maître ce qui se voit bien souvent dans l'histoire des grands artistes : ses ouvrages furent mieux appréciés après sa mort qu'ils ne l'avaient été de son vivant. *L'Olimpiade* même fut reprise à Rome avec beaucoup de succès.

La réputation de Pergolèse, plus grande et plus populaire que celle des maîtres les plus illustres de la première école napolitaine, repose sur trois ouvrages : *la Serva padrona,* le *Stabat,* et un *Salve regina* pour une seule

(1) Le *libretto*, fort agréablement écrit, de *la Serva padrona* est d'un poète nommé Tullio.

voix, deux violons, basse et orgue. On sait que le *Stabat* de Pergolèse est écrit pour deux voix égales, avec accompagnement de simple quatuor. Il renferme douze morceaux, sept duos et cinq airs. Quelles que soient les réserves que puisse faire un goût sévère sur cette composition célèbre, on ne peut nier que le premier verset, que le *Quando corpus*, et même que le *Vidit suum dulcem natum* ne soient des inspirations musicales d'un sentiment juste et très élevé. Je sais que le père Martini de Bologne a reproché à la musique du *Stabat* de n'être pas assez exclusivement religieuse, et de renfermer des allures et des rhythmes qui rappellent *la Serva padrona;* mais ce reproche peut être adressé à un grand nombre de compositeurs, à Haydn, à Mozart, quand celui-ci ne s'élève pas jusqu'au sublime de l'onction, comme dans son *Ave verum*. C'est une chose très rare que de trouver dans la musique d'église des plus grands maîtres un style complétement différent de celui qui règne dans les compositions mondaines. Cherubini lui-même, quoi qu'en disent de vieux pédagogues, n'a pas résolu le problème dans ses belles messes, qui se distinguent plutôt par la noble et froide sévérité du style ecclésiastique que par l'accent profond et pathétique du sentiment religieux.

La Serva padrona de Pergolèse fut représentée à Paris en 1752 par une troupe de chanteurs italiens où se trouvaient la Tonelli et le bouffe Manelli. On sait à quelles discussions interminables donnèrent lieu l'apparition de ces artistes d'outre-monts et le répertoire qu'ils interprétaient. Les représentations qui se succédèrent pendant deux ans à l'Académie royale de musique soulevèrent une polémique bruyante entre les beaux esprits du temps, parmi lesquels se distinguèrent Grimm et Jean-Jacques Rousseau, comme défenseurs chaleureux de la musique italienne. Outre *la Serva padrona* et *il Maestro di musica*, de Pergolèse, ces chanteurs firent connaître des ouvrages de Rinaldo di Capua, entre autres *la Donna superba*. Expulsés de Paris en 1754 par la jalousie des partisans effrénés de Rameau et de Lulli, dont on représentait encore les tragédies lyriques, ces chanteurs italiens laissèrent après eux une impression féconde qui ne s'est jamais effacée, et d'où est sortie la charmante alliance de l'esprit français avec la mélodie italienne, c'est-à-dire l'opéra comique. Traduite en français par un avocat littérateur nommé Baurans, *la Servante maîtresse* est restée au répertoire jusqu'à la fin du siècle dernier.

Rien n'est plus simple que le sujet de la pièce. Un vieux barbon, Pandolfe, a une servante jeune et accorte qui a résolu de devenir la femme de son maître. Pour atteindre son but, Zerbine emploie toutes les ruses de son sexe et de son métier : elle rit, elle pleure, elle s'emporte, s'adoucit à propos, et finit, à force de manéges, par prendre le vieux bonhomme dans ses filets. Entre ces deux personnages qui se querellent et qui agissent, il y a un personnage muet, Scapin, qu'on invoque tour à tour, et qui joue dans cette vieille parade de la comédie improvisée, *comedia dell' arte*, le rôle du destin, qui voit tout, qui entend tout et qui ne dit jamais rien. *La Serva padrona* n'a pas d'ouverture symphonique; la pièce commence par une ariette où Pandolfe se plaint d'être mal servi par sa camériste-major. Le style de cette ariette est syllabique et vise à l'expression logique de la parole. C'est ainsi qu'a commencé la musique de théâtre, et surtout l'opéra

bouffe. Vient ensuite un air très vif et très mouvementé de Zerbine, qui joue avec le muet Scapin une scène de coquetterie pour exciter la jalousie de Pandolfe. Le duo dialogué entre Zerbine et Pandolfe est vraiment charmant, d'une grande vérité scénique, et il renferme des passages qui indiquent un art bien supérieur à celui de Monsigny et de Grétry. L'*à parte* où Pandolfe s'avoue tout bas à lui-même que Zerbine lui plaît, cette progression chromatique, — *Sur mon âme, elle me tente,* — est la marque d'un maître qui a été élevé à bonne école. On peut en dire autant de l'air de Zerbine, dont le rhythme syncopé est une forme favorite de Pergolèse, qui l'a beaucoup employée dans son *Stabat*. Cet air ne vaut pas cependant celui qui vient ensuite, en *sol majeur,* — *Charmant espoir,* — dans lequel Zerbine s'abandonne à la joie de se voir bientôt la femme de son maître. C'est un air léger, un morceau de bravoure parfaitement en situation, plein de *brio,* et qui a servi de type à tous les morceaux de ce genre qu'on trouve dans l'ancien répertoire de l'Opéra-Comique. J'insiste aussi sur le récitatif obligé et tout à fait remarquable où Zerbine, certaine maintenant d'avoir touché le cœur de son maître, lui exprime avec dignité les sentimens tendres et honorables qu'elle éprouve pour lui. Il y a dans cette scène variée un accent qui dépasse peut-être le genre de l'opéra bouffe. On sent que le génie de Pergolèse n'est pas encore entièrement dégagé des formes vagues et pompeuses de la cantate et de l'oratorio, qui ont été les premiers essais de la musique dramatique, et que les élémens du style propre au genre familier de la comédie ne sont pas encore suffisamment élaborés. Tel est aussi relativement le défaut du récitatif qui précède le dernier air que chante Pandolfe : il est trop pompeux pour le caractère du personnage et le sentiment qu'il doit exprimer. La pièce se termine par un petit duo dialogué très agréable et encore très frais.

Je ne sais quelles sont les modifications que les nouveaux arrangeurs ont apportées à la partition de Pergolèse. Une ouverture a été ajoutée à cet intermède plus que centenaire, et c'est M. Gevaërt qui l'a écrite sur un motif emprunté à une sonate de Domenico Scarlatti, contemporain de Pergolèse. Quoi qu'il en soit de l'arrangement nouveau et de l'exécution que je ne puis encore apprécier, c'est un événement de bon augure que la reprise, en plein XIX[e] siècle et en face de l'auteur d'*il Barbiere di Siviglia,* du premier opéra bouffe que l'Italie ait applaudi. *La Serva padrona* est encore aujourd'hui un petit chef-d'œuvre de grâce et de vérité, et l'art qui s'y manifeste est bien supérieur à celui des charmans musiciens français qui se sont inspirés de l'œuvre de Pergolèse. Ce doux et mélancolique génie, qui, ainsi que Raphaël et Mozart, est mort dans la fleur de son âge, n'a pu, en abordant et en créant presque le genre de la comédie lyrique, se dégager entièrement de cette noble et vague mélopée qui a été l'origine de l'opéra. On trouve dans *la Serva padrona* des éclats de style qui font un peu disparate avec la qualité des personnages et la nature des sentimens qu'ils expriment; on dirait d'un enfant bien doué qui mêle à son gentil babil quelques mots sonores et pompeux sans trop savoir ce qu'ils signifient. C'est qu'en effet la musique dramatique était encore dans l'enfance du temps de Pergolèse, et ce n'est pas à l'origine des langues et des littératures qu'il faut chercher la division des genres et la propriété savante des styles. Seize ans après *la Serva*

padrona de Pergolèse, Piccinni écrivit à Rome, en 1740, *la Cecchina*, opéra bouffe dont le succès fut un des plus grands que mentionne l'histoire de la musique dramatique. *La Cecchina* marque un grand progrès dans le style et le genre de l'opéra bouffe, qui reçoit de Paisiello, de Guglielmi, mais surtout de Cimarosa, son dernier développement à la fin du XVIIIe siècle. Rossini, avec un coloris et des engins que n'avaient pas ses prédécesseurs, imprime à l'opéra bouffe le cachet de son génie, et il en fait l'expression de l'alacrité, du *brio* et de la désinvolture bruyante de la comédie moderne. Ainsi donc, dans l'espace de cent ans tout au plus, depuis *la Serva padrona* jusqu'à *la Cecchina* de Piccinni, du *Matrimonio segreto* de Cimarosa au *Barbiere di Siviglia*, qui est de l'année 1816, l'Italie crée et perfectionne le genre le plus difficile de la musique de théâtre, l'*opera buffa*, où elle est restée inimitable.

Il serait curieux de suivre dans l'histoire du théâtre les tentatives qui ont été faites pour exprimer la gaîté en musique et pour arriver à constituer le genre particulier et si difficile de la comédie lyrique. On ne tarderait pas à être convaincu que les Grecs et les Romains et tous les peuples de l'antiquité ont complétement ignoré qu'il fût possible de rendre avec des rhythmes et des sons autre chose qu'une noble exaltation de l'âme, un délire religieux ou une fiévreuse ivresse. Parmi les peuples modernes, il n'y a que les Italiens et les Français qui sachent vraiment exprimer la gaîté en musique, et qui possèdent au théâtre une comédie lyrique. Les chants populaires de l'Espagne, de l'Écosse, de l'Irlande, de la Suède, de la Russie, de la Pologne, de la Hongrie, si originaux et si piquans au point de vue du rhythme et de l'accent mélodique, ne sont l'écho que d'une vague disposition de l'âme : la mélancolie et une douce langueur; mais le rire, qui est à la fois le signe universel et humain de la joie de l'âme et la marque particulière d'un aperçu de l'esprit, d'un jugement rapide de la raison, le rire social et *critique*, n'a été exprimé en musique que par les Italiens et les Français. Je sais bien qu'on pourrait répondre que les Allemands ont des opéras-comiques, et que *le Nozze di Figaro*, *l'Enlèvement au Sérail* et *Cosi fan tutte*, de Mozart, sont des chefs-d'œuvre pleins de grâce, de *brio* et d'une exquise gaîté. C'est vrai, et ce n'est pas moi qui médirai jamais du génie suprême de Mozart; mais le rire de Mozart est un *sourire* angélique, et n'a rien de commun avec la raillerie sociale et la verve satirique de Beaumarchais et de Rossini. Encore une fois, il n'y a que les Italiens et les Français qui aient su exprimer la gaîté en musique et qui possèdent une comédie lyrique (1).

Je ne puis mieux terminer ces courtes réflexions qu'en faisant remarquer une heureuse combinaison du sort : l'auteur de *la Servante maîtresse* est né à quelques lieues de la ville de Pesaro, où s'est épanoui l'enfant merveilleux qui a fait *il Barbiere di Siviglia*, et qui, à l'heure où je trace ces lignes, promène ses loisirs *beati* sous les ombrages de Passy. P. SCUDO.

(1) Qu'on me permette de faire ici un aveu. Il y a vingt-cinq ans au moins que j'ai osé publier un opuscule sur cette question, *la Philosophie du rire*. Quel a été mon étonnement de trouver un jour ce petit livre in-18 de trois cents pages cité avec honneur par un grave philosophe allemand!

ESSAIS ET NOTICES.

—

Un des plus jolis contes d'Hoffmann s'appelle *la Vie d'artiste*. En quelques pages exquises de fraîcheur et de sensibilité, le conteur allemand a su décrire l'état d'une âme de poète et de musicien à ce moment mystérieux où commence la vie de l'imagination avec ses extases et ses douleurs, ses aspirations fiévreuses et ses brusques défaillances. Un jeune Allemand initié par le chant italien à l'inspiration musicale, c'est là tout le thème; mais avec quelle finesse il est traité, et comme un profond sentiment du beau anime ces pages légères! L'étude est complète dans sa brièveté, et l'auteur ne nous laisse rien ignorer sur ce travail délicat par lequel un austère contre-pointiste se transforme en un amant passionné de l'idéal.

La vie d'artiste! tel est aussi le sujet d'un roman intitulé *Daniel Wlady*, et qui s'offre à nous comme l'*histoire d'un musicien* (1); mais gardez-vous d'ouvrir ce livre après avoir lu le charmant conte de l'humoriste allemand. Ici malheureusement l'étude des premières sensations qui créent l'artiste et le poète est à peu près absente. Ce qui se passe dans l'âme du musicien Wlady n'appartient nullement à cet ordre de faits exceptionnels qui précèdent et préparent l'épanouissement d'une nature vouée au culte de l'art. On nous a donné ce livre comme l'histoire d'un caractère, on nous a même assuré qu'il avait charmé quelques connaisseurs; nous le voulons bien, mais nous doutons fort qu'il satisfasse aucun de ceux qui lui demanderont sérieusement ce que le titre annonce et ce que des critiques complaisans se sont hâtés de promettre. Il n'y a point là l'étude d'une âme d'artiste développant et fortifiant dans de salutaires épreuves ses facultés créatrices : il y a le portrait d'un égoïsme qui n'a rien que de frivole et de vulgaire, d'une de ces ambitions maladives comme chaque époque en voit éclore, et qui n'ont rien à nous apprendre sur les mystérieux phénomènes du monde de la pensée. Veut-on savoir dans quel ordre d'incidens l'auteur a placé l'intérêt? Qu'on suive un moment dans ses traits principaux l'histoire de Daniel Wlady.

Qu'est-ce d'abord que Daniel? Un pianiste prodige, qui, égaré par des succès hâtifs, commence par dissiper des facultés précieuses dans le tumulte des fêtes mondaines, pour revenir, sous le coup d'inévitables épreuves, au culte austère de l'art. Ce n'est donc pas ici l'esprit de l'artiste, c'est son cœur qui est en cause, et l'histoire de Daniel, au lieu de nous offrir l'émouvant spectacle de facultés compromises se retrempant et se purifiant dans la bataille de la vie, cette histoire se compose d'une série de scènes et de portraits où revient à satiété l'éternel thème des petitesses du monde et des souffrances de l'artiste égaré dans les salons. Daniel est le fils d'un spéculateur de bas étage, qui exploite son talent à peine formé, l'habille en Hongrois, et le promène de concert en concert à la recherche des applaudissemens, et surtout des florins. En regard du père de Daniel se placent le vieil

(1) Un volume grand in-18; Paris, 1862.

organiste Gottlieb et sa fille Ænnchen, les bons génies du jeune artiste, mais génies impuissans et méconnus par cette nature inquiète et vaniteuse. Le père de Daniel meurt, et laisse à son fils quelque fortune. Que va faire ce virtuose de dix-huit ans? Donnera-t-il enfin à l'art sérieux les heures qu'il a trop longtemps données à l'art frivole? Étrange nature! « le bonheur de se sentir vivre était nouveau pour lui. En homme nerveux, il s'y abandonna tout entier, et ne fit plus rien. » Un moment Daniel oublie le piano pour les livres, et en digne fils de Voltaire c'est *Candide* qu'il lit et relit. Enfin le voici résolu à tenter la fortune, à livrer les combats qui marquent à l'artiste sa place dans le monde. Il part, il est à Vienne. Il voit des musiciens, M. Busch, homme influent qui lui prêche la modestie et que Daniel traite intérieurement de philistin; il voit le journaliste Brandt, redoutable par ses railleries, puis Razumof, pianiste théoricien et révolutionnaire, Razumof, charlatan de haute lignée qui va d'ovation en ovation, tandis que Daniel, qu'on nous présente comme un esprit supérieur, est au contraire précipité de chute en chute. Pourquoi donc cette victoire si complète remportée par le charlatan sur le véritable artiste? Le monde est-il décidément composé d'ignorans et de sots? Sans pousser trop loin l'optimisme, il est permis de ne pas croire aux succès durables obtenus par le faux talent. Que Razumof excelle à fasciner le public, à duper quelques *dilettanti* inexpérimentés, rien de mieux; mais qu'il soit décidément préféré à un artiste original et sincère, c'est ce qu'on ne peut admettre. L'histoire de l'art compte bien des exemples d'injustice : elle ne permet pas de croire cependant à la durée, à la consécration d'un succès usurpé. On a cru reconnaître dans Wlady quelques traits d'un maître délicat et inspiré. Il y a eu, dit-on, un original pour ce portrait, et cet original serait le tendre et regrettable Chopin. Sans admettre ce rapprochement plus que discutable entre l'être fictif et l'être réel, on peut se servir de l'exemple même de Chopin contre les Razumof de tous les temps, et leur prouver, par les succès éclatans d'un artiste si dédaigneux des suffrages vulgaires, quels sont les droits imprescriptibles du talent.

L'idée vient à Daniel de quitter Vienne pour un temps. Où ira cet ami passionné de la musique? En Italie peut-être ou dans quelques-unes de ces villes d'Allemagne plus propices que les grandes capitales aux études sérieuses? Non, il choisit l'Angleterre, et cela parce que « la facilité avec laquelle les Anglais versent leurs guinées aux pieds du génie lui semble une preuve de goût. » A Londres, une nouvelle série de déceptions commence. De la vie anglaise il voit ce qu'elle a de ridicule sans saisir ce qu'elle a de grand. Ce monde noble et puissant n'est pour lui qu'un thème à railleries surannées, et bientôt le musicien s'y transforme en spéculateur. Daniel joue à la Bourse. Dépaysé, méconnu dans les salons, c'est là qu'il respire à l'aise. A ce moment du livre, on se demande si l'on a bien compris la donnée première de l'auteur, s'il s'agit bien ici d'un amant de l'art un moment égaré par d'ambitieux caprices, ou si Daniel n'est, à tout prendre, qu'un faux artiste comme Razumof et tant d'autres. — Quoi qu'il en soit, l'heure du châtiment arrive. Daniel, ruiné, découragé, retourne en Allemagne, et ici se placent enfin quelques pages qui contrastent heureusement avec les froides et sèches peintures qu'on vient de parcourir. Daniel re-

trouve Ænnchen, sa sœur adoptive, la fille du digne maître Gottlieb, le fervent disciple de Bach. Il la retrouve veuve avec un enfant, abandonnée, souffrante. Il sent alors que sa vie a un but. Le travail sérieux va lui permettre de soutenir une pauvre famille, et ce travail résolûment abordé ne trompe pas ses efforts. Ænnchen meurt épuisée, mais elle a pu sourire avant d'expirer aux premiers succès de Daniel. Pourquoi donc affaiblir l'effet de ces scènes touchantes par les singuliers détails placés dans les dernières pages? Pourquoi conduire Daniel à Paris, où l'on exécute une de ses symphonies qui excite l'admiration de M. Hector Berlioz en personne et le décide à placer « dans un de ses feuilletons Daniel au nombre des trois ou quatre compositeurs distingués de notre temps? » En dépit des *connaisseurs* dont ce livre a si vite gagné les suffrages, ce sont là de gros solécismes en matière de goût.

On a pu le voir, il y a dans ce roman deux parts à faire. Il y a tout un ensemble de portraits et de scènes satiriques où se rencontrent quelques touches vraies, compromises par une exagération systématique et par une sorte de sourire prétentieux qui distingue toute une petite école très convaincue de se rattacher par Beyle à Voltaire. Il y a aussi une partie touchante, la plus courte malheureusement, celle où l'auteur décrit la régénération de l'artiste sous les yeux d'Ænnchen mourante. Celle-là ne rachète certes pas les défauts du livre, mais elle indique une sensibilité naïve, qui perce même à travers les prétentions de l'auteur à une grande impassibilité sceptique, et qui pourrait l'inspirer heureusement, surtout si elle s'alliait à ce respect de la forme, à cet instinctif et implacable dédain du faux goût, qui seuls font le véritable écrivain. Que M. Camille Selden ne s'abuse pas. On lui a rappelé le conseil qu'il adresse lui-même à son Daniel : « Si vous voulez être un artiste, ne soyez point un raffiné. » Nous lui répéterons volontiers le même conseil, mais en ajoutant que l'école de prétendus *raffinés* où le placent quelques parties de son livre l'éloignerait tôt ou tard du public sérieux et de ce vrai courant de l'invention romanesque où s'obtiennent et se consolident les succès légitimes. V. DE MARS.

Les Princes du XVIe siècle d'après les relations vénitiennes (1).

M. Ampère a bien souvent exprimé dans la *Revue*, pour l'avoir éprouvé par lui-même, ce prestige particulier que Rome exerce sur ses hôtes, et il a cité tel de ses amis qui, une fois habitué au séjour de cette ville incomparable, après avoir fait et refait sa malle en vue du départ, est demeuré de longues années sous le charme, sans pouvoir le rompre. C'est ce que le dernier pape, assure-t-on, savait rendre ingénieusement, disant « adieu » à quiconque n'était resté que pendant quelques jours, disant « au revoir, » quelles que fussent leurs prochaines résolutions, à ceux qu'un certain séjour avait initiés à la majesté de la ville éternelle. On peut douter que Naples, après sa première séduction toute païenne, soit capable d'exer-

(1) *La Diplomatie vénitienne. Les Princes de l'Europe au seizième siècle*, par M. Armand Baschet. Plon, 1862.

cer une action si pénétrante; mais Florence et Venise, à d'autres titres que Rome, possèdent incontestablement aussi une magie souveraine. Sous le prétexte d'étudier la vie de Jean de Bologne ou de Douai, un de nos compatriotes, M. Fouques de Vagnonville, est plongé depuis dix ou quinze ans dans les archives florentines, et voici M. Baschet, qui, parti un beau jour pour Venise avec une de ces missions littéraires (1) auxquelles nous devons en France plus d'un curieux livre, s'est fait captif pour une dizaine d'années, et, revenu aujourd'hui les mains pleines d'instructions et de *relations* inédites, apporte dans la publication de ces précieux documens la même ardeur que dans ses recherches. Il est vrai qu'il s'agit de la renaissance et de toutes les gloires les plus éclatantes de cette époque brillante entre toutes, le XVIᵉ siècle italien.

On a dit du XVIᵉ siècle qu'il ressemble à une riche étoffe d'argent et d'or que le sang a souillée. Sous la vive lumière de la renaissance et les derniers feux du moyen âge, tout s'y montre en relief, vertus et vices, grandes qualités et défauts bizarres, ardeur intellectuelle ou religieuse, cruauté sensuelle, insatiable volupté. Il n'y a pas alors, comme au XVIIᵉ et même au XVIIIᵉ siècle, une cour ou une nation unique donnant le ton à toutes les cours ou à l'esprit public en Europe; cette personne fictive, mais puissante, que les temps modernes ont créée sous le nom de l'état, ne courbait pas encore les volontés particulières sous le joug souvent oppressif de l'égalité administrative; cet autre empire non moins efficace qu'exercèrent aux deux siècles suivans la société des femmes, la conversation et les salons, était encore absolument inconnu. Tout caractère faible restait infécond ou était étouffé; mais aussi, comme dans une forêt inculte sous le tropique, toute plante vivace, au détriment des autres, y grandissait au-delà de la commune mesure dans une sauvage liberté. Le mépris de la vie humaine et l'impunité du vice y favorisaient chez quelques-uns l'essor de la passion et de la force, et peu de périodes dans l'histoire de l'humanité, sinon peut-être les siècles de l'empire romain, avaient offert, avec un tel effort d'affranchissement et un élan si irrésistible vers un avenir inconnu, une telle facilité aux natures violentes ou énergiques pour se développer sans autre gêne que la violence ou l'énergie de quelques natures rivales.

Avec les Médicis et les Borgia, avec ses artistes et ses poètes, l'Italie a certainement été une des plus brillantes arènes où le génie du XVIᵉ siècle se soit déployé avec tous ses contrastes. De plus, grâce sans doute à l'héritage de saine raison et de droit sens que lui avait légué l'ancienne Rome, l'Italie avait eu des politiques et des diplomates qui s'étaient faits les observateurs curieux de tout le siècle, et dont les rapports, écrits en présence même d'une scène si attachante et si diverse, ont été conservés. Telles sont les fameuses *relazioni* que chaque ambassadeur devait lire, au retour de sa légation, devant le sénat de Venise. On sait quelles étaient la puissance et la réputation de Venise au XVIᵉ siècle; on en trouve de nouvelles et singulières preuves dans les écrits de Guichardin récemment publiés, et dans le savant commentaire que vient d'en donner M. Eugène Benoist (2). A l'in-

(1) M. Baschet en a consigné les premiers résultats dans *les Archives de la sérénissime république de Venise, Souvenirs d'une mission*. (Paris 1857.)

(2) *Guichardin politique et homme d'état*, 1 vol. in-8°. Durand, 1862.

térieur, bien que les temps de son extrême richesse commerciale fussent passés, sa prospérité était encore un objet d'envie; « la liberté comme à Venise! » était un cri populaire dans les fréquentes émeutes du commencement du siècle à Florence, et je lis dans le livre de M. Baschet qu'au milieu des troubles incessans de notre pays, plus d'un bourgeois de France s'écriait : « Oh! si j'avais mes biens à Venise! » Venise exerçait, par la solidité de sa constitution politique et de sa richesse, l'ascendant dévolu à partir du milieu du XVIII[e] siècle à l'Angleterre; un des fondemens de sa grandeur était son admirable diplomatie.

Beaucoup des relations que les ambassadeurs vénitiens devaient lire au sénat au retour de leurs missions étaient déjà connues avant le livre de M. Baschet; l'intérêt de ces pièces diplomatiques en avait fait rechercher de très bonne heure les copies. Ces copies se trouvent éparses aujourd'hui dans toutes les bibliothèques et archives publiques ou particulières de l'Europe, et j'en ai retrouvé par exemple un grand nombre dans les dépôts d'Upsal, de Stockholm, de Lund et de Copenhague. De 1830 à 1840, plusieurs collections en ont été publiées, et M. Baschet ouvre son volume par une bibliographie très intéressante à ce sujet. Sans se priver au besoin de ces sources désormais communes, mais en s'appuyant de préférence et constamment sur l'étude qu'il a faite dans les différentes archives vénitiennes des documens originaux, M. Baschet a entrepris de reproduire d'après les relations une galerie entière du XVI[e] siècle. En attendant que cette vaste publication s'achève, la première partie, relative aux princes, aux papes, aux sultans, etc., est déjà digne de la plus sérieuse attention.

Quatre chapitres consacrés à Catherine de Médicis doivent tout d'abord être signalés comme infiniment curieux. Voici, d'après les relations de ces ambassadeurs vénitiens, témoins assidus et attentifs de sa conduite, le rôle de cette reine, tant de fois discuté. Mère impérieuse et souveraine jalouse du pouvoir, elle est prête à tout oser, suivant eux, pour retenir aux mains de ses fils, dominés par elle-même, toute l'autorité. C'est ce qu'ils appellent sa passion d'être la maîtresse, *affetto di signoreggiare,* et elle leur paraît en réalité la maîtresse absolue, *la padrona assoluta.* Catherine n'est arrivée au suprême pouvoir qu'à travers mille obstacles : pendant dix années, elle a été épouse stérile et dédaignée. Au moment où naissait le premier de ses dix enfans, Diane de Poitiers était sa rivale plus que jamais puissante; mais Catherine a été patiente, et s'est contenue. L'étude de l'astrologie, qui pendant longtemps a paru l'absorber, lui a révélé sans doute, dit spirituellement M. Baschet, les premiers scintillemens de l'étoile glorieuse qui devait un jour se lever pour elle. Elle touche enfin au pouvoir, après la mort de son mari, sous le règne de son premier fils, François II, et sous celui de son second fils, Charles IX; mais la couronne est entourée de mille dangers. Catherine craint les Guises, à qui elle paraît se confier, et les protestans, dont elle attribue l'humeur turbulente à des mouvemens d'ambition et à l'amour de la vengeance, non à des sentimens religieux auxquels, en Italienne sceptique, elle ne croit pas volontiers. A travers tant de périls, imaginaires ou réels, il faut qu'à tout prix elle conserve son autorité personnelle sur son fils, afin de travailler librement à sauvegarder la couronne sur la tête des derniers Valois. Mais quelle double tâche à rem-

plir au milieu des passions ardentes du XVI[e] siècle et en présence d'un fils et d'un roi tel qu'était Charles IX! Les relations vénitiennes tracent de lui un portrait qui fait trembler : il lui fallait des exercices violens, jusqu'à battre une enclume trois ou quatre heures durant, se livrant avec fureur à l'escrime, à la paume, à la chasse surtout, restant à cheval douze ou quatorze heures consécutives, poursuivant à travers bois le même cerf pendant deux ou trois jours, ne s'arrêtant que pour manger, ne se reposant qu'un instant dans la nuit... A ce maniaque, roi absolu, Coligny offre la perspective de la guerre. Pendant une absence de la reine-mère, il soumet à Charles IX le plan d'une expédition contre les Espagnols, d'accord avec le prince d'Orange. Quand Catherine revient, elle se voit supplantée auprès de son fils, et par qui? Par le chef déclaré de ce parti huguenot, dont le triomphe serait à ses yeux la ruine absolue de sa famille. C'est ce même Coligny, qui, dès le 22 août 1560, a osé présenter deux suppliques demandant l'établissement de deux églises dans deux parties de la France, afin que ceux de la religion pussent exercer plus commodément leurs rites sans que personne les inquiétât. Sans doute il aspirait d'abord à un partage du pouvoir pour l'usurper tout entier ensuite. Catherine le voyait maître de l'esprit du roi, qui s'élançait vers cette idée de la guerre, comme vers toute perspective nouvelle, avec une intempérante ardeur. Il ne pouvait plus se passer de l'amiral; il le gardait dans sa chambre à coucher jusque fort avant dans la nuit, calculant les armées, supputant les marches... Coligny, par cette obsession, devenait pour Catherine un redoutable obstacle. Les ambassadeurs vénitiens n'hésitent pas à affirmer que ce fut alors qu'elle résolut de le tuer.

Catherine aurait ourdi ce complot avec le lâche duc d'Anjou, plus tard Henri III, objet de sa constante prédilection. Elle commença par reconquérir Charles IX, ce qui lui fut aisé, grâce à l'espèce de fascination qu'elle exerçait sur lui. Dans une séance du conseil, la proposition de l'amiral, la veille incontestée, fut examinée de nouveau et rejetée. L'amiral était présent; il dit que le roi aurait assurément lieu de s'en repentir. Il ajouta qu'ayant promis son secours au prince d'Orange, il s'efforcerait de sauver son honneur à l'aide de ses parens et de ses amis, et de servir de sa propre personne, s'il en était besoin. Puis, se tournant vers la reine-mère : « Madame, dit-il, le roi renonce à entrer dans une guerre... Dieu veuille qu'il ne lui en survienne pas une autre, à laquelle sans doute il ne lui serait pas aussi facile de renoncer! » C'est là un document très curieux et très nouveau. De quelle guerre l'amiral voulait-il parler? Reviendrait-il en France vainqueur à la tête des Français et des Allemands qui l'auraient servi? Il faut rapprocher ces paroles de la prétendue lettre que M. Baschet mentionne plus loin, mais qu'il n'a pas vue et dont il n'affirme pas l'existence, par laquelle il serait prouvé que le parti de l'amiral et l'amiral lui-même, de concert, cette fois encore, avec le prince d'Orange, préparaient, deux mois avant la Saint-Barthélemy, un massacre des catholiques. Cette lettre aurait été saisie par Catherine, et elle s'en serait servie, ainsi que des paroles imprudentes que nous avons citées, pour faire naître dans l'imagination de son fils, aisément ébranlée, soit de vagues terreurs, soit des appétits conformes à son humeur nouvelle, et pour lui offrir dans un massacre sans

péril et une sanglante compensation aux grandes batailles et aux scènes ardentes qu'il rêvait.

Le procès depuis longtemps instruit sur le rôle de Catherine dans le célèbre drame du 24 août 1572 trouve-t-il par ces documens sa conclusion dernière? Nous n'oserions pas l'affirmer. D'abord on connaissait déjà une partie des témoignages sur lesquels M. Baschet s'appuie, car une au moins des relations vénitiennes qui traitent de la Saint-Barthélemy était imprimée dans la collection Alberi. De plus, les témoignages qu'invoque l'auteur ne sont pas nombreux, et ce n'est pas toujours la meilleure garantie de sûre information que d'avoir assisté aux épisodes qu'on raconte. Tout au moins faut-il reconnaître que M. Baschet a non-seulement donné un nombre très considérable d'informations entièrement nouvelles, mais encore contrôlé, en recourant aux originaux, celles qu'on avait déjà sur toutes les questions se rattachant de près ou de loin au souvenir de Catherine de Médicis. Désormais l'historien ne pourra négliger de consulter son livre.

Une bonne partie du volume est consacrée à Philippe II d'Espagne, dont il semble que les ambassadeurs vénitiens aient étudié la physionomie politique avec un soin tout particulier. L'éditeur et l'auteur ont ajouté à l'intérêt des documens qui concernent le *démon du midi* en les illustrant par le *fac-simile* d'une longue lettre d'Antonio Perez couverte de notes marginales écrites de la main de Philippe II; c'est avec cette infatigable assiduité que le fils de Charles-Quint, du fond de son cabinet, s'efforçait encore de gouverner ses nombreux états et de régenter l'Europe, et la vue de si incontestables témoignages facilite singulièrement l'intelligence des textes, en faisant revivre les temps et les figures historiques.

Nous n'avons rien dit de Louis XII et de François Ier, sur qui M. Baschet a rapporté de nombreuses relations vénitiennes, et rien non plus de la brillante série des papes Jules II, Léon X, Clément VII, Sixte-Quint, successeurs d'Alexandre VI Borgia. Et pourtant que de traits vivement saisis dans cette série de figures animées! par exemple cette simple note de Leonardo Donato au sortir d'une audience de Clément VIII : *simulator maximus,* et ce mot de Léon X précieusement conservé par Marino Giorgi : « profitons de la papauté, puisque Dieu nous l'a donnée! » et cette énergique expression de l'ambition indomptable de Jules II : « le pape veut être maître et seigneur du jeu du monde! » En vérité, chaque page du livre de M. Baschet offre quelque trait semblable; bien plus, grâce à l'authenticité des documens, à la précision des indications diverses, chacune exhale comme une senteur de cet âpre XVIe siècle, admirablement décrit par les diplomates vénitiens.

A. GEFFROY.

AMÉRIQUE LATINE.

Recueil complet des Traités, Conventions, Capitulations et autres actes diplomatiques de tous les états de l'Amérique latine, depuis l'année 1493 jusqu'à nos jours, précédé d'un Mémoire sur l'état actuel de l'Amérique, par M. Carlos Calvo; 3 vol. Paris, chez Durand, 1862.

Ce ne serait peut-être pas absolument une fantaisie paradoxale à un certain point de vue de dire que notre histoire contemporaine, surtout depuis

quelques années, est un grand cours de géographie. Elle nous promène sans trève et sans repos de l'orient à l'occident, du nord au midi, des contrées asiatiques aux régions du Nouveau-Monde, et c'est le plus souvent à la lumière d'événemens imprévus que recommence et se poursuit hâtivement cette étude de l'univers. Tant que la politique se renfermait dans un certain cercle occidental et restait en quelque sorte une œuvre d'initiés, on s'accoutumait presque à ne connaître les événemens que par leurs résultats, par le retentissement du choc des armées, ou par quelque traité retraçant des frontières, disposant arbitrairement des peuples et de leur sol. Tout au plus y avait-il quelques explorateurs de la diplomatie et de la science allant plus loin, et mesurant dans leur étendue tous ces théâtres où s'agite le drame mystérieux de la vie universelle. Aujourd'hui l'horizon s'agrandit, le monde entier se déroule, et ce sont les guerres, les conflits de la politique, les aventures de la civilisation, les nécessités d'un commerce gigantesque, qui, en touchant à tous les intérêts, en stimulant les esprits, deviennent de grands maîtres de géographie et d'histoire. Nous sommes des Christophe Colomb improvisés qui découvrons l'Inde anglaise au bruit d'une formidable insurrection, la Chine au bruit de la prise de Pékin par nos armes, la Crimée et l'Italie elle-même à l'éclat de deux grandes guerres. Demain ce sera le Montenegro, l'Herzégovine, la Serbie et Belgrade, le monde slave ou le monde oriental; aujourd'hui c'est le Mexique et l'Amérique latine, et c'est aussi l'Amérique du Nord avec ces immenses espaces où s'agite la guerre civile. Notre cours de géographie continue et se poursuit partout. Il faut bien savoir ce que sont ces pays où se débattent des questions si nouvelles et souvent si étranges, ce que sont ces races avec leurs mœurs, leur nature, leur histoire, leur organisation et tout ce qui sert à expliquer les événemens contemporains.

Peut-être vaudrait-il mieux ne pas se laisser devancer par les événemens et faire un cours de géographie moins précipité, moins agité par des sommations imprévues. On y perdrait sans doute le plaisir de la surprise et de la découverte; la politique y gagnerait de marcher d'un pas plus ferme sur un terrain mieux connu et mieux défini. On n'aurait point, comme cela arrive trop souvent, à découvrir l'Amérique espagnole et le Mexique le jour où une armée européenne se trouve obligée de faire une halte de quelques mois dans une ville dont le nom était hier inconnu. Pour ceux qui ont la prétention de suivre la marche de la politique, il n'est plus permis aujourd'hui de fermer les yeux sur ce mouvement des choses et sur ces innombrables théâtres où se livrent les combats de la civilisation morale et matérielle. C'est justement à ce besoin intime et profond de notions plus étendues et plus sûres que répond un livre de M. Carlos Calvo, un livre de science et d'érudition où se condensent bien des faits ignorés de la politique intérieure et extérieure du Nouveau-Monde. Représentant officiel du Paraguay à Paris et à Londres, chargé de défendre plus spécialement les intérêts souvent obscurs d'une république qui n'est petite que par son rôle et par ses destinées jusqu'ici, M. Carlos Calvo rend à l'Amérique du Sud tout entière, à l'Amérique latine, comme il l'appelle, le service signalé de faciliter l'intelligence de son développement traditionnel, de rassembler les élémens de son histoire diplomatique à l'époque coloniale, au temps des

luttes de l'indépendance, et dans cette période plus récente qui date de l'émancipation définitive des anciennes possessions espagnoles transformées en républiques. L'histoire est complète; elle remonte à la bulle fameuse du pape Alexandre VI qui consacrait la domination des rois catholiques dans le Nouveau-Monde, elle ira jusqu'aux actes les plus récens, et elle est précédée d'un tableau aussi net que substantiel de l'Amérique du Sud dans sa constitution actuelle, dans son mouvement croissant et dans ses rapports de toute nature avec l'ancien monde.

Ce n'est pas tout à fait sans raison assurément que l'auteur se plaint de l'ignorance où l'on vit dans notre monde ancien de tout ce qui se passe au-delà de l'Atlantique, et cette ignorance, il l'attribue à des causes diverses, — à ce qu'il y a de généralement superficiel dans l'enseignement européen sur l'histoire et la géographie de l'Amérique, à l'absence d'organes spéciaux qui s'occupent sérieusement d'éclairer l'Europe sur ses intérêts réels en lui faisant connaître le développement rapide de ces contrées nouvelles, et enfin aux récits fantastiques de quelques voyageurs qui défigurent la réalité. L'auteur pourrait ajouter une autre cause, les guerres civiles, qui, par leur fatigante mobilité, obscurcissent tout en même temps qu'elles jettent des élémens incessans de perturbation dans les rapports de l'ancien monde avec le nouveau. Et cependant il est certain qu'il n'est pas pour la civilisation de théâtre comparable en richesse et en immensité à ce vaste continent de l'Amérique latine, qui a une étendue de 390,460 milles carrés géographiques, où il y a un empire, le Brésil, aussi grand que l'Europe, où cette république avec laquelle nous sommes en guerre, la république mexicaine, est deux ou trois fois plus étendue que la France, et où le plus petit état a le territoire d'un royaume très respectable. De plus, s'il est bien vrai qu'il y ait une immense et choquante disproportion entre cette étendue territoriale et la population, qui pour toute l'Amérique n'est pas de beaucoup supérieure à celle de la France, s'il y a une singulière incohérence dans cette population, si les guerres civiles, sans cesse renouvelées, sont aussi funestes aux intérêts qu'à la formation d'un ordre politique régulier, il n'y a pas à s'y méprendre, il ne s'accomplit pas moins dans ces contrées agitées un mouvement de civilisation croissant d'année en année, se manifestant sous toutes les formes, et ici les chiffres ont leur éloquence. En réalité, à n'observer que ce signe, le commerce sud-américain s'est développé depuis quelques années dans des proportions imprévues; il s'est élevé récemment, pour l'ensemble des états indépendans de l'Amérique du Sud, à plus de 2 milliards de francs. Ce qu'il y a de caractéristique d'ailleurs, et ce que M. Calvo met justement en lumière, c'est la part croissante de la France dans ce mouvement d'échanges. Un jour, il y a onze ans, à l'occasion d'une intervention dans le Rio de la Plata, un homme d'état d'un esprit lumineux et pénétrant, M. Thiers, signalait dans l'assemblée législative de cette époque l'importance particulière des relations de la France avec l'Amérique du Sud, non-seulement au point de vue du chiffre du commerce, qui était dès lors de 150 millions, et qu'il considérait comme devant s'élever à 200 millions, mais encore au point de vue de la navigation. Il montrait la marine marchande française n'ayant qu'un rôle très secondaire dans les relations commerciales avec les États-Unis, et ayant au contraire la première, la plus

grande place dans les relations avec l'Amérique du Sud. « Il y a donc un avenir immense! » ajoutait l'orateur.

Ce qui semblait une utopie à cette époque est moins que la réalité aujourd'hui, et les prévisions de M. Thiers ont été dépassées. Ce n'est pas le chiffre de 200 millions qu'a atteint en dix ans le commerce de la France avec l'Amérique, c'est le chiffre de 458 millions! Il avait pourtant commencé humblement : il était en 1825 de 12 millions. Le commerce français s'est partout accru rapidement en Amérique, dans le Rio de la Plata, au Pérou, au Chili, au Brésil, et, chose plus remarquable, il a dépassé en certains pays le commerce anglais lui-même. A quoi tient cet accroissement du commerce français, partout sensible, excepté au Mexique, où il y a eu au contraire une diminution, suite inévitable de la décomposition du pays? Il y a sans doute l'affinité de civilisation, de mœurs, de race, d'éducation; mais en même temps M. Calvo n'hésite pas à signaler comme une des causes de ce progrès l'esprit de ménagement et de conciliation dont la France se montre animée dans ses relations avec l'Amérique, une politique plus humaine, moins violente pour les états faibles que n'est d'habitude la politique de l'Angleterre. Voilà des faits qui ne sont point à négliger, qu'il faut peser au contraire dans ce qu'ils ont de moral et de matériel, quand il s'agit des relations de la France avec le Nouveau-Monde, quand on se trouve conduit à cette nécessité extrême des interventions, des réclamations.

Les interventions, les réclamations, les demandes d'indemnités, c'est là, il faut le dire, le cauchemar permanent de l'Amérique du Sud, et plus d'un Américain a songé à provoquer la formation d'une sorte de confédération de tous les états du Nouveau-Monde, ne fût-ce que pour créer une force défensive suffisante et opposer une résistance commune aux pressions périodiques de l'Europe. Qu'il y ait parfois quelque exagération et quelque péril dans ce système, qui tend à faire peser de si sévères responsabilités sur les gouvernemens sud-américains, qu'il y ait des abus dans ces demandes d'indemnités qui se sont multipliées, cela est bien possible; mais il y a pour rassurer et désarmer l'Europe un moyen bien plus simple que tous les projets de résistance et les combinaisons d'un droit nouveau américain, c'est de créer enfin un ordre régulier où tous les intérêts nationaux et étrangers soient garantis, où les relations des deux continens soient à l'abri de ces violentes secousses qui se reproduisent trop souvent, et où les seules interventions possibles soient celles du travail, de l'industrie, des immigrations allant du vieux monde dans le nouveau pour y porter et y féconder les germes de la civilisation. Cet avenir est, je crois, celui qu'entrevoit patriotiquement M. Calvo, et c'est déjà s'y préparer que de montrer par l'étude du passé comment l'Amérique du Sud a cheminé jusqu'ici dans cette voie laborieuse et difficile des révolutions politiques et diplomatiques.

CH. DE MAZADE.

V. DE MARS.